



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

044 103 171 807

26 June 1924



HARVARD LAW LIBRARY

Received MAY 3 1924

France



*à M^r. Ch. Huit
affectionné sincère*

Ch. H.

ESSAI SUR L'HISTOIRE

DE

L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE

EN FRANCE

AVANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

x
1
ESSAI SUR L'HISTOIRE c

DE

L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE

EN FRANCE

AVANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

PAR

THÉODORE FROMENT,

DOCTEUR ÈS LETTRES,

PROFESSEUR DE RHÉTORIQUE AU LYCÉE DE BORDEAUX.

PARIS,

E. THORIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

7, RUE DE MÉDICIS.

—
1874

907

5/3/24.

A M. D. NISARD,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,

ANCIEN DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NORMALE.

HOMMAGE

DE RESPECT ET DE RECONNAISSANCE



AVANT-PROPOS.

L'éloquence judiciaire et la littérature nationale. — Profession toute moderne des avocats. — Les avocats à Athènes. Les avocats à Rome. — Les avocats de nos Parlements. — Intérêt d'une étude de l'éloquence judiciaire en France.

L'histoire de l'éloquence judiciaire est intimement liée à l'histoire de notre littérature nationale. Avocats ou magistrats, les orateurs de nos Parlements ont une large part à revendiquer dans ce patrimoine de sentiments et d'idées qui constitue la tradition de l'esprit français et comme le *naturel de notre pays*. Ils ont contribué à fixer la langue et le style ; ils ont tenté, avant Balzac et Patru, l'éducation de la prose française. Au milieu des influences diverses qui ont tour à tour prévalu chez nos écrivains, ils ont défendu contre l'imitation de l'Italie et de l'Espagne le sens pratique de la nation et les qualités originales du vieux génie gaulois : en défendant l'ancienne France, ils ont préparé la nouvelle.

Tandis qu'à la fin du moyen âge la scolastique s'épuise en vaines subtilités et se perd en de stériles abstractions, les avocats discutent des faits et appliquent le raisonnement aux intérêts les plus graves de la société. Ils gardent, il est vrai, les procédés et les habitudes de l'école ;

mais, sous cette enveloppe pédantesque et sous ces formes surannées, ils glissent déjà les idées qui doivent un jour faire éclater le moule usé qui les recouvre. Tandis que les clercs parlent latin, les avocats plaident en langue vulgaire. Si le latin reste employé dans les arrêts de nos tribunaux, il est banni des délibérations du Parlement. Bientôt naît et se développe une langue judiciaire, dont la précision se fait sentir dans les ordonnances de nos rois, dans les conventions et les traités de paix, comme à la barre du Parlement et dans le sein du Grand Conseil. Lorsque, en 1393, les rois de France et d'Angleterre débattent par l'intermédiaire de leurs oncles les conditions d'une trêve, les Anglais comprennent difficilement « les paroles qui sont proposées de la partie des François ». Et, rapporte Froissart, « pour eux raisonnablement excuser, ils disoient que le françois qu'ils avoient appris chez eux d'enfance n'étoit pas de telle nature et condition que cil de France étoit et duquel les clercs de droit en les traités et parlures usoient (1) ». Faut-il conclure de là que les légistes avaient fait de la langue du palais un jargon barbare et inintelligible? ou ne faut-il pas constater plutôt les changements et les progrès rapides que les avocats avaient opérés déjà dans le langage et dans le style? Ce style dont les Anglais s'étonnent, ce langage qu'ils ne comprennent plus, sera bientôt celui de nos États-Généraux. Nos premiers orateurs judiciaires sont aussi nos premiers orateurs politiques. Interprètes des droits du

(1) Voir Froissart, liv. IV, chap. xxxv, *Chronique*.

peuple auprès de la royauté, serviteurs de la royauté contre la féodalité et le Saint-Siège, ils sont les champions courageux de la liberté en restant les défenseurs zélés des lois du pays et des intérêts de la couronne. Par leur doctrine et leur caractère, par leurs discours et par leurs mœurs, ils sont vraiment les précurseurs de la société moderne.

Leur profession du reste est toute moderne, et l'antiquité ne l'a point connue. Le barreau n'existait pas chez les Grecs ; s'il se rencontre en germe chez les Romains, il n'y fut jamais constitué comme en France ; il n'y forma jamais un ordre ayant ses règlements, sa discipline, son tableau. M. Egger, dans ses *Mémoires de littérature ancienne*, et M. Grellet-Dumazeau, dans ses *Études sur le barreau romain*, ont nettement démontré, le premier qu'il n'y avait pas d'avocats proprement dits à Athènes ; le second, qu'avant Théodose (380-395), le barreau ne fut pas définitivement organisé ni réglementé à Rome.

Chez les Athéniens tout citoyen devait soutenir lui-même ses droits en justice. Nul ne pouvait prendre la parole à sa place. Est-ce à dire que tout Athénien fût tenu d'être orateur, ou qu'il fût livré sans secours aux accusations d'un adversaire plus habile ? Non. Il pouvait se faire assister d'un parent ou d'un ami, qui complétait ses explications et parlait pour lui et avec lui. C'était le rôle du *synagore* (συνήγορος). Bientôt, à côté des synagores et en dehors des lois s'établit une espèce de « barreau occulte », qui fournissait aux citoyens, sinon des défen-

seurs, du moins des défenses toutes préparées (1). Un rhéteur, un élève des sophistes, Antiphon, s'avisa le premier de mettre au service des plaideurs sa dialectique et son éloquence. Il leur vendit des discours que ceux-ci apprenaient par cœur et récitaient ensuite devant les juges. Il réussit, et les plus grands orateurs, à son exemple, se firent *logographes*. Isée, Lysias, Isocrate, Démosthène lui-même, tinrent à prix comptant des fabriques de discours, soit pour une des parties, soit pour les deux parties à la fois. Ces discours ne ressemblaient guère aux plaidoyers de nos Parlements. Appropriés à la condition des personnages qui devaient les débiter en justice, et censés leur œuvre, ils ne devaient point porter la marque de la main qui les avait écrits. La personne de l'orateur s'y effaçait derrière celle de son client; et l'avocat antique (λογόγράφος) faisait autant d'efforts pour se dérober et cacher son style que l'avocat moderne en fait pour se mettre en évidence et pour déployer son talent. « Lysias excellait, » dit M. G. Perrot, « à produire cette illusion; il était célèbre pour son *Éthopéia*, c'est-à-dire pour l'art consommé avec lequel il donnait à chacun de ceux pour lesquels il écrivait, l'accent et le ton qui lui convenaient... Chaque plaideur s'exprimait chez lui d'une manière plus individuelle, plus vraie, qu'il ne l'aurait fait s'il eût tiré le discours de son propre fonds (2). »

(1) Voir Desjardins, *Étude sur les Plaidoyers de Démosthène*.

(2) Voir G. Perrot, *l'Éloquence politique et judiciaire à Athènes*. (Paris, 1873, p. 261.)

Le logographe, ne paraissant point, pouvait donc sans se compromettre servir à la fois les deux adversaires ; sa responsabilité personnelle n'était pas engagée dans le débat, et son langage ne le trahissait pas, puisqu'il changeait de manière en changeant de cause. On comprend d'ailleurs que le sentiment délicat de la dignité professionnelle ne pouvait exister chez ces avocats de contrebande, qui n'exerçaient leur profession qu'en éludant la loi, et n'osaient avouer hautement ni les services qu'ils avaient rendus, ni les profits qu'ils en avaient tirés (1).

Il n'en fut pas de même à Rome. Sous les rois et dans les premiers temps de la République le patricien était le protecteur légal de son client et devait le défendre en justice. Possédant seul le dépôt des coutumes et les formules de la procédure, il pouvait seul remplir les fonctions de juge et d'avocat ; l'assistance judiciaire était donc un de ses privilèges ou de ses devoirs. C'est quand la loi des Douze-Tables eut été publiée, quand le greffier des pontifes eut affiché les fastes et divulgué le formulaire des *actions*, que le plébéen se trouva affranchi de la tutelle du patron devant les tribunaux, et fut libre de choisir à son gré le défenseur qui lui plaisait. De ce jour-là date l'origine du barreau à Rome ; l'avocat prend la place du patron en gardant son titre *patronus*, et son patronage

(1) « Isocrate se défend avec indignation d'avoir composé des discours pour autrui, bien qu'il se fût fait payer assez cher un certain nombre de plaidoyers. » Desjardins, *Essai sur les Plaidoyers de Démosthène*.

s'étend indistinctement sur la plèbe et sur la noblesse, sur quiconque a besoin de sa parole et de ses lumières.

Mais que ce nom de barreau ne nous fasse pas illusion. Si l'assistance judiciaire devient une profession à Rome, si le ministère de l'avocat devient un ministère spécial et indépendant, il n'existe pas cependant de collège pour les avocats comme pour les augures. La seule loi positive qui nous reste à leur égard est la loi Cincia qui leur défend de rien recevoir, soit à titre de présents, soit à titre d'honoraires : « *Ne quis ob causam orandam donum munusve accipiat.* » Qu'obtient donc l'avocat en échange des services qu'il rend aux plaideurs ? La réputation, l'influence. L'office qu'il remplit gratuitement est une sorte de candidature perpétuelle aux grands emplois de la République ; c'est l'épreuve imposée au futur homme d'État, qu'il soit noble comme César, ou simple chevalier comme Cicéron (1).

Tandis que l'avocat d'Athènes se cachait derrière son client, l'avocat de Rome au contraire couvre son protégé de son talent et de son autorité personnelle. Il ne veut pas seulement gagner sa cause ; il veut conquérir les suffrages de l'auditoire venu pour l'entendre. La foule qui l'entoure est avide d'éloquence ; il faut enlever ses applaudissements par le choix des images, la cadence du style et le pathétique du discours. Le lieu même des plaidoiries semble

(1) « On sait que Cicéron ne fut consul, c'est-à-dire le premier homme de l'univers connu, que pour avoir été avocat. » (Voltaire, *Dictionnaire philosophique.*)

du reste exiger l'éloquence. Quand Cicéron plaide pour Milon, il plaide dans le forum, en vue des temples et des portiques qui s'y élèvent, en présence d'une multitude immense qui le contemple ; et il peut prendre le ciel lui-même à témoin de ses paroles.

Comment donc comparer l'orateur du forum antique avec l'orateur de nos Parlements ? l'avocat, qui se tient chez nous à la barre du tribunal, avec celui qui déployait au grand jour de la place publique les richesses d'une éloquence passionnée et applaudie ? Où retrouver le retentissement qu'excitaient ces procès fameux, transformés en causes politiques ? Les mœurs, les usages, le lieu, la langue, tout a changé ; et l'avocat de nos Parlements diffère autant des orateurs romains que la France du treizième ou du seizième siècle diffère de la République des Gracques ou de Cicéron (1).

Tandis que la jurisprudence, à Rome, est d'abord une science réservée aux patriciens, en France elle n'est cultivée au début que par les roturiers. De là vient que la langue du droit garde à Rome un prestige, une autorité qu'elle n'obtient jamais en France. Dans la patrie de Caton et de Scévola, elle est parlée par la noblesse et comprise par le peuple : on la retrouve dans les historiens et jusque chez les poètes ; chez nous au contraire, une, fois

(1) « Notre barreau, » dit la Harpe, « ne ressemble pas même aujourd'hui à celui des Grecs et des Romains : les particuliers n'y sont pas accusateurs : il n'y a point d'affaires contentieuses portées au tribunal du peuple. » *Cours de Littérature*, premier volume, *Anciens*, *Éloquence*.

formée, elle ne sort guère du palais ; les gens de cour et les gens de lettres la dédaignent, et le public ne la comprend pas.

Mais, si l'avocat garde le secret des termes de sa profession et parle seul la langue de la chicane, il n'en a pas moins une influence considérable sur le développement de l'idiome national. En dehors de la procédure, ne traite-t-il pas tous les jours les questions variées que soulèvent les rapports de la vie civile ? Dans ces luttes quotidiennes, l'instrument de la pensée s'assouplit et la langue française se dénoue.

On a exhumé de la poussière des bibliothèques les monuments d'une prédication encore incorrecte et quelquefois grossière ; on a cherché « par quels chemins ce genre d'éloquence avait passé chez nous avant d'atteindre sa perfection la plus haute ; quel style, quels goûts divers avaient régné dans la chaire (1) » ; on a étudié les transformations successives de la parole religieuse dans notre pays depuis les premiers scolastiques jusqu'à Bossuet. Nul pourtant ne s'est inquiété de suivre les transformations du style et du goût au barreau ; d'étudier cette éloquence *mêlée aux affaires du monde*, comme dit du Vair, qui a joué un si grand rôle dans l'histoire de notre pays, et qui mérite certes une place dans l'histoire de notre littérature. Espérons-nous combler cette lacune ? Nous essayons du moins d'explorer la première partie d'un sujet si vaste et si fécond.

(1) Voir Jacquinet, *des Prédicateurs du dix-septième siècle avant Bossuet*. (Paris, 1863.)

Étudier dans ses changements successifs le talent oratoire de nos avocats, c'est étudier du même coup les causes diverses qui expliquent et modifient ce talent; c'est rechercher et faire connaître les mœurs et les idées de l'orateur, sa condition dans la société et son rôle dans la vie publique; les événements auxquels il a pris part et l'époque dont il a partagé ou combattu les passions; c'est faire à la fois œuvre de critique, de biographe et d'historien.

Dans cette tâche si compliquée et dont mieux que personne nous comprenons les périls, nous avons été soutenu par le double intérêt d'un sujet qui regarde à la fois les lettres et les mœurs. Nous avons suivi avec une curiosité croissante la naissance, les progrès, le développement d'un ordre puissant, qui garde encore aujourd'hui, après tant de révolutions, les principes qu'il avait à son origine; d'un ordre chez qui le goût de la nouveauté s'allie avec le respect de la tradition; qui combat pour toutes les réformes légitimes sans attaquer les bases de la société et du pouvoir; et qui, soumis aux lois de l'État, rigide observateur de l'équité et du droit écrit, défend avec un soin jaloux sa dignité et son indépendance personnelle. Il y a, ce nous semble, en cette étude, plus d'une leçon à prendre, plus d'un enseignement à méditer. Le caractère ne s'y forme pas moins que l'esprit; et, à défaut de modèles de style, on y trouverait de beaux traits de vertu. La morale et le goût se tiennent de plus près qu'on ne le suppose généralement; et celui-ci finit toujours par profiter des progrès

de celle-là. Pour nous, arrivé au terme de nos recherches, nous avouons avoir fait amitié avec tous ces graves personnages de notre ancien barreau et de nos Parlements, et nous éprouvons pour eux le sentiment qu'éprouvait Royer-Collard, lorsque, rappelant les impressions de sa jeunesse, il disait avoir appris le respect à la grand'-chambre du Parlement de Paris.

ESSAI
SUR
L'HISTOIRE DE L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE
EN FRANCE
AVANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER.

LE BARREAU ET L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE
AVANT LE SEIZIÈME SIÈCLE.

§ 1^{er}. — TREIZIÈME SIÈCLE.

Les avocats du temps de saint Louis. — *Ampartiers* ou *Empartiers*. —
Conseils que leur donnent Philippe de Beaumanoir, Pierre de Fontaines,
G. Duranti. — Formule d'un appel en champ clos.

L'histoire de l'éloquence judiciaire en France ne remonte pas au-delà du règne de saint Louis. Jusqu'au treizième siècle, le moyen âge appartient tout entier aux discussions de la scolastique, aux controverses de la théologie, aux prédications de l'Église. Saint Bernard, l'apôtre inspiré, Abélard, le subtil dialecticien, voilà ses orateurs. Mais où trouver à cette époque les traces d'une éloquence judiciaire? Un champ clos, où luttent deux adversaires, voilà le siège de toute justice. L'épée pour les nobles, le

bâton pour les vilains, voilà les arguments des deux champions : l'épreuve du feu, de la croix, de l'eau bouillante et du fer chaud, voilà les seuls témoins qu'admettent les juges. Et quels juges, grand Dieu ! que ceux qui règlent leur sentence sur l'événement d'un combat, qui donnent le droit à la force et croient voir les arrêts du Ciel dans les hasards d'un duel ou l'issue d'une absurde épreuve ! — Le rôle de l'avocat ne commence que le jour où la justice renaît avec saint Louis ; où les *Établissements* du pieux roi débrouillent le chaos des lois et des coutumes ; où la voix de la raison peut se faire entendre dans les tribunaux et trancher les débats que tranchait le glaive. De ce jour date aussi la lutte de la juridiction séculière contre les empiètements de la juridiction ecclésiastique.

Au treizième siècle, tous les procès qui n'étaient pas vidés par les combats judiciaires étaient absorbés par les tribunaux ecclésiastiques. Là, le droit canon dictait la sentence des juges, et la langue latine était la langue des plaidoiries. Les clercs, qui ne plaidaient qu'en latin, avaient fait de la langue des lois une langue inintelligible à d'autres qu'eux-mêmes ; et lorsqu'ils plaidaient en français devant les cours laïques, leur français, hérissé de locutions de droit tirées du latin, n'était guère plus facile à comprendre. « Les clercs, dit Philippe de Beaumanoir, ont une manière de parler moult belle le latin ; mais les laïcs (1) qui ont à plaider contre eux en cour laïe si ne entendent pas bien les mots même que ils dient en fran-

(1) *Lai*, *laïc*, laïque (λαϊκός).

çois, tout soient il bel et convenable au plaît (1). » (Chapitre vi, § 1^{er}.) Dumoulin, au seizième siècle, est moins indulgent que Beaumanoir pour le latin des clercs et des jurisconsultes du moyen âge. Loin de trouver *moult belle* leur manière de parler, il leur reproche au contraire une latinité barbare et incorrecte, et des traductions grossières qui défigurent souvent le sens des textes, l'obscurcissent toujours, et d'un bon français font un latin détestable (2).

Le rétablissement de la juridiction séculière, en substituant aux clercs des magistrats et des avocats laïques, ramenait nécessairement l'emploi de la langue vulgaire. Mais la connaissance des lois et des coutumes n'en restait pas moins le privilège de quelques-uns ; et le ministère des avocats était indispensable aux plaideurs, souvent même aux magistrats comtes ou barons, peu familiers avec les règles et les termes de la procédure. « Pour ce que moult de gens ne savent pas les coutumes comment on doit user, ni ce qui appartient à leur querele maintenir (3), il loit (4) à ceux qui ont à plaider qu'ils quierent conseil et aucunes personnes qui parlent pour eux : et cil (5) qui parolent pour autrui sont appelés avocats. » (Philippe de Beaumanoir, chapitre v, § 1^{er}.)

(1) *Plait*, plaid, plet. — Procès, différend.

(2) « *Decreta, judicia Gallicis probe edita in forensam suam tetram et impurissimam latinitatem convertebant, ... e bonis Gallicis mala facientes latine.* » Dumoulin. (*Œuvres*, deuxième volume, page 407. Paris, 1681, in-8°).

(3) *Maintenir*, manu, manum tenere; protéger, gouverner, défendre.

(4) *Loire*, leire; loisir, leisir; être parmi, être licite.

(5) *Cil*, pronom démonstratif; celui, ecce ille. Sujet, cil; régime, cel.

Ce nom d'avocat, venu du latin, avait changé de sens depuis son origine. Les *advocati*, au temps des Gracques ou de Cicéron, étaient les témoins ou les conseillers appelés par chacune des parties (*ad auxilium vocati*) pour assister le *patronus*, l'orateur chargé de la cause. Mais du temps de Pline le Jeune et de Tacite, le mot *advocatus* commençait à se confondre avec celui de *patronus*, et se donnait assez souvent à l'orateur lui-même (1). Sous le Bas-Empire, l'ancienne distinction entre les *oratores* et les *advocati* avait complètement disparu, et tous ceux qui se vouaient à la défense des citoyens portaient le nom d'*advocati*, et formaient un collège auquel l'empereur Justin donna la dénomination d'*ordre*.

Les Gaules eurent des avocats célèbres jusqu'aux derniers jours de la domination romaine. Sidoine Apollinaire parle d'un avocat gaulois, Flavius Nicetius, qu'il avait entendu dans sa jeunesse et qui excita l'admiration du barreau des Gaules. « *Audivi adolescens, atque adhuc nuper ex puero, quum pater meus, præfectus prætorio, gallicanis tribunalibus præsideret..... Dixit disposite, graviter, ardentè, magna acrimonia, majore facundia, maxima disciplina* (2). » (Livre VIII, lettre 6.)

(1) Tacite, Annales XI, 5. « *Nec quidquam publicæ mercis tam venale fuit, quam advocatorum perfidia... Igitur consurgunt patres legemque Cinciam flagitant, qua cavetur antiquitus, ne...* »

Pline le Jeune, Lettres, VII, 33. « *Dederat me senatus cum Herennio Senecione advocatum provinciæ Bæticæ.* »

(2) Sidoine Apollinaire, né à Lyon en 430, d'une grande famille; son père était tribun sous Honorius et fut préfet des Gaules sous Valentinien III.

Quand, après l'invasion franque et la chute des Mérovingiens, Charlemagne organisa la justice dans son empire, il ne pouvait négliger les avocats (1). « Et de fait, dit Loisel, vous voyez qu'il en est fait mention en trois ou quatre lieux des Capitulaires : mais ceux qui y sont nommés *advocati* ne sont pas nos avocats : ce sont ceux que nous appelons avoués, procureurs et défenseurs des ecclésiastiques et communautés. Les avocats y sont plutôt nommés *clamatores*, lesquels on a depuis nommés *emparliers*. »

Au moyen âge, les *advocati* étaient plutôt les défenseurs des droits des églises : « *qui jura, bona et facultates ecclesiarum tuebantur... et in publicis judiciis earum causas defendebant et actoris vel rei partes agebant.* » (Glossaire de Du Cange.) Les *emparliers*, *parliers*, ou *amparliers* [*amparlarii*, *prælocutores*, *prolocutores* (2)], *avant-parliers* (*qui primas in loquendo partes obtinebant*) étaient les défenseurs des intérêts des particuliers. *Amparlerie* était synonyme de plaidoirie. « Les parties ne plaidaient pas par procureurs, mais parlaient et plaidaient leurs causes par *amparliers*. » (Charondas, note 6 sur le titre VI, livre II de la *Somme rurale*.)

Voir : *Œuvres de Sidoine Apollinaire*, traduites par Grégoire Collombet (3 volumes, 1836).

(1) On lit dans le *Capitulaire de 819*, article 13 : que si les parties sont incapables de se défendre ou ne connaissent pas la loi, le comte doit leur donner un défenseur, *qui pro eis loquatur*. Il interdit le ministère des avocats dans les causes capitales et dans les affaires d'État : « *In causa capitali non per advocatum sit agendum.* »

(2) *Proloqui aliquem : eum tueri more advocati ; pro eo loqui, prælocutor, advocatus, patronus.* Voir Pline le J., liv. VIII, ép. 21.

Au treizième siècle, les deux termes d'*advocati* et d'*am-parliers* se prennent indifféremment l'un pour l'autre. Au quatorzième siècle, le terme d'avocat est seul usité pour désigner ceux qui plaident en justice : *causidici*, *causarum patroni*, δικόλογοι. « Cil qui parolent pour autrui sont appelés avocats. »

Les clercs ne devaient plus soutenir en cours laïques que les causes des pauvres ou des églises, et encore le juge avait-il le droit de les récuser. « Homme de religion, dit Beaumanoir, ne doit pas être reçu en office d'avocat en cour laïe, si ce n'est pour les intérêts de l'Église (1). » Cette règle cependant ne fut pas suivie, et jusqu'au dix-septième siècle on trouve au Parlement de Paris des avocats ecclésiastiques. Du temps de saint Louis, par exemple, le clergé compte ou reçoit parmi ses membres les avocats les plus distingués. L'avocat Guillaume Duranti est évêque de Mende; l'avocat Yves de Kermartin est prêtre au Tréguier; et Gui Foucault, devenu veuf, entre dans les ordres et est élu pape. De ces trois avocats illustres du treizième siècle, l'un parvient donc au trône pontifical, l'autre est évêque, et le troisième, canonisé au siècle suivant, reste à jamais connu sous le nom de saint Yves.

Les *Établissements* de saint Louis (1270) sont la première ordonnance royale qui depuis les Capitulaires de Charlemagne fasse mention des avocats. « Comment *avocas* se doit contenir en cause. » (Chapitre xiv, livre II.)

(1) Ph. de Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis*, chap. v, § 18. (Édition donnée par M. Beugnot, 1842. 2 volumes in-8°.)

Loyauté, courtoisie, désintéressement, telles sont les qualités que saint Louis exige d'eux.

Philippe de Beaumanoir, dans ses *Coutumes de Beauvaisis*, en réclame une autre : la brièveté, la concision. Philippe de Beaumanoir, bailli du Vermandois et du Beauvaisis, à la fin du treizième siècle, avait présidé l'assise de Senlis et l'assise de Clermont : 'il connaissait les avocats de son époque ; et il leur adresse des conseils applicables aux avocats de tous les temps : « Biaus mestières (bonne méthode) est à celui qui est avocas et à toutes manières de gens qui ont à plaider pour eux ou pour autrui, quand ils content leur plait, que ils comprennent tout leur fet en moins de paroles que ils pourront : mais que le querele soit bien toute comprise ès paroles, car mémoire d'homme retient plus légèrement peu de paroles que moult et plus agréables sont as (1) juges qui les reçoivent. » (Chapitre iv, § 2.)

Le même avis se rencontre dans le savant ouvrage de Guillaume Duranti, le *Miroir du droit* (*Speculum judiciaire*), et dans le *Conseil* de Pierre de Fontaines, écrit en 1257, sur la demande de saint Louis, pour l'instruction de Philippe le Hardi. « Je lo (2) à l'emparler qu'il ust de plus briès paroles et de plus clères qu'il porra, car nule parole n'est plus isnele à homme qui bien en-

(1) *As juges*, aux juges. — *As* pluriel de *al* ; *al* régime indirect singulier de l'article *li*. *Li*, article picard, se décline : *li*, *del*, *al*, *et* (singulier) ; *li*, *des*, *as*, *les* (pluriel).

(2) *Je lo*, indicatif présent de *loer*, conseiller, approuver.

tend (1), ne n'est nule si tost retenue. » (*Le Conseil à un ami*, ch. xi, page 1.) « Nulle parole n'est trop promptement comprise à homme qui bien entend, » dit P. de Fontaines, dans son vieux et simple langage; et Guillaume Duranti rappelle aux avocats le proverbe provençal :

Mais val calar
Que fol parlar (2).

Mieux vaut se taire que follement parler. « Conseil digne d'un homme de bien, d'un grave jurisconsulte et d'un courage franc et généreux, » s'écrie à propos de ces vers César de Notre-Dame (3), « non d'un tas de plaidereaux et de babillards qui bien souvent prendront argent des deux parties, déguiseront une injustice, soutiendront une pire cause, et, jetant de la poudre aux yeux des juges, feront absoudre les coupables et condamner les innocents, ainsi que le caut et savant Ulysse fit, en Homère, du bon et sage Palamède. »

Il serait curieux de rechercher dans les *Coutumes de Beauvaisis*, de Beaumanoir, et dans le *Speculum* de Guillaume Duranti, les mœurs, les usages, le caractère

(1) *Isnel*, agile, prompt, vif, rapide. Dérive du v. h. allemand *snel* (aujourd'hui *schnell*); *isnelement*, promptement, sur-le-champ.

« Nulle parole n'est trop promptement comprise à homme qui bien entend. » — Voir Pierre de Fontaines, édition Marnier (1846).

(2) « *Melius est tacere, quam cum pudore loqui, juxta Provincialium vulgare proverbium, quo dicitur mais val calar que fol parlar.* » G. Duranti. — *Calar*, se taire, cesser. — *Celt.* kal, il kal, il se tait. (Voir Raynouard, *Lexique roman*.)

(3) César de Notre-Dame, fils du célèbre Michel Nostradamus.

des avocats de cette époque (1). On les verrait, véritables chevaliers errants de la justice, chevauchant à la suite du Parlement ambulatoire, ou allant de bailliage en bailliage prendre en main la cause des plaideurs et prêter le secours de leurs lumières aux magistrats souvent illettrés (2). Leur salaire était réglé par journées, selon l'importance de l'affaire, selon « ce qu'ils savaient et selon leur état... car il n'est pas raison qu'un avocat qui va à un cheval doie avoir aussi grande journée comme chil qui va à deux chevaux ou à trois ou à plus. » (Ph. de Beaumanoir.) Souvent aussi les avocats plaidaient sans recevoir d'honoraires, « sans attendre de loyer (3), » pour les personnes de leur famille ou pour les pauvres, au nom de Notre-Seigneur. Tout avocat rétribué (avocat par louer) ne pouvait plaider pour la première fois en une cour qu'après avoir juré devant les juges « de se maintenir en l'office d'avocat bien et loyalement, et de ne soutenir à son essient fore que bonne querele et loyal (4). » Ceux qui plaidaient sans rétribution étaient dispensés de ce serment.

Mais ces recherches nous éloigneraient de notre but. Il faut passer rapidement sur ces origines, où nous trou-

(1) Voir à l'Appendice quelques détails sur Guill. Duranti et Gui Foucault.

(2) « *Si judex sit illiteratus, quia forte est baro vel comes, tum sic debet advocatus proponere ut a judice intelligi possit.* » G. Duranti, *Speculum judiciale*. (Argentorati, 1473, in-fol.)

(3) *Loyer, loier, louer*; prix, salaire. *Locarium* (Varron), provençal : *loguier*.

(4) Philippe de Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. v, § 2. — (Édition Beugnot, 1842, 2 volumes in-8°.)

vons des avocats sans qu'il y ait encore d'éloquence sans qu'il y ait même un barreau. La justice, au treizième siècle, n'ayant pas de centre autour duquel les avocats pussent se grouper, ceux-ci ne formaient pas un corps et n'étaient pas même fort nombreux. Les combats judiciaires, qui avaient survécu aux ordonnances de saint Louis, laissaient du reste peu de place à leur ministère. « N'attendez pas de moi, » dit E. Pasquier, dans le *Dialogue des avocats de Loisel*, « n'attendez pas de moi un grand nombre d'avocats de ce premier siècle. Car, ou que les registres du Parlement nous défaillent, il est certain que le nombre n'en était pas grand, n'y ayant guère alors de procès des cours laïques pour deux raisons. L'une que la juridiction ecclésiastique entreprenait quasi tout ou que presque tout se renvoyait devant elle en vertu du privilège de cléricature. L'autre, que ce qui était le demeurant, savoir les procès criminels et de sang, voire souvent les procès civils, se jugeaient et déterminaient entre les seigneurs par guerres, et entre les autres, soit communautés ou particuliers et même entre personnes ecclésiastiques, par gage de bataille, à faute de preuve testimoniale suffisante (1). En quoi les avocats n'étaient requis que pour l'observance de quelques formalités, il fallait plus de champions de bataille aux plaids que d'avocats

(1) Gage de bataille. « C'était ordinairement un gant, gantelet, ou coperon. S'il était relevé et que les juges autorisassent le duel, on se rendait au champ clos. » Chéruel, *Dictionnaire historique des institutions et coutumes de la France*.

L'unique souvenir qui nous reste des débats judiciaires du treizième siècle est la formule par laquelle un avocat proposait le duel ou jugement de Dieu. Elle est rapportée au long par du Breul dans le *Style du Parlement*, et reproduite par M. Berryer en tête de ses *Leçons et Modèles d'éloquence judiciaire* (1).

FORMULE D'UN APPEL EN CHAMP CLOS.

« Messeigneurs, j'ai à proposer devant vous contre Monseigneur tel que void-là, pour Monseigneur tel, lequel vous voyez ici, aucunes choses auxquelles il chet vilenie, et si Dieu maist, il m'en poise : car tant que j'ai vécu, je ne viez onc au dit tel que bien et honneur : mais ce que j'entends dire et proposer contre lui *je le dirai comme advocat de céans*, et pour tant que ma partie me le fait entendre et *veut que je le die et propose*, et m'en avouera s'il lui plait et promis le m'a en présence de vous, le *m'a baillé par écrit et substance et le tiens en ma main* : car jamais par moi je ne le feisse : car le dit ne me fit oncques mal, ne je à lui que je sache, fors que bien et honneur, et pour ce que je l'atends à dire..... Pourquoi, Messeigneurs, vous supplie qu'il ne vous déplaie et que vous veuillez octroyer que je dise et propose de votre licence, et avec ce prie à Monseigneur tel qu'il me le par-

(1) Berryer, *Leçons et modèles d'éloquence judiciaire* (1 vol.), 1838. — Voir sur le gage de bataille Pasquier, *Recherches de la France*, liv. IV, chap. 1^{er} « Celui qui sera soucieux, dit-il, d'entendre par le menu toutes les particularités des demandes et défenses, pourra lire le vieux *Style du Parlement*. »

donne : car, si maist Dieu, en tout autre je le servira mais en cettui cas si convient que je fasse mon devoir car j'y suis tenu. »

Quel exorde ! et quel surcroît de précautions oratoires ! Ces circonlocutions fastidieuses étaient indispensables parait-il, à la sûreté de l'avocat. S'il s'était servi des tournures par lesquelles l'avocat de nos jours s'identifie à son client, il eût été exposé à être appelé lui-même en champ clos. C'est ce qui arriva, raconte Loisel, à un avocat du quatorzième siècle, Hugues de Fabrefort. Offrant la bataille pour Armand de Montaignu au sire Emeri Durefort, il eut l'imprudence de parler en son nom et menacé de descendre dans l'arène. Il en fut quitte, dit-on, pour la peur.

Après ce début circonspect, que nous avons cité l'abrégéant, le président répondait à l'avocat : « Or proposez votre fait ou querelle. » L'avocat devait alors proposer son fait « au mieux qu'il pouvait, au profit de sa querelle par les plus belles paroles et mieux ordonnées et plus entendiblement. » Puis venaient les conclusions, renfermées aussi dans une formule :

« Mon fait ainsi proposé, comme vous, Messeigneur, avez ouï, je conclus ainsi : que si le dit tel *confesse* choses que j'ai proposées être vraies, je requiers que vous le condamnerez avoir forfait corps et biens au roi ou au sire pour les causes dessus dites, ou que vous le punirez de telles peines que prononcent us et coutumes, ou la sentence du cas proposé le désire ; et s'il *le nie*, je dis

Monseigneur tel ne le pourrait prouver par témoins, ou autrement suffisamment. Mais il le prouvera par lui ou son armé, en champ clos, comme gentilhomme, retenue faite de cheval, d'armes et autres choses profitables ou convenables à gage de bataille et en tel cas, selon sa noblesse, et lui en rends son gage. »

A ces mots, l'avocat jetait le gant dans le parquet.

L'avocat de la partie adverse présentait alors tous ses moyens de défense pour faire rejeter le gage de bataille. L'appelé désavouait devant la cour tout ce que l'appelant avait fait proposer contre lui : « Il ment comme mauvais qu'il est du dire, sauf l'honneur de la cour : et tout ce qu'il a fait dire et proposer contre moi, je le nie tout et advoue mon avocat de ce qu'il a proposé pour moi : et dis que au cas où vous regarderez le gage de bataille cheust, je m'en défendrai, nonobstant que son avocat a dit à l'encontre, comme bon et loyal gentilhomme que je suis, et comme celui qui n'a tort à la cause contre moi proposée; et voici mon gage. » Il jetait alors son gage. Les deux avocats ainsi entendus et le défi ainsi accepté, le juge autorisait le combat.

Étrange document, où les formes d'une procédure raffinée préludent au verdict de la force brutale, et où la barbarie se pare des couleurs d'une feinte justice!

Les solennités religieuses consacraient ces préliminaires, et les deux parties entraient ensuite en lice : « Fasse chacun le mieux qu'il pourra! » ajoute le formulaire.

§ 2. — QUATORZIÈME SIÈCLE.

Philippe le Bel. — Établissement du Parlement sédentaire et création du barreau. — Principaux avocats du quatorzième siècle : Jean des Murs, Regnault d'Acy, Jean Jouvenel, Jean Lecoq. — Le procès des trois Sires. — Causes qui entravaient l'éloquence judiciaire à cette époque. — Satire et les gens de loi : la farce de Patelin et l'advocacie de Notre Dame. — Discipline et règlements du barreau. — Les avocats étaient-ils chevaliers ? — Esprit et tendances du barreau du quatorzième siècle. — Pierre Flotte, Pierre de Cuguières, Pierre Dubois. — Le Songe du gier.

C'est Philippe le Bel qui crée le barreau au commencement du quatorzième siècle, en faisant du Parlement une véritable cour de justice. Jusqu'à cette époque, le Parlement allait siéger de ville en ville et suivait le roi dans ses voyages : Philippe le Bel le rend, sinon permanent du moins sédentaire, et établit son siège à Paris (1). Le Parlement était un corps à la fois politique, financier et judiciaire : Philippe le Bel réserve au Grand Conseil les attributions politiques, à la Chambre des comptes les attributions financières, et confie au Parlement proprement dit l'administration de la justice.

C'est de cette époque aussi que date l'institution du ministère public (2). Le roi se fait représenter auprès

(1) Philippe le Bel décida que les *Parloirs au Roi* (comme on disait alors ou *Parlamenta curie*) rendraient la justice deux fois l'an à Paris, vers Noël et vers la Toussaint. (Voltaire, *Histoire du Parlement*, chap. II.)

(2) Il paraît, par l'ordonnance du 23 mars 1302, que les procureurs du roi, inconnus du temps de saint Louis, existaient sous Philippe le Bel.

juges par des magistrats chargés de les éclairer et de guider leur sentence. On les appelle *les gens du roi*. Chargés d'abord de défendre les intérêts du pouvoir royal contre les empiétements de la cour de Rome, de protéger le domaine royal contre l'ambition des grands vassaux ou les dilapidations des rois eux-mêmes, ils deviennent avec le temps les défenseurs de la société et de l'ordre public, les protecteurs reconnus des femmes, des mineurs et des opprimés. La poursuite des crimes est remise à leur vigilance : à la fois magistrats et avocats, ils sont les gardiens de la loi.

Déjà saint Louis avait investi le Parlement de la juridiction suprême sur les grands bailliages du domaine royal (1). Philippe le Bel lui donne une constitution régulière, et ouvre ainsi une nouvelle carrière aux avocats qu'il réunit auprès de la cour de justice. Ceux-ci forment dès lors une compagnie qui recueille les arrêts et la jurisprudence de la cour, et qui se fait plus remarquer par la pénétration de son esprit et son aptitude aux affaires que par l'éclat de son éloquence. Docteurs subtils, intrépides dialecticiens, les chevaliers ès lois de Philippe le Bel et

(Meyer. *Esprit, origine et progrès des Instituts judiciaires*. Paris, 1823. — Tome II, page 572.)

M. Pardessus pense aussi que l'institution du ministère public date du quatorzième siècle (mars 1302).

(1) Saint Louis institua les grands bailliages de Vermandois, de Sens, de Saint-Pierre-le-Moutier et de Mâcon..... (Voltaire, *Histoire du Parlement*, chap. 11.) Les baillis n'étaient que les envoyés de la cour du roi, sous la direction de laquelle ils demeuraient placés. (Beugnot, *Préface des Olim*.)

de ses successeurs nous apparaissent moins comme orateurs que comme des légistes.

Quel monument oratoire nous reste-t-il des grands procès qui se jugèrent alors? Les causes qui auraient susciter de nobles accents et de généreuses paroles n'étaient pas plaidées. Le 13 octobre 1307, tous les chevaliers présents à Paris sont arrêtés dans leurs maisons et accusés des crimes les plus odieux : il leur est interdit de se justifier. On leur arrache des aveux par la torture on les soumet à une procédure inique où les règles les plus simples de la justice sont violées ; on brûle les uns on jette les autres dans les cachots, et personne ne présente leur défense : pas une voix ne s'élève pour rappeler les services des chevaliers du Temple, pour protester contre les violences dont ils sont victimes, pour démentir les fausses réponses qu'on leur attribue, pour confondre les communi- cations saires qui les perdent, et repousser les calomnies dont on veut flétrir leur mémoire.

Qui défendit Raoul de Presles? Qui défendit Enguerrand de Marigny? Le premier, avocat au Parlement sous Philippe le Bel, succombe dès l'avènement de Louis X aux ressentiments des barons contre les légistes. Il est jeté en prison, mis à la torture et ne triomphe de ses bourreaux que par sa fermeté et son silence (1). Le

(1) *Radulfus de Penovariis, advocatus in Parlamento præcipuus, incere apud sanctam Genovefam Parisiis positus et diversis quæstionibus suppliciis, quum nihil omnino de impositis sibi criminibus ex ejus ore torqueri potuisset, quamvis ob hoc gravia pariter et varia pertulisset :*

cond, condamné sans être entendu, est pendu au gibet de Montfaucon. En vain réclame-t-il avec instance le droit de présenter sa justification, il ne peut l'obtenir des préventions et de la haineuse partialité de ses juges (1). La parole n'est donnée qu'à l'accusateur; et l'avocat Jean de Meheye, sans crainte d'être réfuté, peut accabler non le prévenu, mais le coupable, dans une longue harangue, qui commence (amère ironie) par ce verset de l'Écriture : « *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam* » (2). » Drame sinistre, jugement dérisoire, où les formes de la procédure ne servent qu'à mieux perdre l'accusé et couvrent d'une légalité spéieuse les rancunes des grands ou l'arbitraire du pouvoir royal! Entre la torture, qui interroge le patient, et les juges, qui étouffent la voix du défenseur, où trouver la vérité et où rencontrer l'éloquence?

N'exagérons rien cependant. Si l'éloquence des avocats ne pouvait se déployer dans ces causes politiques où la passion des partis supprimait les garanties ordinaires de la justice, leur voix du moins pouvait librement se faire entendre dans l'enceinte du Parlement. Là venaient aboutir tous les procès importants en matière civile : là se débattaient et se jugeaient en dernier ressort les

menta, tandem liber abire permittitur. — (Continuatio chronici Guillelmi de Nangiaco.)

(1) *Et licet, ob sui purgationem legitimam, sæpe et sæpius cum multa instantia audientiam postulasset, obtinere tamen non potuit. — (Continuatio chronici Guill. de Nangiaco.)*

(2) Voir Loisel, *Dialogue des avocats*.

intérêts les plus considérables de la société et de l'État. « C'est dans cette cour, écrira Charles VI au Parlement, que sont portées, discutées et terminées les causes les plus importantes... C'est le dernier refuge où les procès viennent expirer en recevant une décision irrévocable *tanquam ad extremum refugium ibidem morituræ causæ deferuntur.* » Là devait donc être le berceau de l'éloquence judiciaire. Grande en effet dès l'origine fut la réputation des séances et des débats du Parlement. Les seigneurs quittaient volontiers leurs châteaux pour y assister et le roi les honorait souvent de sa présence. Plusieurs fois Philippe le Bel, Philippe de Valois et Charles V vinrent écouter les plaidoiries des orateurs. Les princes et les ambassadeurs étrangers, de passage à Paris, étaient conviés à ces graves solennités. L'empereur Sigismond voulut assister à une séance du Parlement en 1415 (1) et le roi de Portugal y fut conduit par Louis XI en 1474 de même que le duc de Savoie y sera conduit en 1599 par Henri IV.

La chambre des Plaids ou Grand'Chambre, richement décorée par Philippe le Bel et ses fils, répondait par sa magnificence à la majesté de la justice. C'était un vaste vaisseau aux vitraux colorés, revêtu de draperies fleuries. Les avocats s'y montraient couverts de la simarre soie noire, du mantelet d'écarlate doublé d'hermine,

(1) Jean Juvénal des Ursins nous a laissé un piquant récit de la visite de l'empereur d'Allemagne Sigismond au Parlement. Voir l'*Histoire de Charles VI roi de France*, par Juvénal des Ursins, année 1415.

coiffés du chaperon fourré. La pompe du lieu, le choix de l'auditoire non moins que l'importance des causes plaidées, tout donnait donc aux avocats une haute opinion de leur ministère, tout contribuait à soutenir leur parole et à exciter leurs efforts.

Plusieurs de ces avocats eurent de leur vivant une grande renommée et prirent une grande part aux affaires publiques. Citons les plus illustres : Jean des Mares, Regnault d'Acy et Jean Jouvenel.

Tous les chroniqueurs qui parlent de Jean des Mares s'accordent à louer son éloquence. « *Advocatus magnæ auctoritatis*, » dit l'historien Papire Masson. « *Doctrina et facundia spectatus*, » dit également Rob. Gaguin (*Rerum Gallicarum annales*, livre IX). « *Disertissimus orator ; Tulliana facundia*, » s'écrie le moine de Saint-Denis (1). Nous n'avons de lui qu'un recueil de décisions et de sentences, publié au dix-septième siècle par l'avocat Julien Brodeau. Ce recueil est une des sources où durent puiser ceux qui rédigèrent en 1512 la Coutume de Paris. On y trouve avec des arrêts et des formules juridiques un choix de maximes souvent curieuses dans leur naïve brièveté :

Qui tout comprend, rien ne excepte. (Déc. 344.)

Quand le seigneur du fié dort, le vassal veille. (Déc. 345.)

Li avocat doivent acquérir et garder l'amour du juge. (Déc. 411.)

Par sa vie et par sa mort, des Mares appartient à l'histoire de notre pays. C'est un ancêtre de ces députés du

(1) Voir sur Jean des Mares l'intéressant travail de M. Bourquelot, *Revue historique du Droit français* (1858).

tiers état qui élèveront plus tard la voix en faveur du peuple, tout en respectant les droits du pouvoir royal c'est un ancêtre de ces avocats du seizième siècle qui entre les fureurs de la Ligue et les violences des huguenots, formeront à la suite de l'Hôpital le parti des *politiques* ; c'est un *politique*, c'est un modéré ; c'est un homme de bien qui, jeté par les circonstances au milieu des séditions et des troubles civils, met sa parole au service de conciliation et de la paix.

Le lendemain de la mort de Charles V, quand les oncles du roi Charles VI se disputent la tutelle d'un roi mineur âgé de douze ans, Jean des Mares, dans une séance solennelle tenue au Parlement, propose d'avancer la majorité du jeune roi pour couper court à toute rivalité de famille. Il fit une *moult belle proposition*, dit Juvénal d'Ursins. « Il alléqua plusieurs grandes raisons, et comparant plusieurs rois en moindre âge avoient eu le gouvernement de leur royaume, et même le roi saint Louis. Il montra que quelconque loi... se pouvoit muer ou changer pour éviter plus grand inconvénient, lequel étoit taillé d'un bien grand, pour la division des seigneurs qu'on voyoit édentée ; et que quand le roi seroit sacré toutes telles divisions cesseroient. » Son avis prévalut, mais ne put conjurer les dissensions et prévenir les révoltes. La jalousie des princes, la mauvaise gestion des affaires, l'accroissement des impôts, l'insurrection de la Flandre, déterminèrent le soulèvement à Paris. Les impôts furent alors supprimés et Jean des Mares fut chargé d'annoncer au peuple ce

bonne nouvelle. « *Novus rex, nova lex, novum gaudium!* » s'écria-t-il en commençant son discours. Il était trop tard ; et des Mares recommandait en vain la soumission et l'obéissance.

Bientôt éclate la sédition des Maillotins. Jean des Mares sert encore de médiateur entre le roi et la population révoltée. Malade, incapable de se soutenir, il se fait conduire en litière dans les carrefours, et tâche de calmer l'effervescence populaire. Ses efforts sont superflus : il ne peut dominer l'émeute, et se rend suspect à la cour. Pour prix de tant de dévouement, quand Charles VI, vainqueur de la Flandre, rentre à Paris, il envoie Jean des Mares à l'échafaud. Le courageux avocat était condamné à mort avec cent autres bourgeois de Paris, « *centum et eo amplius viri scelerati,* » comme les appelle le moine de Saint-Denis dans son zèle pour la cause royale. Il succombait à la haine des ducs de Bourgogne et de Berry. « On ne lui laissa pas même la liberté de se défendre et de se justifier. Il eut beau soutenir qu'il était clerc et qu'il n'avait eu qu'une seule femme, vierge au moment du mariage ; placé au premier rang du parti vaincu, il fut choisi pour servir d'exemple. Son sang put seul satisfaire ses ennemis (1). » Il fut conduit à l'échafaud avec douze autres condamnés, à l'âge de soixante et onze ans. Pendant le trajet, il répétait les paroles du psaume : « *Judica me, Deus, et discerne causam meam de gente non sancta,* »

(1) Bourquelot, *Revue historique du Droit français*.

et il haranguait le peuple et ceux qui devaient mourir avec lui.

Avant des Mares, l'avocat Regnault d'Acy était moi également victime des discordes publiques. Membre du conseil du dauphin Charles, sous le règne éphémère d'Étienne Marcel et de ses partisans, il était estimé pour sa probité et sa science. Un jour, É. Marcel ameutait la populace, l'engage à débarrasser le dauphin des conseillers perfides qui l'entourent. Le peuple obéit; il s'empare, et l'une des premières victimes qui tombent sous ses coups est l'avocat Regnault d'Acy (1).

Seul de ces trois hommes de cœur, Jean Jouvenel eut une mort paisible après une vie troublée et orageuse. C'est ce fameux Jouvenel, ou Juvénal des Ursins, dont l'esprit et le caractère restèrent si droits au milieu des égarements de son époque. Il était simple avocat au Parlement de Paris quand le crédit dont il jouissait auprès de la population parisienne le fit appeler par Charles VI à la prévôté de Paris (1388). On sait avec quelle énergie il veilla aux intérêts qui lui étaient confiés (2). Homme d'ordre et de conciliation, comme Jean des Mares, il resta en dehors de tous les partis, et, pendant les sanglantes querelles des Armagnacs et des Bourguignons, reprocha hautement aux deux princes rivaux les maux qu'ils causaient à leur

(1) *Regnault d'Acy* « avocat en Parlement, qui, s'en retournant du palais chez lui, fut tué par la populace de Paris dedans la maison d'un pâtissier proche de la Magdelaine..... le deuxième jeudi de carême, février 1357. Loisel (*D. des Avocats*).

(2) Voir à l'*Appendice*.

pays. Il eut l'honneur d'exciter la colère du duc de Bourgogne, qui, subornant trente témoins, le fit accuser d'avoir tenu des propos séditieux (1393). Jean Jouvenel dut se défendre devant Charles VI. Entouré de notables Parisiens, il confondit ses accusateurs et porta la conviction dans l'âme de l'infortuné Charles VI. « Je vous dis que le prévôt des marchands est prud'homme, répondit le roi, et que ceux qui ont fait proposer contre lui sont mauvaises gens. » Nommé en 1400 avocat général au Parlement, Juvénal des Ursins mourut en 1431, riche et respecté, père de onze enfants, dont l'un devint chancelier de France, et un autre archevêque de Reims : c'est l'historien de ce nom. Jean Jouvenel laissait à tous le souvenir d'un magistrat incorruptible, aussi ferme contre les séductions des princes que contre les violences de la populace, insensible aux menaces et aux flatteries, avocat éloquent, citoyen dévoué, inflexible serviteur de la loi.

Après ces grands noms, on peut en citer d'autres moins connus, qui ont gardé cependant une petite part de renommée : Guillaume du Breul, auteur d'un *Style du Parlement*, ou recueil des usages et des formules du Palais ; Jean Canart, avocat du roi Charles V ; Jean et Guillaume de Dormans, qui furent chanceliers ; Jean Lecoq, Jean Filleul et Jean de Nully (1). A la suite de ces personnages distingués s'agitait tout un peuple de plaideurs et d'avocats qui se répandaient dans les justices seigneur-

(1) Voir l'*Appendice*. (Quatorzième siècle. Notices sur Jean Filleul, Jean de Nully, etc., etc.)

riales, les prévôtés et les châtelainies, ou pullulaient déjà dans la grand'chambre du Palais.

Les documents nous manquent pour juger le talent de ces premiers avocats; mais peut-être les règlements de cette époque sur la discipline du barreau et le *Style du Parlement* de Guillaume du Breul pourraient-ils nous en donner une idée. Il était enjoint aux avocats de laisser les divagations pour aller droit aux moyens décisifs, d'éviter les répliques inutiles et les redites, de ne pas employer ces subterfuges et ces détours auxquels on commençait alors à donner le nom de *chicane*. Le *Style du Parlement* (1) (*De modo, gestu et habitu quem habere debet advocatus curiæ Parlamenti*) leur recommandait de ne pas ouvrir en parlant une bouche démesurée, de ne pas agiter au hasard leurs pieds et leur tête (*in gesta caput vel pedes non ducant indebite*), de ne pas défigurer leur visage par des contorsions, de ne pas déployer dans les petites causes une pompe déplacée (*in parvis nihil grande, nihil superblime dicendum*); en un mot, de mettre leur voix et leur discours en harmonie avec le sujet (*vox et oratio secundum causæ semper convenient*). En prenant le contre-pied de ces recommandations on se ferait sans doute une idée assez juste de l'avocat au quatorzième siècle. On le verrait gesticulant, donnant la réplique, la duplique et la tripplique à son adversaire; s'égarant en prétentieuses digressions, et déployant, comme on l'a dit, autant d'érudition

(1) Le *Style du Parlement* de G. du Breul, publié en 1330, a été inséré par Dumoulin dans le deuxième volume de ses œuvres.

juridique pour six gerbes d'avoine que pour le comté de Champagne (1).

Trois petits poissons, trois soles, donnèrent lieu un jour à un grand procès.

Quelques marchands de poisson de mer traversant la ville de Beauvais avaient été arrêtés au passage par l'official du Chapitre, qui leur avait pris trois soles et s'en était allé sans les payer. Arrivés à Paris, les marchands se plaignirent ; et le procureur de la marchandise porta leur plainte au Parlement. L'évêque de Beauvais, Milon de Dormans, prit à son compte le fait de son official, et chargea l'avocat Jean Lecoq de prouver qu'en s'appropriant une marchandise importée sur ses terres, il n'avait commis aucun excès.

Jean Lecoq était neveu de ce Robert Lecoq qui, d'avocat devenu évêque, s'était jeté tête baissée dans le parti d'Étienne Marcel. Sous le nom de *Joannes Galli*, il nous a laissé un recueil d'arrêts, publié au seizième siècle par Dumoulin, registre exact des audiences du Parlement de l'an 1383 à l'an 1397, où nous retrouvons comme dans un journal et les causes qui furent plaidées et le nom des avocats qui parlèrent. Dans un curieux travail qui lui est consacré, M. Hauréau analyse spirituellement le procès des trois soles (2). « Milon de Dormans, dit l'avocat, est

(1) Voir Alexis Monteil, *Histoire des Français*, quatorzième siècle. Let. 69.

(2) Voir journal *le Droit*, trois articles, août et septembre 1862. M. Hauréau y fait par erreur Milon de Dormans évêque d'Amiens, et le confond avec son oncle Michel de Dormans. Milon était évêque de Beauvais, ainsi que le déclare lui-même Jean Lecoq. — « *Per arrestum fuit receptus epis-*

comte de Beauvais et pair de France. Qui donc prétend lui disputer le droit de saisine ? C'est un droit ancien, nouveau, partout reconnu, partout exercé sans conteste. Plusieurs chevaliers de son comté, de simples chevaliers en usent librement chaque jour dans les limites de leur juridiction seigneuriale. Les marchands se plaignent-ils de n'avoir pas été payés ? Ils doivent l'être ; ils le seront : le prix de la marchandise saisie leur est offert. »

Le procureur du roi réplique : que saisine induisant péché mortel n'est pas recevable. C'est la majeure de son argument. La mineure est celle-ci : on commet un péché mortel quand on prend le bien d'autrui. Donc, pour conclure, saisine ne peut être reçue.

Voilà un procureur du roi bien théologien. Il ajoute, il est vrai, qu'on oppose un droit à la maxime théologique. Mais ce n'est pas un droit, dit-il aussitôt, c'est un abus. Et il s'efforce de démontrer que cet abus peut avoir de graves conséquences, par une supposition qui contient plus d'un renseignement historique. Supposons, dit-il, que l'évêque de Beauvais convie à sa table une nombreuse compagnie de chevaliers, de dames, de demoiselles (nous copions le registre du greffier), il lui faudra bien pour un tel festin douze paniers de poisson : aura-t-il donc le droit d'enlever au passage, à l'occasion de cette grande

copus BELVACENSIS ad saisinam per me pro eo propositam contra procuratorem mercaturæ..... quod poterat capere seu capi facere pisces per BELLOVACUM vel ejus diocesisin transeuntes. » (1387). (Joannes Galli, Quæstiones per arresta Parlamenti decisæ.) — Voir Dumoulin, tome II.

réception, tout le poisson de mer que la ville de Paris réclame pour l'approvisionnement quotidien de son marché ?

Mais, pour l'évêque, Lecoq répond que les deux procureurs argumentent en dehors de la cause, la saisine de toute chose vénale opérée par un seigneur sur son territoire étant un privilège contre lequel toute chicane est frivole, tout murmure est factieux. Ce que les juges assemblés s'empressent de reconnaître, après avoir dit toutefois que l'évêque paiera les trois soles saisies par son official. Détail singulier ! dans ce procès c'est le magistrat royal qui emprunte ses arguments à la doctrine de l'Église, et c'est l'avocat de l'évêque qui les réfute !

Ce genre de causes n'était point rare. En 1390, Jean Lecoq se présentait dans une affaire semblable pour le baron de Montmorency (1). Il alléguait de même en faveur de son client le droit de tout temps reconnu aux barons de Montmorency de lever, suivant leurs besoins, un tribut sur les marchands de poisson qui traversaient leurs terres : et il faisait de nouveau consacrer par la cour ce droit de saisine : « *Jus capiendi juxta necessitatem ipsius domini et hospitis sui, aliquando plus, aliquando minus, videlicet unum cacabum* (2) *semel, alias minus : aliquoties*

(1) Joannes Galli. *Quæstio* CCXIV. « *An dominus de MONTMORENCY sit recipiendus ad prisiam faciendam in terra sua, ubi habet altam, mediam et bassam justitiam.* »

(2) Cacabus. « *Inter utensilia coquinæ, quæ subditi domino subministrare debebant, recensebatur Cacabus : suo proinde nativo sensu intelligendus.* » (Gloss. de Du Cange.)

solles, rougets, plais, gourneaux, *juxta necessitatem et secundum pisces quos adducunt.* »

Jean Lecoq eut heureusement à plaider des affaires plus importantes, et nous le voyons, en mainte rencontre, soutenir les droits de la juridiction séculière contre les exigences de l'autorité ecclésiastique. En l'an 1384, il gagne un procès contre l'évêque de Paris, Pierre d'Orge-mont, qui réclamait au magistrat civil un clerc prévenu d'un délit de droit commun, incarcéré pour ce motif dans la prison du Châtelet, puis élargi sous caution : *Prisionarius positus in Castelleto et elargitus* (1).

Il plaide contre l'archevêque de Tours, depuis patriarche d'Antioche, qui avait fait arrêter un laïque dans la ville d'Amboise, soumise à la juridiction temporelle du seigneur d'Amboise, et l'avait fait conduire à la prison métropolitaine de Tours, où il prétendait le juger lui-même (2).

Il plaide enfin contre l'archevêque de Lyon, qui avait chassé de sa ville les officiers de la justice du roi, avait fait briser leur siège et s'était emparé de leur prison (3). Les armes royales avaient même été traînées dans les rues ; et Jean Lecoq réclame, au nom du roi, contre cet outrage et cette violence.

(1) J. Galli, *Quæstio XXXIII.* « *An clericus, curiæ sæcularis prisonarius, debeat spiritali reddi.* »

(2) J. Galli, *Quæstio CCCIX.* « *Non est laicus capiendus virtute jurisdictionis ecclesiasticæ in jurisdictione temporalis alterius.* »

(3) J. Galli, *Quæstio CCXCIX.*

Deux choses devaient entraver l'éloquence à cette époque : la multiplicité infinie des formes de la procédure, la fausse idée qu'on se faisait de l'art oratoire.

Dès le treizième siècle, devant les cours ecclésiastiques comme devant les cours laïques, le nombre excessif des actes, requêtes, enquêtes, examens, griefs, procuration, assignation, mise au rôle, sommation de lier et de joindre, communication des sacs, jugement préparatoire, etc...., constituait un véritable abus. Un manuscrit du treizième siècle, où se trouvent les pièces d'un procès entre le Chapitre de Laon et le mayeur et les jurés de la ville (1237), ne contient pas moins de quatre-vingt-dix actes (1). En vain des ordonnances royales supprimèrent-elles quelques-unes de ces formalités superflues, l'éloquence n'en restait pas moins embarrassée sous le fatras de celles qui survécurent.

A cet embarras inévitable s'ajoutait un défaut alors fort en honneur : l'imitation de la prédication ecclésiastique.

« A cette époque, dit M. Victor Le Clerc (2), tout discours est presque un sermon. Parler, c'est prêcher. L'art de la prédication est tout l'art de la parole. » De là l'emploi constant des textes sacrés et des citations de l'Écriture. Les avocats commençaient leurs plaidoyers par un verset de la Bible, selon la méthode des prédicateurs. Ils divisaient leurs discours comme des sermons. « Un des

(1) Voir Alexis Monteil, *Histoire des Français*; quatorzième siècle, lettre 69.

(2) *Histoire littéraire de la France*; tome XXIV.

premiers conseils qu'on donnait à l'avocat, comme à tout le monde, c'était de diviser : *Materiam causarum tuarum divide per membra, ut melius commendes memorix*. » Il est vrai, ajoute malicieusement M. Le Clerc, que toutes ces recommandations étaient dominées par celle-ci qui est la première de toutes : « *Præferas solventes non solventibus*. Préfère ceux qui paient à ceux qui ne paient pas (1) ». Les termes bizarres de la procédure, les subdivisions imitées des sommes théologiques, la méthode du sermon mise au service de la vénalité de l'homme de loi, telles étaient donc les causes qui, dès l'origine du barreau, faisaient obstacle à l'éloquence.

Il ne faudrait pas cependant, en jugeant les avocats du quatorzième siècle, ajouter entièrement foi aux portraits malins qu'en ont tracés les conteurs et les rimeurs de ce temps-là. La comédie et la satire n'ont pas épargné les avocats. La farce de l'avocat Patelin nous a habitués de bonne heure à ne voir en eux que d'habiles escrocs et d'adroits compères à l'affût de tout gain, licite ou illicite. Hâbleur, avisé, fripon, le personnage de Patelin est né avec le barreau français, entre le règne de Philippe le Bel et celui de Charles VI : type immortel et populaire, retouché au quinzième et au dix-septième siècle, mais issu de ces dialogues où les clercs de la Basoche exerçaient leur verve aux dépens des procureurs et des juges (2).

(1) *Histoire littéraire de la France* ; tome XXIV.

(2) Voir Lenient, *la Satire en France au moyen âge*. Les clercs de la basoche (chap. XXI). Causes grasses, ou parodies des scènes du palais.

Dans les causes grasses et les soties, dans les contes moqueurs et les couplets médisants des *Enfants sans soucy*, le Palais nous est peint comme le siège d'un trafic où maître Jean l'Estoffé et maître Olivier de Près-Prenant sont d'accord pour happer le bien des parties et s'enrichir à leurs dépens. Là règne, plus sèche et plus blême qu'elle ne le sera au temps de Boileau, cette sibylle dont parle le poète, assise sur des monceaux de sacs et de papiers poudreux et allongeant toutes noires d'encre ses griffes qui n'ont pas encore été raccourcies. Le talent des plaidereaux qui l'entourent est un talent perfide, mélange de ruse et d'audace, art insidieux des faux-fuyants, des réticences et des équivoques. Satan lui-même ne s'entendrait pas mieux à « gloser une escripture » et à surprendre la bonne foi des juges et des clients. Voyez dans l'*Advocacie de Notre-Dame* le diable en personne plaider contre la sainte Vierge et réclamer le genre humain au tribunal de Jésus-Christ. Écoutez-le poser *à priori* des conclusions tendant à faire prononcer l'incompétence du tribunal. Entendez-le, quand ses conclusions sont repoussées, invoquer la prescription, citer le témoignage des livres saints, protester contre les larmes de son adversaire, lui, le froid, le sec, l'effronté et l'implacable ergoteur. (V. l'*Appendice*.)

Le pauvre peuple en veut aux avocats qui sont riches et qui lui vendent à prix d'or des paperasses où il ne voit goutte. Eustache Deschamps, l'huissier d'armes du roi Charles V, le poète national du 14^e siècle, plaisante avec une pointe d'ironie leur luxe et leur amour du gain.

« Vous êtes mieux partagés que les juges, » leur dit-il :

Qui vous donne, vous pouvez prendre
Sans être repris; mais reprendre
Pouvez un juge s'il prend rien.
Cil qui fit nos lois fit trop bien
Car il n'établit nulle peine
Pour celui qui votre état mène (1).

Les avocats, en effet, mènent grand train : ils ont un chapelain pour leur chanter la messe le matin, ils sont exempts de charges, ils ont *le paradis en terre*. Leurs paroles sont des oracles; et ils n'ont de paroles que pour ceux qui peuvent les payer. Une consultation ne se donne pas, elle s'achète :

. car qui truander
La voudroit, bien sauriez répondre :
« Ami, fais ta geline pondre
Et apporte assez c'est de quoi :
Car en ton fait goutte ne voi. »

Le trait est bien aiguisé ! Mais si l'on songe que ces vers sont adressés à Jehan des Mares et à deux de ses confrères par un poète qui est sans doute leur ami, on y voit plutôt une plaisanterie piquante qu'une attaque et une satire.

Certes on pouvait rencontrer quelque aventurier de la chicane qui ressemblât à Patelin; on pouvait rencontrer des gens de loi avides, impudents et fastueux : mais le

(1) « Lettres sur l'état d'avocation envoyées à messire Jehan des Mares, à M^e Jean d'Ay et à M^e Simon des Fontaines, advocas en parlement. » — L'auteur y reproche plaisamment aux trois avocats de n'avoir pas assisté aux grands jours de Crépy-en-Valois par crainte d'une épidémie qui régnait en cette ville.

corps lui-même était respectable et respecté. Plusieurs avocats consacrèrent au soulagement des misères publiques soit leur fortune, soit leur éloquence; un d'entre eux fut même canonisé; il est vrai que c'est le seul : Yves de Kermartin, devenu le patron de l'ordre, sous le nom de saint Yves.

Il faut remarquer du reste que les avocats au parlement de Paris étaient assujettis à une discipline exacte et sévère. Nul n'était avocat, s'il n'avait été reçu en la cour après serment et inscrit sur le tableau de l'ordre (1). L'avocat prêtait serment de remplir ses fonctions avec fidélité et diligence; et encore n'était-il admis à les remplir qu'après un stage à peu près semblable à celui que font nos jeunes avocats stagiaires aujourd'hui (2).

Le salaire de l'avocat était fixé à trente livres tournois au plus; et une ordonnance de 1344 lui faisait jurer de rabaisser ce salaire « en raison du peu d'importance de la cause et de la médiocre condition des parties ». Il lui était interdit par le règlement de l'ordre de refuser la défense d'une partie indigente ou opprimée, et le déni de défense entraînait l'expulsion du barreau. « *Quicumque parti patrocinium denegaverit, careat foro, vel si ambitione ad-*

(1) Règlement du 13 novembre 1340. « *Advocati, initio anni, jurabunt articulos, qui sequuntur, videlicet : Advocati diligenter et fideliter istud officium exercent. — Causarum injustarum patrocinium scientes non recipiunt, — etc..... — Causas quas suscipient cito expedient pro posse suo.* » Voir *Ordonnances du Louvre*; règne de Philippe de Valois.

(2) Les juges, dit Bouteiller, ne recevaient l'avocat au serment que s'ils l'avaient reconnu d'abord « idoine » à la fonction d'avocasser.

versarii, vel metu. » Ces mesures, en excluant du barreau tout membre prévaricateur, en exigeant des nouveaux venus des garanties sérieuses de moralité et de capacité, rehaussaient le prestige et l'autorité d'un corps si jaloux de sa propre dignité.

L'exercice de la profession d'avocat était comparé à la chevalerie : et ce titre de chevalier ès lois (*milites justitiæ, milites clerici*) que portaient quelques-uns des avocats de Philippe le Bel avait fini par s'étendre à tous les avocats distingués comme une sorte de noblesse de robe acceptée et reconnue. « Or sachez, dit Bouteiller (1), que le fait d'avocacerie si est tenu et compté pour chevalerie. Car tout ainsi comme les chevaliers sont tenus de combattre pour le droit à l'épée, ainsi sont tenus les avocats de combattre et soutenir le droit de leur pratique et science ; et pour ce sont-ils appelés en droit écrit chevaliers ès lois, et peuvent et doivent porter d'or comme font les chevaliers. » (*Somme rurale*, livre II, titre II.)

On a discuté la question de savoir si l'exercice de la profession d'avocat conférait *ipso facto* la chevalerie, comme le veut Barthole pour les professeurs de droit : « *per decennium militem effici ipso facto.* » M. Fournel l'affirme dans son *Histoire des avocats* ; M. Gaudry le nie dans son *Histoire du Barreau de Paris*. Il n'existe en effet aucune ordonnance de Philippe le Bel ni de ses suc-

(1) *Somme rurale, ou le Grand Coutumier général de pratique*, composé par Jean Bouteiller. Publié avec notes par Louis Charondas le Caron (Paris, 1598, in-4°, réimprimé en 1611).

cesseurs qui autorise cette affirmation. Il est probable qu'à une époque où les fonctions de magistrat et celles d'avocat étaient souvent confondues, quand des avocats furent appelés à rendre la justice en compagnie de hauts seigneurs, ils furent nommés chevaliers ès lois et assimilés aux chevaliers d'armes pour siéger à côté d'eux : mais le roi dut leur conférer ce privilège. C'est ainsi que Philippe le Bel-anoblit Guillaume Nogaret. Plus tard, nous voyons Jean le Bon anoblir Jean Lecoq (*Joannes Galli*) et Jean des Mares (*Johannes de Marisiis*) (1). La profession de ces deux avocats ne les rendait donc pas nobles *ipso facto*, ainsi que le prétend Bouteiller. Au roi seul appartenait d'anoblir. Il pouvait anoblir un avocat pour son talent et ses services au Parlement, comme un soldat pour son courage et ses services sur le champ de bataille. Mais celui-là seul qui avait reçu des lettres de noblesse avait le droit de prétendre à la chevalerie (2).

Ce qu'on peut affirmer, c'est que les avocats de cette époque ne se distinguaient pas de la magistrature comme les avocats de nos jours. Ils étaient appelés *conseillers au Parlement* et honorés du chaperon fourré « qui est la vraie marque des magistrats ». Il était même d'usage que les

(1) Un registre de la chambre des comptes de 1361, cité par Brodeau, parle de l'anoblissement de Johannes de Marisiis.

(2) Voir Voltaire, *Histoire du Parlement*, chap. v : « Les jurisconsultes, en succédant aux barons..... qu'ils surpassaient en science, ne purent participer à leur noblesse. C'est en vain qu'ils prirent le titre de chevaliers ès lois, jamais ils ne furent agrégés à la noblesse. »;

plus anciens eussent séance sur les fleurs de lis et fussent appelés à délibérer avec la cour (1).

Avocats ou magistrats, les légistes du quatorzième siècle travaillent en effet à la même cause et tendent au même but. Ils fondent le Droit national ; ils défendent les prérogatives de la Couronne contre les prétentions du Saint-Siège. Aux envahissements temporels de l'Église ils opposent une résistance opiniâtre par leurs paroles et leurs écrits.

Dès la fin du treizième siècle, Philippe de Beaumanoir avait dans une page éloquentة marqué les limites du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, en distinguant les cas dont la connaissance appartient légalement à la juridiction ecclésiastique de ceux qui doivent être attribués à la cour laïe.

« Bonne chose et profitable seroit et selon Dieu et selon le siècle, écrit-il, que chil qui gardent le justice espirituel se mêlassent de ce qui appartient à espiritualité tant seulement et lessassent justicier et exploitier à le laïe justice les cas qui appartiennent à la temporalité, si que par le justice espirituel et par le justice temporel drois fu fez à chacun... » (Chapitre XI.) Et plus loin : « Deux épées sont, par lesquelles toz li peuples doit estre gouvernés espirituelment et temporelment, car l'une des deux épées doit être spirituel et l'autre temporel. L'espirituel doit être baillié

(1) Voir Loisel, *Dialogue des avocats*. « Vous avez pu souvent entendre d'eux (des présidents du Parlement), dit Ét. Pasquier, que nous sommes appelés conseillers et avocats généraux du Parlement. »

à Sainte Église et le temporel as princes de terre. Et cele qui est baillié à Sainte Église est appelé espirituel, parce que cil qui en est ferus est peris en la vie espirituelment, si comme cil qui muerent ès vilains péchés ou en escommeniements, ou qui ont ouvré contre la foi : et de toutes tiex coses appartient la connoissance à Sainte Église. Et por ce que leur épée espirituel est plus cruel que le temporel, por ce que l'âme i enqueurt, doivent-ils moult regarder chil qui l'ont en garde que ils n'en fièrent sans raison, si comme des escommeniements que ils font trop légèrement..... L'épée temporel si est d'autre atrempeure : car par lui doit être fete droite justice sans délai et vengeance prise des malfeteurs corporelment. Et quand l'une épée a mestier de l'autre, elles s'entredoivent aidier sauf che que l'épée espirituel ne se doit entremettre de nulle justice temporel dont puit perdre vie ne membre ; mais espéciamment l'épée temporel si doit toujours estre appareillié pour garder et défendre Sainte Église, toutes les fois que mestier en est. » (*Coutumes de Beauvaisis*, chapitre xii.)

La langue a vieilli et aurait presque besoin d'une traduction aujourd'hui : mais quelle franchise de langage et quelle élévation d'idées ! Philippe de Beaumanoir jette ici les fondements de cette grande école gallicane que Gerson représentera avec tant de courage au quinzième siècle, et dont Bossuet sera l'oracle au dix-septième : il ouvre la voie aux hardis légistes qui soutiendront après lui la royauté dans tous ses démêlés avec le Saint-Siège.

Pierre Flotte, Pierre de Cugnières, Pierre Dubois, Guillaume Nogaret, les deux Marigny, sont les plus célèbres de ces chevaliers ès lois qui défendent le pouvoir royal au quatorzième siècle. Ames de plomb et de fer, comme les appelle un historien moderne, implacables interprètes du Droit romain (1), ils apportent une âpre ardeur dans cette lutte contre la papauté et le moyen âge. Pierre Flotte est cet avocat borgne de corps, aveugle d'esprit (*semividens corpore menteque totaliter excæcatus*), ce Bélial, cet Achitophel, dont parle Boniface VIII dans sa bulle aux prélats de France; c'est lui qui porte au pape la réponse de Philippe le Bel, et refuse hautement de soumettre au servage du Saint-Siège un royaume jusqu'alors indépendant: c'est lui qui soutient cette doctrine devant les trois ordres du royaume à l'Assemblée des États de 1302; c'est lui qui, après avoir écrit et parlé toute sa vie comme un clerc, se fait tuer comme un chevalier à la bataille de Coutrai (2).

Pierre de Cugnières continue sous Philippe VI de Valois le rôle joué par Pierre Flotte sous Philippe le Bel. Il expose dans l'assemblée des barons et des prélats tenue en 1329 les griefs des laïques contre les envahissements de l'autorité épiscopale. Il défend contre Bertrand, évêque d'Autun, la cause des baillis et des juges royaux, et soulève le premier la question d'appel comme d'abus

(1) Le manuscrit des Pandectes découvert au douzième siècle (1137) avait excité un grand enthousiasme pour le Droit romain.

(2) Voir Michelet, *Histoire de France*.

contre les décisions ecclésiastiques. Il sut du reste ce qu'il en coûtait de contester à l'Église la juridiction temporelle. Considéré comme hérétique, excommunié par le clergé de Notre-Dame, il fut encore voué par lui à un ridicule perpétuel. Sa caricature grimaçante fut placée au coin du jubé de la cathédrale sous le nom de Pierre du Coignet; et c'est avec cette grimace et ce sobriquet légendaire qu'il dut passer à la postérité (1).

Un des esprits les plus pénétrants et les plus étendus de cette époque est Pierre Dubois, avocat du roi au bailliage de Coutances (*Petrus de Bosco, advocatus causarum regalium balliviæ Constantiensis et procurator universitatis ejusdem loci*). Il était avocat du roi et avoué de la ville, procureur ou représentant de Coutances aux états généraux. Une critique patiente et sagace a remis de nos jours en lumière les œuvres longtemps oubliées de ce savant et hardi légiste (2). Pierre Dubois a composé un traité sur l'*Abrégement des guerres et des procès*, et il est l'auteur d'un curieux mémoire sur les moyens de récupérer la Terre Sainte (*de recuperatione Terræ Sanctæ*), où l'on trouve tout un plan d'instruction publique et un projet de réforme judiciaire. Dans ce projet perce déjà

(1) « Le peuple fit placer un marmot en un coing de Notre-Dame de Paris, sous le nom de Pierre de Coignet : n'ayant toutefois par ce sobriquet effacé le bien et utilité que ce grand avocat pourchasse à tous les siècles à venir. » Pasquier, *Recherches de la France*, liv. II, ch. XXXIII. (Voir l'*Appendice sur P. de Cugnières*.)

(2) *Histoire littéraire de la France*, tome XXVI. Étude sur Pierre Dubois, par M. Renan.

l'idée d'un code unique et d'un droit égal pour tous. Mais la pensée dominante de Pierre Dubois est la résistance aux empiétements de l'Église et l'extension des pouvoirs de la société civile. Serviteur dévoué de Philippe le Bel, il nous apprend lui-même qu'il fournit au roi des raisons irréfutables (*rationes inconvincibiles*) contre les prétentions de Boniface VIII.

Les idées de Pierre de Cugnières et de Pierre Dubois furent développées sous Charles V dans un écrit resté célèbre sous le nom de *Songe du Vergier* (1). C'est un plaidoyer plein de force où se mêlent l'érudition et la dialectique, l'ironie et le paradoxe; une espèce d'encyclopédie où sont réunis tous les arguments favorables au pouvoir royal. M. Lenient a donné une intéressante et spirituelle analyse de ce « tournoi scolastique » qu'il regarde comme le manifeste le plus complet du gouvernement royal et le plus formidable instrument de controverse qui ait paru avant la réforme (2). Sous le voile léger de l'allégorie se cachent des vues profondes, des idées neuves, un esprit pratique et vraiment français. L'auteur croit voir en songe dans un vergier délectable deux reines assises à côté du roi : l'une est la puissance spirituelle, l'autre la puissance séculière. Toutes les deux en appellent à la sagesse du roi et confient leurs causes, l'une à un

(1) « *Aureus de utraque potestate libellus, Somnium Viridarii vulgariter nuncupatus, formam tenens dialogi ac Carolo V dedicatus.* »

(2) Lenient, *la Satire en France au moyen âge*, chap. xiv. La littérature d'État sous Charles V.

clerc, l'autre à un chevalier. Le clerc définit le droit, tout ce que le pape a décidé, et attribue au pape le gouvernement du monde. Le chevalier veut faire la part de Dieu et celle de César, et répond avec l'Évangile que le royaume du Christ n'est pas de ce monde. L'auteur, par prudence, se garde bien de conclure lui-même la discussion. Il se réveille laissant au roi le soin d'accorder les deux reines.

Nous découvrons là, à son origine, l'esprit qui régnera au barreau depuis le siècle de Beaumanoir jusqu'à nos jours; esprit gallican, parlementaire et monarchique, qui veut une royauté indépendante et qui reconnaît l'autorité divine de l'Église en repoussant son intervention dans le domaine des choses temporelles. C'est l'esprit qui animera Pithou et Pasquier au seizième siècle, Omer Talon au dix-septième, Cochin au dix-huitième, et de nos jours enfin l'avocat Dupin et le président Bonjean. Quel est l'auteur du *Songe du Vergier*? Est-ce Raoul de Presles ou Philippe de Maizières? On ne le sait pas (1). L'auteur de ce traité ne s'est pas fait connaître. Ses idées ont triomphé et son nom n'a pas survécu; ou du moins sa gloire incertaine est partagée entre plusieurs de ses contemporains. Il en était arrivé de même aux traités de Pierre

(1) Savaron, avocat du seizième siècle, fait honneur de ce songe à Charles de Louviers, conseiller de Charles V. Mais M. Paulin Paris écarte cette opinion. La lutte n'existe, à ses yeux, qu'entre Raoul de Presles, fils bâtard du conseiller de Philippe le Bel, et Philippe de Maizières, auteur du *Songe du vieil pèlerin*. Il opine pour Ph. de Maizières. (Voir *Manuscripts français*, tome IV, Paulin Paris.)

Dubois. C'est chose commune dans ce siècle, où « ne manqua pas le sens droit des affaires, mais où manqua la gloire du talent, et où les grandes choses se firent presque à la dérobée par des gens qui cachaient leur jeu et ne disaient pas leur secret (1). »

§ 3. — QUINZIÈME SIÈCLE.

Premier monument de l'éloquence judiciaire en France : Plaidoyers du cordelier Jean Petit et de l'abbé de Saint-Fiacre après l'assassinat du duc d'Orléans par Jean sans Peur. — Gerson, avocat au Parlement de Paris. Son plaidoyer pour l'Université contre messire Charles de Savoisy. Harangue au roi Charles VI. Nicolas Raulin, avocat et chancelier du duc de Bourgogne. — Les avocats du quinzième siècle jugés par les prédicateurs Ménot et Maillard.

Le premier monument qui nous reste de l'éloquence judiciaire en France est du quinzième siècle. Il appartient au règne de Charles VI. La cause est à la fois judiciaire et politique. Le duc de Bourgogne, meurtrier du duc d'Orléans, fait présenter sa défense par le cordelier Jean Petit; et la duchesse d'Orléans réclame la punition du coupable par la bouche de l'abbé de Saint-Fiacre, de l'ordre de Saint-Benoît, et par le ministère de son avocat, M^e Guillaume Cousinot. Les trois discours nous ont été conservés en entier dans la chronique d'Enguerrand de Monstrelet. Époque troublée et sanglante, pleine de guerres, de crimes, de malheurs privés et publics, le

(1) E. Renan, *Histoire littéraire de la France*. Notice sur P. Dubois.

quinzième siècle se reflète dans les débats de ce drame accompli sous le règne d'un roi insensé.

Il faut un violent effort de volonté pour lire aujourd'hui d'un bout à l'autre la monstrueuse élucubration du théologien Jean Petit. Chef-d'œuvre d'hypocrisie et d'impudence, cette interminable harangue n'est qu'une longue chaîne de sophismes mis au service du meurtre et du parjure ; un laborieux fatras d'arguments et d'exemples, où la raison est outragée par le raisonnement, l'histoire défigurée par les commentaires, l'Écriture sainte violée à chaque page par des citations déloyales et d'injurieux rapprochements. Les faits du débat sont connus. Le duc d'Orléans a été assailli à l'improviste et assassiné par les émissaires du duc de Bourgogne ; attentat d'autant plus lâche que les deux rivaux s'étaient réconciliés peu de jours auparavant en partageant à la table sainte la divine hostie. Jean sans Peur a avoué son crime. Il s'agit de prouver que ce crime est un acte méritoire et que l'assassin est un héros. L'orateur ne fait pas seulement une apologie, mais un panégyrique.

C'est en l'hôtel Saint-Pol, le 8 mars 1408, en présence du Dauphin, du roi de Sicile, des ducs de Berry, de Bretagne, de Lorraine ; du recteur de l'Université de Paris, accompagné d'un grand nombre de docteurs et de clercs, que Jean Petit entreprend cette scandaleuse démonstration. Son exorde long et étudié, rempli d'une feinte modestie, implore humblement l'assistance du ciel :
« Quand je considère la très-grande matière dont j'ai à

parler et la grandeur des personnes dont il me conviendra et faudra toucher en si très-noble et solennelle compagnie comme il y a ici ; et d'autre part que je me regarde et me trouve de petit sens, pauvre de mémoire et foible d'engin et très-mal orné de langage, un très-grand peur me fiert au cœur, voire si grand que mon engin et ma mémoire s'enfuit ; et ce peu de sens que je cuidois avoir m'a déjà tout laissé. Si n'y vois autre remède, fors de moi recommander à Dieu mon créateur et rédempteur, à sa très-glorieuse mère, à mon seigneur saint Jean l'évangéliste le maître et prince des théologiens, qu'ils me veuillent enseigner, conduire et garder de mal faire et de mal dire. » Quelle sainte défiance de soi-même et quel touchant appel aux lumières de l'Esprit saint ! C'est sous l'invocation de Dieu, de la Vierge et de saint Jean son patron, que M^e Jean Petit, docteur en théologie, met la justification du parjure et de l'homicide.

Cette justification se divise en deux parties. Dans la première, l'orateur établit ses principes et leurs corollaires ; dans la seconde, il les applique au meurtre du duc d'Orléans.

Dans sa majeure, empruntant les paroles de l'apôtre : « *Radix omnium malorum cupiditas*, » il établit que la convoitise est la source de tous les maux. Il distingue trois sortes de convoitises : l'orgueil de la vie, la concupiscence des yeux, la concupiscence de la chair. Or, la convoitise fait les apostats et les sujets déloyaux ; elle engendre ainsi les crimes de lèse-majesté divine et de

lèse-majesté humaine, lesquels crimes méritent la mort. Dans sa mineure, il établit que le duc d'Orléans a commis le crime de lèse-majesté « au quart degré » : 1° en s'efforçant de ruiner l'autorité du roi et en maléfiant par sorceries et diableries pour usurper sa couronne; 2° en essayant d'empoisonner ledit sire roi et de l'ardoir (brûler), et en persévérant depuis dans son mal-vouloir; 3° en s'alliant aux ennemis du roi et en attaquant les membres de sa famille; 4° enfin, en nuisant à la chose publique.

La conclusion est tout à l'honneur du duc de Bourgogne; elle ne l'absout pas seulement, elle le glorifie et demande au roi de récompenser ledit duc du service qu'il lui a rendu en tuant le criminel duc d'Orléans. On rirait, dit M. Michelet, de ce pêle-mêle d'équivoques, de malentendus, où l'absurde s'appuie magistralement sur le faux; on rirait, mais on frémit. Les syllogismes ridicules ont pour majeure l'assassinat, et la conclusion y ramène. Jamais, en effet, la scolastique ne s'est montrée plus âpre, plus implacable, plus froidement cruelle; jamais la trahison et la violence n'ont été aussi dogmatiquement défendues, aussi hautement justifiées. C'est le triomphe de la casuistique sur la conscience et le bon sens.

Un savant et spirituel critique, M. Gérusez, a suivi pied à pied la marche lente de ce fastidieux plaidoyer; il a analysé en détail ses divisions et subdivisions; il a démonté pièce à pièce, pour ainsi dire, les diverses parties de ce complexe édifice. Nous ne l'imiterons pas dans ce

travail de patiente curiosité. Faisons plutôt ressortir l'idée principale, la thèse du théologien Jean Petit.

C'est la thèse que soutient Cicéron dans son plaidoyer *pro Milone* : qu'il est des circonstances où le meurtre devient permis et même nécessaire. Mais Cicéron n'excuse et n'autorise le meurtre que dans le cas de légitime défense : Jean Petit arme arbitrairement du glaive le bras de tout citoyen contre celui qu'il appelle traître, déloyal ou tyran. Cicéron affirme avec une lumineuse simplicité le droit qui appartient à tout homme de défendre sa vie contre une injuste agression ; il invoque, dans une phrase admirable, la loi naturelle gravée dans nos cœurs, au-dessus des lois gravées sur des tables, que nous avons lues et apprises (1). Jean Petit, méprisant la loi naturelle, justifie l'assassinat politique, à force d'allégations et d'exemples ; il surcharge sa démonstration de récits et de légendes, et détruit presque l'unité du plan par la multiplicité des détails.

A l'éloquente affirmation de l'avocat antique opposez l'incohérent échafaudage de textes et d'arguments entassés par l'avocat du moyen âge.

C'est une vérité, selon lui, qu'il est licite d'occire ou de faire occire le tyran. L'orateur prouve cette vérité par douze raisons en l'honneur des douze apôtres : trois raisons tirées des philosophes moraux, parmi lesquels il cite

(1) « *Est igitur hæc, judices, non scripta, sed nata lex : quam non didicimus, accepimus, legimus ; verum ex natura ipsa arripuimus, hausimus, expressimus, etc.* » (Cicér., *pro Milone*.)

Cicéron et Boccace; trois raisons tirées des doctrines théologiques; trois raisons tirées des lois civiles, et trois exemples tirés de la sainte Écriture, dont le dernier est celui de saint Michel. Il compare Jean sans Peur à l'archange, « lequel, sans commandement de Dieu ni d'autres, mais tant seulement d'amour naturelle, occit le tyran et déloyal à Dieu son roi et souverain seigneur, pour ce que ledit Lucifer machinoit à usurper une partie de l'honneur et seigneurie de Dieu. Icelui saint Michel en fut favorablement rémunéré. » Il avait déjà cité, chemin faisant, l'histoire du bon chevalier Joab qui tue Absalon; de l'évêque Joad qui tue Athalie, et de Phinée qui tue le duc Zambri. Le plus grand docteur du moyen âge, saint Thomas, est appelé lui-même à la suite de Boccace pour déposer en faveur du meurtrier. Jean Petit défigure effrontément sa doctrine en citant une phrase insignifiante du deuxième livre des *Sentences*, qu'il résume sans la reproduire et interprète dans le sens de sa thèse. On sait, au contraire, que le grand docteur, parlant de la résistance légitime qu'on peut opposer aux excès de la tyrannie, réprouve le tyrannicide individuel et n'accorde qu'à l'autorité publique le droit de faire justice des tyrans (1).

Ce passage du plaidoyer contient en germe les théories qui seront reprises au seizième siècle pour autoriser le régicide. Ce sont les mêmes exemples, les mêmes doctrines, les mêmes traditions. Ce que dit ici le cordelier

(1) S. Thomas (*de Regimine principum*, liv. I, chap. vi). Voir Henri Martini. (*Hist. de France, Charles VI.*)

Jean Petit, le curé Boucher l'écrira, le jésuite Commolet le redira pendant la Ligue, en répétant chaque matin, de sa voix criarde : « Il nous faut une Judith ; il nous faut un Aod ! » Les traditions d'Israël et les histoires de Rome et d'Athènes seront mêlées dans les libelles et les homélies des ligueurs, comme elles le sont dans la défense de Jean sans Peur. L'héroïsme du jacobin Clément sera célébré comme l'héroïsme du duc de Bourgogne ; un avocat verra le bras de Dieu dans le meurtre de Henri III, comme le cordelier Jean Petit veut voir un ministre du ciel dans l'assassin du duc d'Orléans. ,

Cicéron, parlant pour Milon, écarte l'idée de préméditation, de guet-apens et d'embûches de la part du meurtrier. Jean Petit admet la préméditation et autorise les embûches et les *aguets*. « Il est licite d'occire le tyran traître dessus nommé par aguet, cautelle et épiements, et si est licite de dissimuler et taire sa volonté d'ici faire. » Mais s'il est permis d'occire le tyran, « il est plus méritoire, honorable et licite qu'icelui tyran soit occis par un des parents du roi que par un étranger qui ne seroit point prince du sang du roi, et par un duc que par un comte et un baron, et par un baron que par un simple chevalier, et par un simple chevalier que par un simple homme. » Ainsi donc, non-seulement le meurtre est permis et méritoire, mais la trahison est légitime et la ruse peut s'ajouter à la violence, et la violence est d'autant plus honorable que l'homicide est plus élevé en dignité et tient de plus près au sang royal.

Cette harangue résume tout un règne. Ce n'est pas seulement l'œuvre d'un moine normand, d'un théologien, d'un casuiste : elle porte l'empreinte de l'époque où elle fut prononcée, où elle fut applaudie ; où le peuple, assemblé devant le parvis de Notre-Dame, écouta et approuva la seconde lecture de cette odieuse composition.

Jean Petit était un des plus autorisés parmi les docteurs de la Sorbonne. Jean Juvénal des Ursins le cite avec éloge ; Enguerrand de Monstrelet l'appelle « un maître en théologie de grand fame et renommée », et Ét. Pasquier « un grand prêcheur ». Il avait pris part avec Clémengis aux délibérations de l'Université dans l'affaire du schisme qui divisait alors la chrétienté entre deux papes, et s'y était distingué par sa science et son habileté. Mais, dans cette circonstance, il n'est qu'un raisonneur sans scrupules qui pratique audacieusement l'éloquence sanguinaire et lucrative cultivée à Rome sous les empereurs. N'ose-t-il pas déclarer, en commençant son discours, que s'il prend en main la défense du duc de Bourgogne, c'est qu'il est à son service depuis trois ans et en reçoit une bonne pension qu'il espère toucher longtemps encore ? « Je me suis obligé à le servir par serment à lui fait il y a trois ans passés ; et lui, regardant que j'étois si petitement bénéficié, m'a donné chacun an bonne et grande pension pour moi aider à tenir aux écoles : de laquelle pension j'ai trouvé une grande partie de mes dépens et trouverai encore s'il lui plaît de sa grâce. » C'est du moins un honneur pour le barreau français que le duc de Bourgogne n'ait pas osé y prendre

ou n'y ait pas rencontré un avocat pour soutenir sa cause, et qu'il n'ait eu pour défenseur qu'un serviteur gagé et une créature vendue.

« Les propositions de M^e Jean Petit semblèrent bien étranges à aucunes gens notables et clercs, dit Juvénal des Ursins, mais il n'y eut si hardi qui eût osé parler contre, fors en secret. » Les princes se retirèrent et l'assemblée approuva par son silence le panégyrique du duc de Bourgogne. Ce ne fut que cinq ans après (1443), sur la requête et les instances de Gerson, qu'une assemblée de théologiens déclara hérétiques les propositions de Jean Petit; et c'est seulement en 1446 que l'Université se présenta au Parlement pour protester à son tour contre une justification si injurieuse à la justice.

Six mois s'écoulèrent avant qu'une réponse fût faite au théologien assermenté du duc de Bourgogne. Jean sans Peur étant parti pour réduire les Liégeois révoltés, la veuve du duc d'Orléans, la noble et fidèle Valentine de Milan, rentra à Paris, et, grâce à l'intervention de Juvénal des Ursins, avocat du roi, put à son tour, dans une séance solennelle, accuser le meurtrier de son mari (11 novembre 1408).

La seconde partie du discours de Jean Petit avait été un discours infamant contre le prince assassiné : elle entreprit de venger la mémoire du duc d'Orléans. Accompagnée de Pierre Lorfévre, son chancelier, et de maître Cousinot, avocat au Parlement, Valentine, duchesse d'Orléans, fit lire par l'abbé de Saint-Fiacre, de l'ordre de

Saint-Benoît, « les choses contenues en un livre en françois, à lui baillé en sa main » — Le plaidoyer de l'abbé de Saint-Fiacre fut donc lu. Peut-être était-il l'œuvre de l'avocat Cousinot, qui empruntait la voix d'un abbé pour réfuter les arguments d'un moine.

Comme le discours de son adversaire, le discours de l'abbé de Saint-Fiacre est divisé et subdivisé symétriquement ; mais il offre du moins quelques lueurs d'éloquence et de passion. Il comprend trois parties : chacune de ces parties comprend six points, et ainsi, remarque l'orateur, « tout ce présent propos est contenu en dix-huit points. » 1° Le roi est obligé à faire justice pour six raisons. 2° Jean de Bourgogne a péché pour six raisons. 3° Le duc d'Orléans est innocent du crime qu'on lui impute pour six raisons.

Malgré cet appareil scolastique de divisions et de subdivisions, l'abbé de Saint-Fiacre n'atteint pas l'aridité, la confusion, le didactique enchevêtrement du discours de son adversaire. Il n'a pas besoin, comme lui, d'enlacer la vérité dans un inextricable réseau de subtilités et de sophismes. Avocat d'une veuve éplorée, s'adressant au frère de la victime, il peut faire appel aux sentiments les plus naturels, aux plus vives et aux plus douces émotions du cœur humain. Il est parfois élevé, souvent pathétique. Sans doute, le mauvais goût et le pédantisme règnent dans son plaidoyer comme dans celui de J. Petit. Ovide y est cité à côté de Notre-Seigneur Jésus-Christ ; l'*Art d'aimer* à côté de l'Évangile. Mais pour racheter ces fautes

de goût, voici des paroles remarquables ou de beaux mouvements oratoires.

On reproche au duc d'Orléans des *diableries* et des maléfices. L'orateur repousse avec force et non sans courage cette redoutable imputation. « C'est erreur de croire que sorceries soient autre chose que mensonges et produisant aucun effet. Plus grand'foi est à être ajoutée à la Faculté de médecine en cette matière qu'au dit du maître en théologie prononcé sottement. » Et comme l'Université de Paris, dévouée au parti du duc de Bourgogne, était représentée à ce débat par le recteur, il ajoute : « O toi, Université de Paris, plaise à toi ce corriger, car telles sciences abusives ne sont pas seulement défendues parce qu'elles sont contre l'honneur de Dieu, mais parce qu'elles ne contiennent rien de vérité et d'effet. » Il faut relever, au quinzième siècle, des opinions si sensées sur la magie et les sortilèges.

L'orateur invoque tour à tour la justice du roi et ses sentiments fraternels : il fait parler la victime elle-même, déplorant sa mort piteuse et lamentable ; il éveille au fond de sa tombe le père du meurtrier et dans une prosopopée hardie le met en face de Jean sans Peur. Peut-être abuse-t-il de cette figure ; mais il en tire des effets puissants, des accents énergiques et de fortes images.

Entendez-le flétrir Jean sans Peur par la bouche même de son père : « O Philippe, duc de Bourgogne, si tu vivois maintenant, tu n'approuverois pas partie adverse et dirois que ton propre fils a forligné, car tu étois appelé et nommé

Hardi ; et fut celui-ci paoureux, douteux et si fut traître. Tu vraiment lui pourrois dire ce qui est écrit au cinquième chapitre des faits des apôtres : « *Cur tentavit Satanas cor tuum te mentiri Spiritui sancto ?* »

Il évoque Charles V, père de l'infortuné duc d'Orléans : « O roi Charles, si tu vesquisses maintenant, que diroistu ? quelles larmes t'apaiseroient ? qui t'empêcheroit que tu ne fisses justice de si cruelle mort ? Hélas ! tu as tant aimé l'arbre et si diligemment élevé en honneur, lequel apporta le fruit qui a fait mourir ton très-cher fils. Hélas ! roi Charles, tu pourrois dire droitement avec Jacob : « *Fera pessima devoravit filium meum* ; la bête très-mauvaise a dévoré mon fils. » Et s'adressant au roi Charles VI : « Hélas ! Sire, si l'esprit de ton frère parloit, ô quelle chose il diroit ! certainement il diroit les paroles qui s'ensuivent ou pareilles : « O monseigneur mon frère, regarde comment par toi j'ai reçu mort, c'est pour la grand amour qui étoit entre nous deux : regarde mes plaies, desquelles spécialement cinq furent cruelles et mortelles : regarde mon corps abattu, foible et enveloppé en la boue : regarde mes bras coupés et ma cervelle répandue hors de mon chef ; regarde s'il est douleur pareille à ma douleur ! » Cette peinture est belle, émouvante, on sent que l'orateur est vraiment inspiré par son sujet. Une pitié sincère anime ses paroles et fait jaillir du chaos des citations et des divisions scolastiques la flamme et la lumière de l'éloquence. L'avocat du duc d'Orléans est ici bien supérieur à son adversaire.

Après l'abbé de Saint-Fiacre, l'avocat Cousinot prit la parole, et commença son discours, suivant l'usage, par un verset de l'Écriture sainte : « *Hæc vidua erat, quam quum vidisset Dominus, misericordia motus est super eam* » (S. Luc, chapitre vii). Cette fois la citation était juste et bien placée. L'exorde la développait. « Très-noble prince, quand Notre-Seigneur entra dans une ville nommée Naïm, voyant le corps d'un jeune homme porté en sépulture, et quand il eut regardé la mère dudit jeune homme, il fut ému de pitié sur icelle et lui rendit son fils..... Madame d'Orléans a perdu son mari; ses fils ont perdu leur père, certainement un des plus beaux et des plus sages qu'aucun du monde. » On pourrait se demander, en lisant ces lignes, si c'est encore un abbé qui parle. Non : c'est un avocat qui plaide et qui vient, à la suite du mémoire justificatif présenté par l'abbé de Saint-Fiacre, poser les conclusions de la veuve du duc d'Orléans.

Le conseil ratifia les conclusions de maître Guillaume Cousinot, et décida que le duc de Bourgogne serait tenu de faire réparation au prince défunt et à sa veuve. Mais la victoire que Jean sans Peur remportait alors même sur les Liégeois cassait l'arrêt du conseil et ajoutait une preuve irréfutable aux arguments du cordelier Jean Petit.

Nous nous sommes arrêté à dessein sur ces débats qui nous offrent un curieux échantillon de l'éloquence au quinzième siècle. La scolastique a mis sa marque sur ces lourdes et pédantesques compositions. Ce syllogisme en

trois points et en dix-huit parties, ces principes et ces corollaires, ces déductions et ces propositions symétriques, ces divisions, qui sous prétexte d'aider l'esprit l'égarèrent dans un labyrinthe de subtilités, voilà les habitudes de l'École. L'excès de méthode et d'analyse aboutit ici à la confusion. Les termes de la procédure se mêlent sans choix aux citations de la Bible et des auteurs païens; et la pensée est fatiguée des formes d'une dialectique puérile, quand elle n'est pas écrasée sous le poids d'une indigeste érudition.

Seul peut-être à cette époque un homme eut le rare bon sens de s'élever contre de pareilles arguties : c'est Gerson. « Il faut, disait-il, rompre ces toiles d'araignées dont les fils inextricables s'embarrassent et se brisent d'eux-mêmes dans leur entrelacement. » Seul aussi (en 1408) il avait eu le courage de protester hautement contre l'assassinat du duc d'Orléans.

Aumônier du duc de Bourgogne, promu par sa protection aux évêchés du Puy et de Cambrai, il réprouva publiquement dans la chaire de Saint-Jean en Grève le crime de son protecteur; il rappela le précepte du décalogue : « *Tu ne tueras point*; » et répondit d'avance au plaidoyer du cordelier Jean Petit. Quand le rhéteur du duc de Bourgogne eut prononcé son apologie de l'assassinat politique, Gerson en fut indigné. Après Dieu, il devait tout, disait-il, à Philippe de Bourgogne, père de Jean sans Peur. Mais il n'en résolut pas moins de poursuivre à tout prix la doctrine impie et l'argumentation homicide qui prétendait

absoudre le meurtrier. Il fit l'oraison funèbre de la victime; et dans un discours tenu en présence du roi et des princes, il flétrit la théorie du meurtre, que les docteurs et que le peuple avaient applaudie cinq ans auparavant.

C'est une noble et belle figure que celle de ce doux et intrépide religieux, qui relève à la fois de l'Université et de l'Église, et soutient sans jamais faiblir les droits de l'une et de l'autre, soit dans les conciles, soit au Parlement. Comme orateur, Gerson appartient à notre sujet. Ce n'est pas seulement un prédicateur, c'est un avocat. Il a porté la parole en la cour du Parlement et a plaidé (rencontre curieuse) contre maître Guillaume Cousinot, l'avocat de la duchesse d'Orléans et l'adversaire de J. Petit.

Un protégé du duc d'Orléans, messire Charles de Savoisy, chevalier, avait porté atteinte à la dignité et aux droits de l'Université dans une circonstance solennelle. Ses gens avaient, par son ordre, attaqué à main armée les écoliers de l'Université qui se rendaient processionnellement à l'église de Sainte-Catherine, et les avaient même poursuivis jusqu'au pied de l'autel. J. Gerson, docteur en Sorbonne, porta l'accusation devant le Parlement, et obtint satisfaction de messire Charles de Savoisy.

« Ledit chevalier a été mauvais en son temps, dit-il, et est aujourd'hui garni de mauvaises gens, serviteurs batteurs et crimineux : *rex iniquus, iniquos ministros*, etc. Et iceulx malfaiteurs battirent, frappèrent et navrèrent plusieurs écoliers qui très-doucement, dévotement et simplement alloient en procession non plus armés que

agneaux. » Il peint alors les gens du chevalier chassant les écoliers à coups d'épée et de couteau, leur tirant très-finement au corps et aux jambes et pénétrant même dans l'église où le prêtre disait la messe. Il rappelle que la profanation des temples fut toujours punie par les dieux ; il cite l'exemple d'Achille, d'Hélène, chez les Grecs ; montre les Gaulois frappés de terreur et mis en fuite après avoir pillé le temple de Delphes, et met à contribution la mythologie et l'histoire. En finissant, il prévient les juges contre les excuses de son adversaire : « N'écoutez en icelle partie adverse, c'est à savoir le payé avocat Cousinot proposant les excusations dudit chevalier et lui excusant envers l'Université : *quod peccata suos debent tenere auctores* : et surtout considérant en quelle bassesse de conduite est déchu ledit chevalier, dont le père ne procura, ne fit oncques mal contre l'Université, mais étoit par au contraire un grand pilier de Sorbonne Pourquoy la cour sera fille bonne et juste qui y mettra remède. » Le Parlement renvoya l'affaire au Conseil du Roi ; et néanmoins, par provision, il mit Charles de Savoisy en état d'arrestation avec défense de sortir de Paris jusqu'à nouvel ordre.

M. Berryer cite comme un modèle d'éloquence judiciaire la harangue que Gerson prononça au nom de l'Université de Paris devant Charles VI et son conseil, touchant le gouvernement du roi et du royaume (1405). C'est, dit-il, un véritable plaidoyer en faveur de la prérogative royale et des franchises publiques. Jean Gerson n'est plus seulement le représentant et l'avocat del'Univer-

sité de Paris, il apparaît encore comme un magistrat public ; et son discours est un éloquent réquisitoire contre les abus de tout genre qui régnaient à cette malheureuse époque.

L'orateur y met d'abord le roi en garde contre les flatteurs : « Flatteur est le ménétrier ou trompette qui toujours chante de feinte musique et change sa note selon ce que le seigneur veut chanter ou deviser : c'est l'image du miroir qui rit quand on rit, pleure quand on pleure... Si prudence est bien gardée ès conseillers contre flatteurs mensongers, c'est grande aide pour la conservation du roi et de la vie civile ; car roi sans prudent conseil est comme le chef en un corps sans oreilles et sans yeux. » Mais la prudence n'est rien sans la justice : et la justice doit être égale pour tous. Gerson s'élève donc avec force contre les excès qui la compromettent et condamne dans un beau langage la vénalité des charges judiciaires.

Voici le bon sens français dans sa forme vive et piquante : voici tout un passage écrit dans une langue déjà constituée, d'un style net et précis, où se révèle enfin le génie national, le naturel de notre pays : « Comme justice ne doit point être vendue, ainsi ne doivent les officiers être institués par prix ou argent, ou violence de prières armées, mais par prud'homie et suffisance. Comment ne vendroit la justice celui qui tant cher l'a achetée ? Il la vendra, croyez-moi, et se garde d'y perdre : il fera les droits au poids et jugera coup d'un, coup d'autre ; et le plus pesant de la balance l'emportera !..... Dieu veuille que la justice

soit conservée sans être enfreinte pour le grand ne pour le petit, car autrement se vérifieroit le dict de Anastase le philosophe : que les lois ou arrêts des juges sont comme les toiles d'araignées qui retiennent les petites mouches et laissent aller les grosses. » Nobles conseils et sages paroles ! Ce discours est comme le premier modèle des *mercuriales* que prononceront nos magistrats du seizième et du dix-septième siècle. C'est la première de ces *remontrances*, où les Michel de l'Hôpital, les Talon, les d'Aguesseau parleront en termes si forts des devoirs de leur état et donneront, au nom de la cour, de publiques leçons de loyauté, de discipline et de justice.

Malheureusement la cour souveraine était souvent impuissante en ces jours d'anarchie et d'émeute. Nous avons vu Jean sans Peur triompher des lois et assassiner impunément le rival qui lui faisait ombrage. Gerson verra bien d'autres crimes, et assistera, l'âme navrée, aux humiliations d'un Parlement sans conscience qui subit docilement les ordres et les caprices de l'étranger.

Dix ans le meurtrier du duc d'Orléans avait pu croire son crime impuni : dix ans il avait pu braver la réprobation des gens de bien : mais il avait donné un exemple funeste qui devait se retourner contre lui. Attiré dans un guet-apens, il fut assassiné au pont de Montereau en présence du Dauphin. Son fils se déclara à son tour son vengeur.

Le 23 décembre 1420, Philippe de Bourgogne se présentait à l'Hôtel Saint-Pol où le roi de France et le roi

d'Angleterre siégeaient tous deux sur le même trône. Le malheureux Charles VI n'était plus roi que de nom ; et c'est aux pieds du prince anglais que Philippe venait porter plainte. Avec lui se présentait Nicolas Raulin, avocat au Parlement et chancelier de Jean sans Peur, accompagné de plusieurs avocats qui devaient le fortifier par leur présence ou le conseiller au besoin. Il exposa, dit Monstrelet (1), le félon homicide fait en la personne de Jean duc de Bourgogne, et il demanda que les coupables fussent mis en tombereaux et menés par tous les carrefours de Paris, nues têtes, par trois jours de samedi ou de fêtes, et tint chacun un cierge ardent en sa main, en disant à haute voix qu'ils avaient occis mauvasement, fausement, damnablement et par envie le duc de Bourgogne sans quelque cause raisonnable, et, ce fait, fussent amenés où ils perpétrèrent ledit homicide, c'est-à-dire à Montereau, et là dissent et représentassent lesdites paroles. Le roi rendit une déclaration qui autorisait le Parlement à prononcer l'indignité du Dauphin et de sa lignée, et qui l'excluait ainsi du trône. Le Dauphin appela de ce jugement à Dieu et à la pointe de son épée : mais le Parlement avait dû enregistrer l'arrêt qui déposait « le soi-disant Dauphin » au profit du roi d'Angleterre.

En regard de l'avocat du roi Juvénal des Ursins et du chancelier de l'Université Jean Gerson, c'est un triste et odieux caractère que celui de l'avocat de Philippe de Bour-

(1) Enguerrand de Monstrelet, liv. I, chap. ccxxxii, quatrième volume. Édition Douët d'Arcq.

gogne, Nicolas Raulin. Conseiller et complice du duc de Bourgogne, en servant sans scrupule les intérêts de son maître, il ne poursuit que son propre intérêt. Jurisconsulte savant, avocat habile, il flatte les grands et opprime les petits. Indifférent aux maux de son pays, il est partisan de l'Angleterre, qui le paie, et travaille au démembrement du royaume. Tandis que Juvénal des Ursins voit ses biens confisqués par les Anglais devenus maîtres de Paris, Nicolas Raulin est comblé de leurs faveurs et reçoit les libéralités de Henri VI. Tandis que Gerson, après avoir rempli les plus hautes missions et mérité les plus illustres amitiés, se retire abreuvé d'amertume dans le silence d'un cloître, et finit ses jours dans la pauvreté et la prière, Nicolas Raulin, seigneur de fiefs nombreux en Hainaut, en Auvergne, en Bourgogne, possède l'exorbitant revenu de 40 mille florins de rente et mène le train d'un prince. En vain, au terme de sa carrière, fonde-t-il un hôpital à Beaune pour couvrir ou racheter ses fautes : « Il a fait assez de pauvres, dit Louis XI encore dauphin, pour leur ouvrir un hôpital. »

Plus on avance dans le quinzième siècle, plus les avocats semblent suivre l'exemple de Nicolas Raulin. Les troubles civils et les fléaux de toutes sortes, qui ont désolé la première moitié du siècle, ont ôté tout frein aux passions, et la cupidité que flétrissait Gerson dans sa harangue au roi a envahi toutes les âmes. De toutes parts s'élèvent « les clameurs du peuple, qui journellement recourt au roi en grande et piteuse exclamation que les

procès intentés et pendants ès cours et juridictions royales sont immortels. » Dès le règne de Charles VII, dit le chancelier de l'Hôpital, il y avait déjà des plaintes contre les gens de justice. Ce fut bien pis sous le règne de Louis XI : alors la chicanerie montre ses griffes : les cautelles, rançonnements et pilleries des avocats n'ont plus de bornes. « Ces jurisconsultes de trois jours, qui ne veulent prendre la peine de voir les bons livres, croupissent ès formalités, et entachés d'un gain sordide et illibéral, après lequel ils aboient incessamment, se montrent si âpres que pour assouvir leur avarice ils engagent leur âme et leur conscience à qui plus leur donne. Ils ne trouvent point de mauvaise cause pourvu qu'ils aient une bonne et riche partie qui fournisse à l'appointement.... Au demeurant, vous ne sauriez voir rien au monde si impudent, ni si hardi à mettre en avant un faux fait et une menterie en plein barreau. Ils ont des fronts d'acier, et n'ayant point d'appréhension de perdre leur honneur, tout leur est indifférent pourvu que rien ne tourne à leur dommage. Oyez-les crier, braire et tempêter : ces langues impures, vénales et mercenaires mettent l'honneur des plus vertueux, illustres et grands personnages en compromis, à l'appétit d'une partie hargneuse (1). » Ce qui manque donc aux avocats du quinzième siècle, c'est cette élévation morale, ce respect désintéressé du droit, qui est l'âme de l'éloquence judiciaire.

(1) *Traité de la réformation de la justice*, par Michel de l'Hospital, publié pour la première fois en 1825 par Dufey de l'Yonne.

La prédication est d'accord avec la satire pour leur reprocher leurs *frauderies* et leurs rapines. « Lorsque vous êtes au Palais, leur dit le cordelier Ménot, que vous plaidez les uns contre les autres, il semble que vous soyez prêts à vous entre-dévorer et que vous ayez un vif désir de protéger l'innocence : mais, lorsque vous êtes sortis de l'audience, vous allez à la buvette et là vous dévorez la substance de vos clients. Vous êtes semblables à des renards, qui paraissent disposés à s'entre-déchirer, mais qui se précipitent tous en commun sur le poulailler pour dévorer leur proie. » — Les pauvres meurent de faim, et les avocats et leurs femmes étalent un luxe insolent. « Fait-il bon voir, s'écrie le prédicateur Maillard, que la femme d'un avocat, auquel il ne reste pas dix écus de rente après avoir acheté son office, aille vêtue comme une princesse, et qu'elle ait de l'or sur la tête, au col, à la ceinture et autre part ? Vous dites que votre état le comporte. A tous les diables et votre état et vous aussi ! »

Mais la plus terrible apostrophe est celle que lance Ménot aux gens de justice en général, juges, avocats et procureurs : « Messieurs du Parlement de Paris ont la plus belle rose qui soit en France (il fait allusion à la rosace du Palais de justice), mais elle a été teinte du sang des pauvres criant et pleurant après eux. Messieurs de la justice portent de longues robes et leurs femmes s'en vont vêtues comme des princesses. Si leurs vêtements étaient mis sous le pressoir, le sang des pauvres en découlerait. Seigneurs justiciers, les revenus que vous dépensez sont-

ils de votre patrimoine? » Belles paroles certes et inspirées par une sympathie profonde pour les misères des opprimés. Si elles dépassent la mesure et exagèrent le mal, elles partent du moins d'une indignation trop sincère pour n'être qu'une déclamation brillante et qu'une apostrophe de rhéteur. En vain, par l'ordonnance de Montil-lez-Tours, Charles VII avait-il enjoint aux avocats « d'être modérés dans leurs honoraires tant pour leurs plaidoiries que pour leurs écrits » ; en vain avait-il privé de « patronner » ceux qui auraient fait des présents aux juges, la corruption était grande : et pour un Jean de la Vacquerie qui mourait pauvre et regretté, combien pouvait-on compter d'hommes de loi, riches et décriés, qui prostituaient, ainsi qu'Antoine Duprat, l'honneur de la magistrature et du patronage !

Nous avons hâte d'atteindre enfin le seizième siècle pour trouver au barreau la dignité professionnelle unie au goût des lettres et à l'érudition du jurisconsulte.

CHAPITRE II.

SEIZIÈME SIÈCLÈ.

§ 1^{er}. — LA RENAISSANCE ET LE BARREAU.

Réforme des études juridiques. Budé et Alciat; Cujas et Dumoulin. —
Le chancelier de l'Hôpital. Influence morale de l'Hôpital et influence
littéraire de Ronsard.

Dès le début du seizième siècle Louis XII et François I^{er} avaient apporté d'utiles réformes dans la législation civile et l'administration de la justice (1). Par eux les procès avaient été abrégés; la langue française introduite dans les actes publics et rendue obligatoire devant les tribunaux (2); les avocats, « de l'industrie desquels dépend principalement l'abréviation des causes », avaient été astreints sous peine d'amende à éviter la prolixité et à retrancher de leurs discours « tous les faits superflus, impertinents, non véritables ».

En même temps Budé et Alciat préludaient à la ré-

(1) Louis XII, Ordonnance sur la réformation de la justice (juin 1510).
François I^{er}, Ordonnance sur l'abréviation des procès (1528).

(2) Ordonnance de Villers-Cotterets (août 1539). « Pour ce que telles choses (*obscurités*) sont souvent advenues sur l'intelligence des mots latins... nous voulons dorénavant que tous arrêts, toutes autres procédures *soient prononcées, enregistrées et délivrées aux parties en langage maternel françois*, et non autrement. »

forme de la science juridique par l'étude de la philologie et des belles-lettres. Ils combattaient l'école des glossateurs, disciples dégénérés d'Accurse et de Barthole, à cause de leur ignorance en histoire, « *ob imperitiam historiarum* ». Appelant à leur aide les philosophes, les historiens et les poètes, ils cherchaient l'esprit des lois dans le génie et les mœurs de chaque époque; ils remplaçaient la compilation par la critique et donnaient presque à la science un air novateur et téméraire. Dans son traité de l'*As romain* (*de Asse et partibus ejus*), Guillaume Budé, à propos de la monnaie romaine, parlait des revenus de la France, du poids des impôts, des lettres et de la liberté. Dans son *de Philosophia* il demandait que les savants eussent une place dans le conseil des princes; et son vœu était exaucé par François I^{er}, qui dès son avènement s'empressait de l'appeler à la cour.

A Bourges, le Milanais Alciat attirait autour de sa chaire des élèves de tous les points de la France et de l'Allemagne. Il avait pour auditeur Conrad Gessner, Hotman, Amyot et Théodore de Bèze. François I^{er} et le Dauphin étaient eux-mêmes allés l'entendre. Il portait dans l'enseignement du droit une élégance inconnue jusqu'alors et substituait, comme il dit lui-même, les notions claires aux notions vagues, les termes choisis et latins aux expressions négligées et barbares : « *didascalica phantasticis, clara dubiis, munda lutulentis, latina barbaris*. » Il ouvrait ainsi la voie à Cujas et à Dumoulin.

Qui ne connaît ces deux grands maîtres de la juris-

prudence au seizième siècle? « Ce qu'Alciat a commencé, Cujas l'a accompli, » disait Scaliger. Poète par l'imagination et le don de ressusciter les figures disparues, Cujas cherche dans l'unité factice du recueil de Justinien les diverses législations que le rédacteur y a rassemblées et confondues. Il suit le travail des siècles et se fait le contemporain des jurisconsultes qu'il interprète. Ulpien, Paul, Papinien, sont tour à tour commentés, expliqués, et ranimés en quelque sorte par le puissant effort de son esprit investigateur. Historien et philologue, il retrouve dans des fragments épars et mutilés la pensée de chaque auteur, et poursuit sa tâche à Toulouse, à Cahors, à Bourges, à Turin, à Valence, à travers les jalousies et les intrigues de ses rivaux, sans se laisser un instant détourner de son rude travail.

Le droit français a dans Dumoulin un interprète aussi sagace et non moins ardent. Né à Paris d'un avocat au Parlement, avocat lui-même, il abandonne bientôt la plaidoirie pour l'étude, et s'attache à percer les obscurités de nos vieilles coutumes. S'il s'occupe du droit romain, c'est pour en appliquer les méthodes au droit national, pour combattre les institutions féodales et faire pénétrer l'équité dans notre législation. Sans paraître à l'audience, il anime le barreau tout entier de son esprit et de sa doctrine. Ses commentaires *des fiefs* et ses *apostilles* sur les coutumes de la France sont pour les contemporains autant « d'arrêts principes et de mattresses sentences ». Disputeur opiniâtre, il intervient dans toutes

les querelles de son temps. Il compose contre les usurpations du Saint-Siège son commentaire *sur les petites dates*; il donne une consultation contre les Jésuites. Poursuivi par les ressentiments de la cour de Rome, attaqué jusqu'en sa maison par ses adversaires, il est obligé de quitter la France. Sa vie, comme celle de Cujas, est partagée entre l'étude et les voyages, sans que jamais les calomnies, les fatigues et les dangers puissent interrompre son labeur. Après lui, Guy Coquille, Charondas, Pierre et François Pithou, Antoine Loisel travaillent, à son exemple, à pénétrer le sens de nos coutumes, et en dégagent les principes qui doivent subsister dans nos codes et régler notre droit civil.

C'en est fait de la scolastique. Érasme et Luther ont porté les derniers coups à l'édifice vermoulu du moyen âge. « Plus de syllogisme ! » s'était écrié Luther. « Détrônons Aristote, » répond Ramus, et l'intrépide batailleur émancipe la philosophie du joug qui pesait sur elle. La renaissance ne se fait pas seulement sentir dans la poésie avec Marot et Ronsard; dans la prose avec Rabelais, Montaigne et Calvin; elle renouvelle aussi l'enseignement de nos écoles et la langue de nos Parlements. Elle renouvelle l'enseignement de la rhétorique avec Turnèbe et l'ami de Ramus, Omer Talon. Elle renouvelle la langue de nos Parlements avec les de Thou, les Séguier, les Montholon; et la justice tout entière avec Michel de l'Hôpital.

L'Hôpital est le premier nom que doit offrir un tableau de l'éloquence judiciaire au seizième siècle.

D'abord auditeur de rote à Rome, puis avocat au Parlement de Paris, l'Hôpital acquiert en se mariant une charge de conseiller, et se consacre sans réserve à ses nouveaux devoirs. Le voyez-vous venir, avant le jour, précédé d'un valet qui porte un flambeau, prendre sa place le premier au tribunal? Il sort le dernier, quand l'huissier annonce la fin de l'audience; et tant que durent les débats, immobile sur son siège, il écoute les plaidoyers des deux parties sans s'irriter contre la lenteur de l'horloge et la loquacité des plaideurs (1). Devenu garde des sceaux de France, il travaille avec une inflexible sollicitude à la réformation de la justice. Censeur indigné des abus qu'il a vu commettre, il donne de sévères leçons aux juges ses anciens collègues.

Les seize harangues qui nous restent de lui sont de nobles avertissements à ceux qui voudraient substituer leur volonté à celle de la loi, leurs intérêts à l'intérêt du bien public. Élevé par sa raison au-dessus des partis, il bannit la politique du sanctuaire de la justice. Il flétrit les profanateurs dont la vénalité se déguise sous mille prétextes capiteux et dont les haines veulent s'assouvir sous le manteau sacré de la loi. « Je reviens à vous, s'écrie-t-il, qui tenez la justice du roi, dont moi indigne je suis le chef. Vous jurez à vos réceptions garder les ordonnances : les gardez-

(1) *Dum mihi cura fuit privatas scindere lites
Et dare jura foro, subsellia primus inivi
Mane, viam puero facibus monstrante : recessi
Postremus, decimam quum præco renuntiat horam.
Nec quo more solent alii plerique, vagabar
Porticibus curvis..... etc.* (Œuvres de l'Hôpital. Épître à J. Morel.)

vous bien ? La plupart d'icelles est mal gardée : et en faites comme de cire et ainsi qu'il vous platt. Messieurs, messieurs, faites que l'ordonnance soit par-dessus vous !... Prenez garde quand vous viendrez en jugement de n'y apporter point d'inimitié, ni de faveur, ni de préjudice. Vous êtes juges du pré, ou du champ ; non de la vie, non des mœurs, non de la religion. Vous pensez bien faire d'adjuger la cause à celui que vous estimez plus homme de bien ou meilleur chrétien, comme s'il étoit question entre les parties lequel d'entre eux est poète, orateur, peintre, artisan ; non de la chose qui est en jugement. Si vous ne vous sentez assez forts et justes pour commander vos passions et aimer vos ennemis selon que Dieu commande, abstenez-vous de l'office de juge ! » Après cette véhémence apostrophe, le chancelier dénonce et condamne ces arrêts complaisants obtenus à prix d'argent en échange de présents et d'*épices*. « Vous ne pouvez retenir le nom de sénateurs, de prud'hommes et bons juges avec la convoitise de vil gain. La marchandise est chère que l'on achète avec perte de loz et gloire. J'aimerais mieux la pauvreté du président de la Vacquerie que la richesse du chancelier à qui son maître fut contraint de dire : « C'est trop Raulin (1) ! »

Si l'Hôpital donne ici de sages et rudes conseils aux magistrats qui l'écoutent, il leur offre aussi le modèle du langage qu'ils doivent parler. Cette harangue fut prononcée au lit de justice tenu au Parlement de Rouen pour

(1) *L'Hôpital*, œuvres publiées par Dufey (de l'Yonne). Tome II.

la déclaration de la majorité de Charles IX. Comparée à la réponse déclamatoire du premier président Antoine de Saint-Antot, elle semble presque d'une autre langue et d'un nouvel âge. D'un côté, ce sont les habitudes de l'ancien barreau et de la scolastique ; de l'autre c'est la langue courte, nerveuse et claire des temps modernes. Ces phrases pleines de sens, ces locutions énergiques et familières, ces formes vives et franches, voilà le style de l'Hôpital : c'est l'image de son caractère austère, droit et vigoureux.

Placé par les circonstances auprès d'un roi mineur entre deux factions ennemies, chargé de maintenir l'autorité d'un monarque à peine adolescent contre les passions et les intérêts déchaînés, l'Hôpital est plutôt un orateur politique que judiciaire. Mais dans les assemblées des États-Généraux comme au sein du Parlement, il n'oublie pas son caractère de magistrat. Ce n'est point par la violence, mais par la douceur, qu'il veut étouffer les haines et ramener la paix. C'est la tolérance qu'il prêche avec une éloquence forte et naïve, semée de proverbes populaires et tout animée de l'esprit de l'Évangile. Tandis que catholiques et huguenots courent aux armes, c'est avec « les armes de la charité » qu'il veut assaillir ses adversaires. « La bonne vie, comme dit le proverbe, persuade plus que l'oraison : le couteau vaut peu contre l'esprit, si ce n'est à perdre l'âme ensemble avec le corps... Otons ces noms diaboliques, noms de partis, factions et séditions, Luthériens, Huguenots, Papistes : ne changeons le nom de chrétiens. » Ces paroles seront entendues et

nous les retrouverons dans la bouche des grands avocats du seizième siècle. L'Hôpital est une de ces « belles âmes frappées à l'antique marque », dont la fermeté inébranlable et la vertu conciliante rallient les bons et soutiennent les faibles contre leurs propres défaillances. Son humeur gauloise, sa bonté chrétienne, la trempe romaine de son caractère en faisaient vraiment le chef de cette élite d'hommes de cœur, qui sur les sièges de la cour comme à la barre du Parlement unirent à la loyauté de sujets fidèles la modération et l'indépendance de citoyens éclairés.

En regard de l'influence morale de M. le chancelier, il faut signaler l'influence littéraire de Ronsard sur la magistrature et le barreau. L'Hôpital la subit lui-même. Il prit en main la cause de la nouvelle école poétique et composa, sous le nom de Ronsard, une satire latine contre les détracteurs du nouvel Homère.

Dans cette entreprise que conçut Ronsard de donner au langage français la noblesse, l'éclat et la pompe des langues anciennes, il eut pour auxiliaires toute la jeunesse distinguée du palais et les plus savants hommes du Parlement. « Sur Ronsard, dit Sainte-Beuve, l'accord était universel : les plus illustres s'agenouillaient devant lui, et de Thou, qui, rapportant la naissance du poète à l'année du désastre de Pavie, y voyait pour la patrie une compensation suffisante; et l'Hôpital, qui protégea si hautement ses débuts contre la cabale de la cour; et du Perron, qui le citait toujours, lui, Cujas et Fernel, comme les trois merveilles

du siècle; et Pasquier, qui ne faisait nul triage dans ses œuvres, car, disait-il, tout est admirable en lui (1). » Un désir incroyable s'éveilla alors dans les esprits de rivaliser avec l'antiquité, d'en *pillier les sacrés trésors*, et de justifier cette ancienne légende de l'Hercule Gallique : « tirant les peuples après lui, par leurs oreilles, avec une chaîne attachée à sa langue (2). » Séduits par l'exemple de la Pléiade, les gens de robe ne se contentèrent plus d'être des jurisconsultes et des praticiens, ils lurent à l'envi les chefs-d'œuvre de la Grèce et de Rome, ils se mirent à les citer, à les traduire, à les imiter. Avocats et magistrats s'adressèrent des épîtres latines ou se dédièrent de savantes éditions. A l'engouement de la scolastique succéda presque la superstition de l'antiquité reconquise. Que voyons-nous en effet? L'Hôpital, Pasquier, du Vair, font des vers latins et des épigrammes. Antoine Mornac compose pendant ses vacances des poésies latines dont le titre indique l'origine : *Feriæ forenses*. Pierre Pithou, l'élève de Turnèbe et de Cujas, le sage arbitre dont les décisions font autorité au palais, l'auteur des *Libertés de l'Église gallicane*, se fait encore l'éditeur des fables de Phèdre, de la Veillée de Vénus, du *Satyricon* de Pétrone et des déclamations de Quintilien. Guy du Faur de Pibrac annote Sénèque et compose, à l'imitation d'Épicharme, cinquante quatrains en si beaux vers « que la rouille et le temps n'y trouveraient que mordre ». Le président

(1) Sainte-Beuve, *Tableau de la Poésie française au seizième siècle*.

(2) J. du Bellay, *Défense et illustration de la Langue française* (1549).

Brisson montre à son siècle « combien un seul esprit peut concevoir de toutes les sciences ensemble (1) ». Tandis qu'il compulse les ordonnances royales, il trouve encore le temps de commenter Tite-Live.

Telle est cette génération nouvelle qui joint la culture des lettres à l'étude des lois et à la pratique du Palais. Il serait long d'énumérer tous les travaux qu'elle a produits, tous les talents qu'elle a comptés. Dans cet *Essai sur l'histoire de l'éloquence judiciaire* nous devons nous borner à choisir les noms principaux, étudier dans quelques-uns les progrès de tous, et mettre de préférence en lumière ceux qui furent les guides et les maîtres de cette studieuse légion d'orateurs et d'écrivains.

§ 2. — ÉTIENNE PASQUIER.

É. Pasquier. — Son éducation, ses débuts au barreau. — Procès de l'Université contre les jésuites (1565). — Plaidoyers de Pasquier et de Versoris. Conclusions de l'avocat du roi Dumesnil. — Procès du sieur d'Arconville. Plaidoyers de Brisson et de Pasquier. — Les ambassadeurs de Pologne au Parlement. — Plaidoyers de Pasquier pour le couvent de Lagny, pour les disciples de Paracelse et pour la ville d'Angoulême. — Pasquier avocat général à la cour des comptes. — Sa conduite pendant et après la Ligue. — Jugement sur la langue et l'éloquence de Pasquier. — Lettre à son fils sur la profession d'avocat.

Il est un avocat qui semble résumer en sa personne le barreau de la Renaissance : c'est Étienne Pasquier. Par sa science profonde, par l'indépendance de ses idées, par la

(1) Guillaume du Vair. Dans son *Histoire*, de Thou juge ainsi Brisson : « *Felicissimo vir ingenio, sive litterarum studio, sive forensia negotia tractaret.* » *Hist.* (liv. I, chap. II).

vivacité caustique de sa parole et la verve gauloise de son esprit, non moins que par sa culture littéraire, Pasquier est le véritable type de l'avocat au seizième siècle. « De taille médiocre, les cheveux et la barbe confusément mêlés, l'œil vif et pénétrant, fidèle à sa devise : *Genio et ingenio*, » Pasquier passe plus de trente ans au barreau et occupe vingt ans les fonctions d'avocat général à la Cour des comptes, mêlant aux travaux de sa profession les recherches savantes et la société des muses ; jurisconsulte érudit, docte et patriotique écrivain, poète léger et spirituel, menant de front toutes les études, sans oublier les plaisirs permis et négliger les devoirs de famille. Nul n'a mieux compris les vertus de sa profession, nul ne les a mieux pratiquées.

Il était né au moment où la Renaissance était encore dans toute sa ferveur, où d'infatigables explorateurs parcouraient en tous sens le domaine mieux connu de l'antiquité, et où le terrain déjà défriché permettait de recueillir la moisson. Hotman ouvrait, auprès de Baudouin, ses premiers cours à Paris, l'année même où le jeune Pasquier, âgé de dix-sept ans, commença ses études de droit. Quel enthousiasme et quel zèle des deux côtés, chez le maître et chez l'élève ! L'un apportait la fleur de son enseignement, l'autre la fraîcheur de ses impressions et cette foi naïve d'une intelligence qui s'éveille. « L'un des plus grands heurs que je pense avoir recueillis dans ma jeunesse, écrit-il plus tard à Loisel, fut qu'un lendemain de l'Assomption de Notre-Dame, l'an 1546,

Hotman et Balduin commencèrent leurs premières lectures de droit aux Écoles du Décret, en cette ville de Paris; celui-là à sept heures du matin, celui-ci à deux heures de relevée, en un grand théâtre d'auditeurs. Et ce jour même, sous ces deux doctes personnages, je commençai d'étudier le droit. » De ces deux maîtres, c'est Hotman qui dut laisser les traces les plus profondes dans son esprit. D'une imagination hardie et d'une nature passionnée, Hotman continuait avec éclat le rôle d'Érasme dans les lettres, et de son maître Alciat dans la jurisprudence. Orateur élégant et nerveux, il maniait avec la même pureté la langue latine et la langue française. La netteté de sa pensée, l'ardeur de ses sentiments, donnaient à sa phrase une vivacité qui contrastait avec le style traînant de la plupart de ses contemporains, et ajoutaient un nouvel attrait à ses investigations historiques. Pasquier commença sans doute à prendre avec lui ce goût de l'histoire qu'il conserva toute sa vie.

Les leçons du grand Cujas, qu'il alla chercher l'année suivante à Toulouse, et qu'il suivit en compagnie de P. Pithou, de Pibrac et de Loisel, durent développer en lui ce studieux penchant et cette vocation sévère. « Je me suis mis à la recherche des anciennetés de la France, écrira-t-il plus tard à son maître..... L'entreprise est de grand labeur et qui requiert de feuilleter plusieurs livres anciens. Si vous en avez quelqu'un sur ce sujet, vous me ferez ce bien de m'en faire part. » Au sortir de l'école de Cujas le jeune étudiant s'achemina de la ville de Toulouse au

pays d'Italie pour y achever ses études de droit. Il entendit Alciat à Pavie, Mariano Sozzini à Bologne, et fit la connaissance en route d'un avocat au Parlement de Paris, plus célèbre pour son *Art poétique* que pour ses plaidoyers, Thomas Sibilet, qui lui donna d'utiles conseils. C'est après cette laborieuse et féconde préparation que Pasquier vint débiter au barreau de Paris, à l'âge de vingt ans, sous le règne de Henri II (1549).

Il a raconté son coup d'essai devant la cour dans une lettre adressée à l'un de ses condisciples qui débutait de son côté au barreau de Riom, en Auvergne. « Vous et moi courons même risque, lui écrit Pasquier.... Vray, qu'en la comparaison de nous deux je trouve votre condition meilleure que la mienne; d'autant que du premier coup avez mieux aimé être le coq de votre pays que par une longue traite de temps mettre en cette ville de Paris tous vos pensements sur une table d'attente, de laquelle cependant je charme mes plus grands ennuis; me consolant toujours de cet ancien proverbe que petit à petit on exploite grand chemin.... J'ai fait mon premier coup d'essai à la cour en une cause toute publique, qui concernoit la générale réformation du collège de Dormans, que l'on appelle de Beauvais (1), avec grande assistance d'écoliers qui désiroient de savoir quelle fin prendroit cette

(1) Ce collège avait été fondé en 1370 par Jean de Dormans, chancelier de France et évêque de Beauvais. C'est l'oncle de ce Milon de Dormans, également évêque de Beauvais, pour qui Jean Lecoq plaida en 1387 le procès des trois soles. Voir chap. I, § 2, *l'Éloquence judiciaire au quatorzième siècle*.

affaire : mais elle fut appointée au conseil. » (*Lettres*, livre I, 15.)

Quand Pasquier débuta au barreau, la profession d'avocat était en honneur, « comme étant l'échelle par laquelle on montoit aux plus grands états et dignités du royaume. » Le grand procès survenu sous François I^{er}, entre Louise de Savoie, mère du roi, et le connétable de Bourbon, au sujet des apanages de la maison de Bourbon, avait illustré trois avocats : Pierre Lizet, François de Montholon et Guillaume Poyet. Lizet était devenu premier président du Parlement de Paris ; Montholon, avocat général, et Guillaume Poyet, chancelier de France. C'est ce dernier qui rédigea la fameuse ordonnance de Villers-Cotterets (1539). Ainsi que Guillaume Poyet, les chanceliers de France Duprat et François Olivier avaient débuté par être avocats. « Bref, l'état d'avocat étoit alors si honorable que toute la jeunesse la mieux instruite, voire des meilleures maisons de la ville, tendoit à faire montre de son esprit en cette charge, avant de se mettre aux offices de conseillers ou autres : et n'y avoit quasi que ceux qui se défloient de leur industrie et capacité qui en achetassent (1). » Pasquier entra donc dans la carrière avec l'élite de la jeunesse de son temps, Brulart, Versoris, Bodin, Loisel et les frères Pithou.

Il put suivre dès son arrivée la grande cause qui fut évoquée en 1550 par le roi Henri II et commise par lui pour être jugée à fond à la grand'chambre du Parlement.

(1) Loisel, *Dialogue des Avocats*, troisième conférence.

C'est la cause du baron d'Oppède, premier président du Parlement de Provence, accusé des massacres de Cabrières et de Mérindol. L'avocat Aubery fut délégué par Henri II pour soutenir l'accusation et remplir les fonctions d'avocat général. Quelle indignation unanime au récit de cette épouvantable histoire ! quelle pitié dans l'âme de l'avocat et dans celle des auditeurs et des juges ! « Qui sera l'aveugle qui ne verra le feu brûlant dans vingt-quatre villages ? s'écriait Aubery. Qui sera le sourd qui n'entendra pas le cri et le bruit de la défaite de Mérindol ? » — L'Hôpital, après ce plaidoyer, déplorait en vers latins cette tragique affaire et décrivait l'impression qu'on en ressentit :

O qui tunc gemitus ! o quæ suspiria ab imis
Exaudita fere gradibus portisque Palati !
Omnes exquisita reis et summa precari
Supplicia !

Le procès fut jugé en séance publique : la plaidoirie d'Aubery dura onze audiences. Pasquier dut puiser dans ces tristes débats cette haine du fanatisme et ce sage amour de la tolérance qu'il garda toute sa vie.

Ceux qui tenaient alors le premier rang au barreau étaient Christophe de Thou, Pierre Séguier et Baptiste du Mesnil : les deux premiers, rivaux et marchant d'un pas égal par des sentiers différents ; l'un, court, nerveux et solide ; l'autre, plus agréable et plus fleuri, ornant son discours de vers latins et de beaux traits d'humanité. Mais c'est l'avocat du Mesnil que le jeune Pasquier écou-

tait le plus volontiers et auquel il désirait le plus pouvoir ressembler, « à cause de la pureté de son langage, de l'ordre et de la perspicuité de ses plaidoyers. »

Plus de quinze années s'écoulèrent cependant avant que Pasquier eut fondé sa réputation et marqué sa place parmi les maîtres. Marié avec une jeune et riche veuve, pour laquelle il avait gagné un procès, occupé déjà de ses *Recherches de la France*, il renonçait presque aux succès du barreau, lorsqu'en 1565, « par un miracle exprès de Dieu, » il fut chargé d'une cause considérable qui lui permit de révéler ses rares facultés oratoires. Il avait alors trente-six ans.

Les Jésuites, repoussés de l'Université, à laquelle ils voulaient s'incorporer, s'étaient pourvus au Parlement. M^e Pierre Versoris, avocat distingué et chrétien sincère, soutenait les intérêts de la Compagnie. L'Université confia à Pasquier la défense de ses privilèges.

Jamais cause plus importante n'avait été soumise au Parlement. C'était la cause même de l'éducation nationale. Les deux parties se disputaient l'empire des âmes et l'avenir du monde, en réclamant le droit d'élever la jeunesse et de former les générations futures. La lutte de la juridiction séculière contre les empiètements de la juridiction ecclésiastique était portée cette fois sur le terrain de l'enseignement. L'Université, la fille aînée des rois de France, en défendant ses franchises et ses privilèges, défendait en même temps les libertés gallicanes contre les tendances ultramontaines de la nouvelle Société.

On se ferait une fausse idée de l'ancienne Université en la jugeant par l'Université actuelle. Celle-ci, comme on l'a dit, n'est autre chose que le gouvernement appliqué à la direction universelle de l'instruction publique. L'ancienne Université, au contraire, était une compagnie indépendante, une sorte de république qui, après avoir été dès son origine l'objet d'un grand nombre d'immunités, soit de la part des papes, soit de la part des rois, après s'être trouvée mêlée à toutes les grandes questions politiques et religieuses, n'avait retenu de ses anciens privilèges que celui d'enseigner la jeunesse et de conférer les grades, en se soumettant pour le contentieux à la juridiction du Parlement (1). Corporation laïque, sortie des écoles épiscopales, elle comprenait un grand nombre de prêtres et de religieux parmi ses membres. Mais elle n'admettait les religieux qu'aux facultés de droit canon et de théologie, ne leur laissait occuper aucune charge en dehors de leurs propres maisons et leur défendait d'enseigner les *humanités*. Son chef était le Recteur, choisi par elle dans la Faculté des Arts. Le Recteur était élu pour trois mois, et, malgré la courte durée de cette magistrature, marchait presque de pair avec l'évêque de Paris.

Telle était la situation de l'Université au seizième siècle, quand une compagnie rivale vint la forcer à entrer en lice pour le maintien de ses règlements et de ses droits séculaires. Les Jésuites existaient à peine depuis trente ans quand ils provoquèrent ce grand débat.

(1) Voir Dupin, *Éloge de Pasquier*.

Autorisés en 1540 par le pape Paul III à combattre sous l'étendard de la croix, *sub crucis vexillo militare*, Ignace de Loyola et ses compagnons avaient obtenu de Jules III, son successeur, le droit d'enseigner publiquement et de conférer les grades universitaires. Ce droit, dans les idées du temps, émanait directement du Saint-Siège. Munis des bulles pontificales, les jésuites firent de rapides progrès. On les voit, sous Henri II et François II, pénétrer en France par la faveur de Diane de Poitiers et de Catherine de Médicis. Guillaume Duprat, évêque de Clermont, leur lègue en mourant une fortune qui leur permet d'acheter l'hôtel de Langres, rue Saint-Jacques, et d'y établir le collège de Clermont, aujourd'hui Lycée Louis-le-Grand. L'année suivante, leurs statuts sont approuvés au colloque de Poissy, sous la présidence du jeune roi Charles IX, et le décret qui les approuve est enregistré par le Parlement. Leur institut n'était pourtant pas admis sans réserves. Ses membres devaient renoncer au nom de jésuites. « Ceux qui prennent ce titre, disait Eustache du Bellay, évêque de Paris, s'attribuent à eux seuls un nom qui est celui de la société entière des fidèles dont Jésus est le chef..... Il semble qu'ils prétendent constituer seuls l'Église. » Ils devaient de plus obtenir l'autorisation de l'Université pour ouvrir leur collège et y faire des lectures publiques. Le recteur, Julien de Saint-Germain, oubliant les intérêts de son corps et les privilèges dont il a la garde, leur accorde, *proprio motu*, sans en référer à personne, l'autorisation exigée.

Enhardis par ces succès, les jésuites demandent alors à être immatriculés au corps de l'Université pour pouvoir conférer les grades, suivant le privilège qu'ils tiennent du pape. Mais ils rencontrent cette fois un recteur moins complaisant que Julien de Saint-Germain. On examine leur requête et on leur fait subir un interrogatoire. A quel titre voulaient-ils entrer dans l'Université ? comme séculiers ? mais c'est à titre de religieux que Duprat leur a légué sa fortune. Comme religieux ? mais les statuts universitaires leur défendent en ce cas d'enseigner la grammaire, la rhétorique et la philosophie, et ne leur laissent accès que dans les facultés de droit canon et de théologie. « Nous sommes, répondent-ils, tels que nous a nommés le Parlement » (*tales quales nos curia Parlamenti declaravit*) ; c'est-à-dire : nous sommes ce que nous sommes, les gens tenant le collège de Clermont. Par cette réponse évasive ils éludaient la difficulté. Le nom de *tels quels* (*tales quales*) leur en resta parmi les écoliers. Suffisamment éclairée par ces réticences, l'Université rejeta leur demande. Elle repoussait les requérants non comme ecclésiastiques, car plus de la moitié de ses professeurs étaient des clercs ; mais elle les repoussait comme *moines* ou *réguliers*. C'est de ce refus que les jésuites firent appel au Parlement.

Un ancien avocat, jaloux de plaider une cause aussi importante, voulait l'enlever à Pasquier. « Songez au procès de Verrès, répondit celui-ci ; contre un autre Cæcilius je serai un autre Cicéron. » Et il ôta à son rival l'envie de lui disputer cette affaire.

Ami des vieilles mœurs et des traditions nationales, partisan déclaré de l'indépendance du trône et des libertés de l'Église gallicane, l'auteur des *Recherches de la France* était par sa nature et par ses études l'ennemi de cette milice étrangère qui cherchait à diriger les esprits et à dominer les consciences pour mieux servir les prétentions du Saint-Siège. Une circonstance fortuite l'avait du reste préparé spécialement à lutter contre les jésuites. Huit ans auparavant, il avait rencontré à la campagne, près de Melun, un des neuf compagnons d'Ignace de Loyola, Pasquier Brouéz, celui-là même qui le premier « avait planté sa malheureuse engeance dans Paris ». Dès que Pasquier l'eut *halené* (fréquenté, pratiqué), « comme la curiosité lui faisait bonne compagnie, » il s'aboucha avec lui, s'enquit des commencements et progrès de l'ordre et employa environ quatre grandes feuilles à noter tout ce qu'il entendait. Ces notes se trouvaient entre ses mains le jour où l'Université lui remit sa cause : renseignements précieux à une époque où la Société de Jésus encore naissante était peu connue, et où ses constitutions n'étaient pas encore divulguées. Pasquier déploya dans cette affaire tout ce qu'il avait de passion et d'éloquence. Il voulait « que tout ainsi qu'un homme du nom de Pasquier avait été le premier fondateur de cette secte, aussi que la postérité entendît qu'un avocat portant le surnom de Pasquier en fût le premier extirpateur. »

Les discours des avocats durèrent deux matinées. Versoris, qui parlait le premier, se contenta d'énoncer l'objet

de la requête sans développer ses moyens, afin de se ménager l'avantage de la réplique. Il demanda simplement qu'il fût permis aux jésuites d'enseigner *gratuitement* la grammaire, la rhétorique et la philosophie ; de recevoir des pensionnaires et de faire corps avec l'Université, en se soumettant à ses règlements et à ses lois.

Pasquier, après avoir signalé cette tactique, tout en rendant hommage aux convictions de son adversaire, déclara ne vouloir user d'aucun artifice, et engagea franchement la lutte. Son plaidoyer, plein de verve et de boutades, nourri de faits, semé d'anecdotes piquantes et de vives images, est long sans cesser d'être intéressant, tant la passion qui l'anime est véhémence et sincère. M. Berryer, dans ses *Modèles d'éloquence judiciaire*, accuse Pasquier de manquer d'âme (1). Quand nous n'aurions pas d'autre témoignage, ce discours suffirait à réfuter un tel jugement. L'âme de l'orateur vit encore dans ces pages écrites il y a trois cents ans. Pasquier est là tout entier avec son franc parler, sa libre allure et le sel gaulois de sa parole. A certaines gailardises d'expression, à certaine verdeur de style, on reconnaît un contemporain de Rabelais : à la solidité de la dialectique, à la netteté de la pensée, à la fermeté du langage, on reconnaît le disciple d'Hotman et de Cujas et l'ami de Pierre Pithou.

(1) « Pasquier, dit-il, avocat plein de sagesse et d'érudition, mais sans énergie et *sans âme*. » Clair et Clapier (*Barreau français*, 16 volumes in-8°) disent de même : « Pasquier, avocat doué d'une heureuse facilité, mais *sans chaleur et sans énergie*. »

Il rappelle d'abord l'origine de l'Université ; expose ses statuts, ses ordonnances et met en regard l'origine, le progrès, l'établissement de la Compagnie des jésuites, confrontant les *deux polices* pour mieux les opposer l'une à l'autre. Les règlements de l'Université reconnaissent deux sortes de maîtres : les séculiers et les religieux. Les premiers doivent former les citoyens dont se compose la société civile ; les autres doivent élever ceux qui se destinent à l'Église. Les jésuites sont-ils religieux ou séculiers ? S'ils sont séculiers, pourquoi font-ils des vœux ? S'ils sont religieux, que ne se tiennent-ils clos dans leur monastère ? S'ils sont séculiers, pourquoi ne subissent-ils pas l'examen de l'Université, et ne prennent-ils pas le bonnet de docteur ? S'ils sont religieux, que ne se bornent-ils, suivant le règlement, à lire à ceux de leur ordre ? Ils veulent éluder cette alternative ; mais Pasquier les y ramène avec force jusqu'à ce qu'il les ait convaincus de n'être qu'un ordre hermaphrodite, qui n'entrerait dans l'Université qu'en y introduisant le désordre, le chaos, la confusion. « Notre Université est composée de séculiers et religieux. Il faut être tout un ou tout autre. Nous n'y admettons point de métis. »

Le parallèle se poursuit entre les deux sociétés rivales, toujours pressant, ironique, implacable. Les professeurs de l'Université reçoivent une rétribution de leurs écoliers ; les jésuites professent gratuitement. Quelle est cette pratique nouvelle ? « Dois-je appeler libéralité de ne prendre un sol pour l'entrée du collège et néanmoins s'être rendus

riches en dix ans de cent mille écus? Est-ce libéralité de ne prendre un denier ou un double pour examiner en confession la conscience d'un homme; et néanmoins extorquer de lui par forme de don gratuit vaisselle d'argent et infinité d'autres dons précieux?... Ainsi est le pêcheur libéral qui donne à la mer un veron pour en rapporter un gros poisson. » Leur gratuité est donc suspecte. Je crains les Grecs, même quand ils nous font des présents, dit Virgile. Et moi les jésuites, dit Pasquier, surtout quand ils nous font des largesses. Ils font vœu de pauvreté, et ils sont riches. Ils parlent d'humilité et ne témoignent que de l'orgueil. C'est par modestie, à les en croire, qu'ils s'abstiennent de prendre le titre de docteur. Pourquoi donc en prennent-ils alors les prérogatives? puisqu'ils se mêlent d'enseigner, pourquoi craignent-ils de s'en montrer capables? Logique piquante, argumentation serrée sur laquelle repose le fond du débat.

L'orateur ne dédaigne pas cependant les raisons spécieuses, les preuves légères, et fait appel, on va le voir, à tous les moyens : « Davantage quelle remarque extérieure ont ces nouveaux moines pour être distincts de tous les autres, sinon une agrafe au bout de leurs robes? Enseigne très-manifeste que, tout ainsi que le pêcheur prend avec son hameçon garni d'un appât le poisson, aussi ceux-ci nous appatels de belles promesses sont destinés pouragrafer tous nos biens et se gorger de nos dépouilles. » L'enseigne est-elle aussi manifeste que le prétend Pasquier? Dans sa crainte des nouveaux venus tout lui de-

vient sujet de reproche : leur origine espagnole, leur nom ambitieux, leur artificieuse charité, tout, jusqu'à l'agrafe de leurs robes. Parfois même la passion l'emporte et le rend outrageant pour ses adversaires : « Si vous voulez les incorporer avec nous, ce ne sera pas les unir, mais bien agréger l'Université avec un arrogant espagnol, avec un chatemite italien... bref, avec une troupe de sophistes qui sont entrés comme de timides renards au milieu de nous pour y régner dorénavant comme furieux lions. » C'est ainsi que les sophistes grecs perdirent Rome. « Ces rhétoriciens maîtres et enseignants d'un babil affecté gagnèrent petit à petit crédit dans Rome ; aussi petit à petit perdirent-ils l'État, selon le jugement de tous les politiques..... » Ne croirait-on pas entendre le vieux Caton avec sa rude franchise et sa haine des nouveautés ? Caton et Pasquier défendent tous deux les vieilles coutumes et les vieilles croyances, et l'ardeur de leur foi fait l'âpreté de leur parole.

Un magistrat moderne loue dans ce discours, « au milieu de quelques vivacités gallicanes, une grande modération de pensée et de langage. » — « Pasquier parle, dit-il, comme un homme que la postérité écoute... Il sait qu'il est historien en même temps qu'avocat. Il se tient éloigné du pamphlet et n'apporte dans la lutte que l'ardeur d'un loyal combattant (1). » Que Pasquier s'adresse à la postérité, nous l'admettons sans peine : lui-même prend

(1) M. Oscar de Vallée, *Antoine Lemaître et ses contemporains* (Introduction, page 38).

soin de le déclarer. Mais que penser d'un historien qui, racontant l'histoire des jésuites, travestit leur mystique fondateur en un aventurier illettré et le compare ensuite à Martin Luther (1)? qui fait des papes Jules III et Paul III des dupes de la *renardise* des saints frères? qui les montre eux-mêmes hypocrites raffinés, couvrant d'un masque de bonhomie leurs projets ambitieux et « ménageant suivant les occasions leur dit et leur dédit? » Écrire ainsi l'histoire, ne serait-ce pas écrire un pamphlet? Non. Pasquier n'est pas historien et n'est pas tenu d'être impartial. C'est un soldat qui sert un parti. Champion de l'Université, il est et ne peut être qu'avocat. Et c'est ce qui nous intéresse aujourd'hui, nous qui cherchons dans son discours non des jugements équitables et une modération impossible, mais le souvenir vivant des luttes, des passions, des préjugés même de l'époque où il a vécu.

Loin de garder cette modération de langage dont on lui fait un mérite, Pasquier est violent et agressif. Avouons même qu'il lui arrive d'être injuste. Il est injuste quand il ravale l'enseignement de ses adversaires, et affecte de ne voir en eux que d'habiles intrigants, qui, sans étudier, munis de quatre ou cinq leçons apprises par cœur, s'en

(1) « Bien vous dirai-je qu'Ignace de Loyola introduisit un erreur au milieu de notre Église aussi dangereux que celui de Martin Luther. L'un et l'autre naquirent sous une même centaine d'ans. Celui-là en l'an 1483, cetui en l'an 1491..... Tous deux bâtirent leurs sectes, disans qu'ils rapporteroient leurs principes à notre Église primitive, afin *d'attirer plus aisément le simple peuple à leur cordelle*. » — (Plaidoyer de Pasquier. — *Recherches de la France*, liv. III, ch. XLIV.)

vont de collège en collège porter leur *marchandise* et leurs *rogatons*. Il les compare à ces prédicateurs de passage qui, n'ayant que trois ou quatre sermons dans leur manche, en repaissent le pauvre peuple et sont réputés orateurs jusqu'à ce que leur ruse soit découverte. Le récit de ce petit manège ne manque pas de sel et de gaieté. Le narrateur n'est peut-être pas véridique, mais il fait rire.

Il nous semble plus dans le vrai lorsqu'il décrit l'adresse des bons pères à recruter des novices parmi leurs élèves. S'il s'en trouve un qui, par naïveté, par esprit de curiosité, par zèle indiscret, veuille être agrégé à eux, « soudain on le prend à la *chaudecole* (1), on le présente à l'un des prêtres profès qui lui chante telle leçon qu'il lui platt; et n'est pas certes à présumer que ce soit au désavantage de son ordre. Ce pauvre esprit cependant, de cette façon chevalé (2), se laisse aller à la discrétion de celui qui le mène d'une parole amadouante... Pour le faire court, ce pauvre abusé est reçu aux deux vœux de la petite profession. Dès lors il est pris aux rets..... » L'orateur éprouve un sentiment de pitié pour ce *pauvre abusé*, lié presque à son insu et que mille obstacles empêchent désormais de revenir sur sa décision.

(1) A la *chaudecole* (et non pas à la *chaudécole*, comme l'écrit M. Oscar de Vallée, Introduction à l'*Étude sur Lemaistre*), sans réflexion, brusquement. *Chaud* cole ou *chole* (χόλος). « Les Napolitains à la *chaude cole* lui avaient voué une admirable bienveillance. » *Recherches de la France*, VI, 27.

(2) *Chevaler*, obséder, presser de questions. « Jouant le personnage de Socrate, il le *chevala* à la platonique. » « Jamais une personne accusée ne fut tant *chevalée* par un juge. » (*Recherches de la France*.)

Mais il s'élève à une véritable éloquence quand, rappelant le vœu que font les jésuites d'obéir au pape en toutes choses, sans exception et sans réserve, et de mettre son autorité au-dessus de toute autre autorité, il dénonce les dangers d'une pareille doctrine et revendique les libertés de l'Église gallicane : « Quoi donc, si nous ne sommes de ce vœu, nous ne sommes vrais enfants du pape et de l'Église romaine? Y eut-il jamais proposition plus dangereuse que celle-ci (1)? Le malheur a voulu que ces deux ou trois ans nous ayons vu une guerre civile au milieu de cette France sous deux malheureux noms de factions, de huguenots et de papistes... Qu'adviendra-t-il désormais? que sous une même Église nous verrons une guerre civile, entre le papiste qui sera jésuite et le vrai catholique français... » et il fait prévoir avec force les suites funestes d'un pareil antagonisme. Vassaux du Saint-Siège et ne relevant que de lui seul, soumis aux ordres d'un général étranger, les jésuites resteront toujours des étrangers dans notre pays et ne surprendront nos secrets que pour les livrer au dehors. Jadis Charlemagne défendit à ses sujets de se faire moines sans sa permission, pour ne pas perdre de soldats. « Que dirait-il maintenant s'il revenait en ce bas monde,

(1) Pasquier cite plus loin, à ce propos, l'opinion de *Raoul de Presles*, qui refusait de reconnaître la juridiction du pape dans les affaires temporelles. « Sous Charles Cinquième, dit-il, fut fait *le Songe du Vergier*, auquel le Gentilhomme et l'Ecclésiastique devisant de ce sujet, déclarèrent avec le Christ, que son Royaume n'est pas de ce monde..... Voilà les propositions régulières* et canoniques que nous tenons en cette France : ni pour cela nous ne sommes réputés hérétiques. » — (*Recherches de la France*, liv. III, ch. XLIV.)

quand il verrait au milieu de son royaume des hommes soudoyés aux dépens de la France pour s'armer contre lui et les siens? » Qu'on se rappelle du reste le terrible duel de l'Empire et du Saint-Siège au moyen âge. Qu'on se rappelle Grégoire VII et Henri IV!

En résumé, les moines espagnols de Loyola jetteraient le désordre dans l'Université et la guerre dans le pays. Hardis et ambitieux, ces *gentils Cincinnatus* « qui ne veulent point avoir de biens comme religieux, mais veulent commander à ceux qui en ont, » parviendraient, en confessant, en prêchant, en endoctrinant la jeunesse, à égarer les esprits et à asservir les consciences. Pasquier conclut donc qu'il faut proscrire les jésuites de l'enseignement comme schismatiques et contraires au repos de la France et de la chrétienté.

La péroration est belle, à la fois grave et pathétique. L'orateur, ayant mis les juges en garde contre les *paroles amadouantes* de ses adversaires, les adjure au nom de leurs enfants, au nom de la postérité, de ne pas se faire les complices d'une secte étrangère et perfide. Pour lui, il prend Dieu à témoin que s'il n'a pas convaincu les juges, du moins il n'a pas failli à son devoir, non plus que l'Université, qui ne se lassera jamais de combattre les sectes nouvelles, pour l'honneur de l'Église, la majesté du prince et la tranquillité de l'État.

Ne le sent-on pas à la lecture de ce discours? La langue de l'éloquence judiciaire est trouvée. Nette et nerveuse, saine et colorée, vraiment française, avec une pointe de

gaieté et de malice qu'elle perdra plus tard, mais une clarté qu'elle gardera toujours, elle est débarrassée des derniers liens de la scolastique, affranchie des formes pédantesques du siècle précédent et déjà façonnée à l'école de l'antiquité grecque et latine. La diction est peu châtiée sans doute. Le style n'a pas cette régularité et cette politesse qui sera la marque du XVII^e siècle. Mais il y a dans ces brusques familiarités, dans ces vieilles locutions et ces termes déjà rouillés une grâce originale dont se prive un style plus correct et plus pur.

Pierre Versoris, qui répondit à Pasquier pour les jésuites, était doué d'une parole vive et aisée (1). C'était un orateur d'une grande mémoire, d'un *grand sens* et d'un *beau jugement*; mais il lui manquait cette haute culture intellectuelle et cette étude approfondie des lettres qui peut seule nourrir et développer le talent. Ayant donné tout son esprit aux procès, dit du Vair, il n'était pas, à beaucoup près, arrivé où sa nature l'aurait pu porter. Sa réponse à Pasquier est habile : mais n'y cherchez ni le mouvement, ni la couleur, ni l'intérêt du discours précédent. A la fougue, aux injures de l'avocat de l'Université, Versoris oppose une réserve calculée, un calme qui ne se dément pas, et si, comme orateur, il reste inférieur à son adversaire, il se montre digne par

(1) Le nom de sa famille était Le Tourneur, on l'avait traduit en latin, suivant une mode déjà ancienne : *Versor*, *Versoris*. C'est ainsi qu'au quatorzième siècle, Jean Lecoq, latinisant son nom, s'était appelé *Johannes Galli*; au seizième, Pierre la Ramée, *Ramus*; Michel de Notre-Dame, *Notradamus*, etc.

sa prudence et ses ménagements d'être l'avocat de la Compagnie.

Il rappelle en commençant qu'une des principales règles imposées à ceux qui plaident « est de s'abstenir d'injures et de contumélies (1), » et retournant contre Pasquier les violences de sa parole et la prétention qu'il a déclarée d'extirper de la France la secte des Jésuites : « C'est trop vouloir se faire croire, dit-il, et épouser avec trop d'affection une cause de dire ce que vous avez entendu dudit Pasquier qu'il espère et désire être le destructeur de cette société! »

Il expose à son tour, en rétablissant les faits, l'origine et les progrès des jésuites ; mais il se garde bien de suivre son adversaire sur le terrain où celui-ci a placé la question. Pasquier a égaré le débat et posé des cas à plaisir. De quoi s'agit-il en effet ? Il ne s'agit que d'établir dans un collège déterminé un principal, un procureur, des régents et des écoliers, qui s'engagent à se soumettre aux règles et pratiques de l'Université avec cette seule différence qu'ils enseignent *gratis*. « Par ce moyen, les pauvres auront autant de commodité d'étudier que les riches, lesquels seuls sont communément avancés aux autres collèges. » Quant au dilemme de Pasquier sur la nature de l'ordre des jésuites, Versoris esquivé l'objection plutôt qu'il ne la réfute. On fait sonner très-haut, dit-il, leur réponse *tales quales*.

(1) Établissements de saint Louis : « Et toutes les raisons à détruire la partie adverse, si doit dire *courtoisement*, sans *vilenie* dire de sa bouche, ne en fet, ne en dit. »

Cette réponse n'est pas sujette à être calomniée. Ils ne veulent rien s'attribuer d'eux-mêmes, et rapportent tout à Dieu. Et en cela ils n'ont point de réponse que ce que saint Paul leur a enseigné et à nous tous : « *Gratia Dei sum id quod sum.* » — Il s'attache alors à démontrer que leur requête est sans péril pour l'Université et pour l'État. Que leur reproche-t-on en effet ? Leur nom ? Il leur a plutôt été donné qu'ils ne l'ont pris. Leurs habits ? Ils ne sont obligés à aucune façon d'habit, ni même à l'agrafe « à laquelle se sont agrafés ceux qui facilement s'accrochent. » Leur doctrine ? Ils prêchent en public, en présence de docteurs et d'évêques qui n'ont jamais rien trouvé à y reprendre. On les calomnie en les traitant d'hypocrites : « Le cœur est connu et ouvert à Dieu seul : c'est à lui à en juger et non à autre, de peur qu'il ne se trompe en chose qui lui est fermée et cachée. »

Faisons ressortir une phrase bien courte et bien simple, presque perdue dans le plaidoyer et sur laquelle l'orateur n'insiste pas : « Mes clients se soumettent aux lois et statuts de l'Université !... Ils demandent participer et communiquer la science : *cela ne se peut dénier de droit de nature* : l'Université ne perd rien pour cela ; c'est plus d'honneur, plus on se communique. » N'est-ce pas la question de la liberté de l'enseignement, si bruyamment débattue de nos jours, ici posée et résolue ?

Comparée au plaidoyer de son adversaire, la réplique de Versoris est brève, mais la brièveté tourne souvent à la sécheresse et n'échappe pas au pédantisme. S'il exprime

dès les premiers mots sa confiance en l'impartialité de ses juges, il compare la cour à Polyphème et la vérité à Galatée dont le Cyclope est amoureux : « La cour regarde chacun d'un œil, qui a sa rondeur également proportionnée : œil plus droit que celui de Polyphème, lequel aucuns ont estimé, sur Philostrate, être l'œil de la France. » S'il promet d'être modéré, il cite les autorités qui conseillent la modération : Ovide, Lucain, Plutarque, Cicéron (*in Vatinius*), Æschylus. « *Veritatis enim verba simplicissima sunt*, » a dit Æschylus. Veut-il prouver que Pasquier s'est mépris sur les intentions de Paul III, il invoque l'exemple de Castor et de Pollux. « On blâme bien souvent ce qu'on n'entend pas; et se trompe-t-on souvent à ce qu'on voit de loin et en ombrage. La demande que fit Pollux, frère de Castor, dans Homère, de ne point vivre le jour que son frère auroit vie, a pu donner du commencement soupçons à d'aucuns d'une inimitié irréconciliable entre les deux frères, mais, etc. » Si Versoris, par ces rapprochements déplacés et cet étalage de citations savantes, n'ajoute aucun argument à sa cause ni aucun ornement à son discours, du moins ne compromet-il pas ses clients par des vivacités téméraires et des hardiesses inconsidérées. Il leur conserve les dehors de l'innocence calomniée : l'amertume et la violence sont inutiles à qui compte sur son bon droit.

Chose étrange ! l'avocat du roi, Du Mesnil, blâma de part et d'autre l'aigreur des plaidoyers, et distribua, dans son impartialité, les mêmes louanges et les mêmes

reproches aux deux avocats. Linguet, dans son *Histoire impartiale des Jésuites*, semble approuver ce jugement. « Versoris, écrit-il, fut moins mordant que son adversaire. Il tâcha pourtant de l'être autant qu'il put. Pasquier avait comparé Ignace à Luther. Versoris compara Luther à un serpent et les jésuites à la fleur du frêne, qui, suivant un préjugé populaire, est un arbre mortel pour les animaux venimeux. » — Nous avouons n'avoir pu trouver la phrase rapportée par Linguet, ni dans le plaidoyer de Versoris, imprimé avec les œuvres de Pasquier, ni dans celui que contient l'*Histoire de l'Université* de du Boulay, ni dans celui que publièrent les jésuites eux-mêmes en 1594. Comment Linguet a-t-il attribué cette réplique à Versoris? Nous l'ignorons, et nous nous permettons de réclamer, en ce qui concerne celui-ci, contre le jugement de l'avocat du roi Du Mesnil.

Avant de conclure sur le fond du débat, Du Mesnil donna ses conclusions sur la forme des plaidoyers et le talent des orateurs. « Leur dextérité et l'excellence de leur esprit s'étoient si avant démontrées en cette action, que l'on pouvoit manifestement connoître que ce siècle et ce palais n'étoient, comme oncques ils le furent, destitués de personnes dignes et suffisantes pour représenter la gloire de leurs prédécesseurs..... En passant toutefois ne se devoit oublier double trait de castigation qu'ils avoient mérité : l'un de s'être trop étendu de dire tout ce qu'il avoit amassé de matière, sans retrancher ce qui étoit abondant et sans polir ce qui étoit rude et adoucir ce qui

étoit aigre. L'autre, de ne s'être épargné l'un et l'autre ni leurs parties par quelques dicacités entremêlées dont ils se fussent bien passés : étant mieux à propos de s'excuser ou supporter mutuellement que s'attaquer. » — Notons ces conseils et ces remarques littéraires dans la bouche de l'avocat du roi. Il parle ici non-seulement en magistrat, mais en homme de goût. Il ne sut pas toutefois se soustraire aux défauts qu'il reprenait si bien chez les autres. Son discours est solide, mais lourd et chargé de citations. Après avoir rendu hommage au savoir et à l'enseignement des jésuites, il conclut, contrairement à leur demande, qu'étant engagés par des vœux, ils ne devaient en aucune façon être admis dans le corps de l'Université pour enseigner la jeunesse.

Le Parlement s'abstint de prononcer. Il ne voulait pas sacrifier les libertés gallicanes aux jésuites; mais il craignait, en condamnant ceux-ci, de donner des armes au parti protestant qui devenait de jour en jour plus redoutable. Indécis entre ses principes traditionnels et les considérations politiques, il eut recours à un expédient : l'affaire fut appointée (1). Chacun perdit et gagna sa cause. Les jésuites ne furent pas agrégés à l'Université, mais il ne leur fut pas défendu de continuer leurs lectures publiques. Cet arrêt de surséance ajournait seulement la lutte. Elle ne devait pas tarder à renaître entre les deux

(1) *Appointée*, c'est-à-dire ajournée. L'appointement était la remise de la décision à une époque non déterminée, ou plutôt un ajournement indéfini. (*Feugère.*)

parties rivales ainsi renvoyées dos à dos. Quant à Pasquier, il devait, jusqu'à la fin de sa vie, continuer contre les jésuites une guerre implacable, dans laquelle « aiguissant sa plume, son esprit et sa colère, » il préparait des armes à Pascal et aux philosophes du dix-huitième siècle.

L'Université reconnaissante fit remettre à son vaillant avocat une bourse de velours contenant ses honoraires. Il la refusa. « Je veux que l'Université sache que je suis son nourrisson, dit-il, et comme tel, je m'estimerai très-honoré de lui rendre très-humble service tout le temps de ma vie (1). »

Pour répondre à ce désintéressement, l'Université décida qu'elle lui donnerait deux cierges tous les ans, le jour de la Purification de Notre-Dame. Pasquier les reçut jusqu'en 1588, époque à laquelle il quitta Paris pour suivre Henri III pendant la Ligue. « Je vous assure, écrivait-il, à son ami Sainte-Marthe, qu'entre toutes les pensions que j'avois alors comme avocat, d'uns et autres seigneurs, qui n'étoient pas petites, j'estimois celle-ci la plus grande et en faisois gloire au milieu de mes compagnons (2). »

Devenu célèbre, Pasquier se mesurera désormais avec les avocats les plus distingués. « M. Brisson fit les griefs, dit-il à propos d'un procès entre un père et son fils, moi, la réponse aux griefs, et combattions l'un et l'autre pour

(1) *Œuvres* de Pasquier, livre XXII, lettre 12.

(2) *Œuvres* de Pasquier, lettres, livre XXI, 1.

l'honneur à qui emporteroit la victoire (1). » Dans une circonstance mémorable, il défendit contre ce même Brisson l'innocence, la réputation, le salut d'une famille entière, et, pénétré de la gravité de son ministère, il affirma cette fois qu'il combattait non pour la victoire, mais pour la vérité ! Plaidant pour l'Université, dans une question de monopole, il avait élevé le débat à la hauteur d'une cause publique. Nous allons le voir, dans un procès criminel, subjugué par l'ascendant de sa parole une assemblée hostile et des auditeurs malveillants, et repousser une accusation dont son adversaire voulait faire la cause commune de tous les citoyens de Paris. Voici l'histoire de ce procès que Pasquier raconte lui-même à M. d'Espece, avocat du roi en la cour du Parlement. On y pourra juger l'énergie et le dévouement qu'il mettait au service de l'infortune et du droit.

Un crime affreux avait été commis à Paris, pendant une nuit du mois de janvier 1571. Une mère avec ses deux enfants, la nourrice et une servante, avaient été assassinées en l'absence du père de famille. La victime était la fille de Ch. Dumoulin, l'éminent jurisconsulte, et la femme de M. Simon Bobie, avocat à la cour du Parlement et bailli de Coulommiers. Les soupçons se portèrent aussitôt sur le sieur d'Arconville, qui avait épousé la nièce de Ch. Dumoulin, et qui pouvait seul profiter du crime. Une vieille querelle pendante entre les deux

(1) *Interprétation des Institutes de Justinien*, édition donnée par Ch. Giraud (1847), livre II, 92.

frères Dumoulin semblait autoriser ces soupçons. Charles Dumoulin avait fait donation à son frère Ferry Dumoulin de la terre de Mignaut en Beauce. Ferry, devenu seigneur de Mignaut, se maria sous ce titre. Mais Charles, s'étant marié à son tour et ayant eu des enfants, avait obtenu des lettres du roi pour casser la donation précédemment faite par lui à son frère. De cette donation et de cette révocation avaient surgi des difficultés qui n'étaient pas encore tranchées après la mort des deux frères et qui s'étaient renouvelées récemment entre leurs gendres, M. Simon Bobie et le sieur d'Arconville.

A la nouvelle du tragique événement qui frappait ainsi sa famille, d'Arconville, qui habitait la Brie, s'était hâté d'accourir à Paris. Il n'y était pas encore arrivé qu'il était appréhendé au corps, garrotté et conduit sur un bidet, pieds et mains liés, dans la ville. Le peuple désirant savoir qui c'était : « C'est l'assommeur, » répondaient les archers. Et en même temps d'autres recors allaient saisir la dame d'Arconville « et tout son ménage, qu'ils amenèrent par charretées à Paris, disant à ceux qui s'en émouvaient, que c'était la femme de l'assommeur. » Six semaines, le mari, la femme et leur famille restèrent détenus prisonniers. Au bout de ce temps, la prison fut ouverte à la dame d'Arconville et à ses serviteurs. Mais le mari fut mis sous la garde d'un commissaire. C'est en compagnie de ce surveillant qu'il vint trouver Pasquier et remettre sa cause entre ses mains.

On raconte qu'un citoyen d'Athènes étant venu prier

Démosthène de le défendre en justice parce qu'il avait été battu : « Vous, battu? lui dit l'orateur; non, vous vous trompez. — Comment! reprit l'autre, je n'ai pas été battu? — Non! — Qui? moi? je n'ai pas été battu? — A la bonne heure! voilà le ton d'un homme qui a été battu. » Démosthène avait voulu reconnaître à l'attitude et à l'accent même du narrateur, la vérité de ses paroles. Le même témoignage suffit à Pasquier pour s'assurer de l'innocence de son client. Il lut dans ses yeux et dans son âme. L'attitude et l'accent du sieur d'Arconville établirent du premier coup sa conviction. « L'ayant considéré au visage et l'ayant sondé au vif comme s'il eût été son juge, » il fut d'avis qu'il devait appeler du décret de prise de corps.

La cause dont se chargeait si bravement Pasquier appartenait à ce genre de causes que les rhéteurs grecs nommaient *démonstrations artificielles* (ἐντεχνοὶ πίστες) parce que la démonstration repose tout entière sur l'art et l'éloquence de l'avocat (1). Aucune des parties n'ayant de preuves à produire, les avocats y doivent, à défaut de témoignages formels et de documents authentiques, invoquer la vraisemblance, confirmer des probabilités et changer des conjectures en certitude. Dans les causes ou démonstrations, *étrangères à l'art* (ἄτεχνοὶ πίστες) un élément étranger intervient dans le débat et lève tous les

(1) Aristote, *Rhétorique*, 1, 2, 2. « Τῶν δὲ πίστεων αἱ μὲν ἀτεχνοὶ εἰσιν, αἱ δ' ἐντεχνοὶ· ἀτεχνα δὲ λέγω ὅσα δι' ἡμῶν μὴ πεπόρισται... » V. G. Perrot, *Éloquence politique et judiciaire à Athènes*. (Hachette, 1873.)

doutes : c'est un témoin, un acte, un signe visible. Ici l'orateur était contraint de tirer ses arguments et ses ressources de son propre fonds. C'est ce que Pasquier sut faire avec un art consommé : nous verrons si son adversaire eut le même talent.

La cause fut plaidée en la salle Saint-Louis, où se plaidaient les causes criminelles. Pasquier avait voulu que son fils aîné, alors « jeune écolier, » assistât à ce grand spectacle. D'un côté se tenait le gentilhomme accusé, avec sa femme et ses deux enfants ; de l'autre l'accusateur tout en larmes. Une foule émue et passionnée remplissait l'enceinte. L'opinion publique, si facile à surprendre, était hostile à d'Arconville et le déclarait coupable. L'avocat du roi, de Thou, partageait lui-même les préventions du public et se faisait l'interprète de l'indignation générale.

Pasquier rappela d'abord brièvement les faits et se borna à poser ses conclusions, se réservant pour la réplique. Brisson lui répondit au nom de Simon Bobie. Il se demanda, en commençant, ce qu'il devait le plus déplorer ou la misère et calamité privée de sa partie, ou le péril public auquel on était sujet dans un siècle qui enfantait de tels monstres de crimes. Il dépeignit le triste état de l'intimé privé de tout ce qu'il avait de cher et précieux et délectable en cette vie. On ne lui avait rien laissé que ce qu'avait sauvé son absence, c'est à dire la vie, si vie se devait appeler un lugubre et funeste soupir. L'exorde est pathétique : mais la discussion des charges qui pèsent

sur d'Arconville est faible et embarrassée d'une stérile érudition. L'orateur remonte jusqu'aux temps légendaires où les hommes vivant sans crimes, chacun « dormait sûrement en son lit. » Après une digression sur *les effracteurs de murailles* (τοιχωρύχοι), chez les Grecs et chez les Juifs, il s'arrête quelque temps à Rome et arrive enfin à son sujet.

La culpabilité du prévenu repose sur quatre présomptions :

1° L'intérêt. Il est par son mariage l'héritier de la victime ;

2° La diffamation publique. L'opinion populaire le désigne comme le meurtrier ;

3° Les circonstances mêmes qui ont accompagné le meurtre. Dans le trousseau des clés de la victime, on n'en a pris qu'une : celle du domaine de Mignaut, l'objet du litige entre les deux familles ;

4° Les haines invétérées et héréditaires qui séparaient d'Arconville et M. Simon Bobie.

Au lieu de confirmer ces présomptions en cherchant dans le caractère et la conduite de d'Arconville des faits qui l'accusent, Brisson emprunte aux auteurs anciens des textes qu'il se contente de commenter et d'appliquer au prévenu. Il s'en réfère à l'argument du jurisconsulte Cassius, *cui bono*, etc.... « car, comme disait un ancien, *nemo gratuito malus est*. C'est la chose que Cicéron a souvent touchée pour l'accusation en décharge de ceux qui étaient accusés de quelque crime. Il en a usé *pro*

Milone ; il en a usé dans la *Seconde Philippique* ; mais plus diffusément dans l'oraison *pro Sexto Roscio Amerino...* » Il recueille ensuite dans tous les auteurs latins, Perse, Portius Latro, Martial, etc., les phrases qui se rapportent à sa cause. Est-ce un avocat qui parle ? ou n'est-ce pas plutôt un rhéteur qui, développant devant des élèves le *lieu commun* de l'homicide, leur indique les auteurs qui en ont parlé et les renvoie aux passages qu'ils peuvent consulter avant de traiter eux-mêmes ce sujet ? Il y a là les matériaux d'un discours ; mais le discours lui-même est encore à faire.

La réponse de Pasquier, au contraire, est un modèle d'exposition et de dialectique. L'avocat ne se préoccupe pas, comme Brisson, d'étonner les juges par son érudition ; mais il veut les persuader et faire triompher la vérité. Dès les premiers mots qu'il prononce, les mauvaises dispositions du public à l'égard de son client se révèlent par de bruyantes interruptions. Pasquier ne s'en émeut pas ; trois fois il reprend son discours, trois fois les murmures redoublent ; jusqu'à ce que la couleur lui montant au visage : « Eh ! viendrais-je vous persuader de la justice de ma cause, si je n'en étais le premier persuadé ? » s'écrie-t-il avec force. L'autorité de sa parole et de son regard calme l'assemblée. L'auditoire se tait et laisse parler le défenseur.

Grande est la compassion, dit-il, excitée par le malheur qui frappe deux familles. « En celle-là, il y va de la mort ; en celle-ci de la perte de l'honneur dont la noblesse fait plus d'état que de la vie. En celle-là, ces pauvres

créatures occises sont aujourd'hui en la face de Dieu. En celle-ci, les appelants sont en balance des hommes. Les autres, après leur décès, vivent aux joies du Paradis ; et les appelants vivants mènent une vie plus pénible que dix mille morts. » Ce qui afflige le plus l'orateur, ce sont les préventions du peuple contre son client. « Ce n'est pas que moi-même », ajoute-t-il, « qui me suis roidi en la défense de ma cause, je ne contribue avec le peuple à cette compassion, et me trouve infiniment empêché de quelque façon que je me tourne. Excuserai-je les appelants ? Je ne vois nulle charge contre eux. Ne les excuserai-je pas ? Je vois qu'on a fait contre eux un faux bruit qu'il faut nécessairement effacer. D'ailleurs en les excusant, accuserai-je le fait de Bobie ? Je vois un père, un mari, un maître affligé de la mort de ses enfants, de sa femme et de ses servantes..... A très-bien dire, au milieu de ces perplexités, si je veux suivre la vraie voie de ma cause, je n'ai autre chose à vous dire pour les appelants sinon que nous sommes innocents et appelons Dieu à témoin de notre innocence. »

Ce début est grave et touchant ; et ces antithèses redoublées, ces rapprochements entre le malheur de ceux qui survivent et le bonheur de ceux qui ne sont plus, loin d'être un artifice de style, sont l'expression d'un sentiment vrai et naissent du spectacle même que l'assistance a sous les yeux. L'orateur ne s'avance qu'avec ménagement dans un sujet si difficile. Il respecte la douleur de son adversaire en déplorant le tort qu'il a fait à l'honneur

de son client : il craint, en regardant Bobie, d'affliger encore un homme si cruellement éprouvé ; mais en songeant à une famille flétrie sur des conjectures si légères et de si indignes soupçons, il reprend son assurance et accomplit résolument son devoir.

Pasquier raconte les faits et explique, dans un récit clair et rapide, ce qui semblait d'abord inexplicable. Bobie faisait mauvais ménage avec sa femme, et il en venait même aux mains avec elle, au grand scandale de ses voisins. Si, la nuit du meurtre, les voisins, entendant des cris, n'y ont pas pris garde, c'est qu'ils supposaient une nouvelle querelle entre les deux époux. Cette nuit-là, par malheur, la mère était seule avec ses enfants, Bobie s'étant mis en route le matin même pour son bailliage de Coulommiers. Il avait confié la garde de sa famille à un valet gascon, homme sans aveu, qui depuis l'assassinat n'a pas osé reparaitre. Ce valet savait qu'une somme importante, prix d'une rente récemment rachetée, se trouvait dans la maison. Depuis le rachat de cette rente, le valet se levait toutes les nuits et restait longtemps éveillé. Bobie en avait été averti par son clerc. La somme n'a pas été retrouvée. Pourquoi donc hésiter encore ? c'est sur ce valet que devaient tomber les soupçons ; et Bobie l'a laissé partir. Celui qui a été arrêté, garrotté, emprisonné, c'est ce seigneur d'Arconville, qui, au moment du crime, vivait en Brie, honnête et paisible, entre sa femme et ses enfants.

Pasquier examine et discute alors les présomptions

invoquées par Brisson contre d'Arconville. L'intérêt ! mais il est riche à 2,000 livres de revenu au moins, avec lesquelles il vit dans l'aisance à la campagne.

Le bruit public ? Sans doute la voix du peuple est la voix de Dieu quand son opinion est libre et dégagée de toute influence : mais, en voyant un malheureux garrotté, entouré d'archers, comment ne pas le croire coupable ?

Les inimitiés des frères Dumoulin ? Elles étaient éteintes depuis longtemps. Il n'y a pas de haine immortelle chez nous : « l'air de notre France ne peut porter telle ordure. » Quant aux haines héréditaires entre enfants, il n'y en a pas, même en Italie.

Les circonstances du meurtre ? Elles se retournent toutes contre le valet de Bobie, le Gascon.

Pasquier propose donc à Bobie de se désister l'un et l'autre de leur plainte pour poursuivre à frais communs le véritable auteur du meurtre. Bobie refuse. A ce coup, Pasquier, cédant à l'entraînement d'une généreuse colère, n'observe plus de ménagements et s'écrie : « Comment ! vous ne voulez pas accepter mon offre ? Il n'y a remède : il faut que la patience m'échappe et que je lâche toute bride à la juste douleur que je couve dans ma poitrine. A qui ai-je affaire maintenant ? à un homme qui a été perpétuellement en mauvais ménage avec sa femme ; à un homme, qui, le jour du massacre (par un taisible (1) remords de sa conscience de ce qu'il voyoit devoir adve-

(1) *Taisible*, secret.

nir), varia trois ou quatre fois s'il devoit sortir de la ville; à un homme qui bailla en garde sa femme à un sien valet gascon non avoué, qui le jour même commit l'assassinat; valet, qui faisant la guerre à l'œil (1) (comme il est vraisemblable) et outrepassant les bornes de son mandement, voyant les enfants crier comme la mère et les servantes, les assomma tous!... Or, pour répondre au premier chef de votre requête concernant la réparation que vous demandez contre moi, vous êtes un moqueur, et cela ne mérite pas de réponse. Que pour m'avoir contre Dieu et contre raison affligé, je paye l'amende! vous me demandez récompense dont je demande réparation contre vous. »

Cette péroration véhémement accablait l'infortuné Bobie. Lorsque Pasquier eut terminé, sa conviction était passée dans l'âme des auditeurs et des juges. D'Arconville fut, par arrêt, renvoyé *absous à pur et à plein*, et Bobie condamné aux dépens, dommages et intérêts (2).

Pasquier pouvait se vanter avec raison d'avoir renouvelé le succès de Cicéron, plaidant pour Ligarius et triomphant des préventions de César. « En cela, dit-il à M. d'Espece, ce grand orateur vainquit l'opinion d'un seul homme, et moi celle de neuf ou dix mille, qui tous

(1) Faire la *guerre à l'œil* : observer avec soin toutes les démarches de ceux avec qui l'on a quelque chose à démêler, afin de profiter des conjonctures. (*Dictionnaire de l'Académie.*)

(2) « A quelque temps de là, le valet gascon, ayant été arrêté pour d'autres méfaits, se déclara l'auteur du meurtre accompli chez Bobie. » Marquis de Paulmy, tome XI, page 182.

s'en retournèrent persuadés en faveur d'Arconville, et sortant, n'en faisoient point la petite bouche. »

Il y a plus de franchise que de vanité dans cette phrase où Pasquier, se comparant lui-même à Cicéron, s'attribue sans hésiter l'avantage et met sa victoire au-dessus de celle du plus grand avocat de l'antiquité. Il ne compare point les discours prononcés, mais les résultats obtenus. Cicéron a ouvert la porte de la patrie à un exilé ; Pasquier a sauvé l'honneur et la vie à toute une famille. L'un a désarmé la colère d'un vainqueur dont la clémence servait la gloire ; l'autre a dissipé les préjugés d'une foule indignée que la vérité seule pouvait toucher. Si l'histoire ne s'arrête pas aux drames obscurs dont les héros ou les victimes sont de simples particuliers, la critique ne mesure pas le talent des orateurs au rang des juges qui les écoutent ou des personnages qu'ils défendent. Voilà pourquoi elle peut accorder le même intérêt à la défense de d'Arconville qu'à celle de Ligarius. Le mérite des deux harangues est indépendant de l'éclat des noms qu'elles contiennent.

Certes, au point de vue de l'art et de la richesse du style, au point de vue de l'ampleur savante des développements, du pathétique et des ressources de l'éloquence, Pasquier ne peut être mis en parallèle avec Cicéron. Son style est inégal et semé, dans les plus beaux passages, de locutions familières qui font parfois dissonance : « Excuserai-je les appelants ? dit-il dans son exorde. Je ne vois nulle charge contre eux : non ! pas

même un accusateur particulier. *Chacun saigne du nez* (1) et Bobie n'a pas encore franchi le pas. » Sa phrase est souvent longue et plusieurs de ses tournures ont vieilli. Il ne possède pas, comme le brillant élève de Molon et de Démétrius, tous les secrets de la rhétorique. Mais, inférieur au point de vue de l'art, il l'emporte, à mon gré, par la franchise et le naturel. Il est *ferme au trait*, pour parler sa langue. Il a de la vigueur et de la bonhomie. Chez le premier, le sentiment remplace parfois la raison ou la fait taire : chez le second, il l'éclaire toujours et ne s'y substitue jamais. A défaut de cette pitié qui attendrit l'âme, l'inquiète ou la bouleverse, Pasquier a cet accent d'honnêteté qui la rassure et cette chaleur sympathique qui l'entraîne sans la troubler. Cicéron fait du pathétique un argument à part, un élément spécial de persuasion. La passion éclate à grand bruit dans ses discours et s'y étale avec complaisance. Chez Pasquier elle est plus contenue et plus sobre. Elle ne se trahit que par le mouvement plus vif de la démonstration, par le ton plus ironique ou plus dur, par des interrogations plus fréquentes et de plus vigoureuses saillies.

Si jamais l'heureux avocat de d'Arconville ne défendit de cause plus dramatique et n'obtint de plus grand succès, il porta du moins la parole dans une occasion plus rare et devant un plus illustre auditoire. Il plaida en présence du roi Charles IX, séant en son lit de justice. Les ambas-

(1) *Saigner du nez*. Manquer de courage, de résolution. (*Dictionn. de l'Académie.*)

sadeurs de Pologne étant venus en 1573 offrir la couronne à Henri de Valois, duc d'Anjou, frère de Charles IX, le roi voulut donner aux ambassadeurs polonais le spectacle d'une audience solennelle au parlement. Il fit avertir le parlement qu'il assisterait à l'audience, le 17 septembre, accompagné des princes du sang, des pairs et des grands officiers de la couronne. Il voulait qu'une cause intéressante fût plaidée et jugée le jour même; elle devait être plaidée par les meilleurs avocats, et en latin, pour que les ambassadeurs polonais pussent l'entendre. Le parlement rendit arrêt pour ordonner que cela fût ainsi, sans tirer à conséquence (1).

Pasquier et Brisson eurent l'honneur d'être choisis pour faire assaut d'éloquence en cette mémorable occasion. Ils débattirent une question de droit délicate. Il s'agissait de savoir si le fils d'un prêtre, qui avait été reconnu par son père et légitimé par lettre du roi, avait pu transmettre à ses enfants légitimes une rente et quelques biens à lui *donnés* par son père, celui-ci, d'ailleurs, ayant laissé le reste de son patrimoine à son frère et autres collatéraux. Après avoir fait des compliments en très-beau latin au roi, à son frère, élu roi de Pologne, aux ambassadeurs et à la nation polonaise, chacun des avocats entra en matière. Brisson alléguait plusieurs moyens en haine de l'adultère et de l'inceste. Pasquier approuva fort ces considérations morales, mais déclara que c'était « beaucoup de bons propos allégués hors de pro-

(1) Marquis de Paulmy, *Mélanges*, seizième siècle, page 192.

pos, » parce que le vice avait été couvert par la grâce du Prince. Guy du Faur de Pibrac, avocat du roi, prit les conclusions, et le chancelier de Birague prononça l'arrêt. Le bâtard légitimé, défendu par Pasquier, gagna sa cause; mais le Parlement ne reconnut pas la jurisprudence d'après laquelle les lettres de légitimation rendaient l'intimé capable d'hériter, « arrêt notable, remarque Pasquier, et qui depuis a servi de loi (1). »

Pasquier n'a publié qu'un petit nombre de ses plaidoyers. Il se contente de faire allusion aux autres dans ses *Lettres*, ou d'en donner parfois une brève analyse. Il reprend, en écrivant à ses amis, quelques-unes des idées qu'il développa devant les juges.

Nous apprenons ainsi, dans les *Recherches de la France* (2), à propos d'une dissertation sur les mots fester, festins, festoyer, qu'il plaida au nom de l'abbé et du couvent de Lagny pour faire interdire aux gens du lieu les jeux floraux qu'ils célébraient le jour de la Pentecôte. Nous avons le regret d'ajouter qu'il gagna sa cause. Peut-être regretta-t-il lui-même ce succès, car il se hâte d'ajouter que l'interdiction prononcée par le parlement n'eut point d'effet à cause des troubles qui survinrent alors en France. Quel avocat lui laissa donc ici la victoire? « Nous ne faisons aucun mal, aurait dit le vigneron Paul-Louis Courier, en nous réjouissant

(1) Pasquier, *Interprétation des Institutes de Justinien*, édition Ch. Giraud, livre I, chap. XLIV.

(2) *Recherches de la France*, livre VIII, chap. VII.

les jours de fête. Nous ne saurions vivre en moines, en dévots de profession, dont toutes les pensées se tournent vers le ciel. Les règles faites pour eux, détachés de la terre, ne conviennent pas à nous qui avons ici-bas famille et chevence..... Nos délassements, nos jeux les jours de fête, n'ont rien de blâmable en eux-mêmes, ni par aucune circonstance. » — « Les conciles, répond Pasquier, condamnent sévèrement *telles folâtries*. Au quatrième concile de Carthage, celui est excommunié qui, au lieu d'assister à l'église, va, aux jours de fête, aux spectacles et farces publiques. Et au quatrième concile de Tolède, il est parlé en tels termes : que c'est une coutume abusive usurpée par la populace aux jours et fêtes des saints de s'amuser aux danses vilaines, au lieu de vaquer au service divin. » Les pauvres gens de Lagny ne se doutaient guère qu'ils s'exposaient aux foudres des conciles en célébrant les jeux floraux. Mais Pasquier ne nous laisse pas ignorer leur conduite : « Dès le matin, ils vont au bois cueillir des rameaux, et l'après-dîner font une infinité d'exercices de corps plaisants ; voire y a certains paysans en chemise qui courent un jeu de prix. » Le parlement y mit bon ordre.

Pasquier, en cette circonstance, suivit les préjugés de son temps et se montra trop théologien (1). Heureux

(1) Les députés du clergé et du tiers état avaient à plusieurs reprises exprimé des scrupules religieux au sujet des danses et des foires qui avaient lieu les jours de fêtes. L'ordonnance de Blois (1579) confirmait, sur la demande des états généraux, l'ordonnance précédemment rendue à Orléans,

sement ce n'était pas chez lui péché d'habitude; et il prouva la liberté de son esprit dans un curieux procès qu'il plaida trois jeudis de suite, en présence d'une infinité de peuple, contre la Faculté de médecine de Paris.

Si la déesse Routine eut un temple, ce fut certes à la Faculté de médecine de Paris, où elle régnait encore du temps de Boileau et de Molière. Son autorité cependant n'avait jamais été incontestée, et, dès le seizième siècle, elle avait dû condamner des dissidents et proscrire des hérétiques. Un médecin suisse avait fait alors, pour l'étude de la médecine, ce que Descartes fera au dix-septième siècle pour l'étude de la philosophie. En présence de la contradiction des systèmes et des conjectures de la science, il avait jeté les livres et s'était mis à voyager à travers l'Europe. Il avait écouté les docteurs et les praticiens, les barbiers et les alchimistes, et avait résolu de réformer l'enseignement des sciences médicales. Ce médecin est Paracelse (Théophraste de Hohenheim). Avant Bacon et avant Descartes, il était en possession de la vraie méthode scientifique : il prenait la nature pour guide et pour conseil, et, délaissant la langue latine, il enseignait à Bâle, dans la langue vulgaire, en allemand, la doctrine qui devait régénérer et transformer un jour l'art de guérir. Ses idées se propagèrent assez rapidement. La médecine

par laquelle « se trouvaient interdits pendant les jours de fêtes solennelles, les danses, festins, foires et marchés ». (Pietot, *Histoire des États généraux. États de Blois.*)

de Paracelse s'exerçait ouvertement en Suisse et en Allemagne, et secrètement en plusieurs provinces de France. La Faculté de médecine de Paris voulut proscrire les Paracelsites. Pasquier les défendit devant le parlement.

Il a développé et repris dans plusieurs lettres les opinions qu'il soutint sans doute dans son plaidoyer. Il est surtout frappé « de l'incertitude de cet art ». Hippocrate donne un précepte : l'école de Salerne enseigne le contraire. Galien ignorait « la coupe et l'anatomie de nos corps. Au lieu de l'homme, il représente celle d'un singe ». Et quand Vezalius, médecin de l'empereur Charles V, osa entreprendre de le démentir, « il fut grandement aboyé par les vieux, qui reconnurent enfin la faute de celui qu'ils suivaient à la trace ». Bref, *rien n'est si certain que l'incertain de cet art*. Pasquier adopterait volontiers le traitement imaginé par Rabelais « quand il dit que son Pantagruel, sentant un mal d'estomac, on lui fit avaler en forme de pilules seize ou dix-sept grosses pommes de cuivre qui s'ouvroient par le milieu et fermoient à un ressort; en l'une desquelles étoit un valet qui portoit une lanterne et un flambeau; ès autres étoient les ouvriers, les uns pour reconnoître le mal et les autres pour le nettoyer : voulant, sous l'écorce de cette fiction, nous apprendre qu'en telles maladies les médecins n'y besoignent qu'à tâtons (1). »

Pasquier savait par expérience quel rôle jouait le hasard en médecine. Il lui était arrivé un jour, en dehors de toutes les règles et sans permission de la Faculté, d'opérer

(1) *Œuvres* de Pasquier, liv. XIX, lettre 16.

une cure merveilleuse et de guérir un malade que ses médecins allaient tuer. L'avocat du roi, de Pibrac, son ancien condisciple à Toulouse et qui était resté son ami, tombe subitement malade pendant l'absence de sa femme. Six médecins à la fois lui donnent leurs soins : médecins du roi, médecins de la reine, « tous parangons de médecine sur leurs compagnons (1). » Ils le soignent si bien qu'au bout de huit jours le malheureux est sur le point de rendre l'âme à Dieu et qu'un de ses gens, tout effrayé, vient avertir Pasquier. Celui-ci fait venir un prêtre, et, se rappelant qu'un avocat de ses amis, dans un état désespéré, s'était guéri avec de la malvoisie, en envoie chercher, choisit la meilleure au goût, et, sans autre consultation, en fait boire à son ami mourant. Une demi-heure après, Pibrac changeait de visage et cessait de délirer. Le lendemain, il était guéri : le hasard l'avait mieux servi que six médecins de la Faculté !

En défendant les Paracelsistes, Pasquier défendait donc, au nom de son expérience et de ses convictions, l'étude libre, les progrès de la science. Il voulait « que l'on discutât et non qu'on étouffât les nouveautés » ; il soutenait la cause qu'avait soutenue Rabelais et que plaidera si spirituellement Boileau.

Renouvelant, au nom des médecins, la querelle des an-

(1) *Parangons de médecine*, parangon, modèle. « Alexandre, que le peuple nomme comme un parangon de tous rois. » « Parangon, dit Nicot, signifie une chose si parfaite qu'elle est comme une idée à laquelle on rapporte toutes les autres de son espèce. » (V. *Œuvres choisies de Pasquier*, par L. Feugère.)

ciens et des modernes, il présenta à sa façon les arguments d'Horace en faveur des modernes (1); mais, au lieu de citer Horace, il composa lui-même une épigramme latine, qu'il attribua à un poète contemporain. L'épigramme de l'avocat-poète n'est pas mal tournée. La voici telle qu'il la débita devant le Parlement :

*Dicitur esse novus vobis Paracelsus, ob idque
Crimen, in obscurum pellitur exilium.
At novus Hippocrates, novus et Chrysippus et ipse
Romæ Asclepiades, tempore quisque suo.
Qui nova damnatis, veteres damnetis oportet :
Aut ista nihil est in novitate novi (2).*

La cour ne fut pas dupe de cette supercherie littéraire. Le premier président de Thou devina sur-le-champ de quelle boutique devait sortir cette *marchandise*, et le dit aux juges qui siégeaient auprès de lui. La séance finie, il voulut aussitôt éclaircir l'affaire, et envoya le greffier demander le nom du poète. Ce petit incident ne peint-il pas les mœurs judiciaires de cette époque? Chez l'avocat et chez le président même goût des choses de l'esprit, même culture des lettres anciennes, et cette estime mutuelle qui rapproche l'avocat du juge!

Partisan de la libre recherche, Pasquier respectait cependant les usages et les institutions établies, et, après avoir réclamé, comme avocat, le droit de cité pour les

(1) *Quod si tam Græcis novitas invisâ fuisset*

Quam nobis, quid nunc esset vetus? (Horace, *Épîtres*, II, 1.)

(2) L'empereur Claude a dit de même : « *Omnia quæ nunc vetustissima creduntur, nova fuisse.* » Tacite, *Annales*, XI, XXIV.

méthodes et les doctrines nouvelles, il écrivait en son nom à un ami : « qu'il faut en somme s'en tenir à la Faculté de médecine de Paris, malgré les erreurs ou l'ignorance de beaucoup de médecins, et de même que nous ne devons changer notre religion ancienne pour les abus qui se trouvent quelquefois aux prêtres (1). »

Avant de plaider contre la Faculté de médecine, Pasquier n'avait pas craint de plaider contre le pouvoir royal.

On se fait en général une fausse idée des anciennes mœurs de la France et de son ancien gouvernement. On ne voit d'un côté qu'un pouvoir absolu, tempéré tout au plus par des chansons et menacé quelquefois par des émeutes; et de l'autre côté, qu'une sujétion non moins absolue, un complet assujettissement des personnes au pouvoir royal, des consciences à l'autorité de l'Église, des esprits aux décisions de la Sorbonne. La liberté est plus ancienne en France, grâce à Dieu! et si son nom n'était pas inscrit dans les lois, il était gravé en lettres ineffaçables dans l'âme des plus honnêtes et des plus respectés citoyens. Si sa voix ne se faisait pas entendre du haut de la tribune parlementaire, elle n'en parvenait pas moins aux oreilles du prince. Nous en produirons, comme témoignage, le plaidoyer de Pasquier pour les habitants de la ville d'Angoulême.

« Eussiez-vous jamais estimé, écrivait Pasquier à M. de Sainte-Marthe, que notre âge eût porté une cause

(1) Pasquier, *Lettres*, XIX, XVI.

toute publique, telle que l'on traitoit anciennement dans Rome? Il est malaisé de le croire. Nous en avons toutefois, ces jours derniers, traité une avec un merveilleux appareil..... (1). » Dans cette cause mémorable que la volonté royale semblait devoir et pouvoir seule trancher, l'avocat osa résister au prince au nom de la justice, et sut lui faire agréer les protestations de ses clients.

La France était en proie aux déchirements de la guerre civile. Le duc d'Alençon, frère de Henri III, s'était révolté contre le roi et était devenu le chef des catholiques *malcontents* coalisés avec les huguenots. Les protestants d'Allemagne s'apprétaient à venir leur donner la main. Effrayée de cette révolte et de l'invasion prochaine des rettres allemands, Catherine de Médicis entra en pourparlers avec le duc d'Alençon et signa avec lui une trêve de sept mois (21 novemb. 1575). Le roi accordait par cette trêve plusieurs places de sûreté à son frère, et lui cédait entre autres la ville d'Angoulême. Cette ville, surprise et alarmée du sort qui lui était fait, ne put se résigner à reconnaître une pareille capitulation. Elle refusa d'ouvrir ses portes au duc de Montpensier, qui venait prendre possession de la place pour la remettre au duc d'Alençon; elle députa en même temps trois commissaires pour soutenir les motifs de son refus devant le parlement. Pasquier fut chargé de faire valoir ces motifs et se présenta devant la cour avec ses trois députés (4 février. 1576). L'avocat général de Thou, au nom des gens du roi, ne voulut pas

(1) Pasquier, *Lettres*, liv. VI, 1.

lui laisser prendre la parole, parce que, le refus de la ville constituant un crime de lèse-majesté, les députés devaient répondre et se justifier eux-mêmes. Le lieutenant Nesmond, l'un des trois représentants d'Angoulême, alléguait que l'affaire dont ils étaient chargés était, non une cause criminelle, mais une cause civile et politique où la ville demandait à prouver son droit; et qu'au surplus, « ils n'avaient charge de parler que par l'organe d'un avocat. » La cour, après avoir délibéré, ordonna que Pasquier plaiderait.

Le plaidoyer de Pasquier est un remarquable morceau d'éloquence où la respectueuse indépendance du citoyen à l'égard du pouvoir ne se fait pas moins admirer que la vigoureuse réponse de l'avocat à l'accusation du ministère public.

Dans son exorde, plein de ménagements et de prudentes réserves, l'orateur proteste du dévouement de la ville d'Angoulême pour le roi, la reine-mère et pour monsieur le duc, frère du roi. Il repousse bien loin le reproche de désobéissance et de rébellion, et montre dans une adroite narration qu'il y a eu méprise et que la ville n'a pas fermé ses portes au frère du roi.

La ville était surveillée par des troupes ennemies quand la trêve fut conclue et quand la nouvelle de la capitulation lui fut apportée. Langoran, un capitaine de la *nouvelle opinion*, rôdait aux environs à la tête de huit compagnies tant de cheval que de pied. Tout à coup se présentent aux portes quelques cavaliers qui se disent

être du train de M. de Montpensier. N'était-ce pas une ruse de guerre? et n'avait-on pas affaire à des ennemis déguisés? La ville d'Orléans avait été ainsi surprise par La Noue en l'an 1567, et plus récemment la ville de Périgueux, par ce même Langoran, qui y avait introduit des soldats déguisés en marchands revendeurs. Angoulême ne devait-elle pas être sur ses gardes? Elle ferma donc ses portes, à qui? non pas au duc du Montpensier, mais à Langoran. Ainsi, il n'y a nulle désobéissance dans le passé.

Mais, dit-on, quand le fait serait excusable, il n'appartient pas aux sujets de discuter la volonté de leur prince, et les habitants d'Angoulême n'ont aucune raison pour se dispenser désormais de rendre leur ville. — Voilà le point délicat que Pasquier doit examiner.

« Je ne perdrai pas le temps, dit-il, à rechercher des citations tirées des docteurs; mais étant né François, plaidant pour un peuple françois, au premier tribunal de France, je dis que nous sommes recevables, non pas à nous opposer, non à disputer, non à contrôler la volonté de notre prince, mais à lui faire nos très-humbles remontrances en justice..... Les anciens, voulant nous représenter les empereurs de Rome, leur baillent l'épée nue au poing; à nos rois, la main de justice, pour nous apprendre et enseigner qu'une bonne partie de la dignité de l'empire s'entretenoit par la force; au contraire, que la majesté de nos rois s'entretient par la douceur et humanité de justice. L'empereur disoit : Pour autant

que je le veux, il est juste. Nos rois, d'une parole plus douce et civile, disent : Pour ce qu'il est juste, nous le voulons. » — Rapprochement ingénieux et flatteur où l'avocat tire un heureux parti des attributs et du symbole de la monarchie française.

Pour établir sa confirmation et appuyer ses principes sur une base solide, il remonte à la nature même du gouvernement et définit en termes élevés l'antique constitution de la France. On a distingué, dit-il, trois espèces de gouvernements : « la royale, la seigneurie et l'état populaire, » ou, en style moderne, la monarchie, l'oligarchie et la démocratie. « Cependant ceux qui à meilleures enseignes voulurent repasser sur ce point furent d'avis qu'il y en avoit une *quatrième espèce*, composée, et, si ainsi me permettez de le dire, alambiquée des deux ou des trois ensemble, laquelle ils estimèrent de tant plus excellente qu'elle participoit de toutes les autres. » Or, telle est la monarchie en notre pays : « car nos anciens racontaient que, combien qu'entre les trois premières espèces de républiques, il n'y en ait point de plus digne et de plus excellente que la royauté (et encore royauté non pas élective....), toutefois, parce qu'il peut quelquefois advenir que la couronne tombe aux mains d'un prince foible et imbécile, ils établirent un *perpétuel et général conseil de la France* que l'on appela Parlement, non pour servir de contrôle à nos rois, mais par les humbles remontrances duquel se passaient les confirmations des affaires générales..... De là vient que nous ne voyons nulle loi avoir vogue en France qu'elle ne

soit émoluguée par la cour. Et bien que quelques-uns voulurent dire que les affaires d'État n'aient rien de commun avec vous, toutefois *jamais paix ni traité d'importance n'eut autorité entre nous qu'il n'ait été vérifié par cette cour...* Non que pour ceci nos rois aient estimé se mettre sous la tutelle d'autrui ; mais, *réduisant par ce moyen leur puissance absolue sous la civilité de la loi*, ils se sont garantis de l'envie publique, se rendant aimés de leurs sujets sur tous les princes de l'Europe. » — De cette intervention du parlement dans les affaires publiques, le roi et la nation ont recueilli des avantages réciproques : « n'y ayant chose qui les ait tant unis en cet entre-las de volontés (1), que ce lien général de la France, ce grand et général Parlement. »

Pasquier développe des idées qu'il a déjà exprimées dans ses *Recherches de la France* et sur lesquelles il revient souvent (2). Le parlement sert, à ses yeux, de médiateur entre le roi et ses sujets ; il préserve le roi de l'envie publique, il préserve les sujets du despotisme royal. Il emprunte des rois mêmes, suivant une heureuse expression, une sorte de *droit gracieux* de les avertir et de leur résister. C'est toute la théorie des parlementaires ; et

(1) *Entre-las* de volontés, accord, union, correspondance des volontés. Voir *Lettres* XII, II : « Par cette correspondance et entre-las de la puissance du roi avec les compagnies. »

(2) « Grande chose est véritablement et digne de la majesté d'un prince, que nos rois, auxquels Dieu a donné toute-puissance absolue, aient d'ancienne institution voulu *réduire leurs volontés sous la civilité de la loi*..... » *Recherches de la France*, liv. II, chap. IV.

voilà où se retrouve la liberté dans les institutions de l'ancien régime (1).

L'avocat de la ville d'Angoulême réclame donc du parlement la vérification de la trêve conclue entre la reine-mère et le duc d'Alençon. On prétend, il est vrai, que c'est chose nouvelle de vérifier une trêve. — Mais quand il s'agit d'une trêve « qui apporte nouvelle face de religion en une ville », puisqu'elle permet aux réformés d'exercer leur culte publiquement, on ne saurait assez la soumettre à l'autorité publique. Sous Louis XI, la province de Normandie, donnée par le roi en apanage à son frère, protesta contre cette donation, et ses députés gagnèrent leur cause dans l'assemblée des États réunis à Tours. Sous François I^{er}, la Bourgogne refusa d'obéir au traité de Madrid, et ses plaintes furent écoutées. Les remontrances de la ville d'Angoulême ne sont-elles pas aussi légitimes?

Angoulême invoque deux motifs pour ne pas recevoir les garnisons de M. le Duc : 1^o ses privilèges; 2^o sa fidélité et son attachement au roi.

Pasquier cite les chartes qui dispensent la ville de recevoir jamais une garnison étrangère. Il dépeint énergiquement tous les maux qu'elle a déjà soufferts : sièges, assauts, contributions de guerre, violence et inhumanité des soldats, et « au bout de tout cela, on nous veut maintenant

(1) L'intervention irrégulière des cours dans le gouvernement, qui troublait souvent la bonne administration des affaires, servait parfois de sauvegarde à la liberté des hommes : c'était un grand mal, qui en limitait un plus grand. (De Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 195.)

exposer au hasard d'un pareil naufrage? S'il est question qu'une ville endure pour le demeurant, pourquoi faut-il que ce soit perpétuellement la nôtre (1)? » — Vouloir lui imposer les garnisons de M. le Duc, c'est vouloir la perdre, s'écrie l'orateur dans une véhémence péroration : « Il n'est point en votre puissance de nous ôter la crainte d'être perdus..... Vous voyez en quel état sont les affaires de la France. Anciennement, tous tant que nous sommes, n'étions qu'un peuple vivant unanimement sous l'obéissance de notre roi. Depuis quinze ou seize ans en ça, d'un peuple, on en a fait deux; de deux on en a fait trois; de trois, maintenant, on veut en faire quatre. Nous étions unis en un roi, une foi, une loi : on nous vient battre premièrement d'une liberté de conscience, et, avec cette liberté, l'esprit de division se mit de la partie. Dès lors, nous commençâmes à être divisés en deux par une étrange malédiction, et de deux noms misérables de faction, partialité et division, les uns appelés papistes et les autres huguenots, combien que nous n'ayons autre qualité que celle de chrétien..... En ce malheur, nous avons vécu plusieurs ans. Depuis, il en est venu un tiers de *malcontents*, qui mêlent en leur querelle l'État. Restoit une poignée de sujets dévots sans dissimulation ou hypocrisie à leur roi; il en faut faire une quatrième espèce, et les

(1) Les habitants d'Angoulême s'étaient déjà autrefois résignés à livrer leur ville aux Anglais pour la rançon du roi Jean. « Ils aimèrent mieux être perdus es mains des Anglois que de voir perdre le roi. Rendus toutefois de corps, ils demeurèrent François de cœur. »

faut déclarer rebelles parce qu'ils sont trop religieusement affectionnés à leur prince. Quel nom leur donnerons-nous? Ils seront les *désespérés*. Hélas! il n'y a que trop d'ennemis volontaires. Pour Dieu! n'en faisons pas de nouveaux! »

Nobles accents, où l'âme froissée du citoyen et la douleur de l'honnête homme arrivent sans effort à l'éloquence! N'est-ce pas là un commentaire des belles paroles de l'Hôpital : « Otons ces noms diaboliques, luthériens, huguenots, papistes; ne changeons point le nom de chrétiens! » Comme l'illustre chancelier, Pasquier souffre des dissensions dont souffre la France. Comme lui, il voudrait voir les Français confondus sous la même bannière tourner contre leurs ennemis les armes qu'ils tournent contre eux-mêmes. Tels on les vit en ce jour heureux où, suspendant leurs querelles, ils marchèrent ensemble pour reprendre le Havre aux Anglais (1563). Mais l'union n'était qu'éphémère; et voilà ce que Pasquier déplore dans ce triste et patriotique passage. Celui qui prêchait la conciliation, l'Hôpital, est mort (1573); les partis déchaînés sont plus que jamais aux prises, et l'on en veut créer un nouveau : celui des *désespérés*.

Le Parlement ne resta pas sourd aux pathétiques réclamations qui lui étaient adressées. Il ordonna que l'on verrait les chartes et privilèges de la ville, et les parties furent appointées au Conseil. C'était donner gain de cause aux habitants d'Angoulême sans paraître infliger un échec à l'autorité royale. Le duc d'Alençon reçut en échange

d'Angoulême les villes de Cognac et de Saint-Jean-d'Angely.

Peut-être Henri III voyait-il sans trop de déplaisir une résistance qui lui conservait une de ses villes les plus dévouées ; en tout cas, il ne sut pas mauvais gré à Pasquier de son courageux plaidoyer. Il avait distingué depuis longtemps le savant auteur des *Recherches de la France*, le valeureux champion de l'Université, et lui avait même donné plusieurs témoignages publics de son estime (1). En 1580, il l'avait chargé, par une délégation spéciale, de présenter au Parlement et de faire reconnaître Joyeuse en qualité de duc et pair et d'amiral de France. Il l'avait délégué de nouveau dans ce rôle délicat lorsque d'Épernon fut créé duc et pair et colonel de l'infanterie française. Enfin, en 1585, la charge d'avocat général à la cour des comptes étant devenue vacante, Henri III nomma Pasquier à ce poste éminent.

La chambre des comptes était, après le Parlement, la plus grande compagnie du royaume. Réunies autrefois,

(1) Pasquier cependant ne lui avait ménagé ni les conseils ni les épigrammes. L'année même où le duc d'Alençon, à la tête des malcontents, faisait la guerre au roi son frère, Pasquier, étonné de voir Henri III négliger ses devoirs de roi pour apprendre la grammaire latine, écrivait l'épigramme suivante :

*Gallia dum passim civilibus occidit armis
Et cinere obruitur semisepulta suo,
Grammaticam exercet media rex noster in aula
Dicere jamque potest vir generosus : amo.
Declinare cupit : vere declinat, et ille
Rex bis qui fuerat, fit modo grammaticus.*

quand le Parlement encore ambulatoire voyageait à la suite de nos rois, les deux compagnies avaient été séparées au quatorzième siècle, mais de tout temps « elles avaient fraternisé ensemble (1). » Les membres de la chambre des comptes connaissaient des dépenses ordinaires et extraordinaires des rois; ils vérifiaient les édits concernant les domaines et les finances; ils veillaient aux droits du pays et aux intérêts de la couronne.

Pasquier entrait dans les rangs de cette magistrature dont il faisait déjà partie en quelque sorte par l'autorité de ses conseils, par l'intégrité de sa vie, par ses relations et ses amitiés. Son éloquence allait se déployer sur un autre théâtre : pleine de sens et de loyauté, étrangère à la flatterie, elle convenait merveilleusement à ses nouvelles fonctions. Pasquier ne tarda pas à montrer de quelle façon il entendait les remplir.

Pendant que le roi était en Beauce avec son armée, le cardinal de Vendôme, suivi de cinq seigneurs du conseil d'État, apporta à la chambre des comptes un *édit pour trouver argent*, par lequel le roi érigeait deux présidents et douze mattres. Le cardinal espérait qu'en sa présence la chambre ne ferait pas difficulté pour le vérifier. Pasquier se leva et s'opposa à la vérification. Son discours appartient à un genre dont nos anciens Parlements nous offrent plusieurs fois des modèles : c'est une harangue judiciaire et politique, une improvisation grave et familière prononcée par un magistrat dont l'autorité vient

(1) Voir Pasquier, *Recherches de la France*, liv. II, chap. v.

moins de la loi que de son caractère personnel : expression franche, mais contenue, d'une opposition absolue aux ordres royaux, dans la bouche du représentant même de l'autorité royale, mélange de persuasion et de fermeté, de sévérité et de bonhomie, acte remarquable d'un homme de talent et d'un homme de cœur.

Pasquier reconnaît que la loi en France tire son origine de la volonté royale, mais les rois ont apporté « cette attrempance (1) à leur souveraineté de ne donner cours à leurs lois qu'elles n'eussent été auparavant vérifiées par les compagnies souveraines. » Or, quelle est cette vérification ? Les compagnies doivent-elles enregistrer les édits « ainsi qu'un tabellion qui est destiné pour grossoyer les minutes et brevets des notaires sans connoissance de cause ? » Non vraiment. Rien ne nuit plus aux affaires de la France, rien ne loge plus avant la désobéissance au cœur des sujets que de contraindre les compagnies, tantôt par commandement absolu, tantôt par la présence du roi ou des princes, sans recueillir les voix et opinions des juges. Quels outrages et quels échecs n'a pas eu à supporter la majesté royale depuis quelques années ! Là où nos rois commandaient avec une baguette à leurs sujets, maintenant ils n'y peuvent commander avec deux armées et plus.

« Je sais bien, ajoute l'orateur, que ce discours ne plaira pas à tous les corrompus de ce siècle, et que l'un d'eux me

(1) *Attrempance*, adoucissement. « On y apporta quelque modération et attrempance. » *Recherches*, IV, xx. « Attrempez vos plaidoyers de modestie. » *Lettre de Pasquier à son fils*.

dira : Pasquier, il ne te falloit être avocat du Roi, ou l'étant, il te faut soutenir toute autre proposition que celle-là. Et je lui répondrai au contraire qu'il ne falloit que je fusse avocat du roi, ou l'étant, il faut que je découvre à mon maître ce que je pense importer à la manutention de son État. Je dois une vérité à mon roi : c'est une charge foncière annexée à ma conscience et à mon état, dont je ne puis me dispenser sans commettre félonie envers lui. »

Il montre alors quel tort on fait à l'État et à la chambre par la création de tant d'officiers nouveaux sans nécessité et sans raison. « Je compare tant d'officiers inutiles et superflus que nous voyons par toute la France à un lierre rampant le long d'un vieux mur, qui lui est comme une belle tapisserie, quelque temps soutenue par le mur; et pense-t-on même que ce lierre, en contre-échange, le soutienne? Ce néanmoins, la vérité est qu'intérieurement il le mine, jusqu'à ce que, l'ayant fait tomber, lui-même demeure là en avant, sans appui. Ainsi est-il de cette multiplicité d'officiers en un vieux État. Ils font contenance de réparer et de soutenir, et d'être soutenus par l'État, mais ils le rongnonnent petit à petit, jusqu'à ce que, l'État tombant, il faut aussi que ces officiers tombent, demeurant illusoires et sans effet. » Vieux style et brave langage, plein de force dans sa naïveté! Nulle déclamation! nulle recherche! mais un ton vrai, des idées justes et une imagination naturelle qui sème le discours d'heureuses métaphores, de locutions originales et de comparaisons pittoresques.

La séance ayant été levée sans que la chambre eût vérifié l'édit, le cardinal de Vendôme, resté seul avec Pasquier, l'assura que c'était la première et la dernière commission de ce genre dont il serait jamais chargé (1).

Malheureusement, de semblables circonstances n'étaient pas rares. En 1586, le comte de Soissons, porteur d'un nouvel édit qui rendait *tous* les offices héréditaires, et partant les mettait en vente, rencontra la même résistance que le cardinal de Vendôme. Il dut se retirer devant le refus inébranlable de l'avocat général Pasquier et de la chambre. « Dieu sait quel fut le mécontentement du roi ! » Le lendemain tous les membres de la chambre des comptes étaient interdits de leurs charges; mais quelques jours après, le roi, mieux inspiré, levait les lettres d'interdiction et, reconnaissant ses vrais serviteurs, les rétablissait dans l'exercice de leurs fonctions.

Jusqu'ici l'éloquence de Pasquier s'est renfermée dans l'enceinte du Parlement ou de la chambre des comptes. Elle n'a pas connu les orages de la place publique; elle n'a pas affronté les passions de la populace : tout au plus a-t-elle lutté, dans la salle des causes criminelles, contre les dispositions malveillantes d'un public de cour d'assises. Eh bien ! cette épreuve d'une assemblée tumultueuse ne doit pas manquer à Pasquier. Il va la subir à son tour en face de l'émeute, dans une réunion populaire, sous le feu des menaces et des injures, au péril même de sa vie.

(1) Voir les détails de cette séance dans les *Lettres* de Pasquier, liv. XII, II.

C'est au lendemain de la journée des barricades. Henri III a quitté Paris, et beaucoup, suivant son exemple, ont cherché leur salut dans la fuite. Les chefs ligueurs organisent leur parti, et, pour s'assurer de la ville, mettent à la tête de la milice bourgeoise des hommes à leur dévotion, gens sans aveu, aventuriers prêts à tout, « de simples taverniers, cabaretiers et autre telle engeance de gens auxquels on commettoit toute l'autorité des armes. » Pasquier ose attaquer ces mesures illégales ; il ose dénoncer les abus dont il est témoin devant ceux qui les provoquent et devant ceux qui en profitent.

La ville de Paris était alors composée de seize quartiers, et chaque quartier se subdivisait en dizaines. Quand les dizaines de son quartier furent appelées pour l'élection d'un capitaine et d'un lieutenant de la milice, tandis qu'une foule de bourgeois craintifs restaient chez eux, Pasquier se rendit à l'Hôtel de ville. Il y trouva tous les meneurs de la Ligue : Bussy-Leclerc, Crucé, Senault, le curé Boucher. Leur présence ne l'intimida point, et quand le prévôt des marchands lui eut donné la parole, la patience lui échappant, il regarda en face ces *spadassins* et leur parla sans détours. Depuis vingt-cinq ans et plus il assiste aux assemblées de la ville en ce lieu. Il a vu, dès leur naissance (1561), les capitaines et les lieutenants de la milice de Paris élus par les habitants, suivant la discipline de M. le maréchal de Brissac. A la vérité, ce premier ordre fut supprimé l'an 1585, parce que le roi nomma par toute la ville nouveaux capitaines et lieu-

tenants, tels qu'il lui plut. « Que si en cela vous pensez qu'il ait enfreint la liberté ancienne de notre ville, prenez garde, je vous supplie, que vous ne tombiez maintenant d'une extrémité dans une autre de plus dangereux effet, et que faisant contenance de nous rétablir en notre ancienne liberté, nous ne la barrions et réduisions sous la puissance de dix ou douze, et que par eux nous n'usions des élections que pour forme de masque seulement. »

A ces mots, Bussy, Louchard et leurs compagnons, se lèvent pour protester contre l'orateur; mais, sans paraître s'apercevoir de leur protestation et de leur colère, Pasquier continue. Il dévoile hardiment les mensonges de ces prétendus amis du peuple, de ces faux partisans de la liberté, qui accusent leurs adversaires de machiavélisme et commencent par violer eux-mêmes la liberté du vote et la sincérité des élections. « Je vous supplie, Messieurs, de prendre garde, si, en ce faisant, il n'y a point de machiavélisme en nous tant détesté par M. Boucher dans ses sermons contre les politics qui désirent la paix. Il y a trente ans passés que je tiens en ma dizaine, et néanmoins à peine en reconnois-je ici une douzaine de personnes.... et toutefois, pour autoriser les élections qui se font maintenant, ceux qui ont été mandés donnent leurs voix sur chaque dizaine, eux qui n'en ont pas plus connoissance que moi! N'est-ce pas cela proprement machiavéliser et vouloir prétexter une chose arrêtée dans nos maisons d'un faux visage d'élection? » — A peine Pasquier avait-il terminé, qu'un jeune sot, fils d'un avocat, l'appela entre

ses dents : partisan du duc d'Épernon. Le duc, contre lequel Boucher écrivait son *libelle de Gaverston* (1), était très-impopulaire; il passait pour le mauvais génie de Henri III. Pasquier entendit l'expression, la releva aussitôt et ferma la bouche à ce *jeune babouin*. Tel est pourtant l'ascendant d'une parole hardie « guidée d'une bonne conscience », que l'opinion de Pasquier fut adoptée malgré Bussy et ses adhérents; chaque dizaine fut renvoyée à son dizainier, et l'on dut procéder en diverses chambres aux différentes élections.

Certes, notre admiration sympathique pour l'intrépide citoyen ne doit point nous aveugler sur le mérite de sa harangue. Nous n'évoquerons pas les souvenirs de l'antiquité pour rehausser ces simples paroles du prestige d'un rapprochement glorieux. Pasquier dévoilant les menées de Bussy-Leclerc, de Louchard et de Boucher, n'a rien de commun avec Cicéron dévoilant les projets de Catilina et de ses complices. Nous n'avons à relever dans sa harangue ni traits saillants, ni phrases éclatantes, ni mouvements extraordinaires; mais nous y rencontrons deux qualités précieuses entre toutes : le bon sens et le courage. Le président Brisson, son ancien confrère, qui n'avait pas la même énergie en face du danger, le félicitait le lendemain « du bon devoir et office qu'il avoit en ce jour rendu à la ville contre ces nouveaux tigres ».

(1) Boucher écrivit contre d'Épernon un libelle intitulé *Histoire tragique de Gaverston*. Ce Gaverston était le mignon d'Édouard II comme d'Épernon était le favori de Henri III.

Homme du devoir, Pasquier ne quitta Paris que pour se rendre aux états de Blois où il avait été élu député. Il partagea dès lors jusqu'au bout la fortune des cours souveraines qui accompagnaient Henri III dans son exil. Il revint seulement avec Henri IV et célébra le retour de la paix dans une *Congratulation* qu'il offrit lui-même au nouveau roi. C'était en 1599, l'année qui suivit la paix de Vervins. Pasquier, s'étant trouvé près du Roi sur la fin d'un grand dîner, lui présenta son Discours ; et Henri IV en lut devant lui une page entière. Les sages conseils s'y mêlaient aux éloges.

« Sire, lui disait l'orateur, je vous supplie très-humblement vouloir fuir comme un écueil *toutes volontés absolues*. Il n'y a rien qui soit de plus périlleuse conséquence à un prince souverain que quand cette opinion se loge en lui de pouvoir tout ce qui lui platt. — Vous voulez donc, me dira quelque flatteur courtisan, brider la puissance de votre Roi ? — Non ! à Dieu ne plaise que cette sottise présumption tombe en ma tête ! Mais je désire qu'il se maintienne par les mêmes voies que ses devanciers se sont maintenus, lorsque sans armée et *avec une simple baguette* ils se faisoient obéir par tous leurs sujets... La plus belle proposition que vous devez observer est de réduire votre puissance absolue sous la civilité des lois. » (*Lettres*, L. XVI, 7.) Pasquier répète ici dans les mêmes termes à Henri IV ce que nous lui avons entendu dire à la Chambre des comptes et ce qu'il a écrit dans ses *Recherches de la France*.

Constant dans ses principes, fidèle à ses maximes d'indépendance, il garda jusqu'à sa soixante-treizième année ses fonctions d'avocat-général pour repousser encore quelques édits avec sa franchise habituelle. Il se démit en 1604, en faveur de son fils Théodore, d'un office « où il avoit toujours vécu au contentement de la compagnie » et au profit de l'État.

Nous ne racontons pas la vie de Pasquier, nous laissons de côté ses écrits, nous n'étudions en lui que l'orateur. Illustré de son vivant par ses plaidoyers c'est par ses recherches historiques qu'il est resté célèbre après sa mort. Son érudition a fait oublier son éloquence. Peut-être ses querelles avec les jésuites ont-elles rendu sa renommée suspecte. Peut-être aussi a-t-il été enveloppé dans le dédain qui pèse depuis deux cents ans sur les avocats de l'ancienne France. Il a échappé cependant à la contagion du mauvais goût de son époque. Tandis que ses contemporains étalent une science indigeste et cousent leurs discours de citations grecques et latines, Pasquier fuit cette affectation pédantesque et ne craint pas de la blâmer hautement. « Nous seuls, dit-il, entre toutes les autres nations, faisons profession de rapiécer ou, pour mieux dire, de rapetasser notre éloquence de divers passages, rendant les morceaux comme un estomac cacochyme, ainsi que nous les avons pris (1). » — Il condamne cette mode insipide « en laquelle, pendant que nous nous amusons à alléguer les anciens, nous ne fai-

(1) Œuvres de Pasquier, *Lettres*, liv. VII, XII.

sons rien d'ancien. » Il secoue bien loin de lui cette lourde poussière des écoles; s'il rappelle en passant quelque souvenir historique ou quelque trait de l'antiquité, il ne le *couche pas tout au long* en nommant l'auteur; mais il l'approprie à son sujet, « au fil commun de notre langue. » Bref, il le dit lui-même, son discours est habillé à la française.

Amateur et partisan « du droit français national », il demeure également fidèle à la vieille langue de notre pays. Il connaît, il aime, il pratique nos anciennes coutumes et nos anciennes locutions. On retrouve chez lui les termes naïfs du bon Amyot, « ces vocables qui sont françois naturel » et qu'il défend « contre des marauds qui ne tiennent pour élégant que ce qui est écorché du latin et de l'italien (1). » Non pas qu'il veuille « exterminer de nous le grec et le latin », il admire Cicéron et traduit la Milonienne, mais il la traduit pour en tirer la moelle qu'elle contient et non pour copier servilement Cicéron. Il plaide auprès du savant Turnèbe la cause de la langue vulgaire. Il engage ses amis à lire le roman de la Rose, les œuvres d'Alain Chartier et de Claude de Seissel, pour transplanter les beautés de ces maîtres dans leurs discours. On prétend que notre langue est pauvre. Nous ne nous avisons point que cette pauvreté provient moins de la disette de langage que de nous-mêmes et de notre paresse. Comme Montaigne, dont il emprunte l'expression, Pasquier s'est fait la loi « de *fureter*

(1) Paroles de Ronsard à d'Aubigné.

par toutes les autres langues de notre France » (picarde, angevine, normande, provençale), et de rapporter « à notre vulgaire » tout ce qu'il trouve digne d'y être approprié.

De là tant de locutions originales, de tournures hardies, d'épithètes gaillardes et franches que l'on peut recueillir dans ses plaidoyers. Dénonce-t-il les sourdes menées des jésuites? « Voici, dit-il, ces nouveaux frères qui, sous un beau masque extérieur, veulent *enjamber* sur notre repos. » Raille-t-il le vœu de pauvreté qu'ils font comme religieux et éludent comme collégiaux? « N'est-ce pas ici un sophisme par lequel non-seulement vous surprenez le pauvre peuple, mais *faites gerbe de fouerre à Dieu?* » Locution curieuse, que l'imprimeur n'a pas comprise et qu'il a dénaturée en écrivant *gerbe de foire* (1). Faire la gerbe de feurre à Dieu, dans la langue du moyen âge, c'était donner au curé, pour la dîme, la plus méchante gerbe, celle où il y avait le plus de feurre (paille) et le moins de grain. Mais, autrefois, *feurre* se prononçait *fouarre*, comme l'atteste l'ancienne rue du Fouarre à Paris. Pasquier répétait donc le dicton populaire : vous faites gerbe de fouarre ou de fouerre à Dieu. Vous trompez Dieu (2)! — Si tant d'écoliers se pressent aux leçons des jésuites, c'est « qu'ils *cuident corbiner* (qu'ils cherchent à

(1) *Œuvres complètes de Pasquier*, édition unique, 2 volumes in-⁸. (Amsterdam, 1723.)

(2) « Ceux qui disent *faire barbe de fouerre* à Dieu en usent abusivement au lieu de *gerbe de fouerre*..... » Pasquier, *Recherches*, liv. VIII, LXII.

gagner) tous les mois un sol ou un carolus... » Ignace et Luther ont feint de rapporter leurs principes à la primitive Église, « afin d'attirer plus aisément le peuple à *leur cordelle*. » Froissart disait de même d'un prince « qu'il attraitoit toutes manières de chevaliers et d'écuyers à sa *cordelle* et opinion. » Les Pères voyant que leurs affaires leur succèdent assez à propos (*res prospere ex sententia succedit*) « commencent *de lever les cornes* ». Montaigne dit, au contraire, « s'humilier et *baisser les cornes* ». Mais Pasquier veut *ôter la taie des yeux* de ceux qui les favorisent. Son discours est ainsi semé de métaphores familières ou de locutions proverbiales qui donnent un charme imprévu à sa parole. A-t-il réfuté un argument de M. Bobie : « c'étoit toutefois, lui dit-il, la principale *pièce de votre harnois* pour me combattre. » Repousse-t-il une objection : « C'est un amuseoir pour donner *quelque feuille* à votre cause. » Du Bellay a employé le mot *feuille* dans le même sens. « Ces raisons, dit-il, mises en parangon des autres, *perdirent feuille* et couleur. » Veut-il louer la bravoure d'Henri IV, il lui dit « qu'il n'a pas le bras engourdi pour combattre à *la chaude cole* ses ennemis (1). » Il n'y a que Montaigne au seizième siècle qui ait eu le même bonheur et la même variété d'expressions.

Mais, s'il enrichit son vocabulaire des termes naïfs et

(1) L'édition des *Œuvres de Pasquier* (Amsterdam) porte : à la *chaude mole*. Il y a là évidemment une faute d'impression. *Chaude cole* veut dire : vivacité, emportement. *A la chaude cole*, vivement, brusquement.

pittoresques de notre vieil idiome national, Pasquier imite, des langues anciennes, la dignité, le nombre, la bienséance oratoire. Sa phrase a déjà de l'ampleur et de l'aisance. Ses périodes, parfois traînantes, se déroulent pourtant avec facilité et se soutiennent sans trop d'effort. Son style est de robe longue, a dit Sainte-Beuve ; mais, comme ce magistrat du seizième siècle, tour à tour d'épée ou de robe, il allonge ou raccourcit sa robe à son gré. Il sait lancer le trait et aiguïser l'épigramme : il est prompt à l'attaque et à la riposte, et mérite l'éloge qu'il faisait lui-même d'Achille de Harlay : « Il sait fort bien répartir par une belle contre-batterie. »

La qualité maîtresse de Pasquier, celle qui domine toutes les autres et y met sa marque, c'est le jugement. Il voit vite et juste. Sa discussion est précise et pressante ; ses raisons sont bien enchaînées. Chez lui comme chez Boileau, le bon sens bannit toute digression fastueuse et toute parure superflue : bon sens vraiment français, qui ne craint pas de s'égayer et d'assaisonner une grave question d'un mot piquant ou d'une anecdote plaisante. Qu'on se rappelle l'épigramme latine imaginée par l'avocat en faveur des Paracelsistes, et donnée comme l'œuvre d'un poète contemporain ! Pasquier n'est pas un *parleur de métier*, versé dans l'art d'ajuster les mots et de construire laborieusement l'édifice savant du discours. Il n'embellit pas tout ce qu'il touche, il ne tire pas de la parole des effets brillants et inattendus ; mais il dit bien ce qu'il veut dire : « il est de ceux qui appellent pain ce qui est pain,

et vin ce qui est vin (1) ». Si la magnifique éloquence de Cicéron convenait aux tribunaux de l'ancienne Rome, si elle pouvait librement retentir au forum, sous le ciel d'Italie, aux derniers jours de la République, l'éloquence de Pasquier est mieux assortie aux usages de nos cours royales de justice et aux habitudes de nos parlements. Cicéron est le type accompli de l'avocat antique, Pasquier représente au seizième siècle le type de l'avocat moderne.

Lui-même a, du reste, admirablement défini la profession d'avocat et en a tracé les devoirs dans une lettre adressée à son fils, et qui semble être *le code du vieux barreau français* (2). « N'attendez point ici, lui dit-il, que je vous enseigne tous ces masques d'oraison qui nous furent représentés par les anciens Grecs et Romains ; en combien de façons il faut diversifier son bien dire, la manière de remuer les passions, la clôture agréable d'une clausule, et une infinité de belles fleurettes dont leurs livres et enseignements sont farcis. Tout l'artifice que j'entends ici vous donner est de ne point user d'artifice. » C'est le contre-pied de la méthode que suivent Cicéron et Quintilien. Dès le début, Pasquier se sépare de ces deux grands maîtres de l'éloquence latine. Personne plus que lui ne médaigne ces élégances apprêtées, ces séductions étudiées, ces *hypocrisies du discours* qu'enseignaient autrefois les rhéteurs à la jeunesse romaine. Plus de *mœurs oratoires* !

(1) Pasquier, *Plaidoyer pour l'Université contre les jésuites*.

(2) Léon Feugère, *Essai sur E. Pasquier*. (*Œuvres choisies d'E. Pasquier*.)

Le meilleur moyen de paraître honnête homme, c'est de l'être. Plus d'arguments spécieux et de passions feintes ! Le meilleur moyen d'émouvoir et de persuader les autres, c'est d'être ému d'abord, et persuadé soi-même. « Je veux que vous soyez prud'homme : quand je dis ce mot, je dis tout. »

Cicéron se vante d'avoir, dans l'affaire de Cluentius, répandu des ténèbres sur l'esprit des juges (1). Agir ainsi, c'est vouloir trahir la vérité en égarant ceux qui la cherchent; c'est vouloir donner à une mauvaise cause les apparences trompeuses de la justice. « Ne vous chargez point de cause que vous ne la pensiez bonne, écrit Pasquier. Combattez pour la vérité et non pour la victoire. Mais ces deux préceptes sont inutiles, parce que la prud'homie les apporte tout d'une suite quant et soi. » Un seul mot résume donc tous les conseils que donne Pasquier à son fils : *Soyez prud'homme*. Être prud'homme, c'est être homme de sens et de probité, preux et loyal (2). Belle définition qui traduit dans la langue de saint Louis le *vir probus* de Quintilien !

La lettre de Pasquier n'est que le développement de cette idée. Il montre successivement à son fils les obligations de l'avocat envers les juges, envers son adversaire, envers ses clients. Aux juges, il doit la vérité sans

(1) Voir *Quintilien*, liv. II, chap. xvii.

(2) *Prud'homme* vient de preux. *Preux* vient de *probus*. Ancien français : *preu* ou *pro*; féminin *prode* ou *prou*. (Voir Littré, *Histoire de la langue*, tome II, p. 205.)

phrases ; à ses adversaires, la vérité sans rudesse ; à ses clients, la vérité sans intérêt. Sincérité, courtoisie, dévouement, telles sont les trois vertus de sa profession.

Pasquier témoigne une sollicitude, disons plus, une charité vraiment chrétienne pour les clients dont l'avocat accepte la défense : « Vous devez entretenir vos clients d'une douce chère (1), ne les rudoyer... C'est pécher contre le Saint-Esprit de les repaître de vaines espérances, en leur administrant je ne sais quels moyens plus familiers au palais que je ne voudrais pour tenir les choses en longueur. » La conclusion est que l'avocat doit être avare d'honneur et non d'argent, « avaricieux d'une noble avarice ».

De la fameuse définition de Quintilien : *Vir probus dicendi peritus*, Pasquier ne met donc en lumière que la première partie, mais il trace un beau portrait de cette probité virile qu'il exige de l'avocat : « Je souhaite que cette prud'homie soit armée d'une vive force pour terrasser le vice, soutenir vertueusement le pauvre affligé, *faire pavois de votre conscience* contre les efforts des plus puissants qui veulent abuser de leur autorité et grandeur à la ruine des plus foibles. » — Cicéron engageait de même son fils à défendre l'innocent opprimé, mais il lui donnait ce conseil comme un moyen d'arriver à la gloire : « *Maxime gloria paritur et gratia defensionibus ; eoque*

(1) *Chère* (de *caru*, en basse latinité : visage), mine, contenance.
« Voyant ses serviteurs plongés en larmes, elle, d'une *chère* hardie, leur dit... » (*Recherches de la France*, VI, xv.)

major si quando accidit, ut ei subveniatur, qui potentis alicujus opibus circumveniri urgerique videatur (1). »

C'est au nom de la justice et du droit que Pasquier invite son fils à soutenir le pauvre affligé et à lui faire pavois de sa conscience.

Nous nous étonnons que d'Aguesseau, composant, un siècle plus tard, des *Instructions*, pour son fils, n'ait pas songé à rappeler la belle lettre d'Étienne Pasquier. Dans ces *Instructions* si complètes, où d'Aguesseau dresse la liste des auteurs que doit lire un jeune avocat, il semble ignorer qu'au seizième siècle le barreau français comptait au moins un modèle qu'on pouvait étudier avec profit avant Lemaître, Érard et Patru. Au point de vue du droit, de l'histoire, de la grammaire et de la langue, Pasquier n'est-il pas un guide précieux à consulter ? n'offre-t-il pas dans ses œuvres, comme dans sa vie, l'exemple de cet équilibre des facultés, si rare à notre époque et si remarquable de tout temps (2) ? N'est-il pas, en littérature, un des anneaux qui relient le siècle de François I^{er} au siècle de Louis XIV ? Pasquier est le prédécesseur immédiat des grands avocats du dix-septième siècle. Il en a la

(1) Cicéron, *de Officiis*, liv. II, xiv.

(2) « Étienne Pasquier fut d'accord avec les instincts et les données de sa nature : il remplit toute sa vocation. S'il ne sortit pas des horizons de son temps, on peut observer à son honneur qu'il les embrassa tout entiers. Venu dans une forte époque, mais pleine de conflit et de confusion, il nous offre, à travers quelques défauts de forme, l'exemple de l'un des plus excellents, des plus solides et des plus ingénieux entre les esprits modérés. » (Sainte-Beuve, *Causeries*, tome III.)

clarté et la haute raison. On pourrait presque appliquer à son éloquence ce que disait d'Aguesseau de l'éloquence du grand Arnauld : « C'est un corps plein de suc et de vigueur, qui tire toute sa beauté de sa force, et qui fait servir les ornements mêmes à la victoire. » Ce sera notre dernier mot sur Pasquier, avant d'étudier le père de celui dont d'Aguesseau faisait un si bel éloge.

CHAPITRE III.

ANTOINE ARNAUD.

Antoine Arnaud et sa famille. Sa conduite pendant la Ligue. Pamphlet de l'Anti-Espagnol. — Second procès de l'Université contre les jésuites. Plaidoyers d'Arnaud pour l'Université, de Louis Dollé pour les curés de Paris, et de Claude Duret pour les jésuites. — Henri IV et le duc de Savoie au Parlement. Plaidoiries d'Arnaud et d'Anne Robert. Conclusions de l'avocat général Servin. — Audiences d'apparat. Présentation au Parlement du connétable de Montmorency. — Les gardes de Normandie. — Crédit et grande position d'Arnaud. — Ses pamphlets : *la Première Savoisienne*; *la Délivrance de la Bretagne*; *Utile et salutaire avis au Roi pour bien régner*. — Jugement sur l'éloquence d'Antoine Arnaud. La famille Arnaud et Port-Royal.

Antoine Arnaud, avocat au Parlement de Paris sous Henri III et Henri IV, est le père du grand Arnauld de Port-Royal (1). Le père et le fils sont avocats par tempérament et par vocation. Les polémiques du grand Arnauld, au dix-septième siècle, sont « autant de plaidoyers (2) », et les plaidoyers de son père autant de polémiques où la chaleur du sang et le caractère de la race éclatent en traits passionnés et en mouvements fougueux.

(1) Le nom des Arnaud s'écrivait sans *l*. C'est l'illustre docteur en Sorbonne, le fameux janséniste Arnauld, qui inséra le premier un *l* dans son nom. Plusieurs de ses parents l'imitèrent.

(2) Expression de d'Aguesseau. *Quatrième Instruction à son fils*.

Les Arnaud étaient originaires d'Auvergne, comme Pascal et comme Domat; ils sortaient de cette rude province qui devait fournir de si vaillants champions au jansénisme, et de si terribles adversaires aux jésuites. Le père de notre avocat, M. de Lamothe-Arnaud, le premier de la famille qui vint s'établir à Paris, était procureur-général de la reine Catherine de Médicis. Gentilhomme, il avait d'abord pris le parti des armes, et, pendant les guerres civiles, avait commandé une compagnie de cheveau-légers. Il était alors huguenot. Il se convertit depuis au catholicisme, mais il appartenait encore à la religion réformée lorsqu'arriva la Saint-Barthélemy. Assiégé dans sa maison par une populace furieuse, il se défendit bravement jusqu'à ce que la reine, « par un mouvement d'affection peu ordinaire (1) », envoyât son lieutenant des gardes pour le dégager de ce péril et pour l'emmener en lieu sûr.

Antoine Arnaud, le second des huit fils de M. Lamothe-Arnaud, hérita de la charge de son père auprès de Catherine de Médicis. Il hérita aussi de son humeur. Jeune encore, il avait dû prendre dans l'éducation domestique et dans ses souvenirs de famille cette allure batailleuse et cette ardeur bouillante que nous remarquerons bientôt dans ses discours. Né pour la lutte, il voulut se consacrer tout entier à la profession du barreau. Il s'y distingua de telle sorte, dès ses débuts, « que M. Marion, depuis avocat-général du roi, désira l'avoir

(1) *Mémoires d'Arnaud d'Andilly*. (1734.)

pour gendre (1). » De son mariage avec Catherine Marion, Antoine Arnaud eut vingt enfants, dont le premier est Robert-Arnaud d'Andilly, à qui nous empruntons ces détails, et le dernier est l'illustre solitaire de Port-Royal, le savant et intrépide docteur du jansénisme. Vigoureuse et noble famille, « née pour la gloire du nom français », écrivait Balzac, et dont les traits principaux se retrouvent dans le caractère paternel.

Comme Étienne Pasquier, Antoine Arnaud, âgé seulement de trente-quatre ans, entra tout d'un coup dans la célébrité par un plaidoyer contre les jésuites. Linguet observe, avec raison, que les jésuites ont fondé la réputation de tous les gens de loi qui ont eu quelque affaire à plaider contre eux.

Depuis le procès de 1565 et l'arrêt de surséance qui avait appointé la cause des jésuites contre l'Université, les haines couvaient sourdement entre les deux parties rivales ; la querelle n'avait été qu'ajournée et, après une trêve d'environ trente ans, elle recommençait de nouveau. Cette fois l'Université était demanderesse, et « reprenait les arrhements de son appointé au conseil (2) ».

(1) « M. l'avocat général Marion fut un jour si satisfait de l'avoir entendu plaider, qu'il le prit dans son carrosse, l'emmena dîner et fit mettre sa fille Catherine Marion auprès de lui. Après le dîner, il le tira à l'écart et lui demanda ce qu'il pensait de sa fille. Ayant su qu'elle lui semblait d'un grand mérite, il la lui donna en mariage. » (*Dictionnaire de Bayle*, tiré du *Mercurie galant* (1693). Voir *Mémoires d'Arnaud d'Andilly*).

(2) *Arrhements* (errements), marche : « C'était reprendre les arrhements de la primitive Église. » *Recherches*, III, v. Voir Léon Feugère, *Glossaire des ouvrages de Pasquier*.

Entre le plaidoyer d'Étienne Pasquier et celui d'Arnaud, il n'y a pas seulement trente ans d'intervalle ; il y a une révolution et une guerre civile ; il y a l'assassinat de Henri III et l'attentat de la Barre sur Henri IV ; il y a la journée des Barricades et la Ligue. Le plaidoyer d'Arnaud ne peut se comprendre que si l'on pense à la date à laquelle il fut prononcé ; si l'on se reporte aux événements qui le précédèrent, si l'on se rappelle les troubles de Paris et les saturnales de la Ligue. Son discours semble un dernier écho des tempêtes qui bouleversèrent alors la France et déchaînèrent sur le pays les passions politiques et religieuses.

Lorsque Henri III, chassé par l'émeute, eut quitté sa capitale et se fut réfugié en province, Arnaud était resté à Paris avec sa femme et ses enfants. Il avait été témoin des excès démocratiques, des extravagances catholiques, des intrigues et des violences tyranniques de la Sainte-Union et de ses membres. Il avait entendu l'éloquence fiévreuse des prédicateurs, les sermons régicides du curé Boucher et du jésuite Commolet ; il avait assisté à ce débordement d'injures, de pamphlets, de sophismes qui se répandaient partout dans Paris. Trop ardent pour rester impassible devant un tel spectacle, il avait écrit lui-même un pamphlet anonyme, et avait dû fuir devant les soupçons et la colère des Seize. « On le fit chercher partout, dit son fils Arnaud d'Andilly, et il lui en aurait coûté la vie aussi bien qu'à M. le président Brisson, si l'on eût pu le trouver ; mais il se sauva déguisé en maçon, et s'en alla à Tours

où une partie du Parlement, demeurée fidèle au roi, avait établi son séjour (1). »

Le pamphlet qui a si fort irrité les Seize a pour titre : l'*Anti-Espagnol*. C'est la préface du plaidoyer d'Arnaud contre les jésuites ; il le prépare, il le commente, il l'explique. On a contesté à Antoine Arnaud la composition de cette éloquente diatribe, et dans sa savante *Histoire de la satire en France*, M. Lenient l'attribue sans hésitation à Michel Hurault, petit-fils de l'Hôpital. Restituons au célèbre avocat cette page de patriotique éloquence.

L'opinion qui attribue à Michel Hurault l'*Anti-Espagnol* ne s'appuie que sur l'autorité de Baillet. Savant écrivain du dix-septième siècle, bibliothécaire érudit de M. de Lamoignon, Baillet s'est occupé toute sa vie de découvrir les auteurs déguisés sous des noms étrangers ou cachés sous le voile de l'anonyme, et on ne peut certes lui refuser une compétence spéciale en pareille matière. Dans son traité historique et critique des satires personnelles qui portent le titre d'*Anti* (2), il assure que l'auteur de l'*Anti-Espagnol* n'est autre que M. du Fay (Michel Hurault de l'Hospital, seigneur du Fay) ; mais il n'appuie cette assertion d'aucune preuve, d'aucun témoignage. Où a-t-il acquis cette certitude ? Il n'en dit rien et se borne à une laconique affirmation.

Or, si nous ouvrons le recueil publié en 1593 sous ce

(1) *Mémoires d'Arnaud d'Andilly*.

(2) Baillet, *Satires personnelles, Traité historique et critique* (2 volumes in-12, 1689).

titre : *Quatre excellents discours sur l'état présent de la France*, nous y lisons cet avertissement de l'imprimeur : « J'ai choisi ces quatre discours *procédant de deux mains...* » Les deux premiers sont les libres discours de Michel Hurault ; les deux autres sont : la *Fleur de lys* et l'*Anti-Espagnol*. L'imprimeur qui les publie déclare que ces deux derniers discours ne sont pas de la même main que les précédents. Baillet, qui vit au dix-septième siècle, serait-il mieux renseigné que le contemporain d'Arnaud et de du Fay ? D'un autre côté, Robert Arnaud d'Andilly, dont nul ne peut suspecter la bonne foi, dit simplement dans ses mémoires que ces deux discours sont l'œuvre de son père. Il donne des détails précis sur l'époque et les circonstances de leur publication. Son père dut quitter Paris à la hâte, et sa mère le suivit à Tours avec son fils, alors âgé de deux ans. Arnaud d'Andilly a souvent entendu le récit de cette fuite, et sa déposition (venue trop tard, il est vrai, pour que Baillet pût la lire) (1) suffirait, il nous semble, à clore le débat.

Que l'on compare maintenant l'*Anti-Espagnol* avec les deux excellents discours de Michel Hurault, l'étude attentive de ces morceaux achèvera de porter la lumière sur cette question d'authenticité. Le même esprit règne sans doute dans les trois pamphlets : même haine de l'étranger, même revendication de la loi salique, même fidélité à la monarchie légitime ; mais quelle différence de ton et d'al-

(1) Baillet mourut en 1706, et les *Mémoires d'Arnaud d'Andilly* furent publiés en 1734.

lure ! La violence des sentiments et des expressions, les apostrophes et le *poing tendu* révèlent bien l'avocat Arnaud comme auteur de l'*Anti-Espagnol*. On reconnaît d'ailleurs le futur avocat de l'Université à sa colère contre les jésuites. Ceux-ci ne sont pas attaqués directement dans les libres discours de Michel Hurault. Arnaud, au contraire, les voit partout dans nos malheurs ; ce sont « des espies déguisées » qu'il poursuit jusqu'au bout de ses reproches et de ses injures. Mélange de passion galli-cane et de dévouement monarchique, son éloquent pamphlet touche de trop près à notre sujet pour que nous n'en citions point les passages les plus remarquables.

L'*Anti-Espagnol* est une énergique protestation en faveur de l'héritier légitime, Henri de Navarre, contre les prétentions du roi d'Espagne et les intrigues de ses émissaires. L'ambassadeur d'Espagne « a tant fait par ses prêcheurs et par les confessions des jésuites, qu'on lui a passé un contrat qui est en effet et en substance la vente de la couronne de France ». Il est question maintenant de ratifier ce contrat et de mettre la couronne sur la tête de l'infante d'Espagne. Arnaud s'indigne d'une proposition si déshonorante. Son âme se révolte à la pensée de voir la France en quenouille et gouvernée par une femme étrangère.

Il se représente déjà le Louvre changé en boudoir et les gentilshommes transformés en damerets. « Qu'au lieu d'un roi, s'écrie-t-il, nous ayons pour maîtresse, pour souveraine une Espagnole ? laquelle, au milieu d'une

douzaine de vieilles maures en un cabinet, reçoive les dépêches de l'Escorial, et ne pense qu'à obéir à son père qui commanderoit, par ce moyen, superbement à toute l'Europe ? et que dorénavant, au lieu de coursiers, de lances, de piques, de harnois et de toutes sortes d'armes, desquelles la cour de nos rois a toujours été remplie, nous ne voyons plus que cochers, qu'affiquets, que peintres, que fard, que vermillon, que blanc d'Espagne et toutes telles sortes de luxe et délicatesses de femmes !... Et que toujours incertains de notre condition, sans savoir qui sera notre maître, nous soyons assujettis aux mieux peignés qu'une femme voudra choisir et rechoisir pour mari ? de sorte que tous les plus grands seigneurs, au lieu d'aller chercher aux dépens de leur vie la gloire et la réputation au milieu des armées, s'amuse en une cour à se farder le visage, teindre les cheveux, à se parer et diaprer, pour plaire à celle qui, en une nuit, leur pourroit mettre la couronne sur la tête et les faire impérieusement commander à tous ceux qui cependant feroient la guerre à se faire défigurer le visage de coups ? Non, non ; la France ne s'acquiert pas ainsi ; la France *ne se donne pas en dot*... Pour être roi de France, il faut être né roi de France.... la France ne se gagne pas en une nuit pour coucher avec une fille (1) ! »

Quelle rudesse d'accent et quelle crudité de couleur ! Les souvenirs de Virgile se mêlent sous la plume de l'écri-

(1) *Mémoires de la Ligue*, Voir aussi : *Quatre excellents discours sur l'état présent de la France* (1593).

vain à des traits dignes de Juvénal : « O bienheureux nos pères, trois et quatre fois bienheureux, qui êtes morts en combattant pour n'être point Espagnols (1) ! » Tour à tour il raille et s'irrite. Il raille l'opulence de Philippe II, qui a fait banqueroute à ses créanciers de Gênes ; il flétrit la vénalité des *Seize voleurs*, qui ont reçu récemment trente mille écus pour se hâter de livrer le pays. Il déplore le sort de la France livrée aux mains de cette inquisition barbaresque, « qui fait pourrir les hommes en prison avant qu'ils sachent pourquoi ils y sont ». Il rappelle la cruauté des avides conquérants du Pérou. C'est en vain que les jésuites ont fait disparaître les exemplaires de l'histoire où étaient racontés les excès des Espagnols. « Braves bouchers, s'écrie-t-il, les mains vous démangent d'essayer si l'estomac des François, qui ne s'humiliera pas assez devant vous, sera plus mou que celui du pauvre sauvage ! Mais, tigres que vous êtes, vous n'en êtes pas encore là ! vous n'avez pas affaire à vos toubinambeaux !... O mourons plutôt, mourons le coutelas au poing, mourons épais les uns sur les autres, mourons vrais enfants de nos pères, qui pour l'honneur de la France et pour conserver sa liberté, ont couvert les plaines de Saint-Quentin de leurs corps, celles de Ranti et tant d'autres de ceux de ces méchants Espagnols ! » Beau mouvement, où l'emphase des termes disparaît dans la sincérité de l'émotion. C'est le *sursum corda*

(1) *O terque quaterque beati*

Queis ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis

Contigit oppetere ! (Énéide, I, xciv.)

d'un homme de bien, l'appel aux armes d'un zélé champion du bon droit.

Arnaud reviendra dans son plaidoyer sur les cruautés des Espagnols au Pérou, pour les faire injustement retomber sur les jésuites, pour dresser devant ceux-ci, comme des témoins accusateurs, les gênes publiques établies dans les marchés, les tortures et les supplices contre lesquels ils avaient cependant protesté. Plus tard nous pourrons faire nos réserves, mais, dans le feu de la guerre civile, nous ne discutons pas avec un soldat qui combat l'étranger dans son pays.

Nous admirons au contraire le courageux orateur, soit que, rappelant les massacres d'Anvers ou la défaite de Saint-Quentin, il s'abandonne aux élans d'une douleur légitime; soit que, dans une péroraison conciliante, il propose la concorde à tous les partis et jette les Français sans distinction entre les bras d'Henri IV. « Sa clémence est ouverte et très-assurée; elle surpasse toutes nos fautes, elle est immense. Le voilà qui nous tend les bras à tous. C'est notre père commun, notre vrai père..... nous sommes tous ses enfants. » Offrant alors le premier une main loyale à ses adversaires: « Sus donc! leur dit-il, montrons si nous avons en l'âme quelques restes de vrais François. Que le désir de conserver notre liberté et l'appréhension d'une misérable servitude étouffe toutes nos vieilles querelles. Ensevelissons-les dans l'amour de notre pays. Il n'y a plus d'autres partis que le François et l'Espagnol. » Une belle prière

couronne dignement ces patriotiques conseils : « Seigneur Dieu,.... assistez notre roi, nos princes, notre noblesse, nos bons soldats. Envoyez-leur vos anges pour les fortifier; remplissez-leur le front d'horreur, le bras de vigueur, et leur inspirez à tous une ardeur commune d'exterminer promptement de France tous ces infects et superbes Castellans (1). » Le discours d'Arnaud se termine sur une pensée de tolérance.

Pour tant de bon sens, de sincérité et de courage, nous ne craignons pas de placer ce pamphlet au-dessus du *Contre-Un* de la Boétie. Il y a entre les deux discours la différence de l'acte à la parole. L'un conclut d'une façon précise et publique; l'autre proteste en secret sans conclure : celui-ci n'est que la plainte étouffée d'une âme jeune et candide; celui-là le cri vengeur d'une conscience hardie et virile. La déclamation règne dans les deux ouvrages, mais elle s'inspire dans le *Contre-Un* des souvenirs de Rome et d'Athènes; dans l'*Anti-Espagnol*, elle est la langue naturelle d'une époque de guerre et de démence, où toutes les passions exaltées s'expriment en cris de fureur et se traduisent en images violentes. En somme, le discours de la Boétie ne vise et n'atteint directement personne; celui d'Arnaud est une arme de guerre qui frappe fort et porte juste.

Royaliste et gallican convaincu, Arnaud devait donc

(1) Ce passage sera textuellement reproduit par Arnaud dans son plaidoyer pour l'Université contre les jésuites. Voir *Histoire de l'Université de du Boulay*, tome VI, p. 837.

embrasser avec ardeur la cause de l'Université quand celle-ci fit assigner les jésuites devant la cour du Parlement. C'était en 1594. Henri IV venait de rentrer dans Paris. La Sorbonne s'était ralliée au roi, mais les jésuites avaient refusé de lui prêter serment et de prier pour lui jusqu'à ce que le pape l'eût reconnu. Le recteur de l'Université, le médecin Jacques d'Amboise, crut le moment favorable pour vider la querelle pendante entre les deux compagnies, et présenta à cet effet une requête au Parlement. Il rappelait dans cette requête que la secte des jésuites s'était, depuis ces derniers troubles, « totalement rendue partielle et fautrice de la faction espagnole, à la désolation de l'État », et demandait « que cette secte fût exterminée non-seulement de l'Université, mais aussi de tout le royaume. » Une partie des curés de Paris se joignaient à l'Université, en portant plainte des entreprises faites par les jésuites sur leurs paroisses.

Les jésuites firent tous leurs efforts pour éviter le débat. Ils apportaient sans cesse de nouveaux obstacles au jugement, et le Parlement se vit obligé d'ordonner, par un arrêt du 7 juillet, qu'à faute de comparaitre au jour marqué, ils seraient condamnés par défaut. Ils firent alors demander par Claude Duret, leur avocat, que la cause fût plaidée à huis clos. Sur les instances d'Antoine Séguier, avocat-général, et de François d'O, gouverneur de Paris, cette faveur leur fut accordée (1). L'éloquence d'Antoine Arnaud n'en devait pas moins percer les voûtes de la

(1) De Thou, *Histoire*, tome XII, p. 244.

grand'chambre et retentir dans toute la France. « Son plaidoyer est devenu, dit Linguet, avec les *Lettres provinciales*, une des plus fortes ressources des ennemis de la Société. C'est ce discours fameux que l'on a appelé *le péché originel de sa famille* (1). »

Disons-le d'abord, en ce procès, l'éloquence d'Arnaud n'est pas cette *prud'homie armée* que Pasquier conseillait à son fils, c'est une furie vengeresse qui semble, comme les Euménides d'Eschyle, poursuivre les coupables et leur remettre leurs forfaits sous les yeux. Elle ne redoute pas l'hyperbole, elle évoque les morts, elle prédit l'avenir, et dans ses véhémentes apostrophes, mêlant le français et le latin, imitant Cicéron, citant les Perses et les Grecs, elle déchaîne contre ses adversaires le torrent des épithètes blessantes et des métaphores injurieuses. Si l'on pense, en l'entendant, aux invectives de Démosthène contre Philippe et de Cicéron contre Antoine, c'est surtout pour regretter la mâle sobriété du premier et la forme achevée du second.

Le recteur de l'Université ayant d'abord prononcé un petit discours latin, suivant l'usage, Arnaud prit la parole après lui (2). Claude Duret avait demandé le huis-clos au nom des jésuites, en alléguant « que ceux-ci se trouveroient obligés de dire pour leur défense beaucoup de choses

(1) *Histoire impartiale des Jésuites*. (Tome II, liv. X, xxii.)

(2) « *Ambrosius rector Latine pauca præmisit ad diluendum quod obiciebant jesuitæ..... Post Ambrosium, acriter Antonius Arnaldus pro Universitate dixit.* » (*Histoire de l'Université* de du Boulay, tome VI, p. 822.)

qui ne pourroient manquer de faire de la peine à plusieurs seigneurs et à d'autres personnes qui s'étoient réconciliées depuis peu avec le roi (1). » Arnaud débuta par une protestation contraire: ses paroles ne pouvaient blesser qu'un Espagnol et non un Français. Mais comment ne pas entrer en une extrême indignation contre ceux qui avaient attisé chez nous le feu des guerres civiles? Ces gens-là, ce sont les jésuites. « Nul ne le révoque en doute, sinon deux sortes de personnes : les uns, qui sont d'un naturel si timide, qu'ils pensent encore être entre les mains des seize voleurs et des jésuites, leur conseil; et les autres qui sont de leur confrérie et congrégation. » —

L'orateur reprit alors, après Pasquier et comme en sous-œuvre, les griefs de l'Université contre la nouvelle société, ses membres et ses élèves. Il reprocha aux jésuites : 1° leur obéissance absolue à un général espagnol. A leurs yeux, le Christ vit en lui : « Si le Christ leur commandoit d'aller tuer, il le faudroit faire. Si donc leur général espagnol commande d'aller tuer ou faire tuer le roi de France, il le faut nécessairement faire. »

2° Leur vœu de pauvreté, qui ne les empêche pas de *voler* le bien des maisons, « On sait comme ils ont volé la maison des Bollons, qui étoit l'une des plus riches de Bordeaux. »

3° La gratuité de leur enseignement, qui est une amorce et un danger. Elle attire les riches comme les pauvres, « car la jeunesse débauchée aime beaucoup mieux dépen-

(1) De Thou, *Histoire*, liv. XII.

ser *in locis ædiles metuentibus* l'argent que leurs pères leur envoient, que de le bailler à un régent qui toute l'année travaille pour eux. »

4° L'influence pernicieuse des doctrines ultramontaines :
« Ceux qui ont une fois reçu cette vénéneuse et pestilentielle instruction, ont une soif continuelle de troubler les affaires de leur pays et d'avancer la domination espagnole. »
Reproduisant à ce propos une phrase de l'*Anti-Espagnol* :
« Courage donc ! s'écria-t-il, en se copiant lui-même, courage, brave et indomptable noblesse française ! Dieu protecteur des royaumes *vous remplira le front d'horreur, le bras de vigueur* ; il vous enverra ses anges *pour vous fortifier*, afin que *vous exterminiez bientôt des Gaules tous ces infects et superbes Castillans*. »

5° Il leur reprocha enfin leur nom même de jésuites :
« Ils ont contrevenu aux conditions du colloque de Poissy, en retenant le nom de jésuites qui leur étoit expressément défendu. »

Les jésuites invoquent en leur faveur l'*appointe au conseil* de 1565 : « Mais il y a grande différence entre l'année 65 et l'année 94. En 65, on craignoit le mal qui est advenu et plusieurs ne vouloient le présumer, trompés par les douces paroles emmiellées de ces hypocrites. Mais qui est-ce en ce temps-là pouvoit penser qu'il verroit des *mortes-payes espagnoles* (1) dans Paris fouler ces belles et larges rues, les mains en arcade sur les côtés, le front ridé, l'œil farouche,

(1) *Morte-payé*, soldat entretenu en tout temps dans les garnisons. Voir *Dictionnaire de Bescherelle*.

la démarche lente et grave? En 64, on n'avoit point ouï les pères Bernard et Commolet appeler le roi Holopherne, Moab, Néron, soutenant que le royaume de France étoit électif et que c'étoit au peuple d'établir les rois... » On reconnaît à cette réponse un témoin des scènes de la Ligue. Le portrait des *mortes-payes* espagnoles n'est-il pas vivement dessiné? Cette démarche hautaine, cet *œil farouche*, ces *maines en arcade sur les côtés*, n'est-ce pas l'insolence du vainqueur mise sous les yeux en traits frappants et qui font penser aux satires du vieux Régnier? Le poète du seizième siècle ne peint-il pas de même ces *François espagnolisés*, qu'on voit *relevés, emplumés*, la moustache au vent,

Se carrer sur un pied, faire arser leur épée,
et qu'on entend répéter à tout propos des *exclamations et admirations castillanes* (1)? L'avocat et le poète ont la même franchise d'accent et la même verve d'expression.

Mais autant les *mortes-payes* de Philippe II sont arrogantes et superbes, autant les Pères du collège de Clermont sont discrets et modestes. Arnaud fait encore une jolie peinture des commencements de la Société de Jésus et de ses envahissements successifs : « Ils ne sont pas venus en France à enseignes déployées, ils eussent été aussitôt

(1) Sat. VI et Sat. VIII. Voir ce que dit Régnier de ces vaillants, qui tuent tout le monde en paroles :

Morguent la destinée et gourmandent la mort ;
Relevez, emplumez, braves comme saint George,
Et Dieu sçait cependant s'ils mentent par la gorge.

(Régnier, Sat. VI.) Édit. Viollet-Leduc, 1853.

étouffés que nés; mais ils sont venus se loger en notre Université en petites chambrettes, où ayant longtemps renardé et épié, ils ont eu des adresses de Rome et des lettres de recommandation..... Ils ne vouloient que cette entrée, s'assurant que petit à petit ils feroient un si grand nombre d'âmes jésuites par leurs confessions, leurs sermons et instructions de la jeunesse, qu'à la fin non-seulement ils auroient tout ce qu'ils désiroient, mais ruineroient leurs adversaires et commanderoient superbement à l'État. »

Tous ces passages sont nets, colorés, pittoresques. Mais à côté se trouvent des morceaux diffus et prétentieux. On s'embarrasse parfois dans des phrases longues, chargées de mots français et latins, où l'orateur reprend deux et trois fois haleine, sans atteindre la fin de son interminable période.

Prenons au début quelques-unes des plus courtes, mais non des moins curieuses, de ces phrases sémi-latines : « Enfin, dit l'orateur, *venit lustris labentibus ætas*, qu'il est permis non-seulement sans crainte (et qu'on ne nous en pense point faire, *jamdiu e Gallia fugissemus si nos fabulæ istæ debellassent*), qu'il est permis (dis-je), avec honneur et avec gloire de parler contre *ces mauvais échantillons qui ont versé au peuple le breuvage de rébellion*, et l'ont nourri d'un pain très-dangereux en aigrissant *la pâte de la France du levain espagnol*! Ne pensez point, espions de Castille, rompre ce coup de l'ardeur françoise et nous remettre *ad moras judiciorum longas nimium et pro*

nocentibus compositas, comme vous fîtes en l'année 64. Lors on ne parloit de vos actions qu'en devinant : et pour un homme qui appréhende l'avenir, il s'en trouve toujours dix qui n'y pensent pas. Mais maintenant qui est celui qui en son corps, ou en ses biens, en la perte de ses parents et de ses amis, n'a senti les effets effroyables de votre conjuration ?.... — Henri III, mon grand prince, qui as ce contentement dans le ciel de voir ton légitime et généreux successeur, ayant passé sur le ventre de tous tes ennemis, régner tantôt paisible en ta maison du Louvre ; et maintenant sur la frontière rompre, dissiper et tourner en fuite (mille fois plus honteuse que la perte de dix batailles) les armées espagnoles et foudroyer de tes canons les dernières villes rebelles,..... assiste-moi en cette cause, et, *me représentant continuellement devant les yeux ta chemise toute sanglante*, donne-moi la force et la vigueur de faire sentir à tous les sujets la douleur, la haine et l'indignation qu'ils doivent porter à ces jésuites..... » Cette invocation à Henri III, nommé *mon grand prince*, nous étonne assurément ; et la *chemise sanglante* du roi, ainsi déployée devant nous, produit un triste effet à la fin de cette longue et pompeuse prosopopée. Mais Arnaud s'inquiète peu de froisser le goût, pourvu qu'il frappe les esprits.

Pasquier avait prédit les malheurs que la nouvelle Société de Jésus traînerait à sa suite. Arnaud fait ressortir la justesse de ses prédictions et représente au Parlement l'ivresse fatale, où *ces mauvais échantons* ont plongé ses

concitoyens. Il emprunte à Platon cette image des échantons qui enivrent le peuple du breuvage de la liberté et de la révolte : mais c'est à lui-même qu'il emprunte l'image du levain dont on aigrit la pâte de la France. Dans son pamphlet de la *Fleur de Lys*, écrit après l'*Anti-Espagnol*, il avait parlé de « ces hypocrites mélancoliques qui ont mêlé dans leur pâte le levain de la Ligue ».

Les images et les outrages se pressent sur ses lèvres dès qu'il s'agit de désigner les jésuites. Ce sont : des trompettes de guerre, des flambeaux de sédition (1), des vents turbulents qui n'ont d'autre travail que d'orager et tempêter continuellement le calme de la France. Ce sont des trahisseurs, des scélérats, des assassins, des meurtriers de rois. « Et cependant, s'écrie-t-il, en se souvenant des Catilinaires, ces confesseurs publics de tels parricides sont entre nous ; ils vivent, ils hument l'air de la France. Comment ! ils vivent ? ils sont dans les palais, ils sont caressés, ils sont soutenus ; ils font des ligues, des factions, des alliances et associations toutes nouvelles (2). » Ce sont eux qui brassent toutes les trahisons, qui corrompent les esprits de la jeunesse, et n'ont d'autre désir que de faire massacrer le roi ; leurs maisons sont les repaires où se machinent les complots contre la sûreté de l'État.

Cicéron, dans son second discours sur la loi agraire, avait

(1) « Trompettes de guerre, flambeau de sédition. » Expressions qui se rencontrent dans l'*Anti-Espagnol*.

(2) « *O tempora! o mores! senatus hæc intelligit : consul videt. Hic tamen vivit. Vivit? imo vero etiam in senatum venit.....* » (Première Catilinaire.)

prononcé contre Rullus une phrase restée célèbre : « *Quis legem tulit? Rullus; quis majorem partem populi suffragiis prohibuit? Rullus; quis comitiis præfuit? Rullus, etc.* » Arnaud emploie contre ses adversaires le même mouvement et le prolonge avec une verve et une énergie singulières : « Quelle langue, quelle voix pourroit suffire pour exprimer les conseils secrets, les conjurations plus horribles que celles des Bacchanales, plus dangereuses que celles de Catilina, qui ont été tenues dans leur collège, rue Saint-Jacques, et dans leur église, rue Saint-Antoine? Où est-ce que les ambassadeurs et agents d'Espagne ont fait leurs assemblées les plus secrètes, sinon dans les jésuites? où est-ce que Louchard, Ameline, Crucé et semblables renommés meurtriers ont bâti leurs conjurations, sinon dans les jésuites? Qui fit cette réponse sanglante contre l'apologie catholique, sinon les jésuites?... Qui fit perdre Périgieux, sinon les jésuites? Qui causa la révolte de Rennes, sinon les sermons des jésuites? Qui a présidé au conseil des seize voleurs, sinon les jésuites Commolet et Bernard?... Ne fût-ce pas dans le collège des jésuites, à Lyon, et encore dans celui des jésuites à Paris, que la dernière résolution fut prise d'assassiner le roi, au mois d'avril d'avril 1593?... Boutique de Satan, où se sont forgés tous les assassinats qui ont été exécutés ou attentés en l'Europe depuis quarante ans, vrais successeurs des Arsacides ou assassins... »

Bornons ici cette furieuse diatribe. Ce n'est plus une accusation, c'est une calomnie. La haine a son fana-

tisme, et l'orateur, égaré par elle, ne sait plus mesurer ses coups. Il voit un spectre colossal qui grandit sans cesse et dont l'ombre immense va bientôt couvrir le monde. Il s'acharne après ce fantôme dont les bras s'étendent partout; qui, parvenu au cardinalat, va devenir pape et va soudoyer des armées; qui prêche le meurtre des rois et médite peut-être celui de Henri IV. De là ces sanglantes invectives. Certes, le mouvement oratoire est puissant. Cette interrogation répétée, toujours suivie de la même réponse, produit un grand effet; mais, comme le fait remarquer Linguet, dans Cicéron; l'interrogation de l'orateur tombait tout entière sur Rullus et ne pouvait s'adresser qu'à lui; tandis qu'il n'y a pas ici une phrase où, au mot de jésuites, on ne puisse substituer ceux de capucins, feuillants, curés, docteurs, sans que la vérité en souffre. Est-ce qu'Aubry et Boucher étaient des jésuites? Est-ce que Lincestre, qui prêche l'évangile des boues, et Cueilly, qui fait son homélie aux crocheteurs, étaient des jésuites? Était-ce un jésuite que Roze, le fougueux évêque de Senlis? L'esprit de sédition et de vertige ne s'était-il pas répandu de tous côtés comme une contagion? La Sorbonne ne rendit-elle pas un arrêt qui vouait aux peines de l'enfer tous les partisans de Henri de Bourbon et qui défendait de faire ni paix ni trêve avec lui? Arnaud, lui-même, dans son *Anti-Espagnol*, n'a-t-il pas accusé le recteur de l'Université d'être vendu à l'Espagne et de réclamer l'inquisition? — Aujourd'hui, c'est la Société de Jésus qu'il charge seule de tous les crimes; c'est

elle qui a ensorcelé les Parisiens et qui suscite des ennemis au roi dans toute la France.

En finissant, l'avocat de l'Université supplia les juges de songer à l'avenir et de graver à jamais leurs noms au cœur de tous les gens de bien en exilant un ordre dangereux pour qui l'exil même était une peine bien douce, puisqu'il avait des richesses en Espagne, en Italie et aux Indes. Il s'adressa ensuite à Henri IV, comme s'il eût été présent : « Sire, c'est trop patienter, c'est trop endurer ces traîtres au milieu de votre royaume... Il est assez d'ennemis découverts à combattre en France, en Flandre et en Espagne ; défendez vos côtés de ces assassins domestiques. Pourvu que vous les éloigniez, nous ne craignons point tout le reste. Si on les laisse parmi nous, ils pourront toujours nous envoyer des meurtriers qu'ils confesseront, qu'ils communieront comme Barrière, et nous, Sire, ne pourrions pas toujours veiller. » Il conclut en demandant qu'il plût à la cour ordonner que tous les jésuites videraient le royaume quinze jours après la signification qui serait faite en chacun de leurs collèges ou maisons. Après les violences de la discussion, la péroraison ne manquait pas d'habileté. Il y avait de la tendresse dans ces conseils donnés au roi avec une filiale sollicitude. L'orateur justifiait sa haine pour les jésuites par son affection pour Henri IV, et, confondant ces deux sentiments, il mettait les juges dans l'alternative de condamner les ennemis du roi ou de paraître de mauvais citoyens.

Qu'on blâme l'emphase de ce plaidoyer, c'est justice.

De plus, il est rempli de citations inutiles, de rapprochements forcés, d'expressions outrées et d'injures brutales. Mais on ne peut nier que ce ne soit l'œuvre d'un orateur. On y sent le souffle puissant et le large mouvement de l'éloquence. On y distingue, dans un pêle-mêle de faits et de mots, les lueurs brillantes d'une forte imagination. La foudre éclate et sillonne parfois ce lourd tissu de phrases pénibles, et, au bruit de ce tonnerre qui gronde, on pressent déjà les orages que déchaînera bientôt à son tour le fils de l'impétueux avocat.

Étudié à la lumière de l'histoire, le discours d'Arnaud est plutôt une diatribe qu'un plaidoyer. C'est la suite et la seconde partie du pamphlet de l'*Anti-Espagnol*. L'orateur s'arrête à la surface des choses, et, volontairement ou non, ne voit ni les vraies causes des faits, ni le véritable caractère des personnages. Quel qu'ait été le rôle des jésuites pendant nos troubles civils, peut-on les considérer comme les inspireurs et les meneurs de la Ligue? Non sans doute. La Ligue fut, surtout à l'origine, un mouvement populaire dont le catholicisme était le prétexte, et la liberté le vrai but. Si les jésuites s'y associèrent, en furent-ils jamais les maîtres? Le mouvement commença sans eux et prit fin malgré eux. Guise, Mayenne, la duchesse de Montpensier, ne servaient, au nom du *Bien public*, que leur ambition et leurs rancunes. Les bourgeois de Paris suivaient un penchant naturel à l'opposition. Le peuple prenait sa revanche des orgies royales, des dilapidations du trésor, du faste et de l'insolence des mignons. Si les

jésuites prêtèrent leurs collèges pour y tenir des conciliabules, n'ourdit-on pas plus de complots dans l'hôtel du duc de Mayenne et dans les salons de madame de Montpensier ? Le jésuite Commolet, il est vrai, nommait le roi Holopherne, Moab et Néron. Il demandait une Judith et un Aod. Mais les jésuites ont-ils inventé la théorie du tyrannicide ? ont-ils prêché les premiers le meurtre légal, et les premiers sanctifié l'assassinat ? Sans rappeler le fameux plaidoyer du cordelier Jean Petit, au quinzième siècle, consultons seulement les libelles et les prédications du seizième. C'est par les pamphlets des réformés que les doctrines du régicide commencèrent à se développer peu à peu et à se propager (1). Voltaire remarque que ce furent les protestants qui justifèrent d'abord le meurtre légal (2). Quand Poltrot eut assassiné François de Guise, les Calvinistes firent l'apologie de l'homicide et l'érigèrent en théorie. On compara le meurtrier à Judith, et Théodore de Bèze, non content de l'absoudre, lui décerna la couronne céleste.

Mais les jésuites étaient les émissaires et les espions de l'Espagne. — Ils favorisèrent en effet les desseins de Philippe II et des Seize : mais leur tendance était au fond cosmopolite. Étrangers à toute nationalité, serviteurs d'une théocratie catholique, ils n'étaient pas plus Espagnols que Français, et ne représentaient vraiment que les doctrines ultramontaines (3).

(1) Voir Ch. Labitte, *Prédicateurs de la Ligue*, introduction.

(2) Voir Voltaire, *Essai sur les Mœurs*.

(3) Voir Henri Martin, *Histoire de France*, tome X.

Moins passionné, l'avocat de l'Université eût peut-être été plus clairvoyant. Mais il était ici l'interprète du sentiment général et de l'opinion populaire. Revenu de tant d'erreurs coupables ou de crimes insensés, le peuple, qui juge vite et ne connaît pas de mesure, s'en prit à la religion dont la Ligue avait emprunté le masque, et la personifia dans ses plus hardis défenseurs, les Jésuites. On établit une sorte de complicité morale entre la Compagnie tout entière et les actes ou les doctrines de quelques-uns de ses membres. Un jésuite espagnol, Mariana, ayant soutenu qu'en certains cas il était permis de tuer les princes, on cria partout que Henri III avait été tué à la Mariane (1). Après la soumission de Paris et l'entrée de Henri IV, l'Université qui s'était compromise dans les troubles crut mieux faire oublier ses torts en chargeant les jésuites de la responsabilité commune et des fautes publiques. Le clergé de Paris, qui n'avait pas la conscience plus tranquille, s'unit à elle; et la Société de Jésus se trouva seule contre tous les remords, tous les intérêts et tous les ressentiments coalisés.

Louis Dollé parla, trois jours après Arnaud, au nom des curés de Paris. Sans négliger les griefs invoqués déjà par l'Université, il reprocha spécialement aux jésuites de troubler la hiérarchie ecclésiastique. Il les accusa d'avoir empiété sur les attributions du clergé séculier, d'avoir détourné les fidèles de leurs pasteurs ordinaires en leur persuadant qu'ils n'étaient bien confessés et bien communies

(1) Voir Picot, *Histoire des États généraux*, tome III.

que par eux. Il signala cette usurpation de la confession et de la communion comme une violation manifeste des canons de l'Église et du règlement de Poissy. Il posa de nouveau à ses adversaires le dilemme que Pasquier leur avait déjà posé avec tant de force, et prétendit démontrer que les jésuites ne faisaient partie du clergé ni comme réguliers, ni comme séculiers. « Nous ne saurions vous voir de bon œil, parce que depuis que vous êtes parmi nous vous ne vous êtes point apprivoisés ; vous vous tenez couverts, vous cachez votre vie à tout le monde, *monstri nescio quid alitis*. Si vous êtes prêtres séculiers, pourquoi vous retirez-vous en des couvents ? si religieux, pourquoi avez-vous honte de le confesser ? L'Institution de votre ordre a un beau frontispice : vous vous obligez aux vœux ordinaires des religieux ; vous faites profession d'humilité et de mendicité ; mais on dira de vous ce que disoit Diogène des Lacédémoniens mal vêtus : *alter fastus !* Vous couvrez de plus hautes conceptions sous cette feinte humilité : *Sous vos haïres, vous cachez la pourpre ; sous vos cendres, un feu d'ambition.* »

Il énuméra les privilèges qui rendaient les jésuites redoutables à tout le clergé : « Ils ont le pouvoir d'absoudre les hérétiques, ce que ne peut faire l'Église gallicane tout entière. Ils ont le droit de commuer les vœux, d'administrer les sacrements, de dispenser des jeûnes, de s'habiller comme des laïques. Grégoire XIII leur a accordé l'autorisation de corriger toutes sortes de livres et notamment les écrits des Pères. On sait comme ils ont abusé de

ce droit en dépravant les plus beaux monuments de l'antiquité, ce qui achèvera de ruiner les bonnes lettres. Grégoire XIII enfin leur a donné une sorte d'inspection sur le peuple et sur le clergé, et les a faits superintendants de l'Église. Ils sont chargés d'examiner si tout s'y passe dans l'ordre (*recte, devote, reverenter*), et suivant l'usage de Rome (*rite et more Romano*). Ainsi sans qu'on puisse décider s'ils sont réguliers ou séculiers, les voilà devenus mattres des cérémonies, curés et pasteurs universels, et pour ainsi dire *évêques ambulants* (*hamaxerii Episcopi*). »

La discussion de Louis Dollé est précise et serrée. Il s'attache à prouver que les concessions des papes ont bouleversé la discipline de l'Église et cherche dans la Constitution même de l'ordre des jésuites les motifs qui doivent les rendre suspects : « Les Constitutions des autres moines sont fixes : les règles des jésuites sont muables à la volonté de leurs chefs, selon l'opportunité des temps, des lieux et des circonstances : mobilité redoutable, qui fait de l'ordre une armée prête à combattre partout avec toutes les armes (1). » Louis Dollé demande donc au Parlement de réprimer cette secte pernicieuse et de lui interdire les fonctions qui appartiennent aux curés.

Ce plaidoyer aurait plus de valeur et d'intérêt s'il n'était infecté du faux goût que nous avons déjà signalé et qui est la marque particulière de cette époque. Dollé parle à la fois français, grec et latin. La première phrase de son

(1) Voir Henri Martin, *Histoire de France*, tome X.

exorde nous apprend que le sénat de Rome, ayant condamné les sacrifices d'Isis et de Sérapis, ordonna que leur temple serait ruiné afin que les prêtres isiaques perdissent l'espérance de se voir jamais rétablis. Il nous rappelle, dans sa péroration, que les pontifes de Rome étaient obligés de donner avis au sénat des prodiges qui survenaient, pour les expier et les conjurer. Mais il applique adroitement ce souvenir à la requête des curés de Paris. Par un rapprochement habile, il ôte à leur poursuite tout caractère de rivalité jalouse, tout ce qu'elle semblait avoir d'agressif et de haineux ; il l'élève à la hauteur d'un grand devoir et d'une tradition sacerdotale : « Les demandeurs ont charge de choses sacrées comme avoient les pontifes romains. »

Claude Duret, l'avocat des jésuites, répondit peu de chose à ces deux véhéments plaidoyers : « *Cl. Duretus pro Jesuitis peroravit paucis* (1). » Soit par crainte de déplaire au Roi, soit pour éviter la malveillance publique, il n'entra pas dans le détail de la cause. Il dit qu'on ne devait pas changer en déclamation licencieuse une accusation publique ; que s'il se trouvait des coupables parmi les jésuites il fallait les nommer, et que ceux qui seraient dénoncés étaient prêts à se défendre. A la requête de l'Université, il opposa l'arrêt rendu trente ans auparavant et déclara qu'on ne pouvait une seconde fois plaider au fond cette affaire.

L'avocat général Antoine Séguier prit les conclusions

(1) *Histoire de l'Université de du Boulay.*

et se prononça pour un nouvel ajournement de la sentence. Les opinions des juges étaient divisées. Le président Augustin de Thou déclara avec émotion : « que laisser un tel procès indécis, c'étoit laisser la vie du roi dans l'incertitude ; et pour ne pas mourir sans avoir opiné sur le fond il étoit d'avis que tous les jésuites fussent chassés de France (1). » L'opinion d'A. Séguier prévalut, et la cause allait encore rester en suspens lorsqu'un tragique incident vint brusquement en hâter la conclusion. Un jeune homme de dix-neuf ans, Jean Châtel, attenta à la vie du roi. Il avait étudié aux jésuites et se confessait à eux.

C'étoit le coup de grâce de la Société. Châtel fut écartelé et les jésuites furent chassés de France. Henri IV signa l'arrêt qui les expulsait comme corrupteurs de la jeunesse et perturbateurs du repos public. Ils sortirent de Paris le 8 janvier 1595.

Ce procès retentissant avait illustré le nom de l'avocat Arnaud. Jamais il n'avait plus largement déployé ce que son fils appelle les *maîtresses voiles* de l'éloquence. Quelques-uns, comme l'Estoile, le malin chroniqueur de la Ligue, trouvèrent qu'il eût pu apporter à son plaidoyer plus de modération et de justice. Il avait traité les jésuites « comme gens qui ne méritoient pas seulement d'être chassés d'un Paris, d'une cour et d'un royaume, mais d'être entièrement raclés et exterminés de dessus la face de la terre. » Que s'il eût mis moins de passion, « il eût

(1) De Thou, *Histoire*, tome XII, p. 274.

été trouvé meilleur de ceux même qui n'aiment pas les jésuites et qui les souhaitent tous aux Indes à convertir les infidèles (1). » — Mais les juges admirèrent, pour la plupart, la foudroyante invective du jeune orateur. Arnaud d'Andilly recueillit plus tard de la bouche de l'un d'eux l'impression qu'il avait éprouvée en écoutant le discours de son père. « M'étant rencontré, rapporte d'Andilly, au jubé de l'église de Saint-Paul auprès de M. Hurault, archevêque d'Aix, qui avait été conseiller au Parlement, un jour que l'évêque d'Aire prêchoit, il me dit : « Il faut avouer que voilà bien prêcher. Mais si votre père que je vois là-bas eût été en la place de M. d'Aire, il nous auroit tous enlevés et attirés dans sa chaire, car il me souvient qu'étant l'un des juges lorsqu'il plaïda cette grande cause contre les jésuites, il nous émut tous de telle sorte que sans savoir où nous étions, nous nous regardions les uns les autres avec impatience de prononcer ce célèbre arrêt dont la mémoire ne mourra jamais dans notre histoire. » La part faite de la politesse flatteuse de l'archevêque d'Aix et de l'exagération filiale de d'Andilly, il reste encore là un assez glorieux témoignage.

La réputation d'Arnaud, dès lors répandue et consacrée, le fit désigner pour plaider dans une circonstance solennelle, analogue à celle où Pasquier et Brisson avaient livré un assaut d'éloquence, en présence de Charles IX et des ambassadeurs de Pologne.

En 1600, le duc de Savoie étant venu à Paris, Henri IV

(1) *Journal de l'Estoile*. (12 juillet 1594.)

le conduisit au Parlement. « Quand les princes étrangers ont passé en France, dit Pierre Mathieu, on leur a toujours montré ce lieu comme un abrégé de la grandeur du prince et un vrai portrait de Sa Majesté. » En sa qualité d'historiographe du roi, Pierre Mathieu nous a laissé un récit très-complet de cette séance d'apparat où les plus illustres avocats, « les Démosthènes de la France, » plaidèrent devant les plus illustres souverains dans le plus auguste sénat du monde (1).

Afin d'éviter la presse, le roi descendit par la rivière jusque vers le jardin du premier président. Il prit place avec son hôte en la chambre dorée, où ils pouvaient tout voir et ouïr sans être vus. Messire Achille de Harlay avait fait choisir une cause dont le sujet était fort tragique.

Un nommé Jean Prost avait été assassiné à Paris. Sa mère ayant pris soupçon contre le maître du logis où il demeurait, un boulanger nommé Bellanger, l'avait accusé du crime. Arrêt s'en était suivi, par lequel ce pauvre boulanger avait subi la question ordinaire et extraordinaire. Peu de temps après, deux voleurs condamnés à mort, confessant plusieurs méchants actes à l'heure dernière, confessèrent entre autres l'assassinat de Jean Prost. L'innocence du boulanger était donc avérée. Celui-ci présenta requête à la cour, demandant que la mère de la victime, qui l'avait accusé sans preuve et lui avait fait souffrir la géhenne, fût condamnée à une réparation et à des dommages et intérêts. Arnaud défendait la

(1) Pierre Mathieu, *Histoire de sept années de paix sous Henri IV*, liv. III.

mère ; Anne Robert plaidait pour le demandeur ; l'avocat général Servin représentait le ministère public.

Malgré l'humble condition des parties, le procès offrait un grand intérêt. Au fond c'était la légitimité de la *torture* qui était agitée dans ces débats. Cette institution barbare, qui ne devait être abolie qu'à la fin du dix-huitième siècle par Louis XVI, avait reparu dans toute son horreur avec le droit romain, et s'était compliquée de nouveaux supplices, tels que le chevalet et la roue. Quand le patient ne succombait pas à ces épreuves, il en sortait meurtri ou brisé ! Dès le seizième siècle, quelques esprits courageux s'étaient plaints déjà d'un si cruel usage, et en avaient montré l'absurdité et le danger. Dans une traduction de la rhétorique d'Aristote, Robert Étienne avait glissé quelques réflexions sur l'incertitude des témoignages arrachés par la torture. Montaigne avait donné à ces réflexions l'accent plus vif et le mouvement plus animé de son style. « N'est-il pas horrible et cruel de tourmenter et de rompre un homme de la faute duquel vous êtes encore en doute ? Que peut-il croire de votre ignorance ? Êtes-vous pas injustes vous, qui pour ne le tuer sans occasion, lui faites pis que de le tuer (1) ? » Cette interrogation de Montaigne était justement celle que l'avocat Anne Robert posait au Parlement de Paris, en présence du roi de France ; mais, au lieu de l'adresser directement aux magistrats, il l'adressait à la défenderesse, en la taxant de calomnie.

(1) Montaigne, *Essais*, liv. II, chap. vi.

La mère de Jean Prost se retranchait derrière l'arrêt des juges qui avaient ordonné les poursuites, et trouvé les présomptions suffisantes. L'avocat du demandeur écarta la personne des premiers juges, pour faire peser toute la responsabilité de l'erreur sur la mère dénonciatrice. « Qui doute que les pleurs et les larmes malicieuses de cette femme n'aient été de fausses adresses et des inductions suffisantes pour surprendre la prud'homie des meilleurs juges, qui, au milieu de la nuit, c'est-à-dire en l'obscurité d'un crime occulte, ont suivi la route des formes ordinaires de la justice ? » L'avocat fit ressortir avec force les terribles conséquences d'une dénonciation si légèrement faite : un malheureux livré au supplice sur une conjecture téméraire : « Si vous n'étiez excusable comme mère, quels tourments seroient suffisants pour punir celle qui a fait courir à un homme innocent fortune de la vie et hasard d'être mis sur la roue ? » Et s'adressant alors aux juges : « Imaginez-vous, messieurs, s'écria-t-il, les misérables gémissements de cet innocent, au milieu de la cruauté d'une question ordinaire et extraordinaire, n'ayant lors autre sentiment que de ses douleurs. En une heure, mille morts sans mourir : un corps gehenné, tiraillé, demi-déchiré, les nerfs séchés et roidis, ses membres froissés et fracassés avec un incroyable traitement du reste de son corps, lié, tiré, misérablement étendu. Et à dire vrai, c'eût été à ce pauvre homme un grand heur de mourir ; car ce qui lui reste n'est plus un corps entier, ce sont pièces disloquées et disjointes, membres

rompus, estropiés, affoiblis ; ayant à présent le corps réduit en tel état et en telle misère, que malaisément désormais il pourra au travail de ses bras gagner la vie de lui, de sa femme et de ses cinq enfants. C'est la clameur et les plaintifs gémissements de ces pauvres petits enfants dont la voix pénètre au ciel, et la plainte en vient jusques à vous en ce lieu pour vous émouvoir à pitié. Lui cependant se voyant misérable en son corps, et sa famille réduite à la mendicité, vit et meurt tout ensemble. Ce lui est une peine qui toujours redouble, une douleur qui toujours se renouvelle, et une mort qui jamais ne prend fin. »

Cette peinture pathétique n'était pas ici un hors-d'œuvre de rhéteur et une digression banale. L'avocat était au cœur de son sujet, en étalant aux yeux de la cour le spectacle affreux des supplices infligés à son client. Aucune de ses paroles, il est vrai, n'impliquait un blâme absolu de la torture en elle-même. Il n'opposait pas la raison à l'usage ; il ne demandait pas de quel droit on punissait un accusé avant d'avoir reconnu son crime, ni comment les juges espéraient démêler la vérité au milieu des cris d'angoisse du supplicié, entre ses rétractations et ses contradictions perpétuelles. Mais le tableau seul, qu'il venait de tracer en termes si expressifs, parlait assez haut. On croirait presque à certains traits entendre Voltaire s'écrier au dix-huitième siècle : « Quoi ! vous n'avez point de preuves, et vous punissez pendant deux heures un malheureux de mille morts, pour vous

mettre en droit de lui en donner une d'un moment?...

— J'ignore encore si tu es coupable, et il faudra que je te tourmente pour m'éclairer. Et si tu es innocent, je n'expierai point envers toi ces mille morts que je t'ai fait souffrir, au lieu d'une seule que je te préparais? Chacun frissonne à cette idée(1). » Les auditeurs durent frissonner en effet, en voyant les traces vivantes du supplice enduré par le demandeur.

Anne Robert avertit les juges en finissant que la sentence qu'ils allaient rendre intéressait la sécurité générale : « Il importe de savoir s'il sera permis désormais à un père, à un frère, d'accuser qui bon lui semblera, d'exposer un innocent aux plus cruels traitements, sauf à s'excuser ensuite sur l'ignorance ou la douleur... C'est pourquoi cette cause importe au public et à l'exemple. Car, encore que le demandeur n'ait autre qualité que de simple bourgeois ou artisan, si est-ce que pour obtenir raison en justice et obtenir réparation du tort qui lui a été fait, il s'estime assez grand, puisqu'il a ce bonheur de vivre sous l'état paisible du meilleur des rois, qui, ayant comblé la France d'une prospérité entière, maintient également en sa protection et sous la sauvegarde de Sa Majesté, la vie et le salut de tous ses sujets, pauvres et riches, grands et petits. »

Racontant ce procès, en passant, dans son histoire de Port-Royal, Sainte-Beuve cite la première phrase du

(1) Voltaire, *Commentaire sur le livre des Délits et des Peines*. (Chap. XII.

plaidoyer d'Anne Robert et la critique avec raison : mais il ne va pas plus loin, et sur cet unique échantillon nous laisse à deviner le ton de la harangue entière. N'y-a-t-il pas injustice à donner l'idée de tout un plaidoyer par une seule phrase ? Certes les défauts du plaidoyer sautent aux yeux : et nous y reviendrons tout à l'heure ; mais nous croyons en avoir produit assez d'extraits pour démontrer que cette éloquence n'était pas déjà si méprisable ; que l'avocat Anne Robert était digne de se mesurer avec Arnaud ; et qui sait (hâtons-nous de le dire avant que le Parlement se soit prononcé) ? digne peut-être en cette occasion de le vaincre et de gagner sa cause.

Arnaud, qui plaidait pour la défenderesse, insista habilement sur les circonstances qui avaient suivi le meurtre, et les opposa au demandeur. Après la mort de Jean Prost, le propriétaire et sa femme s'étaient emparés de son argent ; et ne s'étaient pas inquiétés de dénoncer le crime à la justice. « C'est chose étrange que mon pauvre fils ayant été ainsi cruellement massacré, vous qui ne le voyiez plus revenir en votre maison, au lieu de m'avertir, êtes allé en sa chambre prendre son argent ; vous l'avez transporté hors de chez vous et l'avez baillé à cacher à votre beau-frère. Et qui pis est, interrogé par la justice, vous l'avez dénié formellement et plusieurs fois, jusques à ce que votre fils, trop jeune pour déguiser la vérité, a déclaré le lieu où vous l'aviez mis. Tellement qu'il n'a pas tenu à vous que ces assassins ne soient demeurés impunis ; mais l'œil pénétrant de la justice divine, qui ne s'endort

jamais, ne les a point perdus de vue, et pour un vol commis deux mois après les a ramenés au supplice. »

On accuse la malheureuse mère d'avoir jugé avec précipitation, on la taxe de calomnie. Mais quoi ? « Toutes les présomptions étoient que la victime avoit été tuée par quelqu'un qui désiroit son argent. A qui m'en pouvois-je donc mieux adresser qu'à celui qui s'en trouvoit saisi ? Si mettant sous le pied l'assassinat de mon fils, comme font quelques mères, je vous eusse seulement demandé son bien, vous ne pouviez éviter une condamnation infâme et rigoureuse. Parce que j'ai poursuivi la vengeance de l'homicide, je suis aujourd'hui en danger d'être condamnée : quelle récompense ! »

Le demandeur se plaint d'avoir souffert la géhenne : « Ne considérez-vous point que la douleur que vous avez endurée sera cause que vous serez aujourd'hui du tout absous ? Sans cela votre larcin ne pouvoit demeurer impuni. La demande des dommages et intérêts n'appartient qu'à ceux qui sont du tout innocents. Si vous êtes accusé de deux fautes, et que vous soyez trouvé coupable de l'une, vous devez implorer la clémence de la justice et non sa rigueur. » Bellanger, suivant Arnaud, n'apprécie pas assez les services que lui a rendus la torture. En arrachant des aveux au véritable meurtrier, n'a-t-elle pas du même coup démontré l'innocence du demandeur ? « Ainsi une géhenne vous a tourmenté ; ainsi une autre géhenne vous a soulagé, ayant découvert votre innocence pour le regard de l'homicide..... Contentez-vous de votre bonne fortune

et n'insultez point davantage à ma misère. Ne craignez-vous pas qu'on ait moins de pitié de vous et du mal que vous avez enduré, quand on voit que vous n'en avez point de moi et de ma détresse ? »

« Après ces deux discours, dit Pierre Mathieu, les opinions des auditeurs étoient tellement suspendues, qu'ils ne savoient de quel côté incliner. L'avocat général Servin se leva alors et trancha toute indécision en séparant le vrai du vraisemblable, et en faisant pencher l'aiguille de la balance justement du côté où le poids de la raison emportoit le jugement. »

Le discours de Servin est un chef-d'œuvre de fastidieuse prolixité. Servin déclara d'abord que Dieu n'ayant doué les parties ni de la science, ni de la parole, il fallait louer les avocats de l'assistance qu'ils avaient prêtée à leurs clients. Il fit l'éloge des avocats et résuma les faits que chacun d'eux avait présentés. Deux controverses dans les déclamations du rhéteur Sénèque pouvaient être rapprochées du cas soumis à la cour. Servin les cita tout au long. Il plaignit vivement la demanderesse et fit une longue dissertation sur l'amour maternel. « Rien n'est plus constant que l'amour du père envers l'enfant, mais les mères ont l'affection plus véhémence. Témoin le jugement de Salomon..... Un vieux gendarme d'Hérode, nommé Tyron, fut tellement indigné de ce qu'il voyoit un père cruel, qu'il en devint comme forcené. » Il est donc bien croyable que la mère de Jean Prost ait regretté son fils, et celui-ci s'étant plaint à elle de ses hôtes, il est bien

naturel qu'elle les ait accusés de sa mort. Les juges se sont trompés, il est vrai, en faisant mettre Bellanger à la torture, mais on ne peut écouter les plaintes des condamnés contre les juges. Dieu répand l'intelligence dans les esprits des hommes avec telle mesure qu'il lui plaît : « Nous prenons l'humeur de l'eau, la chaleur du feu, la solidité du corps de la terre ferme et l'esprit de l'air, mais la justice nous vient de Dieu. » Dieu, en poussant l'esprit des juges à condamner Bellanger à la torture, voulait peut-être punir celui-ci d'un crime antérieurement commis. En tout cas, le demandeur doit prendre son mal comme un accident envoyé du ciel, tel que le cas fortuit que les Grecs nommaient *fortune divine* (1). Voilà une consolation bien efficace pour le torturé !

Servin ne s'inquiéta pas de savoir, en présentant la torture comme une expiation, si la peine subie était en rapport avec la faute à expier. Donner raison au torturé, c'était donner tort à la torture, et Servin regardait la torture comme un mal nécessaire. « Certainement, si c'est un mal, il est néanmoins bien ordonné, et par bonnes lois, qui se pratiquent en tous pays esquels la justice est bien réglée. » Sa conclusion était en faveur d'Arnaud et aboutissait à mettre les parties hors de cour et de procès.

L'arrêt du Parlement fut conforme à l'avis de l'avocat-

(1) Arnaud avait dit de même dans son plaidoyer : « Le tonnerre est révérend par ceux mêmes qui en sont frappés. Ces punitions ordonnées par la justice sont les châtimens de la main de Dieu..... »

général. Et ce jugement, comme toute l'action, plut au roi et au duc de Savoie.

Ce procès nous fournit de curieux renseignements sur les idées et le style à la fin du seizième siècle. Voilà des esprits éclairés et, qui plus est, des hommes de cœur, Arnaud et Servin, qui admettent et soutiennent l'utilité d'une épreuve aussi douteuse, la justice d'une coutume aussi révoltante que celle de la question. Au dix-huitième siècle Montesquieu, dans l'*Esprit des lois*, ne daignera pas même la combattre par des arguments, et se contentera de la flétrir en quelques mots : « J'entends la voix de la nature qui crie contre moi, » dira-t-il. Cette voix-là était encore étouffée, à l'époque dont nous parlons, par les traditions, les préjugés, et par un reste de barbarie que les guerres récentes avaient développé ou entretenu.

Quant au style, on ne pourrait prétendre qu'il fût en avance sur les idées, au palais. Avec des parties remarquables, beaucoup trop oubliées et dédaignées, selon nous, il offrait des inégalités et des bizarreries choquantes. C'était un mélange singulier de précision et d'enflure, de prétention et de naïveté, de mâle vigueur et de fausse élégance. Anne Robert, jouant sur le nom du président Achille de Harlay, comparait, dans son exorde, les sentences du Parlement à la lance d'Achille, qui pouvait seule guérir les blessures faites par Achille. Ainsi, les arrêts du Parlement, présidé par un autre Achille (de Harlay), pouvaient seuls réparer la condamnation des premiers juges. Il comparait de même la mère de Jean Prost à Cérès, et

l'infortuné boulanger à Pélops. « La déesse Cérès, ayant mangé l'épaule de Pélops, se condamna elle-même à remettre et raccommoder à Pélops une épaule d'ivoire; ainsi doit faire la défenderesse. »

Arnaud ne le cédait pas en érudition à son adversaire. Il racontait au boulanger que Caius Antonius avait été comme lui faussement accusé et compromis sans raison dans la conjuration de Catilina. Il le consolait des souffrances de la torture avec une maxime du philosophe Crantor. Servin renchérit encore, on l'a vu, sur la science des deux avocats, et d'excellentes choses, très-sensées ou très-habiles, répandues dans les trois discours, se trouvèrent ainsi noyées dans un fatras de subtilités pompeuses, de comparaisons ampoulées, et, pour parler comme Pasquier, *de rapiécages inutiles*.

Qu'y faire? ces lambeaux de pourpre ravissaient les contemporains et faisaient tomber en extase l'historiographe Pierre Mathieu. Pour flatter le goût de l'auditoire, Arnaud (suivant le satirique Tallemant des Réaux), avait « je ne sais combien de volumes de papier blanc où il faisoit coller par le libraire les passages des auteurs tout imprimés, qu'il coupoit lui-même et réduisoit sous certains titres. » Ce que rapporte Tallemant est fort probable, et plus d'un orateur à la mode devait recourir au même procédé. Un arsenal de citations était indispensable en ces temps d'érudition obligée.

En dehors des circonstances exceptionnelles où les plus fameux avocats plaidaient ainsi devant le souverain ou les

princes étrangers, le barreau avait d'autres occasions de déployer la magnificence et la pompe de son langage. Quand le roi avait créé un duc et pair, un amiral ou un connétable, le ministère de l'avocat était requis pour présenter le nouveau dignitaire au Parlement, et demander la vérification des lettres royales qui lui conféraient son office. Toute la cour se rassemblait en audience solennelle dans la grand'chambre ou chambre dorée. Là, le premier président faisait promettre à celui qui venait en quelque sorte recevoir l'investiture de sa charge « de bien et loyaument exercer cet office, de garder les ordonnances et de rendre la justice au pauvre comme au riche. » Debout au barreau, *l'épée déceinte et la tête nue*, le nouveau dignitaire prêtait à haute voix le serment requis et accoutumé.

Patru, au dix-septième siècle, alléguait ces présentations comme une preuve que la matière et les occasions de l'éloquence ne manquaient pas plus aux avocats modernes qu'aux anciens (1). C'était aussi l'avis de Robert Arnaud d'Andilly. « Tout le monde sait, dit-il, que les présentations des officiers de la couronne, telles que celles des connétables, des amiraux, des ducs et pairs et des maréchaux de France, sont les plus grands efforts de l'éloquence, parce qu'elles sont de ce *genre démonstratif* et sublime, qui ne doit rien avoir que d'élevé et de noble, et qu'ainsi, pour y réussir, elles doivent être des chefs-

(1) *Œuvres de Patru*, lettre au Révérend Père ***, de la Compagnie de Jésus.

d'œuvre, comme le panégyrique de Trajan, par Pline, qui passe avec raison pour une merveille de l'antiquité. » Le genre démonstratif est ce genre d'éloquence qui a pour objet la louange ou le blâme. On y rapporte l'oraison funèbre et le discours académique. La harangue de présentation tenait à la fois de ces deux espèces de discours. C'était, pour la pompe du style et la sincérité des louanges, comme un morceau détaché de la future oraison funèbre du personnage. Mais elle était prononcée, ainsi qu'à l'Académie, en présence du récipiendaire et de ses parrains, devant un public d'élite. L'écueil de ce genre était une flatterie outrée et une rhétorique banale. L'exemple même que choisit d'Andilly nous indique d'avance les défauts habituels de ces harangues d'apparat. Malgré tout son mérite, le panégyrique de Pline n'est qu'une ingénieuse et brillante déclamation, où les fines antithèses, les piquantes descriptions et les agréments recherchés du style, font ressortir l'oubli de l'ancienne liberté et les habitudes de l'éloquence nouvelle.

Arnaud fit seul quatorze de ces *actions extraordinaires* (1). « Pour montrer, écrit son fils (2), de quelle manière il emportoit les esprits, je crois pouvoir dire une particularité arrivée dans celle de M. de la Trémouille... Mon père parlant de la bataille de Fornoue, gagnée par Charles VIII en Italie, où M. de la Trémouille, si connu

(1) *Action* au sens latin : discours, plaidoyer. « *Actiones, quæ recitantur, impetum omnem perdunt.* » Pline le jeune.

(2) Arnaud d'Andilly, *Mémoires*.

dans nos histoires, acquit tant d'honneur et de gloire, il toucha de telle sorte ses auditeurs, que M. le duc de Montpensier, prince du sang, qui étoit venu au Parlement pour assister M. de la Trémouille en cette occasion, tira à demi son épée sans savoir ce qu'il faisoit, et dit après l'action finie : « Faites-moi, je vous prie, embrasser M. Arnaud. Il m'a enlevé de telle sorte, qu'il m'a fait passer pour fou, car, croyant être au combat et ne sachant ce que je faisois, j'ai tiré à demi mon épée. » L'anecdote est intéressante et ne prouve pas moins la fougue du prince que celle de l'avocat.

En 1595, Arnaud fit reconnaître le duc Henri de Montmorency en qualité de connétable de France devant le Parlement de Paris. Le nouveau connétable étoit le fils de ce Montmorency, qui avait combattu par la famine l'invasion de Charles-Quint en Provence. Filleul de Henri II, il avait été, avec le duc de Nevers, dit Brantôme « le parangon de toute la chevalerie ». Nommé par Charles IX au gouvernement du Languedoc, il y étoit resté pendant plus de cinquante ans et avait fait une rude guerre aux Huguenots. Henri IV le créa connétable en 1593, avec mission de pacifier la Provence et le Dauphiné.

Le discours d'Arnaud (on pouvait s'y attendre) est embelli de tous les ornements qu'on goûtait alors ; mais il porte sa marque, il garde l'accent de l'homme et du citoyen. L'avocat ne se contente pas de louer, il conseille ; aux éloges il joint les leçons. Parlant d'un grand seigneur

dont la vie se mêle en tant d'endroits à l'histoire contemporaine, Arnaud ne peut oublier non plus la patrie et ses malheurs. Il ne peut oublier que l'Espagnol occupe encore nos provinces, que la Picardie est en son pouvoir; que malgré la bravoure du roi, il y a des gens qui désespèrent de l'avenir et se résignent à l'occupation étrangère. Son âme s'échauffe, son patriotisme éclate, et d'une harangue officielle il tire en plusieurs passages des traits de généreuse éloquence.

Il débute, suivant l'usage, par une citation poétique. De même que le phénix renaît des cendres de son père, de même des cendres de ce grand connétable, Anne de Montmorency, tué les armes à la main à l'âge de quatre-vingts ans, on voit renaître un autre connétable de France tout couvert des lauriers de son père, reverdissant chaque jour. L'orateur rend un bel hommage à ces anciennes maisons françaises, nées avec la monarchie, et dont le sort est si étroitement lié au sort de cet empire, qu'il faut qu'elles demeurent debout avec lui, ou, s'il tombe, qu'elles soient ensevelies sous ses ruines. Entre ces anciennes maisons, celle des Montmorency a toujours tenu le premier rang. Elle avait pour cri d'armes : « Dieu aide au premier chrétien et premier baron de France ! » Réveillez-vous, illustres ancêtres, et soyez témoins des honneurs accordés à votre dernier descendant ! Henri de Montmorency est digne de cet Éverard qui servit si vaillamment Hugues Capet. La maison de France n'a pas oublié les services qu'a rendus le baron Éverard au chef de sa race. Il est digne de ce Mathieu

de Montmorency qui contribua, par sa bravoure, à la victoire de Bouvines. « Il abattit et gagna en cette journée seize enseignes sur les ennemis, en souvenance de quoi le roi voulut qu'au lieu de quatre alérions, il en eût seize dans ses armes. » Il est digne enfin de ce duc Anne de Montmorency qui, sous François I^{er}, préserva la France « d'une des plus épouvantables armées qui se fût dressée en Europe depuis cent ans. En peu de mois, par des ruses et stratagèmes surpassant tout ce qui se lit de l'antiquité, il harassa, ruina, dissipa, et enfin chassa honteusement hors du royaume cette grande nuée d'hommes, ne laissant autres marques de ce grand appareil, que les charognes de vingt-cinq mille de ses meilleurs soldats pour engraisser les plaines de Provence. »

Héritier de ces grands hommes, Henri de Montmorency a été élevé dans les armées et a grandi au milieu des alarmes. Sa jeunesse s'est passée dans les batteries furieuses et les assauts. Et pourtant, après tant de guerres et de fatigues, le connétable ne peut songer au repos : « ses prouesses combattent en lui l'espérance de l'avenir avec la gloire du passé. »

Par sa vigilance et son courage les Espagnols ont été déjà rompus et ruinés, si bien qu'ils n'ont osé depuis s'approcher du Languedoc. Il lui reste maintenant à mériter d'autres louanges « et à s'élever lui-même des statues plus durables que l'airain ». La charge de connétable apporte avec elle de grands privilèges et de grands devoirs. Premier officier de la couronne, le

connétable « porte en sa main l'épée de France devant laquelle marche la terreur et l'effroi, accompagnée d'honneur et de révérence ». Il est le chef de l'armée, en l'absence du roi ; en temps de guerre, il ordonne les batailles ; en temps de paix, il est le gardien de la discipline, et c'est sur la discipline militaire que nos ancêtres ont bâti le fondement de cet État. Or quel temps eut jamais besoin d'une main plus ferme et d'une autorité plus vigilante ? La discipline est anéantie par l'insolence des soldats ; la France est saccagée, et la plupart des terres sont sans culture. Arnaud termine sa harangue par une exhortation pleine d'espoir, où nous retrouvons le ton, l'élan, la couleur de l'*Anti-Espagnol* : « Si par je ne sais quelle malheureuse nonchalance, ou plutôt trahison tout ouverte, nous servons aujourd'hui de risée à ceux qui n'entendoient jamais parler de nos pères sans trembler, nos ennemis ne dureront point devant nous lorsque les finances (principal nerf de la guerre), bien et saintement ménagées, rempliront toutes sortes de magasins et ôteront toute excuse aux gens de guerre bien payés, de vivre autrement aux champs qu'à la ville... Et lors on reconnaitra la faute de ceux qui, par mollesse de cœur ou par affection secrète qu'ils portent à l'Espagne, ne servent qu'à jeter parmi nous des craintes et des frayeurs étranges ; âmes viles, abjectes, indignes d'être nées en France parmi la liberté, la générosité et la gloire des armes !... Et maintenant que tous les François déploient leurs étendards sous l'oriflamme, qui sont ces gens ici qui nous veulent

faire des frayeurs de ceux qui n'ont duré que par nos divisions, ne se sont accrus que par nos guerres civiles et ne se maintiennent que par nos désordres?... Il ne faut douter que dans peu d'années nos ennemis ne soient chassés et exterminés de tout ce qui est dans les anciennes limites de la Gaule. » Quant au nouveau connétable, il s'engage, par la bouche de son avocat, à faire « que les armées soient effroyables aux ennemis, douces et gracieuses aux sujets; que la justice soit obéie en tous les endroits du royaume, et que les deniers publics soient bien et saintement maniés ».

N'est-ce pas là une noble façon de louer? et dans cette énergique péroration, Arnaud ne relève-t-il pas par ces martiales exhortations ce qu'avait de monotone et de convenu le genre même qu'il traitait? A côté du tribut de compliments qu'il devait à son client, on est heureux de trouver ce retour ému vers la France et ce fier dédain pour les âmes viles qui la délaissent ou la trahissent. L'avocat trace du même coup, en termes élevés, le rôle du connétable dont il augure si bien, et lui fait sentir la responsabilité qu'il accepte.

On trouva cependant, dans le public, qu'Arnaud avait été trop flatteur pour Henri de Montmorency. On dit, s'il faut en croire l'Estoile « qu'il avoit louangé son héros à la façon des avocats ». Il y eut même des critiques assez mordantes. Un jeune avocat huguenot, nommé du Pleix, qui avait plus d'esprit que de jugement, releva dans un discours écrit ce que la harangue d'Arnaud pouvait avoir

d'exagéré. Ce factum fit assez rire le monde, car il y avait bien de la médisance. Arnaud s'en plaignit, rapporte Tallemant des Réaux, et il fut ordonné que l'autre viendrait lui en faire satisfaction à huis clos. Du Pleix, quand ils furent là, dit : « Messieurs, j'ai fait une sottise, il faut que je la boive. Faites ouvrir, cela sera plus exemplaire pour la jeunesse à huis ouvert qu'à huis clos. » Et, en pleine audience, il pria Arnaud de lui pardonner.

On serait presque tenté d'admirer une légèreté si noblement réparée, si du Pleix n'avait ensuite pris sa revanche des excuses qu'il avait dû faire. Pour jouer un méchant tour à la famille Arnaud, il se mit à rechercher dans les registres de la chambre des comptes, et fit voir qu'on avait enregistré des brevets de pension pour services rendus par des enfants de la famille qui étaient encore à la bavette. Cela fut cause qu'on leur raya plus de douze ou quinze mille livres de pension (1). Arnaud payait cher les louanges qu'il avait données au duc de Montmorency.

Nous avons entendu le véhément avocat déployer dans des causes bien diverses son indomptable impétuosité et s'abandonner, même dans le *genre démonstratif*, aux élans passionnés d'une belliqueuse éloquence. Toutefois on connaîtrait mal Antoine Arnaud comme orateur judiciaire, si l'on s'en tenait à ses harangues d'apparat et à son réquisitoire contre les jésuites. Il savait en d'autres occasions être vraiment jurisconsulte et parler sans affectation la langue précise et sérieuse de la logique et du droit.

(1) Tallemant des Réaux, *Historiettes*.

Arrêtons-nous un instant sur un important plaidoyer oublié aujourd'hui, et dont les exemplaires mêmes sont presque introuvables : *les Gardes de Normandie* (1).

C'est une discussion de droit féodal. Il s'agit d'un point controversé des coutumes de Normandie au sujet de la Garde noble ; point de droit coutumier délicat et complexe, qu'Arnaud élucide dans son plaidoyer pour M. de Guise (2). « Mon père, dit d'Andilly, défendoit la *Garde royale* sur laquelle étoit fondé le droit de M. de Guise contre la *Garde seigneuriale* sur laquelle étoit fondé le droit de M. le Prince. » N'en déplaît à d'Andilly, il a mal saisi le sujet du débat et n'a pas compris le discours de son père. La question nous semble assez curieuse et le plaidoyer assez remarquable au point de vue du droit et de l'histoire pour que nous insistions sur les détails de cette cause et que nous tâchions d'y jeter quelque lumière.

Marie de Clèves avait épousé en 1572 son cousin

(1) « Rien n'a été plus recherché que ce plaidoyer, dit Arn. d'Andilly, et comme j'en avois plusieurs exemplaires, je ne pus en refuser à des personnes de qualité, principalement de Normandie, qui m'en demandoient. Il m'en restoit quelques-uns dans mon cabinet à Pomponne ; mais ils furent dissipés avec d'autres papiers de mon père par les soldats, lors des guerres civiles de 1649 et de 1652. »

La Bibliothèque nationale ne possède qu'un exemplaire de ce plaidoyer avec cette mention : *Extraordinairement rare*.

(2) *Garde noble*, garde du fief d'un vassal mineur. Elle conférait au gardien la jouissance de tous les biens échus à l'enfant par la mort de son père ou de sa mère. D'après quelques coutumes, elle appartenait à l'époux survivant. En Normandie, elle appartenait toujours soit au roi (*garde royale*), pour raison de fief tenu immédiatement de lui ; soit au seigneur de qui le fief inférieur mouvait (*garde seigneuriale*).

Henri I^{er} de Bourbon, prince de Condé. Elle mourut en 1574 en couches de mademoiselle de Bourbon, sa fille unique, qui lui survécut environ vingt-deux ans.

Elle laissait à sa fille, entre autres biens, certaines baronnies de la valeur de six mille livres de rente relevant du comté d'Eu. Ces baronnies ne restèrent pas sous la garde du père de l'enfant mineur, mais elles tombèrent en la garde du comte d'Eu, conformément à la *coutume de Normandie, qui accorde aux seigneurs l'usufruit sur les fiefs appartenant à leurs vassaux âgés de moins de vingt ans*.

En 1577, le cardinal de Bourbon, tuteur de mademoiselle de Bourbon, sa petite-nièce, en appela au Parlement de la saisie faite par le bailli d'Eu des baronnies tombées en la garde du comte d'Eu, son seigneur. Cet appel fut rejeté ; mais mademoiselle de Bourbon étant morte, Henri II de Bourbon, prince de Condé, comme héritier de son père et de sa sœur, porta de nouveau l'affaire pour être jugée à fond par le Parlement.

Il soutenait par l'organe de son avocat, maître de la Martillière, que le *droit de viduité* avait la préférence sur le *droit de garde*. Il opposait les droits du père veuf aux droits du suzerain ; le droit de viduité du prince de Condé, veuf de Marie de Clèves et père de mademoiselle de Bourbon, aux droits du duc de Guise, comte d'Eu.

Le duc de Guise soutenait au contraire que le droit de viduité n'existait pas dans le comté d'Eu ; et par conséquent « qu'au gain des fruits dont il étoit question, feu

M. le duc de Guise, comte d'Eu, avoit eu non-seulement la préférence, mais les seuls droits (1): »

Ce procès fut plaidé en 1611, au commencement de la régence de Marie de Médicis. Les deux parties y assistaient. D'un côté, on voyait Henri de Bourbon, prince de Condé, premier prince du sang; et de l'autre madame la duchesse douairière de Guise; Charles de Lorraine, duc de Guise, comte d'Eu et gouverneur de Provence; la princesse de Conti et le duc de Chevreuse. La curiosité de la cour de France était vivement excitée par ces débats princiers; et l'on s'entretenait le soir au Louvre de ce qui s'était passé le matin au Parlement.

L'affaire dura sept audiences, sur lesquelles Arnaud en tint lui seul plus de quatre. Son discours n'offre aucune trace des ornements surannés qui déparaient les discours précédents. Le raisonnement au contraire est serré, clair et vigoureux; le style, ferme et simple; l'ordonnance du plaidoyer est régulière et les diverses parties en sont bien agencées. Dès le début, l'orateur s'engage « à ne proférer une seule parole qui ne puisse être retranchée sans faire tort à sa partie, et surtout à ne dire une même chose deux fois ».

Après un exorde qui n'a de remarquable qu'une extrême simplicité, Arnaud précise le point en litige et fait

(1) Ceux que cette discussion de droit coutumier pourrait intéresser trouveront l'analyse détaillée du plaidoyer d'Arnaud dans les *Mémoires concernant la Comté-Pairie d'Eu*, par Louis Froland, ancien avocat au Parlement de Paris (1722).

assez longuement l'historique de la question. L'intérêt du plaidoyer commence quand il discute et combat pied à pied les objections de son adversaire.

La Coutume, dit l'avocat du prince de Condé, parle de la *garde d'orphelins*. Or, mademoiselle de Bourbon n'était pas orpheline, car elle avait encore son père. Par conséquent, la cour n'a pu ordonner en 1577 que feu M. de Guise jouirait de l'usufruit des baronnies de l'orpheline en vertu de son droit de garde.

C'est dénaturer le sens des mots, répond Arnaud. On appelle *orphelin* celui qui a perdu sa mère, quand il est question du bien de la mère : *orphelin* celui qui a perdu son père, quand il s'agit du bien du père (1). « La coutume de Normandie distingue soigneusement les deux estocs (2). Ce sont divers biens, divers patrimoines; et selon que l'enfant a perdu son père ou sa mère il est réputé orphelin en parlant du bien, de la substance, des facultés du mort. »

Cette réponse pourrait suffire, mais Arnaud ne veut pas manquer l'occasion de donner à son adversaire une leçon d'étymologie. Appelant alors à son aide les auteurs de l'antiquité, il étudie successivement le sens du mot

(1) « Dans l'ancienne constitution juridique de la France, toute condition des *personnes* était mêlée à une condition analogue *des terres*. » (Ch. Giraud.)

(2) *Estoc*, propriété, patrimoine. « L'ancien *estoc* du peuple. » (Pasquier, *Recher.* V, xv.)

Estoc signifie aussi : race, origine. « Ces François étoient du vieil *estoc* des Gaulois. » (Voir *Glossaire de Pasquier*, par L. Feugère.)

ὄρφανός en grec, *orbus* en latin : et après l'énumération de plusieurs textes :

« Ce qui tranche tout, s'écrie-t-il, ce qui ne laisse lieu quelconque de douter, c'est un vers d'Euripide en l'*Hippolyte*, où il introduit Thésée regrettant amèrement la mort de sa femme. « Ma maison, dit-il est déserte et mes enfants sont *orphelins*. »

Ἐρημος οἶκος, καὶ τέκν' ὄρφανεύεται (1).

« C'est le père qui parle et qui dit que ses enfants sont *orphelins* parce qu'ils ont *perdu leur mère*. » L'autorité d'Euripide met donc à néant l'objection. C'est à peu près le seul passage de ce grand discours où notre avocat mette à contribution ses cahiers et recoure à son arsenal de citations classiques.

On invoque, il est vrai, reprend Arnaud, *le Praticien français* qui définit la Garde une *tutelle*. Or, dit-on, celui qui a un père n'a que faire de tuteur : il ne tombe donc point en garde. — Mais cet argument est trompeur et fallacieux. Le droit de garde est un droit féodal qui n'a rien de commun avec la tutelle, et l'avocat du duc de Guise établit nettement la distinction : « La Tutelle rend compte de tout : la garde ne rend compte de rien. Le mineur ne peut être *tuteur* pour quelque occasion que ce soit. Le mineur peut être *gardien* et avoir lui-même un curateur. Sans doute les grandes affections de père, de mère, d'aïeul, ne peuvent être vaincues par aucune per-

(1) Euripide, *Hippolyte*, vers 817. Édition Firmin Didot.

sonne ; mais elles n'ont rien de commun avec le droit féodal de garde. M. le prince de Condé étoit *tuteur* de mademoiselle de Bourbon, sa fille. Monsieur de Guise, comte d'Eu, étoit *gardien* des fiefs au dedans de son comté d'Eu, appartenant à mademoiselle de Bourbon. Les lois conservent la tutelle ou puissance au père ou à l'aïeul. Mais quant à ce qui regarde l'émolument, elles le lui ôtent. C'est de l'émolument seul qu'il est question ici. Ce n'est point forcer ni violenter la nature que de conserver à chacun le droit qui lui appartient. »

L'avocat du prince de Condé est allé chercher des raisons en sa faveur dans la loi anglaise. Il allègue un passage de Froissart (vol. IV, ch. xc) d'après lequel, « en Angleterre, le roi a la garde de tous héritages d'enfants qui demeurent *orphelins de père*, tandis que les *orphelins de mère* ne sont point en garde. ». — Il prétend appliquer la même règle en Normandie.

Qu'importe ? répond Arnaud. « Les Anglois sont aujourd'hui nos alliés et nos bons amis. Mais pendant plusieurs siècles ils ont été les ennemis jurés de cette couronne, tels appelés par les édits et lettres patentes de nos rois. Quelle apparence de prendre la loi de ses ennemis ; et que nos rois et leurs grands barons règlent leurs gardes en Normandie selon qu'il aura plu aux Anglois de les accorder à leurs rois ? Les monarques de la fleur de lys ont accoutumé de donner la loi et non de la prendre. »

Voilà l'accent de l'homme ! Arnaud reparait dans cette courte et fière observation. Il n'admet pas plus les exem-

ples de l'Angleterre en jurisprudence qu'il n'accepte l'ingérence et la direction de l'Espagne en politique.

L'avocat du prince de Condé soutient encore « que les enfants doivent le droit de viduité à leur père ». Cela n'est point. Car puisqu'ils sont tombés en garde ils ne peuvent devoir le droit de viduité, « étant impossible par nature que deux puissent avoir le droit d'usufruit sur une même chose ». Le droit de viduité du reste n'existe pas dans le comté d'Eu. « Ce comté, se régissant par sa coutume particulière, n'obéit à la Coutume générale de Normandie qu'autant que sa coutume particulière n'y déroge pas. »

On voit au milieu de quel dédale d'usages, de traditions et de coutumes la justice était exposée à s'égarer au seizième et au dix-septième siècle. Ce qui était la règle à Rouen ne l'était pas dans la ville d'Eu. La législation variait non-seulement d'une province, mais encore d'une seigneurie à l'autre. L'usage tenait lieu d'équité, et tous les raisonnements venaient expirer devant cette phrase : C'est la coutume !

Quoi de plus étrange cependant et de moins équitable, au point de vue de la raison, que ce droit de garde qui enlevait en partie l'enfant à son protecteur naturel pour le mettre, lui et ses biens, sous la dépendance d'un étranger ? qui empêchait, par exemple, la jeune fille de se marier sans l'autorisation du seigneur gardien de ses domaines ? et qui donnait ainsi au suzerain non-seulement la garde du fief, mais de la personne du vassal mineur et

subordonnait les droits de celui-ci aux convenances de celui-là ?

Arnaud, pour soutenir la cause du duc de Guise, associa les intérêts de la couronne à ceux de son client. Il rappela au Parlement que, représentant seul les trois états du royaume, il était le conservateur des droits augustes du domaine royal. Or c'était leur porter préjudice que de donner la préférence au droit de viduité sur le droit de garde. En ce qui concernait le droit de viduité, il n'y avait point de différence entre la *garde royale* et la *garde seigneuriale*; et la cause ne se pouvait juger contre monsieur de Guise qu'elle ne se jugeât du même coup contre le roi. « Messieurs les gens du roi ne nous abandonneront point dans une cause où Sa Majesté a cent fois plus d'intérêt que nous. Car de penser ici faire différence entre la garde royale et la garde seigneuriale, cela ne se peut. Il ne seroit ni juste, ni honnête, ni utile de juger que le roi eût conservé ses gardes entières et que ses grands vassaux en eussent perdu la plus grande partie. La coutume prouve au contraire que quand le roi jouit de son plein-fief, si l'arrière-fief tombe en garde, Sa Majesté n'a d'autre droit que celui de son vassal. Tellement qu'en ruinant le droit de son vassal on ruine le sien. »

Loin d'opposer la garde royale à la garde seigneuriale, comme le rapporte d'Andilly, Arnaud identifiait donc les deux gardes et cherchait à défendre l'une au nom des intérêts communs de l'autre.

Ce procès donna lieu à un incident assez rare. Quand

l'affaire eut été plaidée, l'avocat général Servin conclut pour M. le Prince. Arnaud dit alors que, défendant les droits du roi, et monsieur l'avocat général ayant conclu au contraire, il demandait la permission de répliquer. Aux termes de notre législation actuelle, le ministère public une fois entendu, les parties ne peuvent obtenir la parole après lui (1). C'était aussi une ancienne maxime au Palais que le ministère public (excepté quand il était partie principale) ne pouvait être contredit (2). Le Parlement toutefois dérogea à l'usage établi en faveur d'Arnaud. Celui-ci, ayant obtenu la réplique, renversa tout le plaidoyer de Servin et emporta par son éloquence un appointment au Conseil qui équivalait à cause gagnée pour M. de Guise.

Après de si brillants succès au barreau, une seule chose pouvait tenter l'ambition d'un avocat : une grande charge au Parlement. La place de premier président du Parlement de Provence étant devenue vacante, M. de Guise avait passion d'y porter Arnaud et était en pouvoir de le faire. Arnaud déclina cet honneur. Il avait déjà en 1605, à la mort de son beau-père Simon Marion, refusé la charge d'avocat-général. A Concini, qui lui offrait une place dans le conseil, il répondit : « Je ne désire d'être que ce que je suis ; parce que je veux toujours me voir en état de ne faire la cour à personne. »

Il y avait dans ces refus autant de fierté que de sagesse. Arnaud aimait sa profession : il en appréciait l'indépen-

(1) Art. 87 du Règlement du 30 mars 1808.

(2) Voir Dalloz, *Répertoire de Jurisprudence*, ministère public.

dance. Il en avait fait par l'autorité de son caractère une sorte de magistrature respectée des magistrats eux-mêmes. Son arbitrage était invoqué dans les circonstances les plus graves et les plus délicates, dans les querelles de famille. Étant un jour allé solliciter des juges pour un procès qui lui tenait au cœur, « plusieurs de ceux-ci, dit son fils, le remercièrent de l'obligation qu'ils lui avoient d'avoir ramené la paix dans leur famille. » Il était chef du conseil d'une quantité de princes, de princesses et de grands qui ne consultaient jamais que chez lui dans son cabinet. Les pensions qu'il touchait à ce titre montaient plus haut que les gages et les appointements attachés à la charge d'avocat-général. Il pouvait donc mener un grand train, « vivre splendidement, » et, malgré le nombre patriarcal de ses vingt enfants, soutenir les dépenses de sa maison et suffire à ses libéralités.

Par la renommée et l'influence dont il jouissait, à la fin du seizième siècle, Arnaud nous donne l'idée de ces orateurs romains, dont parle Tacite, qui sans être au pouvoir étaient puissants et tenaient le premier rang dans la République. « *Hi clientelis exterarum nationum redundabant; hos ituri in provincias magistratus revere-
bantur* (1)... » « C'étaient ceux dont l'immense clientèle embrassait des nations étrangères; ceux que tout gouverneur de province honorait avant son départ, cultivait après son retour, ceux au-devant de qui semblaient venir les prétores et les consulats. » Les mêmes témoignages

(1) Tacite, *Dialogue des Orateurs*, § 36. Traduction Burnouf.

d'estime étaient accordés à l'avocat Arnaud par les plus grands seigneurs du royaume. « Ceux qui étoient gouverneurs de province lui venoient dire adieu quand ils alloient dans leur gouvernement, et le venoient voir quand ils en revenoient, » écrit textuellement Robert Arnaud d'Andilly. « Les favoris faisoient de même et je puis parler comme l'ayant vu diverses fois. Il me souvient qu'étant avec lui dans son cabinet à quatre heures du matin, j'y vis entrer le maréchal d'Ancre, qui lui dit : Vous ne m'attendiez pas à l'heure qu'il est? — Non, monsieur, lui répondit mon père. Eh! qui vous amène donc si matin? — Rien autre chose, lui repartit-il, que pour vous dire adieu, parce que je m'en vais en Picardie... » — Telle étoit la faveur qui suivait Arnaud à la cour, comme à la ville, qu'on put le croire un instant en passe d'obtenir la plus haute dignité de la magistrature. Il avait été question de lui pour les sceaux et la place de grand chancelier de France. Le maréchal de Bassompierre, au retour d'un voyage en Lorraine, pendant lequel les sceaux avaient vaqué, rencontrant d'Andilly au Louvre, lui dit : « On nous avoit mandé que le roi les avoit donnés à monsieur votre père, mais j'y trouvois une difficulté : c'est qu'il en est capable. » Le mot est joli pour un courtisan. Courage, monsieur de Bassompierre! vous maniez finement l'épigramme, et Beaumarchais ne fera que vous répéter.

Indépendant par sa fortune, puissant par ses relations et sa clientèle, d'un esprit droit et d'une vie intègre,

Arnaud, ainsi que Pasquier, portait haut le sentiment de la dignité professionnelle. Il y joignait le plus ardent *patriotisme*. A une époque où l'idée de la patrie semble n'être qu'une notion confuse et bien obscurcie, où catholiques et protestants acceptent ou sollicitent l'appui de l'Espagne et de l'Allemagne, où la France n'est qu'un champ de bataille en proie à la fureur des partis, la patrie subsiste cependant, respectée et vivante, dans l'âme de quelques courageux citoyens (1). Nous avons déjà vu Arnaud provoquer la colère des Seize par un pamphlet, qui ne put rester longtemps anonyme. L'auteur de l'*Anti-Espagnol* lutta jusqu'à la fin pour le parti du droit et de la France. En 1598, après la soumission de Mayenne et la prise d'Amiens, quand le duc de Mercœur, cousin des Guises, résistait seul au roi légitime et, fortifié dans la ville de Nantes, avec son Parlement et son armée, maintenait la Bretagne dans la rébellion, Arnaud fit paraître le *Libre Discours sur la délivrance de la Bretagne*. L'exorde, comme celui des Catilinaires, y éclate brusquement, *ex abrupto* : « Quoi ! ce duc de Mercœur retiendra-t-il toujours l'embouchure de la rivière de la Loire contre un roi de France, un roi victorieux?... Sire,

(1) « Quelle patrie aviez-vous, cardinaux de la Balue, Duprat, Lorraine ? » demande Voltaire. « Où était la patrie du duc de Guise le Balafré ? Était-ce à Nancy, à Paris, à Madrid, à Rome ? » — Tandis que les nobles n'hésitaient pas à servir l'étranger pour contenter leur ambition ou maintenir leurs privilèges, la haute bourgeoisie, que représente Pasquier, les avocats du Parlement, comme Arnaud et ses amis, ne voulurent servir que la France.

c'est trop endurer l'insolence, la témérité et les outrages de cet orgueilleux Salmonée (1), qui dans votre royaume fait du souverain, tenant un Parlement et des États et vous menace d'armées castillanes ! » On sait qu'Henri IV, cette année même, eut raison du duc de Mercœur et rendit enfin la paix au royaume.

Les guerres civiles apaisées, Arnaud ne crut pas devoir rester indifférent aux grandes questions politiques. Lorsque, après sa visite à Paris, le duc de Savoie Charles-Emmanuel faisait des difficultés au sujet du marquisat de Saluces, Arnaud écrivit contre lui *la première Savoisienne*. Cette *Savoisienne* fut publiée sans nom d'auteur en 1601. Attribuée à Arnaud par le père Lelong, dans sa Bibliothèque historique, elle lui fut contestée par Fevret de Fontette en 1769 (2). « Je ne crois point, dit ce savant, que la première *Savoisienne* soit de A. Arnaud. Il y a dans cet écrit bien des choses qui ne peuvent convenir à A. Arnaud. » Le début seul a pu tromper Fevret de Fontette. Le reste de l'ouvrage au contraire porte bien la marque de son auteur. Pour mieux garder l'anonyme, Arnaud se vieillit au début de sa philippique, et déroute à dessein la

(1) Salmonée, fils d'Éole, qui voulut imiter le tonnerre et fut foudroyé par Jupiter.

*Vidi et crudeles dantem Salmonea pœnas
Dum flammâs Jovis et sonitus imitatur Olympi.*

(Virgile, (*Œn.*, vi, 585.)

(2) Voir *Bibliothèque historique de la France*, par Lelong, nouvelle édition revue, corrigée et augmentée, par Fevret de Fontette.

curiosité du lecteur : « Puisque tant de cruelles blessures que j'ai reçues en servant nos bons rois Charles et ses deux successeurs, m'ont collé au lit sans grande espérance de recouvrer jamais ma santé, attendu mon âge, si faut-il au moins (ne pouvant mieux) que je serve mon roi et mon pays de ce qui me reste entier, qui est la parole. »

Arnaud se déguise : mais son style le trahit. Nous ne citerons qu'une phrase de son pamphlet pour y reconnaître ses expressions et sa manière. Engageant le roi de France à soutenir ses droits à tout prix, fût-ce par les armes : « Il faut confesser, dit-il, une grande pusillanimité ou une foiblesse extrême, quand on vient à rendre ce qu'on a légitimement conquis. Nous sommes, Dieu merci, bien loin l'un de l'autre, car, quant à la timidité, elle n'entra jamais au cœur de notre roi : s'il en eût eu la moindre tache, il y a longtemps qu'il fût ruiné et son État couvert de ténèbres ; mais bien plutôt pouvons-nous dire que tant de *prouesses*, tant de trophées lui élancent des conceptions de plus hautes entreprises, contre tous ceux qui lui en donneront sujet, *combattant toujours en son esprit l'espérance de l'avenir avec la gloire du passé.* »

— La fin de cette phrase est reproduite du discours de présentation prononcé par Arnaud pour le duc de Montmorency. Les orateurs du seizième siècle ne craignent pas de se répéter et de se copier eux-mêmes. — Plus tard, quand le petit-fils d'Arnaud, Antoine Lemattre, rappellera dans un sonnet assez bien tourné les titres de gloire

de son aïeul, il citera la *Savoisienne* à côté de la *Fleur de Lys* et de l'*Anti-Espagnol* :

Contre un second Philippe, usurpateur des lis,
Ce second Démosthène anima ses écrits
Et contre *Emmanuel* arma son éloquence.

Mentionnons encore le *Franc et véritable Discours* que l'ancien avocat de l'Université adressa au roi en 1602 contre le *rétablissement des jésuites*. Ses sentiments sont restés les mêmes à l'égard de « ces mauvais échansons qui ont empoisonné une partie du peuple » ; mais l'expression est moins vive, le ton est plus modéré que dans le plaidoyer de 1595. Arnaud ne nie point les mérites de ceux qu'il repousse : « Gens actifs, diligents, soigneux et courageux, auxquels la chaise (1) a beaucoup d'obligation. » Beaucoup de catholiques « les estiment utiles pour retrancher les opinions nouvelles en la religion ». Mais, comme instituteurs de la jeunesse, leur principale étude étant la théologie, ils forment peu d'écoliers qui *relishent* dans les lettres humaines. Ces *subtils et hardis droqueurs* travaillent plutôt à fasciner les esprits et à les enchanter, comme des magiciens, par leurs artifices. « Tout balancé, ils ont plutôt nui que profité aux lettres. » L'orateur supplie donc le Roi de maintenir l'arrêt du Parlement et de *ne pas se couper le bras droit lui-même*.

(1) *Chaise* pour *chaire*. Molière dit de même :

« Les savants ne sont bons que pour prêcher en *chaise*. »

(*Femmes savantes*, V, III.)

Arnaud avait aimé et servi Henri IV avant son avènement au trône : il le servit avec passion pendant son règne ; et, après sa mort, il reporta sur le jeune Louis XIII son affection et son dévouement.

En 1614, quand arriva la majorité du jeune prince, les États généraux s'étaient rassemblés à Paris pour consolider la paix publique. Arnaud écrivit alors à Louis XIII son *Utile et salutaire Avis pour bien régner*. Noble lettre et qui méritait d'être comprise et méditée ! On y peut voir qu'Arnaud ne séparait pas l'amour du peuple de l'amour du roi, et se faisait de la patrie l'idée la plus large et la plus juste. « Sire, disait-il, ayez seulement le vouloir et la résolution de bien régner : ces deux mots comprennent tout. » Il recommandait au roi la tolérance et la douceur à l'égard de ses sujets de la religion prétendue réformée, car il n'avait rien à redouter d'eux. Leur faire la guerre, c'était affaiblir le royaume : « Ce seroient toujours vos villes qui seroient pillées, Sire : ce seroient vos forteresses qui seroient surprises, vos sujets qui seroient massacrés, vos finances qui seroient dissipées... Bref, votre État qui seroit embrasé de tous côtés et qui, affoibli, atténué, courroit après fortune d'être déchiré ou démembré, ou d'être envahi par les puissants voisins. » — Dans une prosopopée un peu longue, il faisait recommander au jeune roi la *justice* et *économie* par ses aïeux, qui du haut du ciel apercevaient enfin les misères du peuple. Il protestait contre la paulette et la vénalité des offices (1).

(1) La *Paulette* ou *Droit annuel*, impôt prélevé sur les charges de judi-

« Quand un conseiller de vos Parlements décède, ce sont les héritiers du mort qui exposent au plus offrant l'exercice de votre justice souveraine... Il en est de même pour les charges de mattres des requêtes, voire d'avocats généraux, encore qu'en leur bouche réside la défense de l'Église, du pauvre, de l'orphelin et celle de votre inviolable souveraineté. Chose étrange, que le moindre de votre royaume prenne tel avocat qu'il lui platt ! mais quant à Votre Majesté, si le droit annuel duroit, Elle n'en pourroit avoir que ceux qui seroient choisis par les héritiers du mort, c'est-à-dire ceux qui voudroient en donner davantage. »

Il s'élevait ensuite contre les duels « qui depuis vingt ans avoient moissonné la fleur de la noblesse ». Il voulait que la noblesse en corps aux États généraux proscrivît cette barbare coutume, « laquelle consiste à s'aller, pour une parole, furieusement entr'égorgger comme esclaves abjects et misérables gladiateurs ». — Déjà, en 1610, un magistrat, Jean Savaron, président du siège présidial de Riom, avait adressé à Louis XIII un *Traité contre les duels*. Savaron y dépeignait avec force les ravages de cette manie sanguinaire. C'était nier l'immortalité de l'âme, ou du moins l'oublier, selon lui, que « courir à toute bride à la mort corporelle et éternelle par ces combats inhumains, barbares et diaboliques. Arrière duels ! arrière folies ! s'écriait-il ; ramassons nos esprits égarés

cature, et qui tirait son nom du financier Paulet, le premier qui en eut la ferme.

et revenons à nous. Il y a trop de sang répandu qui crie vengeance aux cieux... (1). » Arnaud venait joindre ses instances à celles de Savaron. Il finissait sa lettre en prenant Dieu à témoin qu'il n'avait été « incité à écrire par personne du monde », et qu'il ne s'était mis devant les yeux « autre considération que le seul bien du roi et de son royaume ».

Ainsi, réformation de la justice, allégement des impôts, abolition des duels, toutes les mesures destinées à supprimer les abus ou à les prévenir, étaient publiquement signalées au prince par des citoyens libres et des sujets dévoués. Aujourd'hui les avocats jouent un grand rôle dans l'État. Les succès du barreau leur ouvrent l'entrée de nos assemblées politiques, et l'habitude de la parole leur assigne une place importante dans les discussions législatives. Ils ont, pour exprimer leur opinion, la tribune et la presse. Au seizième siècle, leur rôle ne dépassait pas l'enceinte du Parlement. Les États généraux leur offraient rarement le droit de défendre les intérêts de la nation : la liberté de la presse n'était pas même soupçonnée. Et cependant ils trouvaient moyen, sous forme de traités, de congratulation, de lettres ou d'avis, de faire parvenir la vérité à l'oreille du peuple et des princes. C'est ainsi qu'à la fin du quatorzième siècle, Eustache Deschamps avait écrit « un code de morale à l'usage de la royauté » ; qu'A-

(1) *Traité contre les Duels*. (Paris, 1610.) Savaron y attribue la fureur des duels à l'influence de l'astre de Mars sur la France. « L'astre de Mars domine sur la France au signe du Bélier..... »

lain Chartier, au quinzième, avait composé son *Quadriloge invectif*; et qu'au seizième, Étienne Pasquier, La Boétie, Antoine Arnaud soutenaient spontanément les droits de la liberté et la cause du bien public.

Nous avons, au risque de paraître dresser un catalogue, énuméré les divers écrits de l'avocat Antoine Arnaud. Comme couronnement des passages que nous avons recueillis dans ses pamphlets et ses plaidoyers, porterons-nous sur ce talent inégal une critique purement littéraire? Jugerons-nous seulement au point de vue du goût ces morceaux vigoureux où l'expression fait corps avec la pensée, et où la pensée est si loyale et si franche? Reviendrons-nous sur les fautes qui fourmillent dans les discours de notre avocat comme dans ceux de ses contemporains? Nous arrêterons-nous sur ces enluminures que la mode exigeait alors et qui nous font sourire aujourd'hui? Non! il y a autre chose que le goût dans les œuvres de l'esprit humain, et l'on ne peut, en parlant d'Arnaud, quand on juge l'avocat, oublier l'homme. La droiture des sentiments, l'élévation de la pensée, la chaleur de l'âme, sont-elles donc des qualités si communes? et, s'il s'agit d'un orateur, la force de l'imagination, la vivacité du mouvement, l'autorité de la parole, sont-elles des facultés secondaires? Ces rares facultés, ces dons précieux, Arnaud les possède. Dans ces pages écrites il y a près de trois siècles, malgré la distance des années et le changement des mœurs, malgré ce luxe fané d'érudition mythologique et cet attirail ennuyeux de figures vieilles, on

sent encore le souffle puissant qui soulevait les juges et remuait tous les auditeurs.

Il y a deux parts dans l'éloquence. L'une actuelle, qui tient à la personne de l'orateur et qui meurt avec elle : celle-là nous échappe et les contemporains seuls l'apprécient. L'autre, qui survit à l'action, au geste, à l'effet du moment ; et c'est elle qui nous occupe. Arnaud, certes, avait la première. Tous ceux qui l'ont entendu l'attestent, et sa renommée nous le prouve. Mais son talent n'avait-il rien de solide et de durable ? Ses discours n'offrent-ils aucun intérêt pour le style, le raisonnement, pour l'art de convaincre et de persuader ? Il ne faut pas que son mauvais goût nous ferme les yeux et nous rende aveugles sur les mérites sérieux de ses œuvres. Notre politesse peut s'étonner des injures qu'il lance trop souvent à ses adversaires : mais l'urbanité était une vertu peu connue en ces temps de violence et de haines, et la polémique semblait autoriser cet abus. Au dix-septième siècle, le grand Arnauld pensait qu'il est permis de rudoyer ses contradicteurs ; et il écrivait une dissertation spéciale pour démontrer géométriquement que l'on peut employer des formes dures envers certaines personnes (1). Songeait-il à son père en composant ce traité ? et prenait-il une habitude de famille pour une règle générale ? Il ne soutenait pas du moins que les injures fussent des

(1) Dissertation selon la méthode des géomètres pour la justification des termes que le monde estime durs. (*Œuvres d'Arnauld*, tome XXVII, 1783, in-4°.)

arguments ; ses propres ouvrages en font foi, et ceux de son père ne sont pas pour les démentir. Dans le plaidoyer des *Gardes de Normandie* pour le duc de Guise, les jurisconsultes pourraient trouver des modèles de discussion et d'interprétation juridique. Le père du grand Arnauld n'y est pas un rhéteur ampoulé, mais un dialecticien et un légiste. Il connaît les coutumes et en précise le sens : il reste, quand il le faut, sur le domaine de l'argumentation sévère et des faits ; ou bien il s'élève à des considérations morales et politiques qui n'ont pas encore perdu leur valeur.

Sans doute il lui manque le discernement et la mesure ; il lui manque ce sens délicat, qui sépare l'or pur du clinquant et met l'esprit en garde contre lui-même. Mais n'est-ce pas aussi le défaut de Corneille ? et maître Antoine Arnaud est de sa race. Il appartient à la famille des héroïques raisonneurs que le grand poète met sur la scène. Il a comme eux des tirades sonores, hardies, vaillantes, où des traits admirables se mêlent à des métaphores outrées et à des amplifications inutiles. Comme eux, il s'inspire de Lucain et le traduit volontiers. Il parle *des guerres plus que civiles*, et décrit avant Corneille ces *champs empestés*, ces *montagnes de morts qui se vengent*, ces *débordements de parricides* que Boileau notait dans la tragédie de Pompée comme un exemple de déclamation et d'enflure.

Corneille, il est vrai, imite l'Espagne, et l'impétueux Arnaud la combat. Mais en la combattant il subit son in-

fluence. Sa phrase a l'allure et la jactance castillanes ; ses menaces ont quelque chose des rodomontades espagnoles. Ainsi s'expriment Rodrigue et Don Sanche.

Maintenant, disons-le hautement, le vrai titre de gloire d'Arnaud, c'est moins encore le souvenir de ses discours que sa noble et forte postérité. C'est par elle qu'il est permis de le comparer au grand Corneille : c'est avec son sublime cortège d'enfants que le père des Arnaud de Port-Royal peut marcher de front auprès de celui qui a créé *Chimène, Pauline et Polyeucte*.

Au fond du vallon sauvage où s'élevait le monastère de Port-Royal, dans cette thébaïde située à quelques lieues de Paris, Arnaud vit successivement ses six filles aller ensevelir leur jeunesse et consacrer leur vie aux rigueurs de la pénitence. La seule d'entre elles qui eût été mariée, madame Lemaitre, se retira à son tour dans cette solitude entre ses sœurs, ses fils et ses nièces ; chaste et religieuse tribu, qui, cherchant l'ombre et le silence, conquiert une gloire immortelle dans ce siècle pompeux d'écrivains, d'artistes et de héros ! Aujourd'hui Port-Royal n'est plus qu'un nom : mais la mère Angélique et la mère Agnès vivent encore dans la mémoire des hommes, et leurs vertus cachées pendant leur vie ont été publiées depuis leur mort. Par la fermeté romaine de leur caractère, par je ne sais quoi de cornélien dans l'imagination et la pensée, elles sont bien les dignes filles de l'avocat Arnaud. Le même caractère se retrouve chez leurs frères, d'Andilly et le grand Arnauld : le premier, plus glorieux et qui

vit dans le monde ; le second, inflexible et solitaire, controversiste infatigable, le plus grand avocat de la Sorbonne. Quand parut le livre de la *fréquente Communion*, treize ans avant les *Provinciales*, comme on s'étonnait devant d'Andilly que son frère, un jeune homme à peine sorti des écoles, pût si bien écrire : « Il n'y a pas lieu de s'étonner, répondit-il ; il parle simplement la langue de sa maison. » C'est cette langue qu'Arnaud enseignera à son tour à son petit-fils Antoine Lemaitre. Il lui transmettra le souffle oratoire et le don de la parole brûlante. Dans les bras mêmes de la mort, songeant à l'avenir du jeune homme, il fera promettre à sa fille, madame Lemaitre, de le faire recevoir avocat. Touchante et remarquable préoccupation chez l'illustre orateur mourant. Il lègue au dix-septième siècle celui qui sera l'aigle du barreau, avant de devenir à Port-Royal le modèle des solitaires : son petit-fils, Antoine Lemaitre.

CHAPITRE IV.

SIMON MARION.

Préface de ses plaidoyers : *Dédicace à la France*. Sa vie et ses œuvres. — Procès en matière de droits régaliens : Plaidoyers de Simon Marion et d'Étienne Pasquier. — Henri III au conseil privé. Sa colère contre Marion. — La liberté de l'imprimerie et la propriété littéraire au seizième siècle. — Procès du marquis d'Allègre. — S. Marion avocat-général. — Ses conclusions contre les jésuites. — Remontrances à l'ouverture du Parlement. — Jugement sur l'éloquence et le caractère de Simon Marion.

En 1594, l'année même où l'avocat Antoine Arnaud prononçait son plaidoyer contre les jésuites, son beau-père Simon Marion, avocat comme lui au Parlement de Paris, publiait un recueil de plaidoyers. Ce recueil avait été préparé pendant les jours néfastes de la Ligue, au bruit toujours croissant des discordes civiles : œuvre de paix, née dans une époque de guerre ; monument d'une éloquence tranquille qui contrastait avec les déclamations tumultueuses dont l'écho grondait alors de toutes parts. L'auteur s'était détourné un instant du spectacle des malheurs publics pour revoir et retoucher en silence les discours prononcés par lui « quand Dieu et le temps le permettoient ». Il ne cherchait pas, en les publiant, une renommée que sa parole avait déjà conquise et que son livre ne devait pas augmenter. Il voulait seulement rendre compte

à la patrie, « cette douce mère », de l'emploi de ses loisirs et de ses forces pendant les terribles années où ses enfants la déchiraient à l'envi. C'est à la France qu'il dédie son livre.

« Chère patrie, France vénérable, autrefois splendide sur les autres provinces, comme un œil du monde, et maintenant triste et désolée, sanglante et hideuse comme prête à mourir ; si en l'agonie des derniers sanglots que vous semblez rendre, il reste encore quelque vive étincelle de vos premiers esprits, oyez les regrets que la compassion des énormes outrages qui vous ont réduite à cette extrémité, et la dévotion du très-humble service que je vous dois rendre me tirent du cœur. » S'inspirant alors de Platon, il énumère tous les titres de la patrie à sa reconnaissance. Elle l'a fait naître de parents « dont la vertu, notoire à tous ceux qui les ont connus, arrache à leur fils le même éloge de bonne renommée dont ils sont honorés par les étrangers ». Elle l'a nourri et élevé « au sein des écoles célèbres d'honneur et de vertu, de piété et de littérature qui la font reluire elle-même sur tout le reste de la terre connue » ; elle l'a établi dans une ville illustre, « qui se pourroit dire plutôt un petit monde qu'une grande cité, tant elle est opulente, civile et bien réglée ». Elle a voulu enfin « qu'il tînt quelque rang parmi les médiocres de sa profession ».

Marion se rappelle le discours des lois disant à Socrate : « Tu nous dois la vie, l'éducation ; nous sommes en quelque sorte tes nourrices,... et tu entreprendrais de nous dé-

truire (1) ! » — « Et moi, dit-il à la patrie, quand je vois votre majesté sainte violée de tant de brigandages, quand je vois tant de mains parricides armées pour vous égorger, serois-je assez impie pour me taire et ne pas crier hautement d'une voix émue de dépit et d'angoisse, aux uns : C'est votre sœur, aux autres : C'est votre fille, et aux plus enragés : Génération perverse et dénaturée, c'est votre mère ! »

Quand Marion écrivait ces lignes, Henri IV avait abjuré et avait été sacré roi à Chartres ; mais l'Espagnol occupait encore Paris et les ligueurs résistaient toujours. Ce sont eux qu'apostrophe le loyal avocat dans sa douloureuse préface ; c'est *cette race de vipères* qu'il maudit et exhorte tour à tour. Il leur peint la France démembrée, affaiblie, livrée aux coups de ses ennemis, et qui sait ? peut-être exposée bientôt aux insolences et à l'orgueil du Turc, « rendu effréné par le mépris du renom françois qui le tenoit en bride ». Pour lui, il se rend le témoignage d'avoir toujours conservé sa pensée, sa parole et ses mains « nettes et innocentes de toute impiété ; d'être resté à sa place sans s'être dévoyé si peu que ce soit des termes ordinaires de sa profession, tant il a toujours craint de glisser en l'abîme de ce précipice ». « Et par quel moyen, ajoute-t-il, pourrois-je mieux prouver que je n'ai aiguisé le fer qui vous tue, ni attisé le feu qui vous embrase, qu'en montrant que j'ai fait autre chose ? C'est la fin à

(1) « Πρώτον μὲν σε ἐγεννήσαμεν ἡμεῖς..... ἡμεῖς γὰρ σε γεννήσαντες, ἐκθρέψαντες, παιδεύσαντες, μεταδόντες ἀπάντων..... » (Criton.)

laquelle je produis ce livre né du triste loisir de ces mauvaises heures, au coin de mon étude le plus solitaire, où il a plu à Dieu, par un rayon de sa bonté suprême, accoyer l'orage des horribles tempêtes qui bruvoient tout autour, pour y faire éclore ces petits alcyons. » Pieuse dédicace qui se termine d'une façon toute poétique par une gracieuse image et un mélancolique remerciement à Dieu (1).

Déjà dans ces quelques pages se dessine à nos yeux la pure et noble figure de l'avocat Marion. Par la sincérité et la tolérance de sa foi religieuse, par la constance de ses sentiments monarchiques, par l'inaltérable dévouement qu'il conserve à cette patrie ensanglantée « et prête à mourir », il fait partie de cette phalange d'honnêtes gens dont l'Hôpital est le chef, et qui gardent en ces mauvais jours la conscience et l'âme de la France. Il est du grand parti national que défendent avec la parole, la plume ou l'épée, l'avocat général Pasquier et Rapin, le soldat d'Ivry ; l'avocat Antoine Arnaud et le président Achille de Harlay ; le protestant Duplessis-Mornay et le catholique Michel Hurault. Marion sert la même cause, mais il la sert à sa manière et garde sa physionomie propre et ses traits distincts dans ce groupe de politiques sensés et de royalistes fidèles. Il ne prend pas la parole, comme Pasquier, dans les assemblées de l'hôtel de ville ; il ne lance pas, comme

(1) Cette dédicace est datée du 1^{er} mars 1594. Le 21 du même mois Henri IV entrait à Paris. Il était introduit dans sa capitale, la nuit, à l'insu des Espagnols, par la porte que Henri III, six ans auparavant, avait franchie en fugitif.

Arnaud, des pamphlets vengeurs contre les Seize ; il ne lutte ni sur les champs de bataille, ni dans les réunions populaires ; mais « il ne se dévoye si peu que ce soit des termes ordinaires de sa profession ». Il croit mieux servir son pays en donnant l'exemple de la modération et du travail : « M'étant trouvé sans charge ni office qui m'appelât aux affaires publiques dont aussi je ne me suis jamais aucunement mêlé, et d'ailleurs les affaires paisibles de ma profession étant du tout mortes entre les armes (1), au lieu où m'a surpris ce grand orage, j'ai employé ma première vieillesse à ce que faisoit Caton le censeur sur la fin de la sienne, savoir à repasser l'œil sur les plaidoyers que j'ai faits autrefois aux causes illustres, quand Dieu et le temps le permettoient (2). »

Simon Marion est, avec Étienne Pasquier et Antoine Arnaud, un des plus fameux avocats du seizième siècle. De son vivant on le comparait à Cicéron (3). Guy Coquille l'appelle « le premier entre les avocats », et le cardinal du Perron renchérit sur cet éloge : « Simon Marion, dit-il, étoit un grand orateur, et avoit cette partie qu'en discourant, il persuadoit fort et n'émouvoit pas moins en mettant par écrit. C'est le premier homme du palais qui ait bien écrit, et possible qu'il ne s'en trouvera jamais un qui le vaille. Je dis plus, que, depuis Cicéron, il n'y a pas

(1) Cicéron dit de même dans le *pro Murend* : « *Simul atque increpuit suspicio tumultus, artes illico nostræ conticescunt.* »

(2) Remarques de S. Marion à la suite du plaidoyer huitième. (Édit. de 1629.)

(3) Mornac dit de lui : « *Simo Marionus est alter sui sæculi Cicero.* »

eu d'avocat tel que lui. » L'admiration du cardinal ne connaît pas de bornes. Pour lui, Marion n'est pas le nom d'un homme, c'est le nom même de l'éloquence. On rapporte, il est vrai, que Simon Marion, sortant un jour de Saint-Méry, où le cardinal du Perron avait prêché, dit tout haut du prédicateur : « Ce n'est point un homme qui parle, c'est un ange. » Le propos fut recueilli, et l'on peut croire qu'en louant l'avocat, le cardinal est au moins suspect de reconnaissance.

La phrase de Marion a certainement du nombre et de l'élégance, mais la période est encore lente, surchargée de mots, et la mythologie y tient trop de place. Elle a le tour oratoire, mais elle est semée d'images ambitieuses et de locutions bizarres. Dans sa dédicace, il appelle la France *le bras et l'œil de l'Europe, l'estomac et les entrailles de la chrétienté*. C'est une dame toute chaste et pudique, qu'il faut conserver sans *taches ni macules, sans rides, sans crasse, ni aucune ordure qui puisse souiller la beauté de son teint*. Il compare les Français à *Atalante*, et leur raconte l'histoire des pommes cueillies au jardin des Hespérides et « cautelement jetées à travers la carrière » ; il leur reproche cette « avarice et cette folie d'un amour défendu qui les ont asservis au service d'*Hippomène* », et n'oublie pas de renvoyer le lecteur aux *Métamorphoses* d'Ovide et à la troisième idylle de Théocrite (1).

(1) Ἰππομένης, ὅκα δὴ τὰν παρθένον ἤθελε γάμαι,
μᾶλ' ἐνὶ χερσὶν ἐλὼν δρόμον ἀνυεν· ἃ δ' Ἀταλάντα
ὥς ἴδεν, ὥς ἐμάνη, ὥς ἐς βαθὺν ἄλατ' ἔρωτα.

Comme orateur, Simon Marion ne mérite ni l'admiration exagérée dont il fut l'objet, ni l'oubli où il est tombé. Il n'a ni la verve caustique de Pasquier, ni l'élan passionné d'Arnaud, mais il a peut-être plus de noblesse et d'élévation soutenue. Le premier l'emporte par la vivacité pittoresque de son langage, le bonheur de ses reparties et ce don tout français de l'esprit ; le second frappe davantage par l'éclat de son imagination et le mouvement impétueux de sa parole ; mais Simon Marion se distingue par l'essor habituel de la pensée et l'élégance constante du style ; il aime à planer dans les hautes sphères. Moins mordant que Pasquier, moins pathétique qu'Arnaud, il est plus profond et plus grave que l'un et l'autre ; c'est le philosophe du barreau.

De nos jours, Simon Marion a été l'objet d'études intéressantes. Quelques magistrats ont étudié avec une compétence spéciale ses plaidoyers et ses doctrines juridiques (1). Plus récemment, M. Cougny est allé chercher dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale les œuvres inédites de l'éloquent avocat. Quelques extraits lus aux réunions de la Sorbonne (2), quelques études publiées dans des revues savantes, ont déjà fait connaître en partie les résultats de ses recherches. Tout en profitant de ses

(1) M. Grandperret et M. Aubépin. Voir *Discours prononcé à la rentrée de la cour impériale de Bourges*, par M. Grandperret (1858). En 1860, M. Aubépin, procureur impérial à Charleville, publia une *Étude sur S. Marion* dans le journal le *Droit*.

(2) Voir *Mémoires lus à la Sorbonne* (1863 et 1865).

travaux, nous sommes allés à notre tour consulter les manuscrits qu'il avait signalés et puiser aux sources mêmes nos impressions et notre jugement sur le beau-père d'Antoine Arnaud.

Simon Marion était né à Nevers en 1540. Sa famille habitait depuis longtemps cette province du Nivernais, qui a donné au barreau moderne Dupin et Delangle, et au barreau du seizième siècle le jurisconsulte Guy Coquille.

On sait peu de chose de sa vie et de ses débuts. Avocat au Parlement de Paris, il y fit une fortune rapide, et, dès l'âge de trente-deux ans, il se mesurait avec Pasquier dans une cause importante, en matière de droits régaliens, plaidée solennellement devant le grand conseil. Pasquier a publié le plaidoyer qu'il prononça en cette occasion ; Simon Marion n'a pas placé le sien dans le recueil qu'il donna au public en 1594. On croyait ce discours perdu ; mais M. Cougny l'a retrouvé à la Bibliothèque nationale, où nous avons pu le lire après lui dans un manuscrit de la collection du Puy, d'une admirable écriture (1).

Pasquier soutenait les prétentions de Charles III de Lorraine. Marion plaidait pour un seigneur assez obscur, que ce procès seul a sauvé d'un complet oubli. Voici les faits qui suscitèrent le débat.

Le duc de Lorraine, seigneur du Barrois, avait exercé

(1) Bibliothèque nationale, manuscrits de la collection du Puy, tome LXV.

les droits régaliens sur une paroisse du bailliage de Bar-le-Duc, en imposant les habitants du fief de Mongnainville. La taille était légère : trois livres barrois par an sur chaque feu et ménage pendant six ans, avec exemption de l'impôt pour les veuves et les misérables. Les États réunis de Lorraine et de Bar avaient approuvé cette mesure, les contribuables s'étaient résignés à s'y soumettre. Mais Jacques d'Amboise, baron de Bussy, à qui appartenait le fief de Mongnainville, contesta au duc de Lorraine les droits qu'il prétendait exercer et en appela au Parlement de Paris. Vassal lige du duc de Lorraine, ce petit seigneur avait profité des troubles de la France pour fortifier sa terre et entretenir des soldats ; il voulait se rendre indépendant dans son fief, et, sous prétexte de prendre les intérêts de la couronne, il tâchait de s'affranchir de l'autorité de son suzerain.

Le duc de Lorraine était le gendre de Henri II. Grand feudataire, il relevait de l'empire pour la Lorraine, et de la France pour le Barrois. Il jouissait des droits royaux en Lorraine et avait obtenu de son beau-frère, François II, de jouir des mêmes droits dans son duché de Bar. Charles IX avait confirmé ces privilèges par un contrat passé devant notaire et enregistré au Parlement, en réservant toutefois l'hommage lige et le ressort. Le baron de Bussy s'attaquait donc à forte partie. Mais il comptait sur le Parlement dont les membres, dévoués à la royauté et gardiens jaloux de ses prérogatives, ne pouvaient laisser le roi amoindrir le pouvoir royal et se dessaisir de

ses droits. Le duc de Lorraine, au contraire, comptant sur son nom, son rang et sur l'influence de sa femme, sœur de Charles IX, demandait que l'affaire fût portée au conseil du roi. Il y avait ainsi une question de juridiction à trancher avant d'aborder le fond même du débat. Néanmoins, le roi ayant exprimé l'intention « d'entendre quelque chose du principal de la cause », l'affaire se présentait presque entière au conseil quand elle y fut portée. Le duc de Montpensier, le maréchal de Cossé, le duc d'Uzès et plusieurs membres du Parlement faisaient partie du conseil. Guy du Faur de Pibrac portait la parole pour les gens du roi.

Une taille de quelques livres barrois, mise sur un pauvre village, va soulever dans le conseil du roi les questions les plus graves et les problèmes les plus délicats de droit politique. Aux *lois du roi* vont être opposées les *lois du royaume*. Nous allons voir développer cette distinction, qui fut pendant cinq siècles une garantie précieuse de liberté pour le peuple et un frein salutaire contre les abus du pouvoir. Nous allons entendre deux avocats discuter devant les plus grands seigneurs et les premiers magistrats, non-seulement les prérogatives d'un suzerain, mais les droits de l'État et les intérêts des sujets eux-mêmes. Marion transforme les réclamations intéressées d'un petit vassal en une cause publique où se trouve engagé le principe même de la royauté française. Nulle part les parties élevées de son talent n'apparaissent mieux que dans ce plaidoyer; nulle part il ne se révèle plus clairement

comme un contemporain et un émule de Dumoulin et de Jean Bodin.

Après avoir protesté qu'il ne dira du principal de la cause que ce qui sera nécessaire pour obtenir le renvoi devant le Parlement, Simon Marion entre en matière et reprend les faits d'assez loin.

Son début n'est pas ce qu'il y a de meilleur dans son discours. Fait-il acte d'historiographe, comme l'insinuera malicieusement Pasquier ? En tout cas, il prépare à son adversaire une riche matière d'épigrammes par la façon dont il expose les commencements du domaine royal. Nos antiquités nationales n'ont pas de mystère pour lui ; il a percé les ténèbres qui couvrent le berceau de la première race, et, remontant jusqu'à Pharamond, il revendique la Lorraine comme le patrimoine de nos rois et la plus vieille province du royaume. D'après lui, sous le règne d'Honorius, les Français qui demeuraient delà le Rhin, avaient été appelés par les habitants de Trèves pour venger l'honneur d'une noble dame outragée par le gouverneur romain. Ils avaient occupé la ville et le pays d'alentour, et s'y étaient établis sous l'autorité d'un roi nommé *Warmond*. C'est le Pharamond légendaire. « Voilà le premier établissement de la monarchie de la France, qui a commencé à Trèves et ès environs, c'est-à-dire entre les rivières du Rhin et de la Meuse, tellement que *ce pays-là, auquel la Lorraine est comprise, est le premier héritage et le plus ancien domaine de la couronne de France.* » Marion définit avec autant de certitude les limites de l'an-

cienne France. « *Les limites du royaume étoient le Rhin, du côté de l'Allemagne...* » Géographie vraiment française, qui fait honneur au patriotisme de l'avocat, et que nous voudrions voir confirmée par une érudition plus sérieuse !

Mais où tend cette dissertation historique ? à démontrer que si la Lorraine a été domaine de la couronne, à plus forte raison le Barrois, « qui est non-seulement deçà le Rhin, mais deçà la Meuse, est du royaume, » et fait partie de ce domaine. Le roi a donc un droit de souveraineté sur ce duché, « tellement que pour l'évincer de ce droit et de la présomption qui en résulte au profit de la couronne, il faut de nécessité avoir un titre particulier. » Le duc de Lorraine prétend avoir ce titre : il allègue un contrat fait avec le roi, qui lui confère les droits régaliens dans le duché de Bar, à lui et à ses descendants. Mais le roi n'est point lié par ce contrat : un tel engagement est nul ; et c'est ici que Marion, s'élevant des faits aux principes, opposant aux concessions du roi les lois fondamentales du royaume, agrandit son sujet, atteint l'éloquence et fait vraiment œuvre de jurisconsulte et d'orateur.

Le roi a-t-il pu concéder au duc de Lorraine ses droits régaliens dans le duché de Bar ? Non, car les droits royaux sont *inaliénables* et *imprescriptibles*. « Le nom de roi emporte cela par sa propre et naturelle signification. *Regalia enim dicuntur a rege et soli regi competunt*. Ces droits de régale et de souveraineté sont inséparables de la couronne et inaliénables. Ils sont aussi imprescriptibles

par quelque temps que ce soit, voire de mille ans, parce que le droit de supériorité qui appartient au souverain ne se prescrit jamais, ni en tout, ni en partie. » Le roi ne peut communiquer à personne la plus petite parcelle de souveraineté : « La souveraineté de ce royaume est si solidaire qu'elle ne permet aucune division. La communication qui en seroit faite à un autre qu'au roi n'aboutiroit qu'à diminuer l'éclat de la royauté et à établir un État dans l'État : *tenderet ad decolorationem regni et esset regnum in regno erigere* (1). »

C'est la doctrine que soutient Jean Bodin au chapitre dixième de *la République*. Il est curieux de rapprocher ici les deux jurisconsultes, en faisant remarquer que Simon Marion plaidait en 1572 et que Jean Bodin ne publiera les six livres de la République qu'en 1576, c'est-à-dire quatre ans après le plaidoyer de notre avocat.

« Nous avons montré, dit Bodin, les absurdités intolérables qui s'ensuivroient si les vassaux étoient souverains, même (2) quand ils n'ont rien qui ne relève d'autrui. Ce serait égaler le seigneur et le sujet, le maître et le serviteur, celui qui commande avec celui qui doit obéissance. Puisque cela est impossible, il faut bien conclure que les ducs, comtes et tous ceux qui relèvent d'autrui ou qui reçoivent loi et commandement d'autrui, soit par force ou par obligation, ne sont pas souverains..... Il faut que les

(1) Citation de Bénédict, conseiller au Parlement de Toulouse : *De duatu Aquitanix*.

(2) *Maxime*, surtout.

marques de souveraineté soient telles qu'elles ne puissent convenir qu'au prince souverain. Autrement, si elles sont communicables au sujet, on ne peut dire que ce soient marques de souveraineté. Car, tout ainsi qu'une couronne perd son nom si elle est ouverte ou qu'on arrache les fleurons, aussi la majesté souveraine perd sa grandeur si on y fait ouverture pour empiéter quelque endroit d'icelle. » Bodin rappelle à ce propos que François I^{er}, « en quittant le duc de Lorraine du ressort et souveraineté qui lui appartenait, fit d'un sujet un prince souverain ». Il désapprouve cette communication des droits souverains. « Le plus expédient pour la conservation d'un État, c'est de *jamais n'octroyer marque de souveraineté au sujet* (1). »

Simon Marion défend donc les principes qu'exposera bientôt après lui le fondateur de la science politique en France. La grandeur du royaume repose sur deux lois principales : la première, qui règle la succession du royaume par la ligne masculine et en exclut perpétuellement les femmes. L'autre est la loi qui rend le domaine de la couronne saint et sacré et le déclare inaliénable « même (2) en ce qui dépend de la souveraineté ». Cette souveraineté réside « en la personne du prince, qui ne peut la séparer de soi, tant c'est une chose adhérente et conjointe inséparablement à la couronne et à la personne du roi ».

On pourrait retrouver dès le 14^e siècle, et sous le règne

(1) Voir Bodin, *de la République*, liv. I, chap. x, p. 172. (Édit. de 1578.)

(2) *Maxime*, surtout, principalement.

du roi Jean (1), les maximes que Marion énonce ici avec tant de précision. Ces lois qui réglaient l'ordre de la succession au trône et l'inaliénabilité du domaine, sans être écrites dans un texte formel et dans une charte, constituaient déjà cependant un corps de libertés nationales qui se perpétuèrent par la tradition et s'imposèrent dès lors au pouvoir. Les rois créaient des apanages à leurs frères, mais sans aliéner le domaine. Ils ne leur accordaient que l'usufruit des terres données en apanage sans aucun droit de régale ni de souveraineté. Et si le prince apanagé venait à mourir sans laisser d'héritiers mâles en ligne directe, le fief faisait retour à la couronne, comme cela fut jugé par la cour des Pairs, dès l'an 1243.

Les traditions de la monarchie sont donc contraires aux prétentions du duc de Lorraine, et l'honneur de la couronne ne permet pas qu'il y soit dérogé. Mais, à côté des droits imprescriptibles de la royauté, n'y a-t-il pas les droits du peuple et l'intérêt des sujets eux-mêmes ? Le suzerain peut-il à son gré disposer des populations ? peut-il les aliéner sans leur consentement ? C'est la question que Pasquier discutera trois ans plus tard quand Henri III aura cédé la ville d'Angoulême à son frère le duc d'Alençon. Simon Marion traite ici ce point délicat avec une indépendance et une lucidité remarquables. La question ne semblait pas alors aussi simple qu'elle nous le paraît aujourd'hui :

« Les interprètes du droit, dit-il, ont souvent agité cette

(1) Voir *Ordonnance de 1356*.

question, savoir, si un seigneur peut aliéner son sujet sans son consentement exprès et le soumettre à l'empire d'autrui ; et tous se sont résolus que non, surtout en deux cas : 1° Quand un grand prince voudrait laisser son sujet sous la dition et seigneurie d'un moindre prince ; en ce cas le sujet a notable intérêt de ne changer point de seigneur. 2° Quand, par le moyen de l'aliénation, le sujet aurait deux seigneurs au lieu d'un : qui est un autre intérêt bien notable pour la difficulté, voire impossibilité de contenter deux divers seigneurs. »

Ce dernier cas était celui des habitants de Mongnainville, partagés entre les exigences du duc de Lorraine et les exigences contradictoires du baron de Bussy d'Amboise.

Mais voici une remarque hardie, où la logique ne laisse pas d'être subtile et piquante : « *Seigneur* et *sujet* sont deux termes corrélatifs. Or la nature des corrélatifs est telle que l'un ne peut rien plus que ce qui est mutuellement permis à l'autre : tellement que, si le seigneur pouvoit quitter son sujet, il faudroit aussi en réciproque que le sujet pût quitter son seigneur. »

Voyez-vous où nous conduirait cette pressante argumentation ? et n'admirez-vous pas de telles hypothèses dans la bouche d'un avocat du 16^e siècle au sein même du grand conseil ?

« On a passé plus outre, et on a demandé si le roi, pour le bien d'une paix ou particulière ou universelle, peut aliéner son sujet. » Les docteurs ont décidé « que le roi ne

peut aliéner son sujet sans son consentement, ni le transférer à la souveraineté d'un autre, *etiamsi illa translatio fieret ratione pacis obtinendæ*. » Simon Marion se prononce à l'avance pour la patriotique désobéissance des habitants de la ville d'Angoulême refusant d'ouvrir leurs portes au duc d'Alençon, et revendiquant le droit de ne pas être livrés comme rançon de la paix et comme gage de la foi royale, *ratione pacis obtinendæ*.

Aucune des garanties nécessaires à la nation contre les excès du pouvoir suprême n'est omise ou négligée dans cet habile plaidoyer. Combattant la validité du contrat qu'invoque le duc de Lorraine, Marion invoque à son tour l'autorité du Parlement violée et méconnue par ce contrat. Les contrats d'aliénation des droits domaniaux doivent être vérifiés en la cour du Parlement : « Le domaine de la couronne appartient en propriété aux États qui ont élu et constitué sur eux un roi héréditaire pour être administrateur de cette couronne ; tellement qu'il est le *mari politique de la République*, qui lui porte en dot les droits royaux, les droits souverains et les droits domaniaux, pour en être le fidèle administrateur comme un vrai mari des propres de sa femme. Mais, quand il s'agit de l'aliénation de ce domaine ou de la donation de ces droits de souveraineté, les rois seuls ne se sont jamais attribué la puissance ou l'autorité d'en connoître, mais l'ont fait juger par les États (1). Et parce que cette

(1) Aux états de Blois (1576), Henri III fit délibérer sur un projet d'aliénation du domaine jusqu'à concurrence de 300 mille livres de rente.

assemblée des États est pénible et laborieuse, il fut trouvé plus commode d'établir et constituer *le Parlement, qui tient le lieu d'États.* »

Quel rôle donné par l'orateur aux États ! quelle origine donnée par lui au pouvoir royal ! « Ce sont les États qui ont élu et constitué sur eux un roi héréditaire pour être *administrateur de la couronne.* » Ne croirait-on pas entendre un descendant de ces députés du tiers, qui dès le 15^e siècle, aux États de 1484, déclaraient que la royauté n'est pas la propriété du prince ? N'est-ce pas ainsi que Philippe Pot proclamait que l'État est la chose du peuple (*nonne crebro legistis rem publicam rem populi esse?*) et que c'est le peuple qui, dans l'origine, créa les rois (1) (*initio domini rerum populi suffragio reges fuisse creatos*) ? Voilà pourtant les maximes de ces hommes, qu'on nous représente parfois comme héréditairement courbés sous le joug accepté d'un maître !

L'avocat du baron de Bussy n'oublie pas toutefois qu'il plaide une question de juridiction, et que, pour obtenir le renvoi en cour de Parlement, il doit d'abord prouver l'incompétence du grand conseil. Il tire donc les conséquences

La noblesse et le clergé étaient disposés à autoriser cette vente ; mais le tiers état, conseillé par Bodin, repoussa cette proposition.

(1) Discours de Philippe Pot, seigneur de la Roche, aux états généraux de 1484, sous le règne de Charles VIII.

Au seizième siècle, François Hotman, le professeur d'É. Pasquier, s'efforçait de même d'établir dans le *Franco-Gallia* que la royauté avait été élective à son origine ; que les Francs intervenaient pour nommer leur roi, et que Pépin le Bref avait dû être élu par le peuple avant d'être consacré par la sanction pontificale.

des principes qu'il vient de poser et les applique à sa cause.

Si les rois ne sont que les administrateurs d'une couronne dont la propriété appartient à l'État et à la loi de France, leur conseil ne peut toucher comme eux qu'à l'administration et non à l'aliénation du domaine. Les États seuls sont compétents en pareille matière, ou, à leur défaut, le Parlement qui les représente. Et il établit par des faits la compétence spéciale du Parlement.

Marion termine son plaidoyer en exposant les motifs qui ont poussé le baron de Bussy à intenter ce procès à son suzerain, le duc de Lorraine : « Il est seigneur de Mongnainville ; les habitants sont ses sujets ; ils lui doivent cens, rentes, champarts (1), corvées et autres redevances, èsquelles consiste le principal revenu de sa terre. Si ces dits devoirs ne sont bien payés, c'est une grande diminution du revenu du seigneur du lieu. Or la vérité est qu'il est impossible, de toute impossibilité, que les habitants de Mongnainville puissent ensemble payer taille à M. de Lorraine, et payer les devoirs ordinaires au seigneur de Mongnainville. »

L'avocat conclut donc à ce que M. de Lorraine soit débouté de l'effet des lettres royales par lui obtenues, et que les parties soient renvoyées en la cour du Parlement.

(1) *Champart*, droit seigneurial dont l'étymologie est *campi pars*, part de la récolte. Le cultivateur devait prélever sur sa récolte, d'abord la part de Dieu, c'est-à-dire la *dîme* ; ensuite la part du seigneur, c'est-à-dire le *champart*.

La réponse de Pasquier n'a pas la portée philosophique du discours de son adversaire, mais elle est ingénieuse et mordante, et tout imprégnée de cette saveur gauloise que nous avons déjà goûtée. Moins dogmatique et moins magistrale que la harangue de Marion, elle est plus spirituelle et plus vive. C'est moins une dissertation, et c'est plus un plaidoyer.

Un avocat-général de nos jours, M. Oscar de Vallée, cite le discours de Pasquier comme « un modèle de dialectique, une leçon d'histoire, une discussion vigoureuse et savante »; à son gré « c'est une puissante démonstration; les arguments de Simon Marion y sont pris un à un, corps à corps et tous renversés (1) ». M. Cougny, au contraire, ne voit guère dans la réplique de Pasquier que « des subtilités, des sophismes, de misérables équivoques ». Il le trouve « violent et venimeux »; il lui reproche « de n'être qu'avocat, trop avocat même, et d'émietter cette grande cause (2) ». Ni si haut, ni si bas! Si Pasquier ne s'arrête pas avec la même complaisance sur les grands principes qu'a si bien développés Marion, il entre plus avant peut-être dans le vif du débat, il se tient de plus près à sa cause. Moins abstrait, il est plus animé et déploie plus de ressources d'élocution, et ce n'est pas nous qui lui reprocherons d'être trop habile avocat, lorsque nous étudions l'éloquence judiciaire.

Pasquier exprime, en commençant, le déplaisir qu'é-

(1) O. de Vallée, *Étude sur A. Lemaitre*, introduction, p. 36.

(2) *Mémoires de la Sorbonne* (1863).

prouve le duc de Lorraine à revenir par la mauvaise volonté d'un vassal sur un différend qui semblait assoupi. Il espère toutefois que, s'il a été maintenu dans des droits contestés lorsqu'il se défendait contre un grand roi, il n'obtiendra pas moins de justice contre un vassal, aujourd'hui surtout qu'il possède un solennel contrat.

Les droits du duc de Lorraine sur le fief de Mongnainville sont incontestables. Le fief de Mongnainville est un *fief rendable*, et le seigneur de Bussy d'Amboise est *vassal lige* (1). Mais celui-ci a tâché, à la faveur des discordes civiles, de s'émanciper et de se faire dans son fief « non baron, non comte, non duc, mais roi ». S'il met obstacle aujourd'hui à ce que les sujets de Mongnainville paient le subside voté par les États, est-ce dans l'intérêt de la couronne et pour maintenir les droits de la royauté? C'est qu'il estime qu'en semant la jalousie entre le roi et le duc de Lorraine, il échappera plus facilement à la suzeraineté de l'un et de l'autre et se rendra souverain lui-même.

Tel est le véritable objet du débat. Cependant l'avocat du seigneur de Bussy a cru devoir rappeler Pharamond, les Francs, leurs conquêtes « et autres faits impertinents et qui n'ont rien de commun avec la question ». Pasquier raille assez vertement ces fables « qui seroient belles et

(1) *Fief rendable* est celui que le vassal est obligé de livrer à son seigneur pour s'en servir dans ses guerres. (De Laurière.)

Vassal lige. Le vassal de foi lige est obligé plus étroitement que le vassal de foi simple : « *est non tantum in fide domini, sed etiam in ditione.* » (De Laurière, *Glossaire du Droit français*.)

spécieuses pour complaire à des ignorants ». C'est imposer à l'histoire de prétendre que Pharamond planta son siège dans la Lorraine et de borner la France au Rhin, sous prétexte que les Francs avaient soumis toute l'ancienne Gaule. Dites alors, pour être logique, que notre royaume s'étendait jusqu'au Danube, puisque Clovis défit les Allemands à Tolbiac ; et, comme les rois de la seconde race possédèrent l'Italie et même Rome, « allez à présent demander assiette de notre domaine en ces lieux ! » L'avocat du seigneur de Bussy, en s'efforçant d'amoindrir le duc de Lorraine, a produit par ses inconséquences un effet tout contraire : « Pour nous ôter les droits régaliens sur une petite motte de terre, il nous a rendu roi de France disant que le royaume appartenait au duc de Lorraine lors de la venue de Capet. A Dieu ne plaise qu'une opinion si farouche entre jamais dans l'esprit de M. de Lorraine ou des siens ! » A-t-il plus raison de dire que les rois n'ont jamais aliéné le domaine en donnant des apanages aux enfants de France ? Mais, avant saint Louis et Philippe le Bel, le royaume se partageait comme un patrimoine. « Qui ne sait que, sous la première et la seconde lignée de nos rois, les partages des enfants de France étoient lors des royaumes ? »

Pasquier renvoie donc son adversaire *à ses sacs*, et l'engage à ne point s'aventurer sur un terrain qu'il connaît si peu : « Je ne veux pas dire que Marion soit mal appris, mais je puis dire qu'il sied mal à lui et à moi, *qui ne sommes nourris qu'aux sacs*, et qui sommes simples éco-

liers en matière d'État, vouloir faire la leçon à ceux qui, par leur longue expérience, savent bien comme il va de tout ceci. »

Supérieur dans la discussion des faits, Pasquier avoue son embarras en présence des objections tirées du droit public et des lois du royaume. Il ne peut éluder l'argument capital de son adversaire, qui déclare les droits de souveraineté inaliénables, imprescriptibles, « tellement unis et incorporés à la couronne, que nul autre que le roi n'en peut user ». C'est une question délicate « pour un avocat françois, plaidant devant des juges françois, qui tous naturellement doivent avoir la fleur de lys empreinte dans l'âme ». Il le sent et ne le cache pas. « Si je défends foiblement ma cause, quelques-uns de cette compagnie estimeront que je ferois fort pour ma nation, et, au contraire, si je suis fort en ma défense même, estimeront que je deffaudrai à mon pays : de manière que d'un côté le devoir que je dois rendre *à ma partie*, d'un autre celui que je dois rendre *à ma patrie*, me rendent infiniment perplexe. »

Pasquier sort de cet embarras par une distinction. Il distingue les droits essentiels à la royauté, sans lesquels elle ne peut subsister ni être reconnue, et ceux qui dépendent de la souveraineté du prince, *mais sans lesquels peut subsister la couronne*. L'exercice de la justice est l'attribut *essentiel* de la royauté. Mais les aubaines, les épaves, les tailles, sont des droits que la *commodité publique* a unis à la couronne et sans lesquels la royauté peut

être reconnue ; ils dépendent d'elle, mais ne font point partie de son essence.

Pour Pasquier, comme pour Bodin, « le souverain est seul magistrat suprême : le roi de France est *le grand Justicier*. » Ainsi la justice est distincte du fief : et par cette opinion Pasquier et Bodin se rencontrent dans cette famille de jurisconsultes qui préparèrent de loin l'unité de notre législation. Mais Bodin, comme Marion, refuse aux seigneurs le droit de lever des impôts. Pasquier déclare au contraire que ce droit leur fut attribué de tout temps : et sans appeler en témoignage des gens « nourris en la poudre des écoles et des Universités », l'avocat du duc de Lorraine allègue « ceux qui furent nourris en la lumière du soleil et en cour souveraine de France ». Il cite des textes et des faits, et s'en réfère au droit coutumier.

Le droit coutumier ! voilà, nous l'avouons, son *cheval de bataille*. Mais n'est-ce pas le lieu de l'employer ? Et, dans un procès de droits féodaux, l'avocat ne doit-il pas s'appuyer sur l'usage féodal ? Pasquier insiste surtout sur le contrat passé entre le roi et le duc de Lorraine. On veut que ce contrat soit nul. N'a-t-il pas été passé cependant à la suite d'une discussion approfondie, soutenue en présence du roi et des princes ? « Ce n'est point un ouvrage qui ait été tumultuairement jeté dans le moule. Cette cause fut remuée en ce grand théâtre de la France, au vu et au su de tout le monde. Que n'administriez-vous alors lois et mémoires ? Quand il a été question de parler, vous

vous êtes tu. Maintenant qu'il est question de vous taire, vous parlez. Je vous reconnois si bon serviteur du roi que si, en votre conscience, vous eussiez pensé ce que vous dites véritable, vous fussiez venu !... » On voit que l'ironie est toujours l'arme favorite de Pasquier. L'avocat conclut donc au maintien de la taille imposée par Charles de Lorraine dans son duché du Barrois.

Le duc de Lorraine gagna sa cause. Le roi était obligé de ménager son puissant vassal, et ce motif plaidait encore plus haut pour lui que tous les arguments de son défenseur. Le roi rendit deux arrêts en son conseil, par lesquels les habitants de Mongnainville étaient contraints à payer la taille, et le seigneur de Bussy d'Amboise déclaré non-recevable en son appel. Le roi retenait la cause et refusait le renvoi au Parlement.

• Simon Marion dut lui-même donner satisfaction au prince contre lequel il avait plaidé. Quelques jours après l'audience il se vit accusé de diffamation et prévenu d'injures à l'égard du duc de Lorraine. Le discours qui nous a été conservé ne contient pas la trace de paroles blessantes pour le prince. L'orateur avait-il, en prononçant sa harangue, laissé échapper quelque insinuation malveillante ou quelque assertion *contumélieuse* ? avait-il usé de cette liberté que le grand Arnauld, son petit-fils, réclamait pour tout avocat « d'employer des formes dures envers certaines personnes » ? Tel fut sans doute l'avis du conseil. Les juges se bornèrent toutefois à exiger le dépôt du plaidoyer écrit au greffe pour l'examiner à loisir.

Simon Marion ne se corrigea point, à ce qu'il parait, de sa franchise et de l'énergique liberté de sa parole, car il connut une autre fois, à ses dépens, le danger de parler hautement devant les princes et de protester auprès des rois. Il excita le courroux d'Henri III et faillit aller apprendre en prison les ménagements et la prudence. L'Estoile, dans son journal de Henri III, nous a transmis cette intéressante anecdote.

En 1581, le premier jour d'août, Marion plaidait en conseil privé, à Saint-Maur, en présence du roi, la cause du duc de Nivernais et des habitants du pays contre Ruscelay Romain, fermier des impôts sur le sel. Ce fermier voulait obliger chaque habitant de ville et de village à prendre par an dans les magasins du roi une quantité de sel fixée d'avance et déclarée nécessaire à leur consommation. Marion parla avec une telle force contre les nouvelles taxes, il attaqua si vivement cet impôt vexatoire que le roi, « trouvant ses propos fort piquants, le chassa en colère et voulut même l'envoyer à la Bastille ». Quelques seigneurs intervinrent alors et « remontrèrent à Sa Majesté quelle étoit la liberté des avocats plaidants au Parlement de Paris, auxquels on permettoit souvent de dire des propos qui, hors de là, eussent semblé trop hardis, voire punissables, mais qu'on avoit accoutumé de les tolérer, pour ce qu'ils servoient à soutenir et à éclaircir le droit de la cause qu'ils plaidoient. » Le roi ne pouvait se contenter de ces excuses, disant « que le lieu de son conseil, où il étoit, n'étoit le barreau des avocats du pa-

lais, et qu'on le devoit autrement respecter ». Il suspendit donc Marion de l'exercice de sa profession pendant un an. Mais le lendemain, ajoute l'Estoile, cette suspension était levée à la prière de la reine-mère et du duc de Nevers. Quant à Ruscelay, « il demouroit rudement bafoué et injurié en la présence du roi par Marion qui l'avoit accourtré de toutes ses façons (1). » Ces deux incidents peuvent nous donner la mesure de l'habileté nécessaire à un avocat pour parler dans le grand conseil, entre la crainte de la colère royale, l'appréhension de la rancune des princes et la susceptibilité même d'un tribunal où siégeaient les plus grands seigneurs du royaume.

Cependant, ni la petite vengeance du duc de Lorraine, ni l'irritation passagère du roi, ne nuisirent à la fortune de Simon Marion. En 1576 il avait été choisi par le frère du roi pour être avocat-général, en son échiquier d'Alençon. Cet échiquier, qui devait être supprimé en 1584, était une véritable cour de justice, une sorte de petit parlement féodal érigé par Charles IX en faveur de son frère, et jouissant d'une juridiction presque souveraine dans l'apanage du duc d'Alençon. Marion, qui avait si hautement protesté en 1572 contre toute communication de la souveraineté, devenait, par une inconséquence assez piquante, l'avocat général d'un prince investi du premier des droits régaliens, admis au partage de la souveraineté dans le plus important de ses attributs, l'administration de la justice ! Approuvait-il cette communication des

(1) L'Estoile, *Journal de Henri III*, tome I (1^{er} août 1581).

droits souverains en faveur du duc d'Alençon, après l'avoir blâmée au profit du duc de Lorraine? ou suivait-il seulement les conseils du sens commun, en se résignant aux abus qu'il ne pouvait empêcher, mais dont sa présence du moins pouvait prévenir les suites fâcheuses? Nous nous bornons à signaler la contradiction, sans la reprocher comme une faute à l'éminent avocat du duc d'Alençon.

Henri III lui prouva à son tour qu'il avait oublié tout ressentiment et n'avait gardé que de l'estime pour son talent et son caractère. Il le chargea du règlement des limites de l'Artois avec les députés du roi d'Espagne, et, cette mission accomplie, il lui accorda en récompense les lettres de noblesse pour lui et sa postérité (1583). Simon Marion prit le titre de la baronnie de Druy, première baronnie du Nivernais, et c'est avec ce titre de noblesse qu'il inscrivit son nom en tête des plaidoyers qu'il publia en 1594.

Le recueil des plaidoyers de Marion est marqué au coin de toutes les harangues de cette époque : érudition stérile et digressions prétentieuses. Ces défauts étaient moins apparents dans le plaidoyer des droits régaliens, que Marion ne publia pas et, par suite, ne put gâter en l'embellissant. Les discours que nous allons parcourir, au contraire, ont été revus et augmentés de citations et de comparaisons savantes. Nous demandons la permission de ne plus revenir sur ces détails de goût, déjà plusieurs fois relevés, et de borner notre rôle à tirer de ce fatras

oratoire les morceaux vraiment remarquables et les idées vraiment fécondes qui s'y trouvent ensevelies.

Les quatre premiers discours traitent des questions toutes modernes et agitent des problèmes encore discutés : la liberté de l'imprimerie et la propriété littéraire.

L'imprimerie, née depuis un siècle, avait été de la part de nos rois l'objet d'une faveur particulière. Pour elle, Louis XI avait renoncé au droit d'aubaine sur les biens d'un libraire allemand décédé en France *sans lettres de naturalité* (1). Pour elle, Louis XII, dans une ordonnance datée de Blois (9 avril 1513), avait confirmé les privilèges « des libraires, relieurs, enlumineurs et écrivains de l'Université », et les avait exemptés de toutes tailles, impôts, octrois, impositions et autres aides quelconques (2). Mais quand sous François I^{er} et ses successeurs la Réforme commença à remuer les esprits, et suscita un mouvement d'idées que l'imprimerie propageait en tous sens, la législation devint plus sévère, et apporta des restrictions importantes aux anciennes immunités. Simon Marion défendit dans quatre affaires les droits de la pensée et les intérêts de la science, avec un luxe d'expression qui a bien vieilli, mais avec des raisons qui n'ont pas cessé d'être bonnes.

Les libraires de Lyon avaient obtenu un privilège spé-

(1) Lettres qui accordent une exemption de droit d'aubaine en faveur de deux habitants de Mayence, inventeurs de l'imprimerie, pour encourager cet art. (Isambert, *Anciennes Lois françaises*, tome X.)

(2) Voir Isambert, *Anciennes Lois françaises*, tome II, p. 642.

cial pour l'impression et la vente d'un recueil de droit canonique publié par ordre du pape Grégoire XIV. L'Université de Paris leur contesta ce privilège, et réclama pour ses libraires le droit d'imprimer et de vendre ce recueil. En 1583, Simon Marion fit valoir ses réclamations devant le conseil du roi.

Le pape, dit-il, a voulu que l'édition première du corps de droit canonique « qui devait servir de modèle et de matrice aux exemplaires suivants », fût imprimée à Rome sous ses yeux, afin de conserver au texte des saints canons sa pureté primitive, et de le soustraire aux altérations « des gens inexperts ». Mais avait-il un profit en vue ? Et voulait-il prétendre un droit spécial sur la publication même du livre et la reproduction de ses exemplaires ? Non certainement. « La doctrine des choses divines est d'autorité purement ecclésiastique ; mais l'impression du livre qui les contient est de droit purement temporel, et soumise à la police des princes séculiers. » Si donc l'Église n'a pas voulu garder le monopole d'un recueil composé et publié par elle, l'État ne saurait accorder à des particuliers un droit exceptionnel que l'Église ne s'est pas réservé à elle-même.

Par une abstraction délicate, Marion distinguait le livre considéré comme *pensée écrite*, « chose spirituelle, qui ne peut admettre ni troque ni prix » ; et le livre considéré comme *papier écrit*, « chose temporelle, qui peut être vendue en toute liberté ».

On l'a dit de nos jours en un magnifique langage :

dans un livre il y a deux choses : l'idée et le livre qui la traduit. L'idée vient de Dieu, sert les hommes et retourne à Dieu. Le livre, devenu par l'impression objet de commerce, tombe seul dans la circulation commerciale (1). En s'exprimant ainsi, M. de Lamartine n'était-il pas l'interprète de l'avocat du seizième siècle?

Le conseil du roi donna gain de cause à Marion, et permit non-seulement aux libraires de l'Université, mais à ceux des autres villes du royaume, d'imprimer le corps de droit canonique, avec les annotations et additions faites par l'autorité de Sa Sainteté.

En soutenant la demande de l'Université, Marion avait fait triompher la cause de tous les libraires de France. Trois ans après, cependant (1586), il plaidait contre cette même Université la cause d'un imprimeur privilégié et triomphait à son tour de cette loi commune, qu'il avait naguère si bien défendue.

Il s'agissait d'un privilège pour l'impression des missels, heures et bréviaires réformés, selon le concile de Trente. Embarrassé sans doute et ne voulant pas nier les principes qu'il a déjà soutenus, l'orateur se jette dans des digressions. Il s'étend sur l'éloge de la prière, et fait ressortir son pouvoir : « En la fuite, la prière divise les eaux de la mer ; en la victoire, elle arrête le cours du soleil ; en la fournaise, elle modère l'ardeur du feu ; en la fosse, elle adoucit la fureur des lions ; en la prison, elle dissout

(1) *Rapport sur la Propriété littéraire* (13 mars 1841). *Lettre de M. de Lamartine à M. É. de Girardin* (février 1841).

L'impôt que le fermier général veut établir retombe sur le peuple et sur la France : et c'est au nom d'un grand intérêt public que l'Université « se jette aux pieds du roi son père, pour le supplier qu'elle ne soit flétrie de cet opprobre ».

Avant d'arriver à son sujet, Marion, dans un exorde hérissé d'abstractions, avait célébré la merveilleuse invention des caractères de l'alphabet. Il avait énuméré les bienfaits de l'écriture, cité Copernicus et Platon, donné un souvenir aux Pharaons, effleuré les Ottomans, et nommé en passant Crésus et Alexandre. Franchissons ces détails oiseux, rajoutés sans doute après coup ; et, parvenus au vif du discours, admirons l'élévation de la pensée et l'imagination d'un style, sinon hardi, du moins abondant et ferme.

L'impression de Sénèque commenté par Muret, qu'un libraire privilégié voulait publier seul, fournit une autre fois à Marion l'occasion de préciser sa doctrine, et de définir avec une rare lucidité les droits des auteurs et ceux des libraires.

Marc-Antoine Muret, le célèbre humaniste, était mort à Rome en 1585, laissant des commentaires manuscrits sur Sénèque, que ses amis firent imprimer sans privilège du roi. Le livre avait été rendu public ; pouvait-il désormais devenir l'objet d'un privilège ? Un libraire pouvait-il s'en réserver la publication ? Non, répond Marion. L'œuvre est tombée dans le domaine public : nul n'en peut réclamer la propriété exclusive.

« L'état d'un livre doit se mesurer par la condition en laquelle il se trouve sortant des mains privées de son possesseur pour entrer par son bénéfice en la lumière des hommes, tellement que si cette origine est astreinte à la loi d'un privilège, il la doit endurer; mais, *s'il est né libre, on ne le peut après asservir.* » Belles paroles, auxquelles l'orateur ajoute comme corollaire l'affirmation, nouvelle alors, des droits absolus de l'auteur sur l'œuvre de son intelligence.

L'imprimerie, en rendant la pensée « palpable comme le caractère qui la grave et commerciale comme l'exemplaire où on la vend », devait exiger tôt ou tard une législation spéciale qui consacrait la propriété littéraire. Simon Marion est un des précurseurs de la législation actuelle. « Les hommes, par un commun instinct, dit-il, reconnoissent chacun d'eux en son particulier être seigneur de ce qu'il fait, invente et compose. Le ciel et la terre appartiennent à Dieu parce qu'ils sont l'œuvre de sa parole. A cet exemple, l'auteur d'un livre en est du tout maître et comme tel en peut librement disposer; même le posséder toujours sous sa main privée ainsi qu'un esclave, ou l'émanciper en lui concédant la liberté commune; et la lui accorder pure et simple, sans y rien retenir, ou bien à la réservation (par une espèce de droit de patronage) qu'autre que lui ne pourra l'imprimer qu'après quelque temps. » N'est-ce pas là le principe même sur lequel repose aujourd'hui la propriété du travail intellectuel? Plus clairvoyant que Montesquieu, Marion ne fonde pas,

comme l'auteur de l'*Esprit des Lois*, la propriété sur les lois civiles; il la fait dériver de la liberté et de l'activité créatrice de l'homme.

Il termine en priant les juges de ne pas envier à l'auteur la gloire qui doit lui revenir. « C'est ingratitude envers celui qui par jeûnes et veilles s'est avancé en la mort pour revivre en son livre d'une vie immortelle, de vouloir éteindre par un privilège l'honnête émulation entre les imprimeurs à qui l'embellira à l'envi l'un de l'autre. C'est ingratitude d'envier au livre sa célébrité, de vouloir retrancher la multiplication de ses exemplaires et de le renchérir aux hommes studieux ainsi qu'il adviendrait, parce que l'affluence est notoirement mère de vilité et la cherté fille du monopole. » La cour décida que l'impression du livre demeurerait libre, sans avoir égard aux lettres contraires, de l'effet desquelles le demandeur serait débouté. L'intérêt d'un procès est éphémère, et toutes ces querelles de libraires nous laissent assurément bien froids aujourd'hui. N'est-il pas intéressant toutefois de dégager de ces discussions oubliées l'idée durable qu'elles contiennent? et de retrouver en germe dans les plaidoyers du seizième siècle les opinions qui retentiront avec tant d'éclat à la tribune politique du dix-neuvième?

Nous ne disons rien des deux discours d'apparat que Marion prononça au Parlement pour le duc d'Épernon et le duc de Nemours. Le premier n'était qu'un débauché brutal que la faveur de Henri III avait fait duc et pair, colonel-général de l'infanterie française, et créait enfin

amiral de France (1). Quel avocat pouvait justifier auprès du Parlement le choix honteux de ce mignon insolent ? Le second, frère utérin des Guise, n'avait d'autre titre à la confiance du roi que les instantes prières de madame de Nemours, sa mère. La harangue de l'avocat accuse par sa brièveté la sécheresse et la pauvreté du sujet.

Pour apprécier dans sa sincérité le talent de Simon Marion, il faut lire un plaidoyer où le cœur de l'homme peut se révéler librement et confondre ses sentiments avec ceux qu'inspire la cause elle-même, il faut lire le plaidoyer en faveur du marquis d'Allègre.

C'est sous le coup des désastres de l'invasion, c'est au souvenir encore récent des maux qu'une armée allemande a semés dans notre pays que l'avocat vient réclamer pour son client l'héritage dont il a été frustré pendant sa captivité en Allemagne.

En 1575, le prince de Condé, chef des réformés, avait appelé à son secours Jean-Casimir, comte Palatin, fils de l'électeur Palatin Frédéric III. Le prince allemand avait envahi la Lorraine, et, pénétrant en Bourgogne, s'était emparé de la ville de Nuits qu'il avait livrée au pillage. La cour effrayée se résolut alors à traiter ; et, le 6 mai 1576, la paix fut signée à des conditions fort onéreuses. Dans l'impossibilité de payer comptant la somme promise à Jean-Casimir, on fut contraint de lui fournir deux otages.

(1) Le duc d'Épernon, amiral de France, est celui-là même qu'Étienne Pasquier avait présenté au Parlement comme colonel de l'infanterie française. Il eut donc tour à tour pour avocats Pasquier et Marion.

Le comte des Cars et le marquis d'Allègre, tous deux riches et de maisons notables, furent les otages désignés. Le marquis d'Allègre était vieux, malade ; et, « jugeant sa mort prochaine par le travail d'un si lointain voyage en un climat si rude, il fit au roi et à la reine des remontrances si humbles et si piteuses » qu'ils semblèrent émus de sa douleur et hésitèrent un instant à livrer le noble vieillard. Mais, dit Marion, en se souvenant de Quinte-Curce, « *l'eau du monde qui se sèche plus tôt est celle des larmes, qui n'ont autre source que la pitié des misères d'autrui* (1), » et le marquis d'Allègre ne put faire révoquer son arrêt d'exil. Il demanda alors au vainqueur d'accepter son neveu à sa place : Jean-Casimir consentit à l'échange si le marquis adoptait son neveu et le faisait son héritier. Le neveu fut adopté, institué héritier et conduit sous étroite garde en Allemagne. Quand il revint en France, son père adoptif avait péri assassiné ; et il trouvait ses titres, ses terres, son héritage enfin pris par un autre de ses oncles, le seigneur de Saint-Just.

L'avocat décrit avec force les souffrances du jeune homme emmené comme otage en Allemagne. En vain fut-il d'abord traité doucement : quel traitement peut sembler doux chez une pareille nation ? « Qui est le François nourri dès son enfance à la sobriété et à une vie civile et humaine, qui ne prêt à supplice la conversation (et fût-elle libre) avec un peuple si rude et agreste, si

(1) « *Qui multum in suorum misericordiâ ponunt, ignorant quam celeriter lacrimæ inarescant.* » Q. Curce, liv. V, § 5.

brutal et glouton, que non content de ce que le sommeil partage notre vie quasi par la moitié, il en fait encore une subdivision avec l'ébriété et *met le plus haut point de courtoisie à noyer, soit de gré, soit de force, ceux qu'il veut plus chérir en la léthargie de cette vinolence indigne du nom d'homme?* » Le portrait des Allemands *agrestes* du seizième siècle n'est pas flatteur : peut-être en retrouverait-on pourtant quelques traits dans les Allemands *policés* du dix-neuvième.

Mais, à mesure que la captivité se prolongeait, l'exil devenait plus cruel pour le jeune d'Allègre. La somme promise n'était pas payée, et, après plusieurs réclamations inutiles, le comte Palatin fit emprisonner son otage dans le château de Heidelberg. Quelle peinture nous fait l'avocat de cette prison ! « On le mit en une tour horrible, où le feu n'a garde de faire dommage, parce qu'en icelle il n'y a bois quelconque. Même au-dedans des chambres voûtées, sombres et obscures à cause de l'immense épaisseur des murs, la table est de pierre, le banc est de pierre, voire le lit de pierre. Bref, *une carrière, sauf qu'elle n'est sous terre!* » C'est dans ce tombeau de pierre, semblable aux latumies de Verrès, que le malheureux jeune homme attendit la rançon qui devait le délivrer.

Et l'on veut lui ravir aujourd'hui le prix d'un tel sacrifice ! On conteste la donation faite par le marquis d'Allègre en faveur du neveu qu'il adoptait ! Cette donation est nulle, dit-on : « Dès qu'il eut été livré aux mains des ennemis, le donateur perdit la puissance de disposer de ses

biens, attendu que, par le droit romain, les otages ne peuvent tester. » A cette objection tirée de la loi romaine, Simon Marion oppose éloquemment la loi naturelle. S'inspirant du *pro Milone*, il s'écrie avec Cicéron : « C'est une loi suprême dont nous sommes imbus aussitôt que conçus, non peinte au dehors, mais empreinte en nous-mêmes; imaginée plutôt qu'enseignée; à quoi nous sommes dits sans en être instruits; et qui n'est apprise ni reçue d'ailleurs, mais prise et retenue de la nature même, que si notre personne, notre vie, notre liberté tombe en quelque péril; si en la puissance, en l'embûche, en la main ou des brigands ou des ennemis, tout nous soit loisible pour nous échapper (1). »

L'avocat montre son client pâle encore des souffrances de sa captivité. Qui lui rendra « ces cinq années de la première fleur de sa jeunesse, consumées en la crasse de cette servitude » ? En revanche de tant de tourments acceptés et subis, le feu marquis d'Allègre, son père adoptif, n'a-t-il pas contracté une dette envers lui ? Que doit la justice au jeune otage ? « Voire, si j'ose le dire, que lui doit le roi ? que lui doit la France ? que lui devons-nous tous ? Ce qu'on lui a promis, ce qu'on lui a donné, ce qu'il demande, se peut-il comparer à ce qu'il a fait, qu'il a souffert, qu'il a enduré ? » La péroraison tout entière

(1) « *Est igitur hæc, judices, non scripta, sed nata lex; quam non didicimus, accepimus, legimus, verum ex natura ipsa arripuimus, hausimus, expressimus; ad quam non docti, sed facti, non instituti, sed imbuti sumus.....* » (*Pro Milone*.)

est ferme, pressante, pathétique ; et nos sympathies sont acquises au client de Simon Marion.

Dans ce plaidoyer, l'orateur justifie en plus d'un endroit l'éloge que lui donnait le cardinal du Perron *d'avoir bien écrit*. Il imite ou traduit les anciens sans les citer, et sait fondre ici ses souvenirs dans le ferme tissu de son style et la trame même de son discours. Il flétrit en termes énergiques les guerres civiles qui ont provoqué l'invasion et s'indigne des outrages infligés à son pays : « Non, dit-il, en parlant de Jean-Casimir, non, ce cadet d'Allemagne, ni toute sa suite, n'eussent seuls osé regarder la France pour penser venir faire tant de ravages, si quelques François mêmes ne les eussent excités, enhardis et menés par la main ! » Comme dans les écrits d'Arnaud, on sent dans ces tristes paroles la fierté patriotique que ni les orages des partis, ni les luttes religieuses, ni tous les malheurs civils, n'ont pu affaiblir.

En 1596, Simon Marion fut nommé par Henri IV président aux enquêtes ; et, en 1597, il succéda à Antoine Séguier, comme avocat-général.

Les fonctions de ministère public convenaient, avant toutes les autres, au talent comme au caractère de Marion. Philosophe et jurisconsulte, il n'avait plus à soutenir les intérêts d'un particulier, mais à faire respecter la loi et à en interpréter les termes. Élevé au-dessus de tous les partis, protecteur de tous les droits, il ne devait intervenir dans les conflits judiciaires que pour les trancher au nom de la justice. « Simon Marion, dit de Thou, exerça cet

office avec autant de jugement que d'éloquence, et défendit avec beaucoup de constance la liberté publique et l'honneur du royaume. »

A peine investi de la charge d'avocat-général, il fut appelé à jouer son rôle dans la lutte des gallicans contre es jésuites. Nous avons déjà vu deux épisodes de ce duel, dont Pasquier et Arnaud ont été les champions dévoués et convaincus. Simon Marion va nous faire assister au troisième incident du drame qui se terminera, après trois procès mémorables, par le rappel des jésuites en 1603.

On se souvient qu'à la suite de l'attentat de Jean Châtel, en 1594, les jésuites bannis de France avaient quitté Paris et s'étaient réfugiés en Italie, en Espagne et en Flandre. De là, bravant l'arrêt de proscription qui les frappait, ils faisaient pénétrer en France leurs pamphlets et leurs livres, ou tâchaient d'y pénétrer eux-mêmes sous le voile d'une feinte apostasie. Le Parlement défendit donc « à toutes personnes, communautés de villes et autres quelconques, de recevoir en public ou privé les écoliers ou prêtres de la société de Jésus, bien qu'ils eussent abjuré le vœu et profession ». Le collège de Lyon était justement dirigé par un ancien élève des jésuites, nommé Posan, qui avait appartenu à l'Institut, avait porté l'habit de l'ordre et ne l'avait quitté que peu de temps avant l'arrêt de 1594. Les échevins de la ville voulurent le garder à la tête de leur collège. Ils adressèrent au Parlement des remontrances, disant que Posan, ayant quitté la Société de Jésus, ne pouvait tomber sous le coup de

l'arrêt qui frappait ses membres. Ils protestaient du reste de leur fidélité au roi, et se soumettaient d'avance aux décisions du Parlement.

Marion loua vivement les échevins de leurs loyales dispositions, mais se montra inexorable à leur requête. Il rappela que les ménagements de la cour à l'égard des jésuites avaient eu des effets funestes. « Par un malheur grandement lamentable, cette prudence moyenne et imparfaite, qui par bonne intention différoit de leur clore ou leur ouvrir la porte, jusqu'à ce qu'elle y eût plus mûrement pesé, a dégénéré petit à petit en la pire partie par la légèreté et licence du peuple enclin à nouveautés, et par la connivence de nos magistrats, éblouis du lustre de leur hypocrisie. » Il fit un bel éloge de Pasquier et reconnut la justesse de ses prédictions, trop tôt confirmées par l'expérience. Or le danger que Pasquier avait signalé subsiste encore. « Ceux qui s'arrogent le nom de jésuites » sont embusqués aux portes du royaume et guettent toutes les occasions d'y rentrer. Le Parlement doit être en garde contre toutes « leurs ruses, cautelles et finesses (et quelles gens au monde en ont de plus subtiles?) ».

On allègue que Posan a quitté l'Institut. Mais n'y a-t-il pas été nourri et élevé? n'a-t-il pas porté pendant de longues années l'habit et le nom de la Société? n'a-t-il pas prêché et confessé en cette qualité? Posan, dit-on, est *homme de lettres* : il est utile au rétablissement du collège de Lyon. C'est fort possible, il n'y a pas de poison qui ne

puisse être utile à quelque chose. Mais le mal qu'un tel homme peut faire ne surpasse-t-il pas de beaucoup le bien qu'on peut attendre de lui ? Et d'ailleurs, est-il donc seul capable de former les enfants aux bonnes lettres ? Non ! « notre Université n'est pas si fort épuisée qu'elle ne puisse fournir un principal et des régents catholiques, sages, doctes et vertueux à la ville de Lyon ! »

Marion fait alors une singulière critique de l'enseignement des jésuites et de leur méthode. « Quoique le peuple, assez mauvais juge de la littérature, l'ait autrement pensé, la vérité est que ce genre d'hommes n'a jamais bien su ni enseigné les lettres ; et qu'ils ont au contraire commencé d'étouffer leur pure semence, renée en ce royaume sous les auspices du grand roi François, pour y replanter petit à petit l'ancienne barbarie. Car ils ignorent le vrai secret des langues ; même *ils font vertu de les mépriser comme trop élégantes et de retrancher à leur fantaisie, sous divers prétextes, les anciens auteurs*, à l'exemple de ceux qui, par le passé, nous les ont tant tronqués, qu'il nous est resté plus de leurs épitomes que de livres complets ! »

Marion croit-il vraiment que les jésuites, en expurgeant les auteurs latins, n'aient supprimé que les *élégances* ? Est-ce comme trop élégants qu'ils ont retranché ou modifié certains vers d'Horace, d'Ovide et de Juvénal ? L'avocat général dénature ici les intentions des Pères, qui respectaient dans la jeunesse une innocence que l'antiquité n'a pas toujours su comprendre, une pudeur qu'elle

n'a pas toujours respectée. Mais il leur reproche avec plus de raison de s'en tenir à des études de mots et de suivre encore « les ambages des vaines questions tirées de la lie des docteurs scolastiques », au lieu d'abreuver ces jeunes esprits aux sources pures de la vraie philosophie, dont Aristote est alors le chef et le maître. « La philosophie est vraiment la reine des sciences humaines, » dit Marion ; et les jésuites n'en montrent à dessein que la surface, les côtés arides, les subtilités et les arguties.

Sans doute, en confiant à Posan la principale charge de leur collège, les échevins de Lyon ont pensé avoir très-bien pourvu à la direction de leurs enfants. Néanmoins les informations faites à la requête du ministère public ont révélé que la jeunesse « couroit le hasard d'être imbue de très-mauvaises mœurs ». Sans s'expliquer davantage sur ce sujet, l'avocat du roi conclut donc à ce que, sans avoir égard aux remontrances des échevins, l'arrêt de la cour fût exécuté, et que Posan fût pris au corps et rendu prisonnier en la Conciergerie.

Par cet énergique plaidoyer, Marion encourut comme Pasquier et comme Arnaud la haine des jésuites. Il fut traité d'hérétique par l'auteur de la *Bibliothèque des Jésuites* (1); mais, se renfermant dans son rôle de magistrat, il ne descendit pas dans la lice comme Étienne Pasquier, il n'écrivit pas contre eux comme son gendre. En prononçant ses conclusions dans cette affaire, il avait cru

(1) Voir Moréri, *Dictionnaire historique*.

servir, suivant sa conscience et dans les limites de sa charge, non-seulement le roi et la France, mais encore la cause des lettres et l'intérêt des bonnes études (1).

Touché du souffle de la renaissance, nourri de la lecture des auteurs classiques, Marion repousse les disciples attardés du moyen âge et condamne, au nom d'Aristote, ceux qu'il considère, à tort ou à raison, comme les héritiers de la scolastique. On trouverait cependant dans ses œuvres quelques traces des anciennes formes de l'école et de l'argumentation du quinzième siècle.

Dans une question de testament, par exemple, il dit : « Le testament reçu en droit écrit et celui dont parle la coutume sont divers en substance, et n'ont rien de commun que le simple nom. Au moyen de quoi *le syllogisme dont la proposition s'entend de l'un et l'assomption de l'autre, tombe en la fallace de l'homonymie* (2). » Or, dans un autre plaidoyer, il nous avertit de nous défier de l'*homonymie*, « laquelle Aristote dit à bon droit être le piège le plus ordinaire que les sophistes tendent pour y faire chopper les moins avisés (3) ». Il soutient que le Testament, quelle qu'en soit la forme, mystique, nuncupatif ou rustique, produit toujours les mêmes effets : « Le rustique est aussi valable à l'égard de tous biens que le plus solennel, parce que *le plus ou le moins qui tombe en l'ac-*

(1) Le plaidoyer de Simon Marion contre les jésuites ne se trouve pas dans l'édition de 1594. C'est le quinzième plaidoyer de l'édition de 1629.

(2) Plaidoyer huitième, édition de 1629, p. 190.

(3) Plaidoyer neuvième, édition de 1629, p. 252.

cident de la solennité ne tombe en l'essence, mère de l'effet (1). » Ces phrases ne semblent-elles pas un dernier écho des disputes métaphysiques du temps des *Réalistes* et des *Nominaux*?

Cicéron, que Simon Marion connaît et traduit, bien qu'il eût puisé l'éloquence aux sources vives de la philosophie, et se fût fait métaphysicien pour devenir orateur, ne se serait jamais permis de pareils termes. Mais, tout en admirant l'illustre orateur romain, Marion se fait une autre idée que lui de l'éloquence judiciaire. Il *agence et polit* ses plaidoyers à la façon des anciens avocats de la Grèce et de Rome, *en tant toutefois que notre usage se peut accorder avec le leur*. Qui les voudrait imiter en tout, se rendrait ridicule. Leur barreau était « *tout pathétique au milieu du peuple* » ; le nôtre au contraire « *est tout didactique* et n'a d'autre but que d'enseigner la vérité à des juges graves, doctes et experts (2) ». Nous pouvons donc employer ces expressions techniques et ces locutions abstraites qui auraient effrayé les oreilles du peuple rassemblé sur le forum.

Simon Marion, dont les contemporains vantent l'éloquence, n'estime pas que l'avocat doive être éloquent. Dans une *Remontrance* prononcée en 1601, à l'ouverture du palais, revenant sur la différence qu'il a déjà signalée entre le barreau des anciens et celui des modernes, il trace

(1) Plaidoyer huitième, déjà cité.

(2) Voir *Remarques de S. Marion à la suite du huitième plaidoyer*, édition de 1629, p. 196.

le portrait de l'avocat tel qu'il le conçoit et définit nettement ses devoirs. Cette remontrance, encore inédite et que nous avons trouvée dans les manuscrits de la collection du Puy, mérite une analyse spéciale (1).

Chez les Grecs et chez les Romains, où tout dépendait de l'éloquence, il était nécessaire « de flatter le peuple, de le mener par belles paroles pour en avoir jugement favorable ». Il n'en doit pas être de même en France : « La fonction d'*avocat* ne doit pas être celle d'*orateur*. » Il n'est pas besoin de rhétorique pour défendre son droit : « On procède à la cour comme en cette ancienne cour de l'Aréopage, où les raisons étoient déduites sans aucun fard... Aussi, dit Aristote, on va au jugement avec règle de droit et d'équité ; et comme celui-là seroit fol qui ploieroit sa règle pour s'en servir, aussi ne doit un juge ployer à la pathétique d'un orateur, pour asseoir sur son discours un entier jugement. J'estime donc qu'un avocat doit être *médiocre orateur et grand jurisconsulte*. Quand je dis *médiocrité*, j'entends la perfection d'un orateur qui est d'*avoir la diction propre et significative*, les périodes ni trop longues, ni trop courtes... » A ses yeux, la suprême vertu de l'oraison est la *perspicuité*, qu'Hermogène appelle ἐνάργεια. Il ne faut point que l'avocat fasse de digressions pathétiques ou affecte la pompe oratoire ; il faut qu'il se souvienne de ce qui est dit au commencement du

(1) Collection du Puy, volume 313, à la Bibliothèque nationale. « Remontrance de M. Marion, du lundi 30 avril après Pâques, à l'ouverture du palais, 1691. »

Digeste : « *Jus est ars æqui et boni ; et quod veram non fucatam profiteatur rhetoricam.* »

Après ces préceptes généraux, Marion, s'adressant aux trois classes d'avocats qui l'écoutent, conseille *aux jeunes* la modestie et le silence ; aux *avocats plaidants* le respect de la vérité, le souci des raisons sérieuses et du droit ; aux *plus âgés*, « qui siègent sur les fleurs de lys et consultent les causes », il conseille l'assiduité aux audiences « afin que les avis qu'ils donneront soient conformes aux avis de la cour ». Telle est cette remontrance remarquable, où Marion nous apparaît ce que nous l'avons toujours vu : l'homme de la loi, l'interprète de l'équité, vrai disciple de ces jurisconsultes romains dont l'œuvre est restée pour nous la *raison écrite*.

Comme tous les grands avocats du seizième siècle, Marion s'est formé à l'école du Droit romain ; mais, comme eux aussi, il revendique l'indépendance du droit national. Comme son compatriote nivernais Guy Coquille ; comme son contemporain et son émule Dumoulin ; comme Pasquier, Arnaud, Versoris, il étudie, il défend nos vieilles coutumes et les rattache, en philosophe, aux principes mêmes de la raison. Dans deux plaidoyers il soutient les dispositions du droit coutumier contre les dispositions contradictoires du droit romain (1). Il se demande « si la coutume doit être interprétée par elle-même ou par le droit romain ; ce qui dépend d'un plus haut discours,

(1) Plaidoyer septième, sur la nullité d'un testament.

Plaidoyer huitième contre une veuve instituée héritière.....

savoir des mœurs des nations, de la forme de leurs gouvernements, du but de leurs lois et autres circonstances universelles, qui nous conduisent, par une autre suite de causes subalternes, à la connoissance des raisons spéciales de chacun article en particulier ». On croit pressentir, en lisant cette phrase, l'auteur de *l'Esprit des Lois*.

Arrêtons ici cette étude sur l'avocat distingué que d'autres ont jugé avant nous comme philosophe et jurisconsulte (1).

Orateur instruit et disert, il emprunte aux Latins l'ampleur de leur style, en se défendant d'imiter le pathétique de leur éloquence. S'il reproduit parfois les tournures et les expressions de *la Milonienne* et du *pro Murena*, s'il déploie une pompe de langage, un luxe de développements tout asiatique, il préfère d'instinct l'atticisme de Lysias, et engage les jeunes avocats à s'inspirer des souvenirs de l'Aréopage. Il voudrait que l'orateur judiciaire ne parlât, comme aux premiers temps de la Grèce, qu'à la raison et négligeât les artifices de la rhétorique. Il supprimerait volontiers toutes les figures qui ne tendent qu'à exciter les passions pour s'attacher entièrement à la démonstration de la vérité et rendre d'une façon plus précise les nuances diverses de la pensée. Les qualités qui lui sont propres sont la solidité et la finesse, avec un rayon d'imagination. De temps à autre sa discussion

(1) M. Cougny, de la *Philosophie chez les jurisconsultes du seizième siècle*. (*Mémoires de la Sorbonne*, 1865.)

M. Aubépin, journal le *Droit* (1860).

s'éclaire d'une image vive et juste, d'une lueur de passion discrète et sincère. Mais les défauts de son époque gâtent trop souvent ses qualités naturelles.

Après avoir loué l'intégrité de son caractère, son dévouement au roi et au pays, sa religion ferme et tolérante, vanterons-nous, comme un de ses admirateurs, « l'abnégation austère de sa vie (1) » ? En ferons-nous un stoïcien à la façon des Arnaud, ses petits-fils, dont Balzac disait « qu'un Arnaud vaut une douzaine d'Épictète » ? Non ! Marion est plus stoïcien dans ses discours que dans sa conduite. Nourri à l'école des vieux jurisconsultes romains, il a puisé dans leurs écrits les maximes de la doctrine du Portique. Comme légiste, c'est un disciple de Labéon et de Sénèque. Dans son treizième plaidoyer pour le comte de Mon-Laur, il admire ce *superbe décret* des stoïciens : « Que le sage ne se repent jamais, jamais ne se corrige, jamais ne change sa délibération ; parce que quand il l'a prise et sur ce qu'il s'est alors proposé, on ne pourroit mieux faire que ce qu'il a fait, ordonné, disposé. » Dans le sixième plaidoyer, il dit avec Zénon que l'homme ne naît pas pour lui seul et qu'il se doit, dans des mesures diverses, à sa parenté, aux autres hommes, à son pays. Il comprend et définit le devoir en stoïcien ; mais il sait concilier dans la pratique la rigidité de sa doctrine avec les principes moins sévères de l'intérêt bien entendu. M. Sainte-Beuve, dans l'*Histoire de Port-Royal*,

(1) M. Aubépin, *Étude sur Simon Marion* publiée dans le journal le *Droit* (1860).

a délicatement indiqué ce côté de son caractère : « C'étaient d'honnêtes gens, dit-il en parlant de M. Marion et de son gendre, mais qui, tout du seizième siècle et de robe qu'on se les figure (c'est-à-dire ce qui nous semble le plus austère), songeaient à l'avancement des leurs, à l'établissement de leur maison ; et les moyens de les procurer tombaient plus d'accord avec l'usage et l'honneur mondain qu'avec l'entière vertu. » Ainsi, contre toutes les règles, l'avocat du roi Marion fit pourvoir ses deux petites filles âgées, l'une de sept ans et demi, l'autre de cinq ans, d'une coadjutorerie et d'une abbaye. L'une sera la mère Angélique et l'autre la mère Agnès. Voilà celles qui porteront dans l'exercice des vertus chrétiennes la fermeté stoïque dont leur grand-père professait les principes en jurisprudence.

Marion mourut dans sa maison de Paris, âgé de soixante-quatre ans ; il fut inhumé dans l'église de Saint-Merri, sa paroisse (février 1605). On lit à cette date dans le *Journal de l'Estoile* : « Le mardi 13 de ce mois fut mis en terre à Paris l'avocat du roi Marion, homme accort, fin, subtil, déguisé, et qui est mort en réputation d'un des premiers hommes du palais, des plus habiles et des mieux disants : plus éloquent que pieux, dit quelqu'un ; dont le jugement appartient à Dieu et non aux hommes. » Le cardinal du Perron, qui se trouvait alors à Rome, composa l'építaphe de l'orateur qu'il admirait tant. Il y pleurait l'éloquence française ensevelie avec lui dans le tombeau ; car Marion était *l'ornement du Sénat, et du palais le miracle*

suprême. Il faut autant se défier des louanges pompeuses du cardinal que des flatteuses médisances de l'Estoile. La vérité est à la fois plus simple et moins mordante. Marion aima sincèrement et servit fidèlement son pays et son Dieu. Il fut éloquent comme on pouvait l'être de son temps, et dévoué aux devoirs de sa profession comme on devrait l'être toujours.

CHAPITRE V.

De l'éloquence du ministère public. — L'avocat du roi *du Mesnil*. — Les Mercuriales. — *Brisson*. Son discours sur les causes de la diminution de l'éloquence chez les modernes. — *Guy du Faur de Pibrac*. — L'avocat général *d'Espesses*. — *Servin*. Une accusation de sortilège. — Lit de justice de Louis XIII. Protestation de l'avocat général *Servin*. — *Antoine Loisel*, avocat du roi en Guyenne. Son premier discours à Bordeaux (1582). — *La Guyenne*, ou recueil de huit remontrances faites en la chambre de justice de Guyenne par A. Loisel. Les Institutes coutumières. — Le Dialogue des avocats. — *Guillaume du Vair*. Sa conduite pendant la Ligue. Suasion de l'arrêt donné au Parlement pour le maintien de la loi Salique. Arrêts prononcés en robe rouge. — Mercuriales. Traité de l'éloquence française.

L'éloquence du barreau n'est qu'une des formes de l'éloquence judiciaire : c'est la seule qu'aient connue et qu'aient pratiquée les anciens. Le ministère public, poursuivant au nom de la société les délits et les crimes, n'existait pas chez les Romains et chez les Grecs. D'un autre côté, les avocats n'étant pas réunis en corporation, les magistrats ne pouvaient avoir avec eux les rapports qui relient de nos jours la magistrature et le barreau. On ne connaissait donc alors ni les plaidoyers du parquet, ni les remontrances de la Cour. De l'institution moderne du ministère public, est né chez nous un nouveau genre d'éloquence, moins passionné, moins brillant que l'élo-

quence du barreau, mais plus grave, plus solennel, plus soucieux de la vérité, plus attaché au sens de la loi : véritable langage d'une magistrature impartiale et sévère. C'est au dix-septième siècle que ce genre d'éloquence eut ses plus illustres représentants dans les avocats généraux Omer et Denis Talon, et dans celui qui sera plus tard le chancelier d'Aguesseau. C'est seulement au seizième siècle qu'il se distingue de l'éloquence ordinaire des tribunaux, par un style et des procédés de discussion qui lui sont propres.

Quand l'orateur du ministère public prend la parole, les parties ont présenté leurs moyens et mis en œuvre toutes les ressources de la dialectique et du sentiment. Il faut qu'il discute et qu'il apprécie ces moyens, qu'il choisisse et décide entre les arguments opposés, qu'il présente une conclusion et l'appuie par des raisons décisives qui souvent ont échappé aux plaideurs eux-mêmes. Tâche difficile, avouons-le ; car, si l'avocat est maître de son plan, et peut développer ou négliger à son gré certains côtés du débat, l'avocat général doit suivre les parties sur le terrain où elles se placent, et traiter tour à tour chacun des points traités au procès. La Roche-Flavin, dans son livre *des Parlements*, définissant les fonctions du ministère public, emprunte à l'historiographe Pierre Mathieu ce singulier et emphatique passage : « Après que les avocats des parties ont plaidé de part et d'autre, il faut que le plaidoyer des gens du roi soit la *poudre de départ* (1), qui

(1) *Départ*, opération par laquelle on sépare deux substances métalli-

sépare le vrai du vraisemblable et l'apparence de l'essence ; et qui soit vraiment l'aiguille de la balance, qui trébuche justement du côté où le poids de la raison emporte le jugement ; parce qu'il faut que l'entendement soit entre deux oreilles comme l'aiguille entre les deux bassins de la balance, pour ne pencher que du côté où la vérité et la justice est plus forte (1). » D'Aguesseau a défini plus simplement le caractère de cette éloquence : « c'est la raison qui parle à la justice. »

Le seizième siècle a compté un grand nombre de ces interprètes sérieux de la loi, *personnages de singulière recommandation*. Dans le grand débat où Pasquier porta la parole contre les jésuites, nous avons déjà rencontré l'avocat du roi du Mesnil, et nous avons cité quelques passages de son discours. Nul magistrat n'apporta plus de droiture et d'intégrité dans l'exercice de sa charge. « Doux et affable en son particulier et de son naturel, il étoit au contraire rude en ce qui concernoit les affaires du roi, du public et des pauvres, desquels il se déclaroit comme le patron et l'avocat : n'y ayant si grand, ni si puissant seigneur contre qui il ne se portât, quand il étoit question des causes publiques (2). » La première heure de chaque

ques qui étaient unies et mêlées ensemble. Faire le départ. Eau de départ. (*Dictionnaire de l'Académie.*)

(1) *Treize livres des Parlements de France*, par M. Bernard de la Roche-Flavin (à Bordeaux, 1617, in-f°).

(2) Voir *Opuscules de Loisel*. Vie de M. du Mesnil, avocat du Roi. D'abord avocat au Parlement de Paris, du Mesnil avait été nommé avocat du Roi en 1556.

journée était consacrée par lui aux affaires des pauvres. A son lever, en s'habillant, il dictait des mémoires et des requêtes dont il faisait toujours venir quelque chose à leur recette.

C'est lui qui le premier, selon Pasquier, *apporta de la façon* aux harangues nommées *mercuriales*. Ces harangues tiraient leur nom, dit Ménage, « du mercredi, qui, dans les cours du Parlement, n'étoit pas un jour ordinaire de plaidoirie, mais le jour du conseil. C'étoit dans ce jour que le procureur général devoit prendre la parole sur les abus et contraventions aux ordonnances. » Lorsque Pasquier débuta au palais en 1549, cette harangue n'étoit encore qu'une remontrance assez brève, faite sans art et sans prétentions oratoires. « Si entre les deux Parlements les gens du roi avoient observé quelques fautes aux avocats, procureurs ou sollicitateurs en l'exercice de leurs charges, le premier avocat du roi, après la lecture des ordonnances, *remontroit sommairement* tout ce qu'il pensoit être de ce sujet, prenant conclusions convenables (1). » En mettant désormais plus d'art et de recherche dans les *mercuriales*, les gens du roi les détournèrent souvent de leur but primitif, qui étoit de conseiller ou de reprendre les membres du barreau ou de la cour, qui avoient manqué aux devoirs de leur profession.

Dès l'année qui suivit son entrée en fonctions (1557), M^r Baptiste du Mesnil saisit cette occasion d'adresser un discours plus étendu et plus travaillé aux jeunes avocats.

(1) Voir Étienne Pasquier, *Recherches de la France*, liv. IV, chap. XXVII.

Il les entretint une demi-matinée « de quelques passages d'*Asconius Pedianus*, pour montrer la différence qu'il y avait à Rome entre l'avocat et le procureur (1) ». Cette leçon d'histoire et de droit fut très-goûtée; et quand M^r Guy du Faur de Pibrac fut nommé avocat du roi, il suivit l'exemple de son collègue. « Ayant obtenu de M^r du Mesnil, par forme de courtoisie, de faire l'ouverture du Parlement le lendemain d'une Quasimodo, il se voulut donner plus ample carrière que n'avoit fait son compagnon. Et lors ces deux esprits commencèrent de haranguer à l'envi l'un de l'autre, à qui mieux mieux : du Mesnil à la Saint-Martin, et de Pibrac à Pâques. » Quand Barnabé Brisson succéda au sieur de Pibrac, il voulut à son tour surpasser son prédécesseur, et, comme dit Pasquier, *renvier sur son résignant* (2). Ainsi commença une rivalité généreuse, où ces magistrats, luttant de zèle et d'érudition, offrirent à la jeunesse du barreau, sinon des modèles d'éloquence, du moins des exemples de travail, de belles sentences et d'utiles leçons.

Entre tous les gens du roi, Barnabé Brisson se distingua par ses remontrances. Résumons celle qu'il prononça le 15 avril 1579 sur les causes de la décadence du barreau.

L'orateur s'y demandait pourquoi l'éloquence des modernes est inférieure à celle des anciens. Est-ce que la

(1) *Asconius Pedianus*, grammairien latin, mort sous Vespasien, dont il reste des *Commentaires sur les Discours de Cicéron*.

(2) *Son résignant*, celui qui avait résigné ses fonctions, celui qui avait cédé sa charge. Voir É. Pasquier, *Recherches de la Fr.*, liv. IV.

nature vieillie et devenue stérile ne produit plus que des esprits languissants, de même que la terre se lasse de rapporter? Non, répondait-il. Honorez les laboureurs; la terre sera féconde et les greniers se rempliront de grains: « ainsi seroit des orateurs, si l'on honoroit leur profession comme elle le mérite. »

Il y a deux causes à l'infériorité de l'éloquence moderne : l'ignorance de la jeunesse et la vénalité des offices. La jeunesse n'est plus *fondée es bonnes lettres*, et son ignorance semble justifier le peu d'honneur qui s'attache aux sciences. On étudiait autrefois l'histoire, la philosophie, les mathématiques. La jeunesse maintenant ne tient plus compte de la philosophie. Il en résulte que cette science est très-mal enseignée. Or la vraie philosophie, la morale, la naturelle étant les sources de bien dire, que deviendra la sapience civile?

La vente des charges de judicature est en outre un obstacle au mérite. Mais c'est un abus que le roi lui-même a reconnu et qu'il promet de supprimer. La jeunesse se doit donc évertuer et prendre cœur, puisque le prince écarte ainsi ce qui s'opposait aux progrès de la saine et forte éloquence.

Malheureusement Brisson trace à ses jeunes auditeurs une image fausse et un portrait trompeur du genre de style qui leur convient et du travail qui leur reste à faire : « Un bon avocat, dit-il, doit ressembler le bon père de famille, lequel ne se contente pas d'avoir une maison bien bâtie et commode, mais il veut encore avoir une galerie

peinte, un beau parterre. Ce ne lui sera pas assez d'avoir de bons meubles, il voudra encore avoir un beau buffet, de la vaisselle d'argent, un beau cabinet, et s'accommodera, selon la matière et la grandeur, des causes qu'il aura à traiter. Ne sert de rien de dire s'il n'a chez soi de tels meubles qu'il en empruntera; s'il a besoin de quelques étoffes de la philosophie, il s'en fournira chez ceux qui en ont à revendre (1). » Voilà un encouragement qui ne fut que trop entendu, et dont l'effet se fit sentir dans toutes les harangues du palais. De là cette science *douteuse et chancelante* dont parle d'Aguesseau; de là ces discours touffus et embarrassés, dont le fil se perd dans un dédale de citations mal digérées. Nul ne donna plus dans ce défaut que Brisson. Nous avons déjà relevé l'excès de sa formidable érudition dans le procès où il se mesura avec Pasquier contre d'Arconville.

Nommé président à mortier en 1583, Brisson fut chargé par Henri III de recueillir et de mettre en ordre toutes les ordonnances rendues sous son règne et sous celui de ses prédécesseurs. C'était un pas vers cette unité de législation déjà entrevue par Pierre Dubois au quatorzième siècle, indiquée dans le *Songe du Vergier*, conçue par Louis XI, au dire de Comines, et que les événements politiques devaient encore entraver. Le code de Henri III fut achevé en 1587, mais n'eut jamais force de loi. L'auteur de cette grande œuvre devait périr bientôt après,

(1) Voir *Recueil de Plaidoyers notables* (à Paris, chez Edme Pepingué, dans la grand'salle du palais, 1644).

victime de nos troubles civils, et expier par sa fin tragique la complaisance ou la faiblesse qu'il montra à l'égard des Seize (1).

Quelque temps avant Brisson, Guy du Faur de Pibrac était mort de langueur, l'âme mortellement atteinte des malheurs de la France. C'était un caractère doux, une humeur paisible et gracieuse comme son éloquence. Les harangues imprimées qui nous restent de lui ne nous permettent pas de le juger. Elles sont écrites, dit du Vair, « en un langage si entrelacé de divers passages et diverses allégations, elles sont si plates pour les mouvements et sentences, que si ce n'étoit que je lui ai vu regretter qu'elles fussent en lumière, elles me diminueroient l'opinion que j'ai de son mérite. » Ambassadeur de Charles IX au concile de Trente, et de Henri III à la diète de Pologne, Pibrac avait sans doute réservé pour les harangues latines, qu'il prononça dans ces assemblées, les élégances qui manquent à son français du Parlement.

A côté de Pibrac se place un magistrat qui fut, comme lui, l'ami et le correspondant de Pasquier, l'avocat du roi Jacques Faye, seigneur d'Espeisses. Pibrac avait préludé par le barreau et le parquet à la diplomatie ; d'Espeisses débuta par la diplomatie pour finir par la magistrature. Il accompagna d'abord Henri III en Pologne, et, de retour

(1) Brisson s'était laissé nommer premier président par les Seize à la place d'Achille de Harlay, jeté à la Bastille. Devenu suspect à son tour aux chefs de la Ligue, Brisson fut arrêté le 15 novembre 1594, conduit devant le tribunal des Seize et pendu, séance tenante, à une poutre de la chambre du conseil.

en France, acheta de Barnabé Brisson son office d'avocat général (1).

D'Espeisses avait des lettres : mais, venu tout neuf *à ce métier* pour apprendre, comme dit Platon, *la poterie sur le pot*, il trahit d'abord quelque inexpérience. Il négligeait les formalités de la justice ; et Loisel l'en blâme avec raison : « car encore qu'on ne doive point s'arrêter aux formalités, toutefois il ne les faut non plus mépriser que les cérémonies en fait de religion : car ce sont comme *les cerceaux du muid qui retiennent le vin*. » Moins savant que son infortuné prédécesseur, d'Espeisses l'emportait sur lui par la précision de son style. « Notre parler, écrivait-il, doit être mâle, habillé de court comme les hommes, et non de long comme les femmes. » Cette qualité se montre en effet dans une mercuriale qu'il prononça en 1587, et où le vieux français de Pasquier revient plus d'une fois sur les lèvres de l'avocat général. L'orateur recommande l'union et la concorde aux membres du Parlement. « Outre que sous l'abri de nos divisions, dit-il, les désordres croissent de jour à autre, et *acquièrent leurs coudées franches*, qui ne voit qu'elles font avorter, et, s'il se peut dire, *geler comme en bourre* (2), autant de belles et généreuses conceptions qui pourroient sortir de cette compagnie ? Que messieurs les jeunes ho-

(1) Voir *Opuscules de Loisel*. (Édition de 1656.)

(2) *Bourre* se dit, en agriculture, du duvet qui couvre les bourgeons de quelques plantes lorsqu'elles commencent à pousser. La vigne a gelé en bourre. (*Dictionnaire de l'Académie*.)

norent les anciens ! que réciproquement il plaise à messieurs les présidents se comporter, voire avec les moindres, en toute douceur, candeur et affabilité, comme étant *les seules baguettes et houssines* avec lesquelles ils se doivent promettre pouvoir manier cette compagnie. »

Il engage les juges à ne pas hanter si fréquemment le Louvre et les maisons des princes et seigneurs : « Nous supplions la cour que, se souvenant du dire du grand roi François : *qu'un bon courtisan et un bon juge sont deux choses incompatibles* ; ou d'un sage dire de Platon : *que nous devons ressembler aux mâtins de garde, aboyer à tous, ne nous laisser apprivoiser et ne connoître autres que nos maîtres*, il vous plaise brider ces ambitions, défendre d'aller au Louvre si on n'y est mandé, et nullement ès maisons des princes et seigneurs. »

Telle est la véritable mercuriale qui maintient la discipline du Parlement et signale les désordres blâmables avec une rude et salutaire franchise.

D'Espeisses était fort admiré de ses amis pour son invention et sa fécondité. Il avait découvert dans Homère l'origine du barreau (1), et il y cherchait aussi le moyen d'enrichir la langue.

Il estimait qu'il n'y aurait livre au monde plus profitable qu'un dictionnaire étymologique où seraient les noms de tous les arts et de leurs outils en grec, latin et

(1) Le président Achille de Harlay commençait une de ses remontrances en disant de même : « Messieurs, Homère définit ainsi le devoir de l'avocat. »

français : « ce seroit une fontaine d'où l'on puiseroit toutes les belles similitudes et comparaisons dont on puisse user, et non communes (1). » Pasquier, qui était son voisin et son ami, lui remontra que ces similitudes et ces citations étaient inconnues aux auteurs de l'antiquité et lui conseilla d'y renoncer. D'Espeisses essaya donc de composer une harangue à l'antique, en tirant de son propre fonds les idées, les expressions et le style. Mais il avoua depuis à Pasquier « que cette seule lui avoit plus coûté à faire que trois des autres précédentes, qu'il avoit rapiécées de divers passages (2). »

La profusion des textes et des citations classiques déguisait donc chez les uns la stérilité de l'esprit et la pauvreté de l'invention, et chez les autres elle les produisait. Singulière fécondité que celle qui réclame un dictionnaire pour y puiser des métaphores et y trouver des expressions neuves !

Nommé président à mortier par Henri III, d'Espeisses désigna pour le remplacer comme avocat général un jeune homme plus connu pour ses talents poétiques que pour son mérite en jurisprudence. C'était Servin. Henri III le trouvait trop léger pour un emploi si important ; mais la charge ayant été offerte à Pasquier, qui la refusa, Servin fut nommé (1589).

Nous avons de Servin quatre volumes de plaidoyers, où

(1) *Opuscules de Loisel*. Lettre de M. le conseiller Gillot à M. de Sainte-Marthe.

(2) Pasquier, *Recherches de la France*, liv. IV, chap. xxvii.

n'apparaît pas assurément cette légèreté que lui reprochait Henri III. C'est un pesant recueil de longues et arides dissertations, dont le procès plaidé par Arnaud devant le duc de Savoie, et gagné par lui sur les conclusions de Servin, nous a déjà fourni un modèle.

Dès son début au Palais, Servin s'était mis au nombre de ces avocats qui se croiraient perdus de réputation s'ils ne développaient dans chaque discours un lieu commun et n'enfilaient là-dessus tout ce que les uns et les autres en ont écrit. S'agissait-il d'un receveur qui avait fait saisir le cheval d'un paysan pour le paiement des tailles ? Il n'était pas satisfait qu'il n'eût ourdi un long discours de l'office du receveur, des saisies et exécutions, de l'origine des impositions, du service du cheval, bref qu'il n'eût dit tout ce qui ne sert point à la cause, et laissé tout ce qui était utile pour la bien plaider. Il imitait celui qui, plaidant pour un tonnelier auquel on avait commandé un broc de bois à petite gueule, commença son plaidoyer par les anciens Romains. Le président lui répondit : qu'il avait pris bien de la peine à mettre les Romains dans un broc, et l'avocat perdit sa cause.

Comme écrivain et comme orateur Servin est bien inférieur à son collègue Simon Marion. Si Marion se permet trop souvent des digressions, il n'abandonne pas du moins le fil de son raisonnement, il ne brise pas la suite toujours visible de ses idées. L'ordonnance de ses plaidoyers est simple et se laisse facilement saisir. On se perd au contraire dans le labyrinthe des considérations et des alléga-

tions de Servin. La logique est parfois serrée et précise dans les détails, mais elle manque totalement dans l'ensemble du discours. Le raisonnement est souvent juste et vigoureux, la disposition est presque toujours défectueuse. Le principal intérêt que puisse offrir aujourd'hui le volumineux recueil de ses œuvres est un intérêt juridique ; on y peut aussi découvrir de curieux traits de mœurs et de caractères : mais les lettres n'ont rien à tirer de ces lourdes élucubrations.

Dans le procès de Jean Prost, Servin s'était prononcé pour le maintien de la torture. Il eut au moins le bon sens, dans une circonstance analogue, de réprouver une coutume non moins barbare du moyen âge et de s'élever contre une épreuve que condamnait la raison. Il requit le Parlement d'interdire désormais l'épreuve en eau de rivière dans les accusations de sortilège.

A la fin du seizième siècle, la croyance à la magie et aux sorciers était générale. Toutes les têtes étaient préoccupées des idées d'apparitions, de maléfices et de loup-garous. On discutait au parlement de Bordeaux la question de savoir « si un locataire peut quitter la maison où il retourne des esprits (1) » (1595). On faisait un procès à un loup-garou. Rien n'était épargné pour réprimer la sorcellerie. Dès qu'un sorcier était dénoncé, il était arrêté, mis à nu, et soumis à des épreuves plus ou moins étranges. Ici, on le piquait avec des épingles, et il était déclaré cou-

(1) Voir à l'*Appendice* quelques détails sur le procès et sur l'avocat qui le plaida, Julien Peleus.

pable s'il paraissait insensible ou trop peu sensible aux piqûres. Ailleurs, le patient, dépouillé de ses habits, était jeté par trois fois à la rivière, d'une hauteur de sept ou huit pieds, et s'il revenait à la surface sans avoir bu de l'eau par la bouche il était convaincu de sorcellerie et condamné à être pendu.

C'est ce qui était arrivé à une malheureuse mère de famille, accusée de sortilèges par les habitants de Dinteuille. Tondue et rasée, plongée par trois fois dans la rivière de l'Aube, elle avait été condamnée ensuite à être étranglée. Le juge avait ordonné en outre que son corps serait brûlé, ses cendres jetées au vent et ses biens confisqués. La victime de cet absurde jugement était morte des souffrances de l'épreuve avant que la sentence pût être exécutée. Son cadavre avait été néanmoins pendu au poteau du supplice, puis brûlé et réduit en cendres, son mari avait été banni pour dix ans. Les enfants mineurs appelèrent au Parlement de la sentence qui les avait rendus orphelins. La prétendue sorcière avait été condamnée en 1594 ; l'affaire fut plaidée au Parlement en 1601.

Servin, parlant pour le procureur général, déclara que le crime de sortilège exigeant une grave punition, puisque c'était un *crime de lèse-majesté divine*, devait être l'objet d'une enquête exacte et scrupuleuse. Il ne mettait pas en doute l'existence des sorciers : mais il ne voulait pas qu'on présomât trop légèrement le crime de sorcellerie, « *n'étant pas à croire tout ce qu'on en dit.* »

« Il ne faut pas, ajouta-t-il, que la haine de tels et si

abominables hommes et femmes, bien que très-juste et publique, pousse si avant les esprits des juges, que par un zèle qui ne seroit pas selon la science, ils se transportent à faire d'étranges procédures ; n'étant pas loisible pour chasser les diables d'user d'art diabolique, ni pour réprimer la magie de faire une contre-magie. »

Il conclut donc contre les juges de Dinteuille, et la Cour, faisant droit à sa requête, défendit aux magistrats jugeant les procès criminels des accusés de sortilège, d'user désormais d'épreuve par eau (1).

On regrette, en lisant le discours de Servin, de n'y pas trouver un cri d'indignation ou du moins de sévères paroles contre l'aveugle superstition des bourreaux de la malheureuse mère. L'orateur fait bien ressortir l'acharnement insensé des juges qui poursuivent une pauvre femme après sa mort et tourmentent un corps meurtri et inanimé. Mais l'émotion est absente de ce prolix réquisitoire. On n'y sent pas tressaillir le cœur blessé de l'homme et du chrétien ; on n'y entend pas la voix d'un esprit supérieur, qui dissipe les préjugés et s'élève au-dessus du fanatisme d'une foule ignorante. Servin se garde bien au contraire de nier la magie et le pouvoir des diables. Il ne faut pas oublier, il est vrai, que quinze ans auparavant Jean Bodin publiait *la Demonomanie*, ou son traité des sorciers, ouvrage plein de bizarreries et de chimères ; et que, trente ans plus tard, le curé de Loudun, Urbain

(1) Arrêt donné en l'audience de la Tournelle, le premier jour de décembre 1601.

Grandier, allait être brûlé vif sur la déposition des diables eux-mêmes évoqués comme témoins dans le procès (1).

Fermement attaché aux libertés de l'Église gallicane, Servin eut plus d'une fois l'occasion de résister aux prétentions ultramontaines. Comme son collègue Marion, il parla contre les jésuites ; comme lui, il encourut la colère et les injures de la redoutable Société ; et quand il eut publié en 1603 le recueil de ses *Actions notables et plaidoyers*, il fut censuré par la Sorbonne. L'Estoile dit, dans son Journal du règne de Henri IV (16 février 1604), que « Messieurs de la faculté de théologie, assemblés en corps à la Sorbonne, censurèrent les plaidoyers de M^e Louis Servin, avocat du roi. » C'était peut-être la meilleure façon de les défendre contre l'oubli de la postérité (2).

(1) « Les diables, dit Bayle, se firent connoître par leurs noms et dignités et accusèrent nommément Grandier, » C'était Astaroth, Asmodée, Léviathan, Béhémoth, etc.....

(2) Le jésuite Garasse publia contre Servin un pamphlet intitulé : *le Banquet des Sages au logis de M. Louis Servin*. — M. Lenient donne une curieuse analyse de cette bouffonnerie publiée par Garasse sous un nom d'emprunt : « La scène se passe vis-à-vis de la Sainte Chapelle dans l'enclos du palais, à l'enseigne du *Charlatan*. C'est là que M. Servin attend ses amis. Il leur sert d'abord un potage de sa façon « fait pour effrayer les estomacs les plus robustes, » car il est l'image de ses plaidoyers. Servin l'a composé lui-même d'après sa devise : *Sine dolis jus curo*. C'est une lourde plaisanterie renouvelée de Cicéron (*Jus Verrinum*). Le second plat est un vieux lièvre, qui représente la *charogne des calomnies* répandues contre les jésuites. Le troisième plat est un jeune paon dont la queue étalée représente l'insupportable orgueil de M. Louis Servin..... — Le mobilier est à l'avenant de la cuisine, tout plein de symboles et d'allégories. On y voit un beau râtelier d'ignorance, un rouet pour filer des mensonges, un fourneau d'alchimie pour tirer la quintessence des procès et actes

De tous les discours de Servin, le plus beau, le seul beau, dirions-nous volontiers, est celui qu'il adressa à Louis XIII dans le Parlement, avec une franchise qui était de tradition chez les gens du roi. Le 18 février 1620, le roi Louis XIII, tenant un lit de justice, demandait l'enregistrement d'édits bursaux dont l'illégalité effrayait la cour. Interprète du sentiment général, Servin fit entendre au roi ces fermes et courageuses remontrances : « Sire, nous trouvons fort étrange que Votre Majesté procède à la vérification de ses édits par des voies si extraordinaires que de venir en sa cour du Parlement contre les anciennes formes gardées de tout temps par vos prédécesseurs rois et par vous jusques à huy. » Autrefois les édits étaient envoyés à la cour, qui en délibérait en toute liberté : « Mais aujourd'hui, Sire, vous, étant prévenu de mauvais conseils, venez par la splendeur de Votre Majesté, qui doit servir de terreur à tous vos ennemis, nous ôter le moyen d'en délibérer avec la liberté de nos consciences et de vous représenter les inconvénients qui peuvent arriver de l'exécution de ces édits injustes... Pardonnez, Sire, à cette liberté françoise qui nous fait ainsi parler, et prêtez l'oreille aux clameurs de la veuve et de l'orphelin qui gémissent sous le faix des impôts, ce qui vous est dissimulé par vos conseils et qui vous est représenté aujourd'hui par votre cour de Parlement... Mais, Sire, si la présence de

jésuitiques, un tas de vieux ferrements appelés les *Libertés gallicanes*. » (Lenient, *Satire en France*, liv. III, ch. x.) Voilà le ton de ces polémiques ! Voilà le sel de ces satires !

Votre Majesté nous contraint de passer par-dessus toutes ces considérations, ce sera avec protestation que, pour le salut de nos âmes que nous devons à Dieu, et en après nos corps et biens à Votre Majesté, nous entendons séparer la charge qui en pourroit être sur nos consciences d'avec l'intérêt de ceux qui sont les auteurs de ces conseils... Nous vous supplions aussi, Sire, que les deniers provenant de ces édits soient employés pour vous et non pour d'autres, et que dorénavant vous ayez des conseils si prévoyants, que même la nécessité de vos affaires ne vous porte plus à ces extrémités. » Ce hardi langage tenu devant le roi visait un conseiller encore effacé, mais bientôt puissant, le futur cardinal de Richelieu.

Malheureusement ces sages avis étaient inutiles. Six ans plus tard, en 1626, le 6 mars (1), Louis XIII venait faire enregistrer, dans un nouveau lit de justice, huit édits qui créaient de nouveaux impôts. Servin était encore à son poste. Sans se laisser rebuter par l'impuissance de ses paroles, il avertit le roi des périls où l'exposaient de pareilles mesures. Mais, déjà malade et brisé par l'effort, il ne put achever son discours et s'évanouit en présence du roi. Transporté aussitôt chez lui, il expira au bout de quelques heures. Il tombait ainsi, comme un soldat sur le champ de bataille, luttant toujours pour la même cause; défendant l'intérêt public et les droits de la cour au nom de *la vieille liberté française*. Un conseiller de la

(1) Le 6 mars, et non le 19, comme l'indique le dictionnaire de *Morel*. Le registre du Parlement porte la date du 6 mars.

grand'chambre consacra le souvenir de sa mort par le distique suivant :

*Servinum una dies pro libertate loquentem
Vidit, et oppressa pro libertate cadentem.*

Le Parlement de Paris comptait plus d'un magistrat capable de trouver ainsi dans la loyauté de son âme, en présence d'un acte arbitraire, des accents émus et des paroles éloquentes. Une histoire de la magistrature au seizième siècle ne devrait pas négliger les noms de l'avocat du roi Pierre Séguier, qui prit le premier le titre d'avocat-général ; du procureur-général Jacques de la Guesle, un correspondant de Pasquier ; d'Édouard Molé et de Jean Lemaistre, l'un procureur-général, et l'autre premier président à Paris pendant la Ligue ; elle devrait s'arrêter sur l'illustre famille des de Thou ; elle devrait s'étendre sur la vie, le caractère et les harangues de ce magistrat éminent qui, suivant un de ses biographes, « avait le cœur tout semé de fleurs de lis, » Achille de Harlay ! Que de beaux mots à rapporter ! Que de nobles sentences à recueillir de sa conversation et de ses discours ! C'est lui qui disait au duc de Guise, après la journée des Barrières : « C'est grand'pitié, monsieur, quand le valet chasse le maître. Au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur est au roi, et mon corps entre les mains des méchants et à la violence : qu'on en fasse ce qu'on voudra ! » C'est lui qui, pendant la Ligue, disait aux Seize et à leurs séides : « Je n'ai ni tête ni vie que je préfère à l'amour

que je dois à Dieu, au service que je dois au roi et au bien que je dois à ma patrie. » C'est lui qui répondait à Henri IV : « Si c'est vous désobéir que vous bien servir, le Parlement fait ordinairement cette faute, et quand il trouve conflit entre la puissance absolue du roi et le bien du service, le Parlement juge l'un préférable à l'autre, non par désobéissance, mais par décharge de conscience ! » Il y aurait là toute une moisson de nobles maximes à récolter ; mais dans cette revue rapide des magistrats qui eurent une réputation d'éloquence en leur temps, nous devons nous borner à deux orateurs des parlements de province : Antoine Loisel et Guillaume du Vair.

Antoine Loisel, qui n'est guère connu de nos jours que par le *Dialogue des avocats* et par son livre des *Institutes coutumières*, ne fut pas seulement un jurisconsulte, mais encore un avocat de mérite. Il fut célèbre par ses *actions publiques* et fit imprimer des harangues de sa façon, « assez bien étoffées », selon son jugement.

Né à Beauvais en 1536, il avait fait ses études à Paris, au collège de Presles, sous la direction de Ramus. Il avait reçu cet enseignement fécond, qui, rompant avec les traditions de la scolastique, débarrassait la rhétorique et la philosophie d'un appareil oiseux de préceptes futiles. Élève de Ramus, il était resté son ami et fut même son exécuteur testamentaire. Il hérita d'un quart de ses meubles et de toutes ses dettes. Il se lia ensuite avec Cujas dont il suivit les leçons à Toulouse, et l'aida dans ses travaux sur le code Théodosien.

Vers l'âge de vingt-cinq ans, il était encore incertain de ce qu'il allait devenir et hésitait « comme au chemin fourchu de Pythagore ». Son frère aîné désirait le faire conseiller de la cour de Beauvais; son second frère l'engageait à rester près de lui à Senlis. Il se décida à venir à Paris, en 1560, pour y suivre le palais. Il y demeura avec Pithou, qu'il avait connu à Bourges, et suivit assidûment les audiences. Mais personne ne l'employait « ores qu'il lui semblât qu'il y eût aussi bien fait que beaucoup d'autres ». Son mariage avec la nièce de l'avocat du roi, du Mesnil, le fit enfin nommer substitut du procureur-général, et, en 1573, il devint avocat de Monsieur, frère du roi, en son échiquier d'Alençon. Il se rencontra là avec Simon Marion, et eut même avec lui une querelle de préséance. La reine Catherine de Médicis étant intervenue en sa faveur, Loisel eut gain de cause dans ce petit différend avec Marion. Enfin, en 1584, le roi Henri III ayant accordé à ceux de la religion réformée une chambre de justice en Guyenne, Loisel y fut nommé avocat du roi.

C'est dans cette nouvelle charge qu'il put donner carrière à son éloquence. A peine arrivé en la ville de Bordeaux, au commencement de l'année 1582, il ouvrit la première séance par un discours auquel il donna le titre de : *l'Œil des rois*. Il continua le même sujet à la clôture de la Chambre (le 22 août suivant), et envoya ce second discours à M. de Montaigne, maire de Bordeaux, qui lui avait témoigné avoir pris plaisir à entendre le premier.

Montaigne était-il sincère dans ses félicitations ? Il est permis de le croire quand on lit les éloges dont Loisel comblait la cité de Bordeaux, ses bourgeois et son maire. Mais le bon sens délicat de l'auteur des *Essais* dut être choqué des subtilités prétentieuses jointes au panégyrique de sa cité.

Les deux premières remontrances de Loisel sont le développement d'un texte de Xénophon : « Βασιλέως υἱὸς καταβαίνει, βασιλέως ἀδελφὸς, βασιλέως ὀφθαλμός. — « Voici le fils du roi qui s'avance ; voici le frère du roi ; voici l'œil du roi. » Telles étaient les paroles que chantaient autrefois les Perses à l'arrivée du magistrat chargé par le roi de visiter les provinces, d'ouïr les plaintes et les doléances et de rendre la justice en son nom. Et cependant ce n'était ni le fils, ni le frère du roi qui venait en personne, mais seulement un seigneur investi de la confiance royale. La Guyenne, au contraire, a vu la mère du roi, le frère du roi venir eux-mêmes pour lever les difficultés qui s'opposaient à la création d'une nouvelle chambre. Et voici que les magistrats arrivent enfin « pour raffermir l'œil de la justice qui commençoit à se ternir et altérer. » En sorte que les habitants de Bordeaux peuvent, à meilleur titre que les habitants de la Perse, dire et chanter : « Βασιλέως υἱὸς καταβαίνει, βασιλέως ἀδελφὸς, βασιλέως ὀφθαλμός. » Ce texte revient après chaque développement comme le texte d'un sermon à la fin des différents points traités par le prédicateur.

C'est dans la seconde remontrance sur *l'Œil des rois*

que l'orateur insiste le plus longuement sur les louanges de la Guyenne et du Bordelais. Après avoir vanté le climat de cette heureuse contrée : « Un air doux, benin et attrempé (1) ; une fertilité et abondance en tous biens ; une commodité de fleuves navigables et prochains de la mer qui la rendent voisine non-seulement des autres provinces de la France et des royaumes étrangers, mais aussi de tout le reste de la terre habitable, voire de celle que l'on appeloit l'autre monde et qui ne lui est plus nouveau ; » après avoir cité Ausone et Salvien, il fait l'histoire et la description de la ville de Bordeaux, capitale et mère-ville de la Guyenne, ville métropolitaine du pays. Il énumère les divers monuments qu'on y admire : le palais Galien, la basilique dite le palais de Tutelle, le Puy Paulin avec la statue de Sedatus. Il n'oublie pas les personnages fameux qui y sont nés ou s'y sont établis. Il célèbre le collège de Guyenne et cette école de Bordeaux « si florissante qu'elle ne le cède en rien ni aux académiciens d'Athènes, ni au Bruchion d'Alexandrie, ni au Capitole de Rome, et non pas même à l'Université de Paris en ce qui concerne les bonnes lettres et arts libéraux ». Après un tel exorde, il pouvait être favorablement écouté de son auditoire bordelais.

Les compatriotes d'Ausone admirèrent-ils la comparaison prolongée de l'œil du roi, qui est la justice, avec l'œil du corps qui est le siège de l'âme et la fenêtre de

(1) *Attrempé*, tempéré, adouci. Nous avons déjà rencontré cette expression dans les discours d'É. Pasquier.

l'esprit ? Rien ne nous paraît plus ennuyeux et plus vide aujourd'hui que ces graves dissertations sur des métaphores, ces rapprochements forcés qui ne se soutiennent que par des citations d'histoire naturelle, de poésie et de médecine. « Nous disons, s'écrie l'orateur, que l'œil ne se voit point soi-même, il ne voit pas seulement l'autre œil, comme une main gratte l'autre, une jambe porte l'autre ; mais l'œil ne se voit point, si ce n'est en un miroir ou dans la prunelle de l'œil de quelque autre. Ainsi la justice n'est point faite pour elle ni pour celui qui la rend... elle est faite pour le bien d'autrui, ἀλλότριον ἀγαθόν, dit élégamment Aristote. Les naturalistes ont encore remarqué cette particularité aux yeux, que non-seulement ils sont mobiles et remuants d'eux-mêmes, mais aussi ont d'abondant pour aide et avantage de leur mouvement les muscles du col, afin de les tourner çà et là, les hausser, baisser, remuer selon les occurrences. Ainsi est-il de la justice, qui n'est pas tellement attachée en un lieu qu'on ne la fasse en un instant remuer d'une place en l'autre par commissions. » La chambre créée en Guyenne en est la preuve.

Quel profit sérieux pouvait garder l'intelligence de ces considérations alambiquées ? La loi en était-elle mieux comprise et plus respectée ? Si l'orateur prenait la justice pour sujet de son discours, ne devait-il pas plutôt, en philosophe et en jurisconsulte, remonter aux principes mêmes de la justice et s'élever à ces idées suprêmes, dont parle Platon, à ces divines réminiscences que l'homme

trouve dans sa raison, et dont la lumière doit reluire dans les discours du magistrat ?

Sous le titre de : *la Guyenne*, Loisel a réuni en un volume les huit remontrances qu'il prononça comme avocat du roi à Bordeaux, à Agen, à Saintes et à Périgueux. Elles ne sont pas toutes aussi bizarres que les premières, et l'orateur a su parfois être naturel, instructif, éloquent même, quand il n'a pas voulu paraître érudit. Chargé comme magistrat de faire observer les édits de pacification, il les réduisit, pour les mieux graver dans la mémoire, « en certaines brièves sentences ou *mots dorés* ». Ces mots dorés, qui résument l'esprit des édits royaux, sont : *Amnestie*, *Homonoée*, *Eusébie*, *Dice*. De même qu'il avait développé en deux discours le thème de *l'Œil des rois*, à Bordeaux, il consacra dans la ville d'Agen deux discours à l'*Amnestie*, ou l'oubliance des maux faits et reçus pendant les troubles civils ; dans la ville de Périgueux, deux discours à l'*Homonoée*, ou l'union des sujets du roi sous son obéissance ; dans la ville de Saintes, un discours à l'*Eusébie*, ou religion, et un autre à la *Dice*, ou justice, « qui est la reine des vertus et la vertu des rois ».

Ces huit remontrances forment ainsi les différents chapitres d'un cours de morale publique, professé solennellement à l'ouverture et à la clôture des chambres de justice, par un disciple de Ramus et de Cujas, dans la patrie de Montaigne et de La Boétie. Une expérience chèrement achetée, au milieu de tant de guerres et de dissen-

sions funestes, suggère souvent à l'orateur des paroles de conciliation vraiment françaises et vraiment chrétiennes : « *Optima belli civilis defensio, oblivio est,* » dit-il. Les Romains n'accordèrent jamais les honneurs du triomphe pour les victoires remportées sur des citoyens, « encore qu'ils eussent été jugés ennemis de l'État ». Ils étaient en cela plus sages que les Grecs, « qui bâtissoient presque toujours des trophées sur les marches de leurs voisins vaincus ou soumis ». Ces trophées « sont autant de graines ou allumettes de revanches, de défiances et de reproches, tant et si longuement que ces monuments se peuvent remarquer... Notre coutume est plus tolérable qui est de chanter quelque *Te Deum* et de faire des feux de joie de part ou d'autre. On ne peut faillir de louer Dieu de tout, qui, quelque sottise et indiscretion qui soit bien souvent aux prières de la plupart du peuple, nous saura toujours bien donner ce qu'il sait nous être nécessaire, selon l'oraison qu'il nous a appris. Joint que tous ces feux de joie se tournent bientôt en fumée. Mais je désirerois que, pour la fin de nos folies, nous en fissions un beau et grand tous ensemble, dedans lequel nous jetions et brûlions non-seulement tous les papiers, mémoires et instructions de nos divisions et furies passées, mais aussi les enseignes et guidons respectivement remportés des uns sur les autres, et, embrassant la charité et fraternité chrétienne dont nos cœurs doivent être enflammés et embrasés, nous déposions toutes nos haines et rancunes passées (1). »

(1) *La Guyenne*, troisième remontrance. (Paris, 1605, in-f°.)

Voilà une belle page, et, malgré la longueur des phrases que nous avons, chemin faisant, déchargées de conjonctions inutiles, la sincérité du sentiment se traduit par des paroles vives et dans une langue franche et colorée.

Dans sa remontrance sur l'*Homonoée*, l'orateur, développant cette idée que « l'obéissance est le lot et le partage des sujets », déclare que « le roi doit être pour les François ce qu'étoit jadis la liberté pour les Grecs ».

A deux siècles de distance on a reproché à Loisel certaines expressions de cette harangue. En 1793, un de ses descendants, membre de la Convention nationale, ayant demandé que les restes de son illustre ancêtre fussent placés au Panthéon, un député fit observer que Loisel avait le premier publié cette maxime despotique : « *Si veut le roi, si veut la loi*; » et la proposition fut unanimement rejetée. C'est dans les *Institutes coutumières* que Loisel a inscrit à la première ligne ce vieux dicton : *Qui veut le Roi, si veut la Loi*. Mais il l'avait déjà cité et commenté dans sa cinquième remontrance : « Nous disons communément que *qui veut le Roi, si veut la Loi*, étant le roi la loi même, voire l'auteur et l'âme de la loi, et la Loi vive et animée. » Or, cette maxime était connue depuis longtemps. Pasquier l'avait rappelée dans son plaidoyer pour le duc de Lorraine; et Loisel, en la reprenant à son tour, lui ôtait ce qu'elle avait d'arbitraire et d'excessif par la façon dont il l'interprétait. Il remarquait que « le roi a un devoir envers ses sujets, qui est de maintenir et

conserver un chacun en ses droitures et professions par le bien de la justice que Dieu a mis et déposé en sa garde ». Et, loin de confondre la loi avec les caprices du prince, il voulait que le prince au contraire réglât ses désirs sur les principes de l'équité et fût vraiment *la Loi vivante*. Chrétien éclairé, il recommandait aux rois de faire respecter la religion, mais en réprouvant l'emploi de la force : « Quelle folie a-ce été et semble être encore en aucuns de penser avancer ou maintenir et défendre la religion chrétienne par les armes ! *« Mitte gladium tuum in vagina, »* dit le grand seigneur de nous tous. »

Nous n'avons pas à juger Loisel comme jurisconsulte. Nous lui savons gré cependant d'avoir contribué à mettre en ordre nos coutumes et nos ordonnances. Son livre des *Institutes coutumières* est d'une lecture facile et agréable même pour un lettré. C'est un charme de voir exprimées dans le parler naïf et court de nos pères ces définitions exactes, ces maximes précises que Loisel a recueillies et classées et dont beaucoup sont restées proverbes aujourd'hui.

« Pauvreté n'est pas vice : mais en grande pauvreté n'y a pas grande loyauté. »

(*Titre des Preuves, chapitre des Témoins.*)

« Promettre et tenir sont deux. »

(Liv. IV, *des Donations.*)

« Il vaut mieux un Tiens que deux Tu l'auras. »

(Liv. IV, *des Donations.*)

C'est ce dernier proverbe dont la Fontaine a fait la morale de sa fable *le Petit Poisson et le Pêcheur* :

Un Tiens vaut, ce dit-on, mieux que deux Tu l'auras ;
L'un est sûr, l'autre ne l'est pas.

Le vrai titre littéraire de Loisel est le *Dialogue des Avocats*. L'auteur y trace le tableau de l'éloquence judiciaire au seizième siècle à la façon de Cicéron, dans *le Brutus*.

C'est à la campagne, pendant les loisirs que lui faisaient les guerres civiles, dans le silence de la tribune aux harangues, que Cicéron développait à ses deux amis, Brutus et Atticus, l'histoire de l'éloquence à Rome. C'est après une petite révolution survenue au palais, en 1602, dans le silence du barreau, que Loisel, retiré chez lui, à Paris, compose ce traité de fine et savante critique. Mais, dans *le Brutus*, Cicéron parle en son nom et est le héros du dialogue. Loisel s'efface au contraire dans le *Dialogue des Avocats* : il donne la parole à Pasquier, et n'est que l'interlocuteur de son illustre ami.

Ce dialogue se divise en trois journées, ou trois conférences. Le préambule a lieu chez Loisel, et les trois conférences se tiennent dans la maison d'Étienne Pasquier.

Le cadre, certes, n'est pas aussi poétique que celui du *Brutus*. Cicéron, Atticus et Brutus conversent dans le jardin de Tusculum, assis sur un tapis de verdure, au pied de la statue de Platon. Loisel, ses deux fils, son neveu et son ami Pithou causent avec Étienne Pasquier et ses deux

filis dans une salle close, « assis les uns sur le lit vert, les autres en des chaires (1) ». Dans la première conférence, quand Pasquier descend de sa chambre pour commencer la conversation promise, il se montre « avec un front renfrongné, qui faisoit paroître qu'il étoit encore tout ému d'une méditation bien profonde ». La recherche laborieuse remplace ici le sourire et la libre allure de l'orateur romain.

Loisel a rendu cependant avec une grâce particulière la bonhomie et la verve facile d'Étienne Pasquier. C'est bien sa langue pittoresque, son jugement pénétrant, sa causticité légère, ce mélange de science, d'esprit, de sentiment et de raillerie. Après un rapide exposé de l'institution et des progrès de l'ordre des avocats depuis Philippe le Bel jusqu'à Henri II, Pasquier arrive au seizième siècle et parle, comme un témoin, des orateurs qu'il a entendus, des magistrats qu'il a connus, des confrères avec lesquels il a lutté. C'est le sujet de la troisième conférence. Un sentiment nouveau se fait jour dans ce dialogue : celui de la dignité et de la confraternité professionnelle. L'auteur n'y donne pas seulement une nomenclature complète des membres distingués du barreau ; il ne définit pas seulement d'un trait sûr et durable la manière de chacun d'eux ; il y donne aussi des leçons d'hon-

(1) *Chaire* pour *chaise*. On disait de même *chaise* pour *chaire*. Arnaud dit des jésuites : « que la *chaise* leur a beaucoup d'obligation », *chaise* est pour *chaire*. Molière dit de même : « Les savants ne sont bons que pour prêcher en *chaise*, » pour *chaire*. (*Femmes savantes*, V, III.)

neur et d'indépendance, il reprend et développe les préceptes indiqués déjà par Pasquier dans la belle lettre qu'il adressait à son fils.

De même que Simon Marion, il pense que l'avocat doit être *médiocrement éloquent*. « Je ne suis point si difficile que je désire en notre avocat toutes les perfections que Cicéron, Quintilien et les autres requièrent en leur orateur... Car je n'estime point que cette grande et haute éloquence populaire que l'on recherche tant soit la principale partie de notre avocat. C'en est bien une et des plus requises, même (1) ès grandes plaidoiries, mais ce n'est pas la plus nécessaire pour un barreau. Ce que je désire en mon avocat, c'est qu'il apprenne à bien conduire un procès intenté ou à intenter; à dresser succinctement une demande et à libeller un exploit. » Il n'interdit pas à celui qui plaide « un trait d'humanité, voire de grec ou de latin », pourvu qu'il soit *à propos et significatif* et qu'il soit jeté *comme en passant*. Mais il veut avant tout que l'orateur voie et prenne « le point de son sujet » ; qu'il s'y arrête, le représente en termes bien choisis et le fortifie de raisons pertinentes, d'autorités formelles et précises.

Que si notre avocat devait un jour être honoré de l'état d'avocat du roi, il désirerait en lui une connaissance plus approfondie des droits du domaine et de l'histoire de France. Il souhaiterait, « quand il seroit question de faire des remontrances publiques, qu'il ne s'étudiât pas tant à

(1) *Même*, surtout, principalement.

apprendre par cœur de longues harangues relevées et faites à perte de vue, ou farcies de grec et de latin..., mais qu'il prît peine de remontrer et de reprendre les fautes que les avocats et les procureurs pourroient avoir faites au Parlement passé. Et quand il seroit question de plaider à l'ordinaire, qu'il reprît sommairement ce qui auroit été diversement dit par les avocats des parties, pour en ôter et dissiper les nuages, et l'éclairer tellement que la vérité et l'équité apparoissant, la cour en pût être soulagée pour y donner promptement son arrêt. » Peut-on exprimer dans un plus simple langage des préceptes plus judicieux? Loisel établit lui-même en termes excellents les règles qui le condamnent; et après avoir farci ses harangues « de brindilles grecques et latines », il engage les futurs magistrats à ne pas suivre son exemple.

Pour nous, ce que nous apprécions surtout dans ce Dialogue, c'est l'esprit qui l'anime; ce sont les mœurs qui y sont peintes; c'est l'image de ce foyer domestique, qui abrite de père en fils des générations d'avocats et qui garde, comme en un sanctuaire, la tradition des vertus de famille et la dignité même de l'ordre.

Avec quelle susceptibilité juvénile le fils aîné de Pasquier se plaint des procédés nouveaux de la Cour à l'égard du Barreau! — « Où est l'honneur que j'ai entendu de vous, mon père, avoir été autrefois au palais et la faveur que messieurs les présidents portoient aux jeunes avocats de votre temps, les écoutant doucement, supportant et

excusant leurs fautes et leur donnant courage de mieux faire ? au lieu que maintenant il semble à quelques-uns que nous soyons d'autre bois ou étoffe qu'eux... » — Et le fils puîné de Pasquier, qui est magistrat, regrette de ne pas être entré, comme son frère, simple avocat plaidant au palais : « J'ai regret d'avoir été pourvu de mon état de conseiller, estimant que si je fusse demeuré simple avocat, je me fusse plus avancé et eusse plus servi au public que par aventure je ne ferai en mon office. » — C'est que dans ces anciennes familles parlementaires, l'idée du devoir, le goût de l'étude, l'énergie dans le bien étaient des vertus héréditaires (1). On vivait moins dans le monde; on se recueillait plus chez soi. C'était l'époque où le président Gilles Lemaistre, faisant un bail avec ses fermiers, y stipulait : qu'aux veilles des quatre bonnes fêtes de l'année et au temps des vendanges, ils seraient tenus de lui amener une charrette couverte, avec de la bonne paille fraîche dedans, pour y asseoir Marie Sapin, sa femme, et sa petite fille Geneviève ; comme aussi de lui amener un ânon ou une ânesse pour monture de leur chambrière, pendant que lui marcherait devant sur sa mule, accom-

(1) « Non, mes enfants, non (dit Pasquier), il ne faut point faire seulement état de la vertu pour les bonnes rencontres qui arrivent, mais il la faut cultiver principalement à cause d'elle-même, quoique souvent elle soit accompagnée ou suivie d'accidents mal fortunés selon l'opinion du vulgaire, mais honorables, quand l'innocence et la bonne vie sont connues de tous et principalement de Dieu, qui est le juste juge de nos actions. — Vous avez raison, dis-je, d'en parler ainsi : et je suis bien aise que vous ayez fait cette leçon à la jeunesse. » (*Dial. des avocats*, première conférence.)

pagné de son clerc qui irait à pied à ses côtés (1). » — C'était l'époque où Pasquier plaidait pour l'Université de Paris sans accepter d'honoraires et recevait, en signe de reconnaissance, deux cierges au jour de la Chandeleur !

Peut-être, pour dire toute la vérité, conviendrait-il d'opposer au tableau tracé par Loisel les portraits que Marot, Rabelais et Henri Estienne nous ont laissés des hommes de loi de leur temps. Peut-être faudrait-il nous arrêter un instant avec Rabelais dans l'île des *Chicanous*, pénétrer dans l'antre des *Chats-Fourrés*, et y entendre la voix aigre de leur archiduc *Grippeminaud*. Le plus gentil des premiers poètes français, Clément Marot, en aurait long à nous dire sur les magistrats qu'il a connus. Henri Estienne nous mettrait presque en défiance contre tous ceux qui hantent le palais. Selon lui, les hommes de loi du seizième siècle seraient, par leur rapacité scandaleuse, pires que ceux dont parlaient Maillard et Ménot : « Combien que cette façon de faire soit fort ancienne, dit-il, si est-ce que je ne doute point que notre siècle n'emporte le prix quant à la théorie d'icelle et encore plus quant à la pratique. Car on ne s'est point contenté de notre temps de prendre les présents buvables ou mangeables ; on ne s'est point contenté de laisser embraceler ou enchaîner ou embaguer sa femme, sans faire semblant d'en voir rien ; on ne s'est point contenté de faire prendre par ses serviteurs, pour puis butiner avec eux : on est venu jusques à dire :

(1) V. O. Pinard, *le Barreau*. (1 vol. Paris, 1843.)

Or ça ? et quand et quand tendre la main... Et encore ne s'est-on point contenté de cela, car on est venu jusques à se faire donner par le pauvre Nabot la vigne de dix arpents pour lui faire justice de la vigne de cinq ou six arpents ! » — Il ne faudrait pourtant point prendre au pied de la lettre ces jugements nés du dépit et de la colère et jetés en courant par Henri Estienne dans une œuvre de polémique « hâtive et tumultuaire (1) ».

En étendant à tous les magistrats les vices de quelques-uns, à tous les avocats la vénalité de plusieurs, Henri Estienne est tombé dans l'excès où nous tomberions nous-mêmes, si nous jugions tous les gens de loi d'après Pithou, Pasquier, Achille de Harlay (2). Oui, Rabelais, Marot, Henri Estienne dénoncent des faits regrettables et des habitudes que nous condamnons ; oui, ils peuvent citer, sans être démentis, des juges qu'on a corrompus, des avocats qu'on a achetés, des présidents qui ont com-

(1) Henri Estienne, *Apologie pour Hérodote*, publiée en 1566 (tome III, chap. xvii). Édition de le Duchat, la Haye, 1735. V. Lenient, *la Satire en France* (liv. I, ch. III, p. 98).

(2) Loisel ne dissimule pas du reste les torts de quelques-uns de ses contemporains. Il parle d'un certain Jean David comme d'un avocat mercenaire et décrié. « Étant peu soucieux de son honneur, il se chargeoit indifféremment de toutes les causes et le plus souvent des mauvaises ; ce qui le faisoit bien souvent condamner à l'amende, à raison de quoi nous l'appelions *l'avocat du roi*, d'autant qu'en cela, il faisoit plus gagner au roi que ne faisoient ses avocats. » — Il en nomme un autre qui se fit prêteur pour ne pas payer ses dettes. « Exemples que je récite, ajoute-t-il, afin que vous vous en gardiez et ne vous chargiez point de mauvaises causes ; mais que vous soyez soucieux de votre honneur et de votre réputation. » (Loisel, *Dialogue des Avocats*.)

promis leurs fonctions et leur caractère. Mais, à côté, que de nobles exemples ! quelle loyauté ! quelle intégrité ! quelle éloquence !

De tous les magistrats du seizième siècle, le plus éloquent est sans contredit Guillaume du Vair.

Conseiller au Parlement de Paris à vingt-huit ans, sous le règne de Henri III ; premier président du Parlement de Provence sous le règne de Henri IV ; deux fois garde des sceaux sous Louis XIII, il occupe dans la magistrature, par son caractère et son talent, le rang que Pasquier occupe au barreau. Ces deux noms représentent pour nous l'apogée de l'éloquence judiciaire en France, avant le siècle de Louis XIV.

Guillaume du Vair, comme Antoine Arnaud, tirait son origine de la province d'Auvergne. Son père Jean du Vair, procureur-général à la cour des Aides, était natif d'Aurillac et garda toujours l'accent de son pays. « M. Jean du Vair, dit Loisel, *tenoit beaucoup de son Auvergnat* et ne put jamais bien parler françois, encore qu'ayant été fait procureur-général de la reine et du roi en la cour des Aides et depuis maître des requêtes, et en ces charges conversé avec toutes sortes de personnes et même avec les courtisans, *il eût eu moyen de changer son ramage*, et toutefois il a été le père de M. du Vair, premier président de Provence, qui parle et écrit si nettement en françois que nous n'avons point de livres en notre langue qui soient estimés à l'égal des siens. » Guillaume du Vair a rencontré de nos jours des historiens

trop distingués et trop consciencieux pour que nous entreprenions après eux de raconter sa vie et de juger l'ensemble de ses œuvres. Un jeune magistrat, ravi trop tôt à la jurisprudence et aux lettres, M. Sapey, attira le premier l'attention (1847) sur les ouvrages de l'éloquent chancelier. M. Cougny, dix ans après, en fit le sujet d'une thèse remarquable, qui est restée une excellente étude d'histoire littéraire. M. Paul Andral à la conférence des avocats, M. Poirson dans son histoire de Henri IV, apprécièrent tour à tour les mérites de l'homme d'État et de l'écrivain. Nous ne nous proposons ici que d'étudier en lui l'orateur judiciaire.

De bonne heure, Guillaume du Vair avait été mêlé aux orages de la politique. Après la journée des barricades, retenu à Paris par un père âgé et paralytique, il dut courir la fortune de la Ligue, « bien qu'à contre-cœur », et faire partie de ce Parlement dont Brisson allait être le président et le martyr. L'éloquence judiciaire et l'éloquence politique se confondirent alors. Les magistrats n'eurent plus seulement à délibérer sur les différends des particuliers, mais sur les plus graves intérêts de l'État ; et du Vair fut au premier rang de ces parlementaires courageux dont les paroles furent des actes, et dont la voix défendit avec la royauté la cause de l'indépendance nationale. Au lendemain de la fuite du roi, sous le coup de l'émeute, il réclamait dans le Parlement la convocation des États généraux. « Là s'aviseroit des moyens pour la conservation de la religion ; là s'assureroit la succession

du royaume; là se composeroient (1) les différends d'entre les grands; là se rendroit le repos à la France. »

Quand les ligueurs voulurent appeler les Espagnols dans Paris, du Vair se rendit à l'hôtel de ville et repoussa hautement la honte d'une occupation étrangère. Recevoir l'armée espagnole, c'était aller au devant de la servitude. « Nous savons, s'écria-t-il, comment les gens de guerre se comportent. La modestie ni la continence ne logent parmi les armes... Conservons, messieurs, tant que nous pourrons, notre liberté et la sûreté de nos familles, et croyons que quand nous serons réduits à ces termes-là d'avoir des étrangers chez nous, nous ne devons plus rien craindre, car le pis qui nous puisse arriver nous sera advenu. La liberté et la sûreté de notre ville est l'unique refuge et consolation de tout le pays d'alentour : quand nous l'aurons perdue par des garnisons et que nous aurons de nouveaux et rudes maîtres en nos maisons, il ne nous restera plus ni à nos voisins que le désespoir. Vous ne savez pas, messieurs, ce que c'est que de voir chez vous des goujats rompre vos coffres et crocheter vos serrures ; des soldats accoster vos filles et solliciter vos femmes. Dieu veuille que vous ne le sachiez jamais ! » L'orateur n'échappa que par miracle au sort de l'infortuné Brisson.

(1) *Se composeroient*, expression latine, *componere bella, simultates*.

. *Aspera bella*

Componunt. (Horace.)

Motos præstat componere fluctus. (Virgile.)

Pour soutenir son courage, pour rafraîchir sa pensée et retremper son âme, au milieu de ces luttes quotidiennes, du Vair écrivait le traité *de la Constance et consolation ès calamités publiques*. Chrétien stoïque, élève de Zénon et disciple de Jésus, il unissait dans ses écrits la double inspiration du Portique et de l'Évangile. Tandis que Simon Marion revoyait ses plaidoyers, en gémissant sur les maux de la France, du Vair relisait Sénèque, Cicéron, Juste-Lipse, et leur empruntait pour son livre et pour sa vie des idées et des exemples. Il dut bientôt renoncer à ces nobles études et laisser ses traités de philosophie pour écrire une *Exhortation à ceux de la Ligue* (1).

Les États de 1593 venaient de se réunir, du Vair y fut député. Ce sont ces États de la Ligue que la *Satire Ménippée* a immortalisés dans une farce digne d'Aristophane. Ils suscitèrent peut-être encore moins de discours que de gravures et de libelles. De tous côtés se croisaient les lettres, les manifestes et les pamphlets. Du Vair écrivit et parla. Il protesta au sein des États contre les propositions des ministres de Philippe II ; et quand la question tranchée par les États fut présentée à la vérification du Parlement, il renouvela comme magistrat sa protestation de député, et fut un de ceux qui contribuèrent avec le président Jean Lemaistre à faire prévaloir le principe

(1) M. Cougny, dans sa thèse sur Guillaume du Vair, analyse cette *exhortation* et y signale « cinq ou six pages qui sont un véritable chef-d'œuvre de discussion politique ».

de la loi Salique, et à faire rendre le fameux arrêt de 1593.

La suasion de l'arrêt donné au Parlement pour la maintenance de la loi Salique, est peut-être le chef-d'œuvre de du Vair ; et un historien moderne n'a pas craint de la comparer aux plus beaux monuments de l'éloquence antique (1). Nous croyons avec M. Poirson qu'il y a peu de harangues, dans l'antiquité, supérieures pour le plan, les idées et le style, à la virile harangue du jeune conseiller, et nous nous étonnons que dans les écoles françaises, où l'on fait apprendre aux jeunes gens tant de morceaux fameux des citoyens de Rome et d'Athènes, on ne leur fasse pas lire ce magnifique morceau d'éloquence nationale (2).

Lorsqu'il avait fallu opiner, les cinq premiers conseillers appelés à donner leur avis s'étaient récusés, et du Vair avait le premier pris la parole. Loin de partager l'incertitude de ses collègues, il leur déclara au contraire que jamais occasion plus favorable ne s'était offerte à eux de conserver la religion et de restaurer l'État. Le jour est venu, messieurs, leur dit-il, « car les étrangers, qui, jusqu'aujourd'hui avoient par artificieux prétextes et secrètes menées, tâché de renverser les fondements de ce royaume, afin d'en pouvoir recueillir les ruines, mainte-

(1) Poirson, *Histoire du règne de Henri IV.* « Parmi les monuments de l'éloquence antique, dit M. Poirson, il n'en est pas beaucoup qui surpassent et effacent la harangue de du Vair. »

(2) Voir *Œuvres de messire Guillaume du Vair.* (Paris, 1641, chez Sébastien Cramoisy, imprimeur ordinaire du roi. Rue Saint-Jacques, aux Cigognes.)

nant à découvert, et enseignes déployées, publient leurs desseins, les avancent, les établissent. Et au contraire, tous ceux qui ont encore le cœur françois, indignés de se voir trompés, étonnés de se voir quasi perdus, résolus de se sauver, jettent les yeux sur vous, vous appellent au secours des lois, attendent si votre prudence guidera votre courage, si votre autorité fortifiera leurs âmes, ou si votre connivence et dissimulation les abandonnera à une honteuse servitude, et qui pis est, nous condamnera à une infamie éternelle. C'est le point où nous sommes aujourd'hui réduits : c'est le précipice où nous nous trouvons portés, mais dont, à mon avis, il nous sera fort aisé de nous sauver, et avec honneur nous mettre en sûreté, si vous ne perdez pas le cœur. » Tel est l'exorde, qui pose nettement le sujet, définit la situation et dispose à la confiance envers un orateur si décidé et si résolu.

Du Vair fit parcourir ensuite à ses collègues le chemin par lequel, sans y penser, ils avaient été conduits à ce précipice. Il leur remit sous les yeux les intrigues de l'ambassadeur d'Espagne, la complicité du légat, la servilité « des langues vénales qui régnoient dans les chaires », et qui rabaissaient à l'envi la nation française, « tout ainsi que s'ils eussent parlé en langage castillan, au milieu de la grande église de Tolède ». Il leur rappela « ces paquets d'argent qui avaient trotté publiquement par les maisons de ceux qui en avaient voulu recevoir », et la douceur des trompeuses promesses qui avaient empoisonné les esprits. Il s'agit maintenant « d'envoyer vers

le roi d'Espagne des ambassadeurs qui lui nommèrent pour roi de France un prince auquel il donneroit l'infante en mariage ». Voilà, messieurs, où en sont les affaires, s'écrie alors l'orateur. « Je vois vos visages pâlir et un murmure plein d'étonnement s'élever parmi vous, et non sans cause : car jamais peut-être il ne s'oult dire que si licencieusement, si effrontément on se jouât de la fortune d'un si grand et puissant royaume ; si publiquement on trafiquât d'une telle couronne ; si impudemment on mît vos vies, vos biens, votre honneur, votre liberté à l'enchère, comme on fait aujourd'hui. Et en quel lieu ? Au cœur de la France, à la face des lois, à la vue de ce sénat, afin que vous ne soyez pas seulement participants, mais encore coupables de toutes les calamités que l'on ourdit à la France. Réveillez-vous donc, messieurs, et déployez aujourd'hui l'autorité des lois desquelles vous êtes gardiens ; car si ce mal peut avoir quelque remède, vous seuls l'y pouvez apporter. » C'est le mouvement de Caton secouant l'indifférence des sénateurs romains et leur reprochant leur torpeur (1).

Du Vair montra, comme le vieux Romain, aux todécis qui l'entouraient, que c'était leur liberté qui était en jeu, et qu'eux seuls pouvaient la défendre. Ce n'était pas une loi seulement, c'étaient toutes les lois de la France qu'on voulait renverser en une seule. « On entreprend de les renverser toutes et d'un coup : c'est à *la loi Salique* que

(1) « *Expergiscimini aliquando et capessite rem publicam!* » (Salluste, *Conjuration de Catilina*, chap. LII.)

l'on en veut... Et néanmoins c'est celle-là qui depuis douze cents ans a conservé le royaume en entier et l'a mené de mâle en mâle, toujours en même race, jusqu'aux princes sous lesquels nous sommes nés ; c'est-celle-là qui nous a garantis de la tyrannie des Anglois. Bref, c'est celle-là qui maintient toutes les autres, qui est l'appui de nos fortunes, la sûreté de notre repos, l'ornement et la grandeur de l'État. »

Après avoir dénoncé le péril, du Vair essaya de fortifier ses collègues contre leurs appréhensions et leurs craintes. Que pouvaient-ils redouter ? Les forces étrangères en garnison à Paris ? Mais ils avaient le peuple pour eux, le peuple qui, las de ses maux, attendait son salut du Parlement. « Nous n'avons rien à craindre, messieurs, dit-il, en finissant ; mais j'estime tant votre vertu, je fais tant de cas de la généreuse ardeur qui vous enflamme à la conservation de notre chère patrie, que quand tous les périls du monde vous environneroient, vous passeriez par-dessus des flammes, vous vous porteriez à son secours, et vous loueriez Dieu de vous avoir réservés à une occasion en laquelle vous avez le moyen de rendre votre nom glorieux en rendant votre pays heureux. »

L'avis de du Vair rallia tous les membres du Parlement. Un arrêt, dont les termes avaient été convenus d'avance entre lui et Pithou, fut adopté, sauf quelques légères modifications, et le président Lemaistre fut chargé d'aller le notifier le jour même à M. du Maine. Peu d'orateurs ont eu l'occasion de rendre un plus grand service à leur

pays. Du Vair pouvait être fier à bon droit de « *sa première Catilinaire* ».

Mais c'est moins dans ces assemblées orageuses, où le magistrat s'efface derrière l'homme politique, que dans l'exercice régulier des fonctions judiciaires, que nous voulons étudier l'éloquence de du Vair et son mérite propre.

La Ligue est enfin vaincue. Appelé par Henri IV à l'intendance générale de la justice à Marseille, nommé peu de temps après premier président du Parlement de Provence, en résidence à Aix, du Vair va désormais servir par sa parole et son exemple la cause de la paix, de la science et des lois, et mériter, dans cette ville aimée de Malherbe, le surnom de *Père des bonnes lettres*. Là, dans la société de son ami, le conseiller Peiresc, il lit et traduit les chefs-d'œuvre oratoires de l'antiquité ; là il compose des vers français qui ne sont pas inférieurs aux vers latins de ses contemporains ; là il prononce ces *remontrances* et ces *arrêts*, où nos magistrats reconnaissent encore « la précision du jurisconsulte unie au talent de l'écrivain (1) ».

On a loué avec raison les oraisons funèbres qu'il consacra, comme premier président, à la mémoire des membres défunts de sa compagnie. On a été jusqu'à y découvrir « comme un pressentiment de Bossuet, et un éclair de cette éloquence à la fois sublime et familière (2) ».

(1) Voir Sapey, substitut du procureur général à la cour impériale de Paris : *Études biographiques sur l'ancienne magistrature française*. (Paris, 1858.)

(2) Voir Sapey, *Études biographiques*, G. du Vair. (Paris, 1858.)

Peut-être est-ce beaucoup dire, et forcer l'éloge. Mais on n'a pas assez insisté, il nous semble, sur la partie la plus originale de ses œuvres, sur ses *actions judiciaires*, ses *mercuriales* et ses arrêts prononcés en robe rouge.

Les *Arrêts prononcés en robe rouge* n'ont rien de la sécheresse ordinaire des jugements ou des rapports de nos tribunaux. Ce sont des exposés clairs, animés, complets, du procès soumis à la Cour. L'orateur ne se borne pas à raconter les faits, il les explique ; il recherche les causes lointaines qui les ont provoqués ; il démêle les secrets ressorts qui font mouvoir les parties rivales et les intérêts qui se cachent sous leurs mutuelles réclamations. Ainsi compris, le discours du magistrat devient presque un tableau de mœurs, une étude de l'âme humaine. Si du Vair nomme souvent Térence, Plaute et Juvénal, c'est qu'il peint comme eux la société de son temps, et décrit les masques divers que prennent les passions et les vices.

Ici, c'est une jeune fille recherchée des plus illustres partis pour sa fortune, sa naissance et sa beauté, que l'appât d'une feinte donation fait tomber dans le piège d'un mariage mal assorti. Elle y vient sous la foi d'un contrat passé publiquement, d'une donation jurée et re-jurée : et voilà qu'à part on trame quelque intrigue cachée pour rendre cette donation nulle et en éluder l'effet. Or, comme on dit communément en français : qui cache ses actions découvre sa conscience.

Là, c'est un riche vieillard qui se marie au déclin de la vie et devient la proie d'une femme cupide, espèce

d'Agrippine bourgeoise, qui empoisonne ses derniers jours. L'orateur nous met sous les yeux le manège et la tyrannie domestique de cette mégère : « La défenderesse, qui n'étoit entrée dans cette maison que pour la butiner et non pour y apporter le titre et la douceur de femme, mais en emporter celui de veuve et d'héritière, commença à pratiquer toutes les ruses qu'on peut excogiter pour parvenir à semblable dessein. Elle n'oublia nulle sorte de blandices et caresses ; mais pour ce qu'elles n'avoient pas grand'prise sur un homme déjà fort mûr et demi-mort, elle eut recours aux crieries et tempêtes dont elle remplit toute cette maison... Un an ou peu plus ne s'étoit pas encore passé, que la vieillesse jointe au mauvais traitement apporte au malheureux la maladie dont il est décédé. Sitôt que sa femme le sent malade, voilà la porte de sa maison fermée, tous les parents exclus ; il les demande, il les mande ; il n'y a moyen qu'il les puisse voir. Toutefois, un jour, il fit tant d'instance de voir le demandeur, qu'on fut contraint de le faire entrer. Mais aussitôt la défenderesse s'assied sur le lit, demeure là en sentinelle pour épier si ce pauvre homme ne parleroit point de testament. En sorte qu'il ne put dire autre chose au demandeur, sinon : « Mon cousin, étudiez bien, feuillotez « bien vos livres, » parole à laquelle le demandeur n'apportoît pas lors grande attention. » N'est-ce pas là une scène vivement tracée ? et n'y trouve-t-on pas les qualités d'une narration claire, rapide, intéressante ?

Mais le ton s'élève quand l'orateur expose la conduite de

cette indigne épouse après la mort de son mari. Écoutez-le réprimander cette veuve insensible et coupable, et dites si le magistrat indigné ne trouve pas de forts accents et de sévères paroles. « Sitôt que son mari a eu les yeux fermés, elle a ouvert les siens, non pour honorer son tombeau par ses larmes, mais pour fureter de tous côtés et recueillir les dépendances de cette proie par elle tant pourchassée. Les premiers mois de son deuil n'ont pas été employés en lamentations et éjulations, mais en procès et chicaneries qu'elle a commencé de dresser contre les parents du défunt. » Et cependant les chicaneries sont encore le moindre de ses soucis. Elle court à de nouvelles amours, et pour couvrir ses dérèglements elle s'empresse, dès le neuvième mois et dans le saint temps du carême, de convoler en secondes noces. « Elle ne viole donc pas seulement ce deuil privé et domestique, elle ne néglige pas la révérence de son feu mari, elle ne méprise pas la mémoire de son bienfaiteur ; mais elle contamine le temps de la pénitence publique, elle enfreint les lois de l'Église, elle scandalise tout le monde. Et pourquoi si précipitamment ? si vous ne pouviez attendre la fin d'une année déjà si avancée, que n'attendiez-vous au moins la fin du carême, déjà demipassé ? L'ardeur peut-être de la jeunesse vous a transportée. A peine recevrait-on cette excuse d'une jeune fille en la fleur de ses ans ; et une vieille l'osera alléguer ? Comment vous êtes-vous donc contenue pendant la vie de votre mari, lorsque le nom de femme et la couverture du mariage vous donnoit plus de licence, et l'objet d'un vieil-

lard plus de sujet d'exciter et irriter votre concupiscence? Que voulez-vous qu'on en pense ou qu'on en croie, si dans ces habits pleins de pitié et d'horreur, dans une maison funeste (1), entre les pleurs et les gémissements vous n'avez pu être maîtresse de votre concupiscence, et la refréner pour trois mois ou pour le moins pour trois semaines? » Ce passage ne contient pas seulement des expressions latines (*maison funeste*, vêtements *pleins d'horreur*, etc.), il a l'ampleur de la période latine et du développement cicéronien.

On pourrait trouver dans le Recueil de ces *Arrêts prononcés en robe rouge* des considérations fines et sensées sur les dots, sur les mariages d'argent et ceux « qui se font par amourettes entre personnes fort inégales » ; mais on y trouverait surtout des modèles de discussion et de solide dialectique. Du Vair examine par exemple la validité d'une donation faite par un mourant au détriment d'un neveu, que son frère a supplanté. « On ne peut imaginer, dit-il, deux plus grandes nullités que celles qui se rencontrent ici : le défaut de volonté, le défaut de solennité. Où l'on voit une séduction et subornation évidente, peut-on estimer qu'il y a libre volonté ? Premièrement il se faut représenter un pauvre vieillard octogénaire, à qui la vieillesse avoit déjà dérobé les forces du corps et de l'esprit. Il se le faut représenter malade, au lit où la mort

(1) Maison *funeste*, vêtements *pleins d'horreur*. Expressions latines : *funesta domus, funere polluta, quæ in luctu est, et quæ nondum justa defuncto persolvit*. (Forcellini.) *Horror, qui horrere ac tremere facit*.

peu de jours après l'a trouvé. La loi a présumé que le malade qui est entre les mains des médecins, s'il fait quelque chose à leur profit, le fait de peur et de crainte, et déclare tel acte suspect de violence et d'impression. L'ordonnance du Roi fait le semblable. Que devons-nous donc croire de ce pauvre vieillard assiégé de tels capteurs et réduit à cette extrémité? Quelle apparence y a-t-il qu'en cet état il songeât à faire des dispositions entre vifs, et comme dit la loi, *morians inter vivos donaret*? Cet acte a-t-il quelque affinité avec le temps auquel il est fait? et par cet acte que fait-on? à l'heure qu'il devait songer à faire son testament pour la décharge de sa conscience et pour l'établissement de sa famille, on lui fait renoncer à toute faculté de faire testament. On lui fait disposer entre vifs de plus qu'il n'a vaillant... Mais au profit de qui dispose-t-il? au profit de sa femme; et néanmoins c'est elle au profit de laquelle les lois lui défendent de disposer entre vifs. Et de qui encore? d'un neveu qui n'a jamais été auprès de lui que lors de cette donation... Mais au préjudice de qui toutes ces dispositions? au préjudice d'un neveu qui a consumé toute sa vie avec une sollicitude incroyable à servir son oncle... et quand? pendant qu'il est absent. Mais voyons si c'étoit la volonté du défunt. Quel témoin interrogerons-nous? Lui-même... » Et l'enquête se poursuit rigoureuse, pressante, inflexible, jusqu'à ce que l'héritier frustré, s'adressant à son frère qui le dépouille, lui reproche par la bouche du magistrat son injustice et sa cruauté.

Sommes-nous loin des plaidoiries du dix-septième siècle ? Du Vair n'est-il pas le précurseur d'Omer Talon et de Patru ? ne fait-il pas entrevoir le chancelier d'Aguesseau ? Moins correct que ce dernier, il est aussi moins concerté. Il a plus de vivacité et de verdeur ; sa gravité s'égaye et sourit davantage ; il est à la fois plus familier et plus vigoureux.

Les *Mercuriales* de du Vair, comme celles de d'Aguesseau, forment une partie considérable de son œuvre. Véritable censure publique, la *Mercuriale* du magistrat, en reprenant les fautes commises soit à la cour, soit au barreau, avait pour but, nous l'avons dit, de maintenir l'ancienne discipline du Parlement. L'écueil d'un pareil genre était la monotonie, la froideur. L'orateur se bornait-il à une peinture générale des vices ? son exhortation restait vague et touchait peu. Cherchait-il à préciser ses reproches, en les appliquant directement aux coupables ? il se créait d'implacables inimitiés. Forcé de revenir deux fois par an sur des sujets analogues, il devait inévitablement rencontrer les mêmes idées ; il devait garder le même ton et répéter sous des formes peu différentes des considérations presque toujours semblables. Pouvait-il du moins espérer que sa parole porterait des fruits ? « Je crains bien que vos remontrances ne soient vaines, » écrivait Pasquier au procureur général de la Guesle, sur le point d'ouvrir la *Mercuriale* au Parlement, « et que tout ainsi que le mercure se dissipe à faute de trouver sujet, aussi qu'en votre *Mercuriale* ce soient paroles emportées

du vent ; d'autant que ce que vous y faites est par forme de conférence amiable, qui demeure sans effet si elle n'est accompagnée d'une crainte d'animadversion exemplaire (1). »

Du Vair sut concilier dans ses remontrances les conseils pratiques du magistrat vigilant avec les considérations élevées du philosophe chrétien. Que dans son désir d'éviter l'uniformité, il ait émaillé son discours d'ornements empruntés et d'autorités étrangères, comment s'en étonner ? Mais il fit entendre au Parlement qu'il dirigeait le langage du devoir, du désintéressement et de la *pudeur*. Traçant aux avocats la ligne de conduite qu'ils devaient suivre, il leur donnait pour devise ce mot de Démosthène : *Χρὴ τὸ αὐτὸ φθέγγεσθαι τὸν ῥήτορα καὶ τὸν νόμον*. « Si vous vous disposez à ne parler que selon les lois, leur dit-il, vous ne sauriez jamais faillir ; on ne vous pourra surprendre : *on ne vous pourra donner touche à l'honneur* ; ayant la loi pour mire, vous ne sauriez jamais prendre une fausse visée. »

De ce principe général il descendait à des leçons plus spéciales d'éloquence ou de morale professionnelle. Il recommandait aux avocats d'être brefs et de n'ouvrir la bouche que pour la vérité : « Plût à Dieu, s'écriait-il, que ceux qui ont été une fois surpris en menterie fussent condamnés à un perpétuel silence ! La vérité est ordinairement accompagnée de brièveté ; car comme elle va nue et ne porte rien qui ne soit à elle, aussi n'est-elle point

(1) *Œuvres de Pasquier*, lettre première du liv. XI.

chargée de bagage ni d'attirail. Et cette brièveté est peut-être la qualité la plus requise à l'avocat. » On a souvent reproché aux gens de loi leur cupidité et leur avarice. Il leur disait : « Vous renoncerez à tout profit qui ne sera pas conjoint avec l'honneur, et rechercherez le loyer de votre labeur *comme l'effet d'une mutuelle charité* qui doit être entre vous et les parties plaidantes ; et non *comme une rançon de la nécessité d'autrui* et de la justice opprimée (1). »

Une des remontrances les plus intéressantes à nos yeux est celle où le premier président du Parlement de Provence démontre *la prééminence de l'état d'avocat* sur toutes les professions qui se rapportent à la justice, même sur celle de magistrat. Il prévoit bien que la plupart, éblouis de l'éclat de la pourpre qui revêt les conseillers, aveuglés *par les fumées de l'ambition et par les brouillards des affections populaires*, seront étonnés d'une pareille proposition. Mais il les prie de *s'écarter du vulgaire profane*, de voir le fond des choses, et de ne pas juger sur les apparences : « N'est-ce pas une maxime fort certaine et fort constante que celui qui possède une chose de son droit et par soi, y a bien plus grande part que les autres qui ne l'ont que par communication d'autrui ? Et qui ne sait que l'autorité qu'ont les juges en l'exercice de la jus-

(1) Quintilien dit de même : « *Paciscendi quidem ille piraticus mos et ponentum periculis pretia procul abominanda negotiatio.* » (Livre XII, chap. VII.) Du Vair, qui aime à citer les anciens, aurait pu rapprocher cette expression de Quintilien de celle qu'il emploie ici : *Une rançon de la nécessité d'autrui.*

tice n'est rien qu'un ruisseau de celle du prince, dérivée en eux par sa grâce ? que la lueur de leur dignité ne subsiste que par réflexion de la sienne ? Au contraire l'autorité et la dignité d'un bon avocat procédant de sa propre vertu ne dépend que de lui-même. Car quand ses laborieuses études la lui ont une fois acquise, elle lui appartient incommutablement, sans que personne lui en puisse rien diminuer. »

Non-seulement, suivant du Vair, la dignité de l'avocat est supérieure à celle du juge, mais l'autorité de celui-ci dépend de l'autorité du premier : « Et quand on dira davantage que l'autorité des juges relève et dépend de celle des avocats, qui le pourra nier ? Ceux qui vivent en ce théâtre public de la justice reconnoissent ingénument que les juges y seroient du tout inutiles et sans fonction si les avocats ne venoient à leur secours, et par leur industrie ne leur découvroient la vérité cachée et déguisée par les artifices des plaideurs, et l'équité plongée et comme abîmée dans les gouffres et fondrières de la chicanerie... Il est bien aisé, après que la mine est tirée de la terre, qu'elle a passé par les lavoirs, qu'elle a été marquée du coin du prince, de juger de sa valeur : le moindre du peuple le sait faire... »

Tel est le mérite de la profession d'avocat, mérite éminent qui a pour gardiens la pudeur et la modestie. C'est la *pudeur* qui bannit le mensonge et l'avarice : « Mais il faut la garder avec soin ; car elle est de soi fort fragile ; et en cette vie tumultuaire du palais et du barreau, où

affluent de tous côtés les colères, les malices, les iniquités des hommes, elle reçoit de grands heurts, et par la contagion des parties est souvent entamée (1). » Cette harangue peut nous faire apprécier les mercuriales de du Vair. En vain se plaint-il de *l'inexorable coutume* qui le fait *rechanter* et reprendre des sujets en apparence épuisés; il sait renouveler l'intérêt du discours par des observations originales, des aperçus ingénieux, des expressions justes et neuves. Il excelle à résumer ses conseils dans une phrase courte et frappante. Il est persuadé que « comme entre les monnoies celle-là est la meilleure, qui sous le moins de masse et de poids a plus de prix et de valeur, qu'aussi en matière d'enseignement les meilleurs sont ceux qui en moins de paroles contiennent plus d'instruction ». Sévère sans roideur, il tempère l'austérité de ses leçons par l'accent de cette charité chrétienne qu'il recommandait lui-même aux avocats.

Dix-sept ans du Vair remplit consciencieusement son office, jusqu'à ce qu'il fût élevé par Marie de Médicis à la dignité de chancelier (1616). Déchargé de cette haute fonction après un essai de quelques mois, rappelé ensuite par Louis XIII, nommé comte et évêque de Lisieux, il mourut à l'âge de soixante-cinq ans au comble de la réputation et de la fortune (1621).

De son vivant du Vair n'avait pas été moins estimé comme écrivain que comme orateur. Son langage harmo-

(1) Remontrance prononcée à l'ouverture du Parlement de Provence en 1602.

nieux et imagé, sa phrase noble, sa pensée élevée et l'ambition même d'un style parfois trop abondant et trop fleuri lui avaient acquis des admirateurs et des imitateurs. Charron, l'auteur du *Traité de la Sagesse*, qui avait emprunté un quart de son livre à Montaigne, en avait pris un autre quart à du Vair. Il transcrivit, en les affaiblissant, des pages entières de la *Philosophie morale des Stoïques* (1). N'était-ce pas en faire un bel éloge ? C'est en effet un beau livre à mettre en regard des *Essais* de Montaigne que ce traité de philosophie religieuse d'un politique et d'un magistrat. Les *Essais* sont la causerie capricieuse d'un spirituel épicurien qui cherche le bonheur par la sagesse, soustrait sa vie à toute obligation gênante, et fait profession « de la vivre mollement pour la jouir au double des autres ». Le *Traité de philosophie morale* est moins aimable, mais plus chrétien. Il ne nous entretient pas de nos plaisirs, mais de nos devoirs ; il nous apprend à vaincre nos passions et nous montre le souverain bien dans la vertu.

C'est comme critique et théoricien, par son *Traité de l'Éloquence française*, que du Vair est surtout resté célèbre après sa mort. Ayant traduit la *Milonienne* et les discours d'Eschine et de Démosthène *sur la Couronne*, il fit précéder ces traductions d'une théorie de l'art oratoire et de considérations sur l'éloquence en notre pays. Négligent la prédication religieuse, il ne considérait que l'*Élo-*

(1) Guillaume du Vair, *la Philosophie morale des Stoïques* (1621), édition in-8°.

quence mêlée aux affaires du monde, et se demandait pourquoi elle était restée si basse. Il en indiquait plusieurs raisons : 1° la forme du gouvernement, qui écarte les citoyens du maniement des affaires, et l'absence de grands intérêts à débattre ; 2° l'indifférence de nos princes et de la noblesse pour ce genre d'étude ; 3° la légèreté de la nation, incapable des longs efforts qu'exige la pratique de l'art oratoire.

Dans cet ouvrage, l'auteur, qui s'inspire de Tacite, est un devancier de nos critiques modernes. Il a pour juger les orateurs le goût qui lui manque parfois quand il est orateur lui-même. C'est de main d'ouvrier qu'il esquisse à grands traits ces leçons de vraie rhétorique. Comme Cicéron, il fait reposer l'éloquence sur un fond de science solide (1) ; il la forme à l'école de la philosophie et de la morale ; il la nourrit des chefs-d'œuvre de l'antiquité et veut « *qu'elle hante avec les morts* ». Le style qu'il aime, ainsi que Pascal, c'est le style naturel. Mais combien l'éloquence française lui paraît loin de l'idéal qu'il lui propose ! Du Vair croirait volontiers « que la France, ayant eu en partage l'honneur des armes, n'a pu acquérir celui des lettres », s'il ne voyait l'essor qu'a pris l'érudition depuis cent ans. Pibrac, Versoris, Brisson et d'Espeisses ont joui d'un crédit légitime auprès de leurs contemporains. Un seul avocat cependant mériterait d'être comparé aux anciens, et du Vair ne le nomme pas. Ce n'est point que

(1) « *Ex rerum cognitione efflorescat et redundet oportet oratio.* » (Voir Cicéron, *de Oratore*, liv. I, chap. VI, etc.)

cet orateur ait atteint « la grande et divine éloquence » des Cicéron et des Démosthène ; il rappelle plutôt Isée et Lysias. « C'est un esprit merveilleusement délié et judiciaire, qui s'est formé un style fort élégant, qui a un grand artifice à se faire entendre et à éclaircir ce qui semble de plus obscur et embrouillé. » Quel est cet heureux rival des maîtres de l'atticisme antique ? Est-ce Simon Marion ? est-ce Étienne Pasquier ? Il semble difficile de le décider d'après les termes un peu vagues qui définissent l'orateur anonyme. Pour nous, après avoir étudié les principaux avocats du seizième siècle, nous donnerions la palme de l'éloquence judiciaire à Pasquier, sauf à la partager ensuite avec Guillaume du Vair.

CONCLUSION.

« Il faut avouer, » a dit Voltaire en parlant des avocats du seizième siècle, « qu'alors l'honneur, *la dignité du patronage*, la grandeur attachée à défendre l'opprimé, n'étaient pas plus connus que *l'éloquence*. Presque tous les Français étaient *Welches*, excepté un de Thou, un Sully, un Malherbe. » Nous croyons avoir démontré le contraire dans les pages qui précèdent.

S'il est un corps où la dignité professionnelle et le sentiment de l'honneur aient été soigneusement gardés, c'est celui que juge si légèrement l'auteur du *Dictionnaire philosophique*. Sous Charles IX, sous Henri III et sous Henri IV, à la barre du Parlement comme sur les sièges les plus élevés de la cour, la grandeur attachée au patronage est comprise et respectée. C'est *l'âge héroïque* de l'ordre judiciaire. Là, entre les orgies d'une cour corrompue et les excès d'une populace révoltée, les mœurs sont graves, les caractères droits, les volontés énergiques. Là se conservent les traditions de la haute bourgeoisie française, instruite et modérée; là le fils reçoit de son père, avec la foi religieuse et la fidélité monarchique, l'application au devoir et l'amour de son état. Les Séguier,

les Talon, les Arnaud, les de Thou, sont avocats de père en fils, et se transmettent en héritage les vertus de leur profession.

Voltaire raconte avec malice qu'un avocat, sous Henri IV, ayant demandé quinze cents écus pour un procès, et la somme ayant paru trop forte pour le temps, pour l'avocat et pour la cause, tous les avocats allèrent déposer leur bonnet au greffe, ce qui jeta une consternation générale dans tous les plaideurs de Paris. C'est travestir, en badinant, un acte sérieux et déguiser l'histoire à plaisir. Au mois de mai de l'an 1602, le Parlement voulut faire revivre une ordonnance qui obligeait les avocats à signer les écritures qu'ils faisaient pour les parties, et à *parapher de leur main* ce qu'ils auraient reçu pour *salaire*. Tout le barreau se sentit atteint dans sa considération par cet arrêt. Ses membres déclarèrent unanimement : qu'il était tout à fait indigne de leur profession de soumettre à un gain limité et mercenaire l'honoraire qu'on leur offrait volontairement en reconnaissance de tant de vertus et éminentes qualités nécessaires à un bon avocat, et principalement de l'éloquence (1). N'était-ce pas ravalier la dignité du patronage que de contraindre le défenseur à taxer lui-même son client et à lui bailler quittance de sa dette ? Et si quelques avocats violaient par leur cupidité les règles de l'ordre et les convenances de leur état, était-il juste de frapper pour cela la compagnie tout entière ? Après des remontrances inutiles, les avocats pré-

(1) Voir *Opuscules de Loisel*, préface du *Dialogue des Avocats*.

férèrent quitter volontairement leurs fonctions et s'abstinrent de venir au palais. Les audiences durent cesser. Il fallut que le roi interposât son autorité pour rétablir les avocats dans leurs charges. L'arrêt de la cour fut maintenu, mais il n'en fut pas plus parlé que s'il n'avait jamais existé.

Voilà certes un trait remarquable d'esprit de corps ; voilà un curieux épisode de notre histoire parlementaire. Il a donné naissance au *Dialogue des avocats*, de Loisel, qui commence le lendemain de cette retraite du barreau sur le mont Sacré. Nous approuvons, quant à nous, ces fières susceptibilités d'un ordre célèbre ; elles étaient justifiées par ses services, par ses travaux et par sa valeur.

Étaient-ce donc des Welches que ces orateurs généreux, qui prenaient en termes si francs la défense des libertés nationales au Parlement et devant la Ligue ? Était-ce un Welche que l'auteur de l'*Anti-Espagnol*, ou l'avocat de la ville d'Angoulême, ou celui du marquis d'Allègre ? Étaient-ce des Welches que ces studieux jurisconsultes qui, traduisant les chefs-d'œuvre de Rome et d'Athènes, travaillaient à faire passer dans notre langue la savante énergie des langues anciennes ? qui s'inspiraient de l'antiquité classique en recherchant nos antiquités gauloises ; qui mettaient en ordre nos coutumes, éclairaient nos origines et repoussaient victorieusement l'invasion étrangère de notre littérature et de notre pays ?

Sans doute aucun d'eux ne fut un homme de génie. Aucun d'eux ne fit rentrer dans l'ombre les faux talents

encore en honneur et ne dissipa complètement les préjugés encore en crédit. Mais s'ils ne renouvelèrent ni la langue ni le style, les avocats du seizième siècle aimèrent du moins l'éloquence, ils la cultivèrent et guidèrent ses premiers pas sur la route du bon sens et de la vérité.

Alors que la prédication était arrivée au dernier terme de la décadence, alors que le burlesque et le trivial se mêlaient aux subtilités et à la terminologie de l'école dans les sermons de Pierre de Besse et de Gaspard Séguiran (1), l'éloquence judiciaire avait déjà rompu les derniers liens qui l'attachaient au moyen âge. Malgré des défauts communs aux deux genres, une différence marquée existe sous le règne de Henri IV entre la chaire et le barreau. Celui-ci a remplacé la superstition de la scolastique par la superstition de la renaissance; mais, en se donnant le travers de l'érudition, il a renoncé au pédantisme de la dialectique. Or c'est presque se corriger parfois que changer d'erreur. La chaire, aggravant le mal, a réuni les deux superstitions, accordé les deux pédantismes. Aux déductions de la scolastique elle a cousu les emblèmes et les citations de l'antiquité. La dialectique des sermons est bariolée d'exemples, d'épithètes, de métaphores. L'enseignement chrétien, déjà enlacé dans un réseau de divisions inextricable, finit ainsi par être étouffé sous les textes de la science profane. La parole de Dieu n'est plus qu'un

(1) Pierre de Besse et Gaspar Séguiran, prédicateurs du roi. Voir Jacquinet, *des Prédicateurs du dix-septième siècle avant Bossuet*. (Chap. 1^{er}, la Chaire au seizième siècle, p. 57.)

jargon emphatique où la morale disparaît sous le luxe des broderies et le placage des citations.

Qu'on se souvienne, au contraire, des plaidoyers d'Étienne Pasquier, des harangues de Simon Marion ou de Guillaume du Vair : sauf quelques rares formules et quelques expressions attardées, y reconnaît-on les procédés de l'école et l'aride discussion du moyen âge ? La langue n'est-elle pas plus libre, plus naturelle, plus vivante ? L'érudition s'étale trop, nous l'avons dit, dans toutes les harangues du palais, mais elle n'usurpe pas la place de la raison et du raisonnement. C'est une mode, une servitude que condamnent ceux-là même qui la subissent. Enlevez cette livrée bizarre, les parties essentielles de l'œuvre se découvrent, et la trame du discours apparaît, dépouillée des vains ornements qui la cachaient tout d'abord à nos yeux. On a trop fait attention, selon nous, à cette étrange bigarrure qui dépare les harangues des avocats de la renaissance. On s'est arrêté à la surface ; on n'a pas assez vu le fond durable que revêt ce déguisement ridicule, la sève qui court et monte sous cette végétation parasite.

C'est que ces avocats oubliés soutinrent en somme de grandes luttes et débattirent de grands intérêts. On croit, en général, avec du Vair, que la forme du gouvernement entrava l'éloquence sous l'ancienne monarchie. Cette opinion est juste si l'on parle de l'éloquence du forum et des assemblées populaires. Elle est fausse si l'on parle de l'éloquence du barreau. Les occasions firent-elles donc

défaut à nos avocats ? Lorsque Pasquier soutenait devant le Parlement la cause d'une ville qui résistait aux ordres du roi et revendiquait le droit de ne pas être livrée sans son consentement ; lorsque Marion, dans le conseil du roi, invoquant les lois du royaume, s'opposait aux prétentions du duc de Lorraine ; lorsque, au nom de l'Université, Arnaud luttait contre les jésuites, l'éloquence de l'avocat n'avait-elle pas un beau sujet, une vaste carrière et des témoins dignes de l'apprécier et de l'entendre ?

Brisson et du Vair prétendent que l'indifférence et le dédain de la noblesse s'opposèrent aux progrès de l'art oratoire. Ne voyons-nous pas, au contraire, quel crédit les avocats avaient à la cour, auprès du roi comme auprès des princes ? Pasquier, Brisson, Versoris, étaient sans cesse consultés par les plus grands seigneurs du royaume. Guillaume Poyet et Guillaume du Vair devenaient chanceliers de France, et Antoine Arnaud refusait une place au Conseil pour être libre et rester avocat.

Si l'éloquence du barreau fut incomplète au seizième siècle, ce ne fut ni la faute des princes, ni la faute du gouvernement : c'est qu'il lui manquait une préparation plus solide, une plus longue éducation littéraire. Elle avait les travers et les qualités de la jeunesse ou de l'inexpérience : l'élan, la témérité, la vigueur et l'excès ; il lui manquait le tact, la maturité, la mesure. Il faut le travail de plusieurs générations pour qu'un orateur complet puisse se produire. Cicéron n'aurait pas été Cicéron au temps des Gracques. Bossuet aurait-il été Bossuet, s'il eût vécu sous

Henri II ou sous Henri IV ? Dans la chaîne de la tradition, les avocats que nous avons étudiés sont les anneaux qui relient Joinville, Comynes, Alain Chartier aux premiers écrivains du dix-septième siècle.

Quelle part leur revient-il dans le progrès des lettres au seizième ? Ils se sont associés au mouvement de la renaissance, ils l'ont encouragé, suivi, propagé, et lui ont apporté leur tribut de recherches et d'éloges. Admirateurs de Ronsard, ils ont été moins palens que lui, et tandis que le poète et ses disciples s'inspiraient volontiers des dieux d'Homère et de la philosophie d'Épicure, ils sont restés fidèles au stoïcisme chrétien, dont l'Hôpital est le modèle et dont du Vair est l'interprète.

On voulait donner à la prose française plus de dignité et de noblesse. Le meilleur moyen n'était-il pas de traiter ces graves problèmes que discutait l'antiquité et que vint soulever la Réforme ? Les discours de Pasquier et de Marion, les écrits de Pithou et de Jean Bodin sont là pour témoigner des efforts que firent les avocats en ce sens. Avec eux le talent de la parole ne fut plus seulement appliqué à la distraction des esprits, mais employé à la défense du droit et de la liberté. Il exprima, avec plus ou moins de goût, des idées générales dans des questions alors nouvelles, les questions politiques.

Français de sentiment, nos avocats furent Français de style, et, sans se dérober tout à fait à la contagion de la mode italienne ou espagnole, ils maintinrent contre les plagiaires des *concetti* et des *conceptos* le franc-parler, les

tours naïfs et la libre allure de notre langue vulgaire. Ils se rattachent par là à Rabelais et à la Fontaine. Le chef-d'œuvre de la *littérature militante* au seizième siècle, la *Satire Ménippée*, n'est-il pas dû à des gens de robe ? C'est l'avocat Pierre Pithou, qui écrivit la harangue de d'Aubray. Il y a mis la marque de cette fermeté de jugement, de cette droiture de cœur que nous avons admirées dans ses amis Loisel et Pasquier. L'esprit français se reconnaît dans cette langue saine et sensée qui retrouve les accents de Démosthène et de Cicéron, sans perdre sa familiarité bourgeoise et sa franchise populaire. Antoine Lemaître et Omer Talon peuvent venir. Après eux Patru, Fourcroy, Érard, inaugureront brillamment la période classique du dix-septième siècle, jusqu'à ce que d'Aguesseau, moins original, mais plus complet, vienne, en élève de Despréaux, donner le dernier degré de politesse à l'éloquence judiciaire.

APPENDICE.

Sans avoir la prétention d'être complet sur un sujet aussi vaste, dont nous ne pouvions évidemment qu'effleurer la cime et indiquer les sommets, nous croyons cependant utile de réunir en un appendice les noms de certains avocats consacrés par un souvenir historique ou par quelque important témoignage. Nous y joignons, en guise de pièces justificatives, des fragments de discours, des anecdotes et des détails biographiques, qui n'auraient pu trouver place dans le cadre de ce travail.

TREIZIÈME SIÈCLE.

Les avocats du treizième siècle ont donné à la chrétienté *un pape et un saint* : le pape Clément IV et saint Yves.

GUI FOUCAULT ou FOULQUES (*Guido Fulcodius*), qui devint pape sous le nom de Clément IV, fut un des jurisconsultes et des avocats les plus estimés de son temps : « *Is jurisconsultus totius Gallix sine contentione primarius, in curia regia causas integerrime agens,* » dit Platina. (*In vitas summorum pontificum opus*. Venise, 1479, in-f°.)

« Gui Foulques, Fulcodi ou Foulquois, quelquefois appelé *Guido Grossus*, Gui le Gros, naquit à Saint-Gilles, dans le bas Languedoc... La France n'avait pas d'avocat plus célèbre. On lui confiait les grandes causes. Sa science, ses talents et sa probité lui valurent l'estime et l'affection de

saint Louis, qui l'admit et le retint six ans dans son intimité. » (*Hist. litt. de la France*, t. XIX, p. 92.) Le nom de Gui Foucault se trouve associé à celui de Pierre de Fontaines, dans un arrêt du premier volume des *Olim*, publié par M. Beugnot. L'arrêt est de 1258. Guy Foucault fut élu pape en 1265 et mourut en 1268.

GUILLAUME DURANTI, né dans le diocèse de Béziers, est l'auteur du *Miroir judiciaire* (*Speculum judiciale*), qui lui valut le surnom de *spéculateur*. Protégé par le pape Clément IV (Gui Foucault), originaire comme lui de la France méridionale, et comme lui avocat de talent, il devint évêque de Mende, et mourut le 1^{er} novembre 1296, à Rome, où l'on voit encore son tombeau avec cette inscription : « *Hoc est sepulcrum dñi Guilielmi Durāti ēpi Mimatensis.* » (*V. Hist. littér. de la France*, t. XX.)

Le *Speculum judiciale* est un traité pratique de droit civil et canonique. Duranti nous en explique l'objet dès le début : « *Igitur speculum judiciale formabo, in quo quidem iudices, advocati, tabelliones, partes, testes, ceteræque personæ speculari valeant qualiter in judiciis extraordinariis, ordinariis, civilibus et criminalibus, et in singulis judiciorum capitulis sua rite officia moderentur.* » (Fol. 2, recto. *Speculum juris. Argentinæ*, 1473, in-f^o.)

On voit dès le premier livre que Duranti avait plaidé. Il rappelle, entre autres causes dont il fut chargé, celle de la commune de Pise contre l'archevêque. Aussi parle-t-il avec intérêt, quelquefois même avec éloquence, des devoirs de l'avocat : « Les avocats, dit-il, qui éclaircissent les faits douteux d'une cause, et, par la force de leur défense, dans les affaires privées et publiques, relèvent ce qui est tombé et réparent ce qui menace ruine, ne sont pas moins utiles au genre humain que s'ils prenaient les armes et répandaient

leur sang pour sauver leur patrie et leur famille. Ils combattent, en effet, ils combattent, lorsque, forts de l'appui qu'ils trouvent dans cette voix, qui fait leur gloire, ils défendent l'espérance, la vie et les enfants des malheureux... » Dans une suite de conseils fort intéressants à étudier pour l'histoire des mœurs de son temps, G. Duranti examine successivement quelles objections on peut faire contre les avocats, comment ils doivent s'habiller, quelle conduite ils doivent tenir à l'égard de leurs clients, des juges, des défenseurs de la partie adverse. » (*Hist. litt. de la France*, t. XX, p. 445.)

César de Notre-Dame fait l'éloge de G. Duranti, dans son ouvrage intitulé : *l'Histoire et les Chroniques de Provence* (part. III, p. 265).

PIERRE DE FONTAINES, mort vers l'an 1289, fut l'un des plus fidèles conseillers de saint Louis. Originaire du Vermandois, c'est le premier qui ait entrepris d'écrire de l'ordre judiciaire en France : « Nus, dit-il, n'enprit oncques devant moi ceste chose dont j'aie exemplaire. » (Voir Du Cange, *Préface des Établissements de saint Louis*.)

YVES DE KERMARTIN, qui mourut en 1303, était né en Bretagne, au manoir de Kermartin. (*Yvo Trecorensis*, *Yvo Armoricanus*, *Yvo Brito*.) « Il n'étoit pas des nôtres, dit Pasquier, dans le *Dialogue* de Loisel, ains Breton. Si peut-il être mis au nombre des avocats, répond Loisel ; car encore qu'il fût official de Rennes et depuis de Tréguier, si ne délaissoit-il pas d'exercer par charité l'état d'avocat pour les veuves, orphelins et autres personnes misérables. »

Yves était venu à Paris à l'âge de quatorze ans et s'était logé, dit-on, rue du Fouarre, près des écoles les plus renommées. Après avoir étudié le droit à Orléans, il retourna en Bre-

tagne et devint official de l'évêque de Tréguier. « C'était un juge équitable, un conciliateur empressé de tous les différends. Il faisait plus : devant les tribunaux où il n'occupait pas le siège de juge, il se présentait en la compagnie des accusés, des plaideurs, les aidait de son argent, de sa parole, et obtint ainsi le glorieux surnom d'*avocat des pauvres*. Dans un procès longuement raconté par l'auteur du *Rosier historique*, et ensuite par Loisel, on le voit plaidant pour une pauvre femme, son hôtesse, devant le lieutenant du bailli de Touraine, mais aucun récit ne le montre plaidant à Paris même, devant la cour. » (*Hist. litt. de la France*, t. XXV.)

La légende de Saint-Yves n'en était pas moins populaire à Paris, parmi les basochiens et les hommes de loi. On chantait au palais un couplet latin, resté fameux, en l'honneur de Saint-Yves :

*Sanctus Yvo,
Erat Brito,
Advocatus,
Et non latro :
Res miranda
Populo.*

En 1347, dit M. Gaudry, les écoliers bretons, étudiant à Paris, élevèrent à saint Yves, rue Saint-Jacques, une chapelle où les plaideurs qui avaient gagné leur cause venaient suspendre en *ex-voto* les sacs de leurs procès.

QUATORZIÈME SIÈCLE.

RAOUL DE PRESLES, mort vers l'an 1325 ou 1330, est cité dans les Chroniques de Saint-Denis comme avocat dans la cour du roi. Il fut attaché à la personne de Philippe le Bel,

en qualité de clerc ou de secrétaire. Il fonda en 1313 le collège qui portait son nom dans l'Université de Paris et dont Ramus devint principal en 1545. C'est à son fils bâtard, Raoul de Presles, que l'on attribue généralement le *Songe du Vergier* (1).

PIERRE DE CUGNIÈRES, mort en 1356. Ét. Pasquier raconte avec quelle énergie il se *hasarda* à attaquer les abus des tribunaux ecclésiastiques. « Sur la plainte que fit Cugnières de tous ces abus, en l'an 1329, le roi Philippe de Valois fit donner assignation à tous les prélats de France en son Parlement. Et lui séant en son lit de justice, assisté de plusieurs princes et de sa cour du Parlement, M. Pierre de Cugnières prit un thème sur un passage de la sainte Écriture fort à propos : « *Reddite Cæsari, quæ sunt Cæsaris; et Deo, quæ sunt Dei.* » Après s'être étendu sur cette proposition et remontré que la juridiction de la cour d'église n'avoit rien de commun avec la temporelle, il proposa assez simplement et sans fard plusieurs articles esquels il requéroit être apporté quelque ordre et réformation encontre les ecclésiastiques..... » Il se plaignait de ce que « le premier meurtrier ou larron, qui se disoit être clerc, et, sous ce titre, demandoit son renvoi devant l'official, y devoit être renvoyé sous peine d'excommunication, encore qu'il n'eût été pris en habit clérical et qu'il ne fit apparaitre ses lettres de tonsure. Que soudain qu'un homme étoit entré en prison *par la porte de fer*, il en sortoit *par celle d'argent*. Qu'un homme étant excommunié, les officiaux prenoient plaisir de citer tous ceux qui avoient communiqué avec lui, et ainsi mettoient quelquefois toute une contrée en désarroi par leurs indues citations. » A toutes

(1) Voir Lenient, *la Satire en France au moyen âge*, chap. xiv. *La littérature d'État sous Charles V.*

lesquelles choses répondit messire Bertrand, évêque d'Autun, lequel commença ses remontrances par ce verset : « *Deum time : regem honorificate.* » (*Recherches de la France*, liv. III, ch. XXXIII.)

PIERRE DE BELLEPERCHE, surnommé le *docteur subtil*. Il fut envoyé en 1304, par Philippe le Bel, auprès de Benoît XI, pour lui porter son serment de dévotion et de révérence.

D'ORGEMONT, qui devint chancelier de France. Son nom se trouve sur le plus ancien tableau de l'ordre des avocats, à la date du 13 novembre 1340. Son fils fut évêque de Paris. « Au mois de juillet 1409, le seizième jour, dit Juvénal des Ursins, mourut l'évêque de Paris, nommé d'Orgemont, dont le père avoit été chancelier de France, et fut celui qu'on dit avoir été mort en sa cave, consommé de gravelle et de poux, par punition divine, à cause qu'il avoit fait mourir messire Jean des Mares, sans cause. » (*Histoire de Charles VI.*)

DESFONTAINES, mort en 1387. « Telle était la considération dont il jouissait, dit M. Gaudry (1), que le Parlement suspendit ses audiences le jour de ses obsèques, pour laisser à tout le barreau et aux magistrats la facilité d'assister à ses funérailles. »

GUILLAUME DU BREUIL, qui composa, sous Philippe de Valois, un *Style du Parlement*. D'après un travail inséré dans la Bibliothèque de l'École des Chartes (1^{re} série, t. II et 5^e série, t. IV), son caractère n'aurait pas été à la hauteur de sa science. Vers la fin de sa carrière, il aurait même été compromis dans un procès criminel.

(1) Voir Gaudry, *Histoire du Barreau de Paris*.

ARNAUD DE CORBIE, GUILLAUME DE DORMANS, qui furent tous deux chanceliers de France.

PIERRE DE FONTEBRAC « qui ne s'entremettant, dit Loisel, que des affaires communes du palais et principalement de la défense des causes ecclésiastiques, fut fait cardinal par le pape Clément VII, selon ce que disent nos annales ». (*Dialogue des avocats.*)

JEAN DE NULLY, que Loisel appelle JEAN DE NEUILLY, « se fit remarquer parce qu'il étoit homme violent, cholère et courageux en ses plaidoyers, et fut condamné à l'amende plaidant pour des particuliers d'Orléans. » Ces particuliers voulaient se faire passer pour étudiants de l'Université et refusaient à ce titre de payer aucune taxe civile. Jean de Nully apporta une telle vivacité dans la défense de ses clients, que non-seulement il leur fit perdre leur procès, mais les fit condamner en outre à une amende de soixante livres. Le Parlement fut même sur le point d'imposer cette amende à chacun des prévenus séparément au lieu de la partager entre tous : « *Fuit, ut audivi, causa ut cæteris cederet in exemplum, et quia satis animosus. Fuit etiam in Curia multum altercatum an unam omnes, vel quilibet dictorum particularium emendam solveret : sed decisum fuit quod unica solum.* » (J. Galli. *Quæstio CXXXII.*)

JEAN FILLEUL, aussi véhément que Jean de Nully, provoqua comme lui la sévérité du Parlement. Mais, moins heureux que son confrère, il dut payer lui-même l'amende qu'il avait encourue : « *Anno Domini 1380, 21 februarii, emendavit voluntarie curiæ magister Joannes Filleul, advocatus, quum dixerat, quod in faciendo arrestum eadem curia non habuerat memoriam propositorum omnium, quæ etiam grapharius, qui*

erat novus, non omnia registrarat. » (Bibliothèque nationale, Dupuy, n° 135.)

JEAN ANCHIER. En 1385 la cour, saisie d'une affaire grave, invita plusieurs avocats à délibérer avec elle. Ce furent Jean Lecoq, Jean de Nully et Jean Anchier. Il devint procureur-général et mourut en 1389.

HENRI DE MARLE, qui fut chancelier de France.

OULDARD BERTHINE DE MOLINS, avocat fort en crédit dans l'Église, au palais et à la cour du roi Charles VI. On avait longtemps distingué Oudard de Molins et Oudard Berthine; mais M. Hauréau a retrouvé dans l'obituaire de l'église de Paris un texte qui rapporte les deux noms au même avocat : *« Obiit magister Odardus Berthine dictus de Molins, qui dedit nobis sexdecim libras, etc., etc. »* (Cartul. de N. D., t. IV.) Il devint président lai de la chambre des comptes. Le moine de Saint-Denis le cite plusieurs fois avec éloge.

JEAN DE POPINCOURT, rival d'Oudard de Molins pour ses succès au barreau et sa nombreuse clientèle, devint, en 1400, premier président du Parlement, et fit partie, à ce titre, de l'ambassade qui alla l'année suivante à Boulogne négocier la paix avec le roi d'Angleterre.

JEAN CANARD, que Dumoulin nomme tour à tour *Joannes Couardi* et *Joannes Canardi*. Avocat du roi Charles V contre le comte de Montfort, accusé de félonie; il devint évêque d'Arras et mourut en 1407.

JEAN JOUVENEL, en reconnaissance des services qu'il avait rendus au roi, reçut de Charles VI l'hôtel des Ursins, à Paris : *« Ce qui parut le rattacher à la grande famille des Ursins*

d'Italie, et lui fit prendre le nom de Juvénal des Ursins (1). » Il avait imaginé et pratiqué, avant le dix-neuvième siècle, l'*expropriation légale* pour cause d'utilité publique. « C'est ce messire Jean Jouvenel, dit Loisel au *Dialogue des avocats*, qui, pendant sa prévôté, fit en un jour ce que les officiers de maintenant ne feroient pas en un an. Car, voyant que la navigation de la rivière de la Marne, venant à Paris, étoit empêchée par les moulins que les seigneurs y avoient fait bastir pendant les guerres ou autrement, et que la longueur, qu'on y pourroit pratiquer par procès, empêcheroit qu'il n'y fût promptement pourvu, obtint des lettres du roi pour les faire abattre, à la charge de récompenser les propriétaires de dix deniers pour un de revenu qu'ils en avoient; ce qu'il exécuta si dextrement que, sans appeler ni advertir autres que trois cents compagnons qu'il mit tout soudain en besogne, il les fit démolir en un seul jour. »

BARTHOLE et l'*Advocacie Notre-Dame*. L'*Advocacie Notre-Dame*, « œuvre d'un rimeur bas-normand, chanoine et docteur, aussi fort en procédure qu'en gaie science, » dit M. Lenient, n'est que l'imitation et la traduction rimée d'un ouvrage de Barthole, intitulé : « *Processus Satanæ contra D. Virginem coram judice Jesu*. »

Barthole, né à Sasso-Ferrato, en Ombrie, est un des plus illustres jurisconsultes du quatorzième siècle. Pour bien faire comprendre la marche d'une procédure instruite dans les formes, selon les règles du droit romain et dans le style judiciaire du temps, il avait imaginé le procès suivant entre la sainte vierge et le diable.

Satan, voulant remettre les hommes sous le joug où le crime d'Adam les avait fait tomber, traduit le genre humain devant le tribunal de Jésus-Christ.

(1) Gaudry, *Histoire du Barreau de Paris*.

« Satan voulait donner assignation *du jour au lendemain* ; mais Jésus-Christ lui fait observer que le délai serait trop court pour comparaître, parce qu'il y a loin de la terre au ciel. (*Longa via est a terra usque ad cælum.*) Il permet en conséquence d'assigner *à trois jours*. Satan calcule alors que l'échéance tombera le vendredi-saint, et il cite à Jésus-Christ les lois qui ne permettent pas d'assigner un jour de fête. Mais Jésus-Christ dispense de cette formalité, en vertu d'autres lois, qui donnent ce droit aux juges en certains cas. L'assignation est donc donnée à trois jours par l'ange Gabriel.

« Au jour indiqué, le diable comparait et demande si quelqu'un ose parler pour le genre humain. La Vierge se présente, mais le diable la récuse pour deux raisons : la première, parce qu'étant mère du juge, elle pourrait trop aisément lui faire prononcer en faveur de sa partie. La seconde, c'est que les femmes sont exclues de la fonction d'avocat. Il appuie ces deux motifs sur des paragraphes tirés du Digeste. De son côté, la Vierge invoque les lois et les paragraphes qui autorisent les femmes à ester en jugement pour les veuves, les pupilles et les misérables. Elle gagne ce point. Jésus-Christ lui permet de plaider pour les hommes.

« Alors le diable demande *la provision*, comme ayant été possesseur du genre humain, selon la règle de droit : *Spoliatus ante omnia restituendus*. (Il faut avant tout remettre en possession celui qui a été dépouillé.) Il fait en outre valoir pour lui la prescription.

« La Vierge lui oppose le titre de droit : *quod vi, aut clam, aut precario*, et soutient qu'un possesseur de mauvaise foi ne peut acquérir par voie de prescription, et le prouve : *Lege tertia, paragrapho ultimo Digesti de acquirenda possessione.* »

Jésus-Christ, ayant débouté le diable de sa provision, le

fond du procès se discute et se décide de même par lois et par paragraphes.

(Voir *Processus Juris joco-serius, tam lectu festivus ac jucundus, quam ad usum fori et praxeos moralis cognitionem utilis ac necessarius*. Hanoviæ, 1611, in-8°.) L'analyse sommaire de la compilation intitulée : « *Processus juris joco-serius*, » se trouve dans la *Bibliothèque choisie des livres de droit*, par Camus. (Voir Dupin, *Lettres sur la profession d'avocat*, 2 vol. in-8°. Paris, 1830.)

Cf. sur l'*Advocacie Notre-Dame*, Lenient, *la Satire en France au moyen âge*, chap. XI.

« Le diable est venu avec grand fracas demander justice à Dieu :

Tu es de justice chief,
Justice voil, tu es justice,
Fay la moi !... »

Le chanoine bas-normand s'est borné à traduire et à rimer la plaisante leçon de procédure imaginée par Barthole.

QUINZIÈME SIÈCLE.

Par suite des guerres qui déchirèrent la France à cette époque, les avocats étaient si peu nombreux, dit M. Gaudry, qu'en 1425, quand le roi et le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, conclurent la paix, le registre du Parlement constate seulement *treize* avocats.

Le nombre en était bien augmenté sous Louis XI. Citons parmi les plus célèbres :

PIERRE BATAILLE, que Louis XI choisit pour l'un de ses députés auprès des ducs de Bourgogne et de Bretagne (1473).

Voir Ayrault, *Pratique judiciaire*, liv. III, p. 50. Gaudry, *Hist. du barreau*, ch. XIII.

PIERRE DE BRÉBAN, à la fois avocat à la cour et curé de Saint-Eustache, qui plaida devant le roi de Portugal, en 1476.

ANTOINE DUPRAT. C'est cet Antoine Duprat qui, après avoir paru avec un certain éclat au barreau de Paris, devint chancelier de France, cardinal, et gâta ses talents par sa cupidité. « Le chancelier Duprat, dit Voltaire, prostitua la magistrature au point de la vendre. Il mit à l'encan vingt charges nouvelles de conseillers du Parlement. » (*Hist. du Parlem.*, ch. XVI.) Sa fortune devait passer, en partie, aux jésuites. Son fils, Guillaume Duprat, évêque de Clermont, légua à la société naissante des jésuites plus de 60,000 écus, pour ouvrir un collège à Paris et deux en Auvergne.

SEIZIÈME SIÈCLE.

Le fameux procès intenté par Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, mère de François I^{er}, au connétable de Bourbon, au sujet des apanages de la maison de Bourbon, a consacré le souvenir de trois avocats : *Guillaume Poyet, François de Montholon, Pierre Liset*. « Grande cause si jamais il en fut, s'écrie Pasquier. De vous représenter toutes les fleurettes des plaidoiries de ces grands avocats telles que portoit la rhétorique du temps, est ouvrage que je n'ai point entrepris. »

GUILLAUME POYET, fils de Gui Poyet, échevin à Angers, soutint les prétentions de la duchesse d'Angoulême. Il devint président à mortier et chancelier de France. C'est lui

qui rédigea la fameuse ordonnance de Villers-Cotterets *pour la réformation et l'abréviation des procès* (1539). Cette ordonnance, qui contient des dispositions barbares sur la torture, rendait du moins obligatoire l'usage de la langue française dans les actes publics et établissait des limites entre la juridiction civile et la juridiction ecclésiastique. « Art. 110. Afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence des arrêts, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si clairement, qu'il n'y ait ne puisse avoir aucune ambiguïté ou incertitude ne lieu à demander interprétation.

Art. 111. Et pour ce.... nous voulons dorénavant que tous arrêts soient prononcés, enregistrés et délivrés aux parties *en langage maternel françois et non autrement.* » (Isambert, *Anciennes Loix françaises*, n° 188.

FRANÇOIS DE MONTOLON, plaïda pour le connétable de Bourbon. François I^{er}, qui se rendait *incognito* aux plaidoiries, fut si satisfait de la manière dont il parla en cette affaire, qu'il lui destina dès lors la charge d'avocat du roi et l'en pourvut en 1532. Il devint chancelier de France en 1542.

PIERRE LIZET, né dans une condition médiocre, se distingua comme avocat au Parlement de Paris et fut nommé avocat du roi en 1517. C'est en cette qualité qu'il porta la parole dans la cause du duc de Bourgogne contre la duchesse d'Angoulême. « Il avoit été, dit Loisel, grand avocat du commun. » Nommé premier président en 1529, il perdit sa charge en 1550, et ne sut pas dignement accepter sa disgrâce. « On le vit se conduire en femme après avoir agi en homme, » dit de Thou. Il mourut à l'abbaye de Saint-Victor, que le roi lui avait donnée pour le consoler de sa chute.

DE MESMES. « Quand le roi François I^{er}, dit Henri de

Mesmes (1), se fut lassé de feu *Ruzé*, son avocat au Parlement, il manda mon père, lors fraîchement venu à Paris, pour lui donner cet office, lequel aussi sévèrement que durement lui contesta qu'il ne faisoit pas bien de dépouiller son héritier sans crime, et que l'office ne pouvoit autrement vacquer lui vivant. « Mais c'est mon avocat, chacun prend celui qui lui plait; serai-je de pire condition que les moindres? C'est, dit-il, l'avocat de la couronne, non sujet à vos passions, mais à son devoir. J'aimerois mieux gratter la terre aux dents que d'accepter l'office d'un homme vivant. » Le roi, ajoute Henri de Mesmes, excusa cette liberté de parler, la loua et changea de conseil. De sorte que, trois jours après, l'avocat Ruzé se vint mettre à genoux devant mon père, en son étude, l'appelant son sauveur, après Dieu. « Je n'ai rien fait pour vous, lui répondit-il, ne m'en remerciez point, car j'ai servi à ma conscience, non à votre satisfaction. »

PIERRE SÉGUIER, né à Paris en 1504, se distingua au palais par la facilité et l'énergique concision de sa parole. On peut lire deux de ses discours dans le *Recueil de plaidoyez notables*, publié à Paris en 1644. Sous le règne de Henri II, il plaida en présence du roi pour la veuve d'un sieur de Marseilly, traîtreusement assassiné, contre la femme du meurtrier. Voici quelques fragments de son plaidoyer :

« Sire, la cause qui se présente devant votre royale Majesté, est pour une damoiselle veuve et pour un posthume pupille, contre un vassal infidèle ayant inhumainement et proditoirement occis et meurtri son seigneur de fief. L'Écriture sainte et Lois écrites vous recommandent, Sire, les veuves et orphelins, et, pour vous inviter à les avoir en votre recommandation, les mettent en votre protection et garde

(1) Voir les *Mémoires de Castelnau*, publiés par J. le Laboureur, tome II, p. 771, in-f^o.

comme personnes misérables. Toutefois, puisque la damoiselle et son pupille ont rencontré cette bonne fortune que leur cause soit audiencée en votre présence et prise pour être terminée par votre sacrée Majesté, ils seront relevés de toutes misères et heureux à jamais. »

Il expose alors avec force et netteté le meurtre du sieur de Marseille par son vassal de Pocquaire, et s'écrie : « Voilà un exploit, Sire, tant inhumain, tant prodigieux que plus ne doit être le sang tant indignement répandu. Il crie vengeance à Dieu et à vous, Sire, qui êtes le vicaire de Dieu pour en faire vengeance. »

Pocquaire a été condamné à mort par contumace, et son fief de Laz a été réuni pour crime de félonie aux fiefs du fils de la victime. Mais la femme du meurtrier s'oppose à la saisie de ce fief, qu'elle réclame comme devant lui revenir en vertu d'une convention arrêtée lors de son mariage.

« Or, dit Séguier, toute l'école convient que si un vassal tient un fief affecté à ses descendants ou collatéraux, la félonie par lui commise contre la personne de son seigneur de fief réunit son fief à la table du fief dominant, tant pour le temps de lui que perpétuellement pour les siens, encore qu'ils n'aient failli. Et pour ce que vous, Sire, n'êtes sujet aux lois d'autrui, *prenez pour guide, s'il vous plaît, la raison naturelle que l'on dit être la loi écrite au cœur des hommes*, qui est le sens commun servant de lanterne parmi les ténèbres des hommes. » La dernière expression a vieilli et est devenue triviale ; mais, sauf un mot, la phrase est remarquable et pourrait se trouver dans la bouche d'Étienne Pasquier ou de Simon Marion.

Pierre Séguier devint avocat du roi et président de chambre au Parlement. Il eut seize enfants, dont six garçons, qui furent tous magistrats et portèrent dignement le nom paternel.

Le second Pierre II Séguier succéda à son père comme président à mortier.

CHRISTOPHE DE THOU, émule de Pierre Séguier au barreau. Séguier était plus nerveux, de Thou plus abondant et plus agréable. « On disoit de l'un, rapporte Loisel, *multa paucis*, et de l'autre, *pauca multis*. » L'un ne se présentait jamais que bien apprêté, apportant des autorités de droit et de docteurs plus élaborées; l'autre avait l'esprit et la parole plus prompte et le plus souvent ornée de quelques lieux d'humanité et parfois de vers de poètes latins. Chose digne d'être remarquée, dit Pasquier, « de Thou, de l'état d'avocat privé, fut de plein saut fait président de chambre (1) ». Devenu président, il contribua, paraît-il, à propager la mode des citations : « Cette nouvelle forme de plaider, si je ne m'abuse, est venue d'une opinion que nous eûmes de contenter feu M. le président de Thou, devant lequel ayant à parler et voyant son savoir être disposé à de telles allégations, nous voulûmes nous accommoder à l'oreille de celui qui avoit à nous écouter (2). »

En 1572, après la Saint-Barthélemy, étant tombé sur cet endroit des *Silves* de Stace :

*Excidat illa dies ævo, nec postera credant
Sæcula...* (Liv. v.)

il en fit l'application à cette fatale journée et l'écrivit à la marge du livre.

Il est le père d'Auguste de Thou, le célèbre historien.

GILLES LEMAISTRE et son neveu JEAN LEMAISTRE. Le premier devint avocat général, président à mortier et premier

(1) *Lettres de Pasquier*, liv. VII, x.

(2) *Lettres de Pasquier*, liv. VII, xii.

président. Le second contribua, avec du Vair, à faire rendre le fameux arrêt de 1593, en faveur de la loi Salique.

PIERRE AYRAULT, né en 1536. Avocat distingué au Parlement de Paris, Ayrault se retira en 1568 à Angers, son pays natal, avec la charge de lieutenant-criminel au siège présidial de cette ville.

Il a laissé un ouvrage sur l'*Ordre, formalité et instruction judiciaire des anciens, conféré au style et usage de notre France*, où se trouvent des sentiments élevés et des pensées justes.

Il réclame pour l'accusé la liberté la plus complète de défense : « *Dénier la défense, dit-il, c'est un crime ; la donner, mais non libre, c'est tyrannie.* »

Il déplore, comme Simon Marion, les calamités de la patrie, et s'encourage, comme lui, à les supporter en travaillant. Aux malheurs publics s'étaient ajoutés pour lui les chagrins de famille. Son fils aîné s'était fait jésuite à son insu et n'avait jamais voulu revenir sur cette détermination. Ayrault écrit à ce sujet, au commencement de son quatrième livre : « Il vaut mieux continuer notre entreprise, quelques calamités publiques et domestiques qui se présentent. Car où pourrions-nous trouver de la consolation que parmi les livres, de voir un si grand royaume déchoir et prendre les errements d'un corps mortel et périssable comme le nôtre ? Quant aux fâcheries privées, puisque j'ai perdu mon fils aîné, et puisqu'il ne se trouve point de remède aux maléfices qui ont la religion pour couleur,..... reprenons donc ce qui restoit de notre dessein et entreprise. Laissons-là la désobéissance et contumace de mon fils. »

Dans son plaidoyer contre les jésuites, Arnaud rappelle le malheur de Pierre Ayrault et reproche à la Société de voler les enfants à leurs familles : « Les pères, dit-il, étoient con-

traints de perdre leurs enfants, qui étoient charmés ou bien souvent du tout volés s'ils les trouvoient à leur gré. De quoi il n'y a que trop d'exemples déplorables assez connus à un chacun et des plaintes publiques qui en sont laissées à la postérité contre ces plagiaires cruels qui séparent les enfants d'avec les pères et souvent dérobent tout l'appui et le soutien d'une maison; comme au lieutenant criminel d'Angers, Ayrault, qui est chargé de huit petits enfants en sa vieillesse, et a été volé par les jésuites de son fils aîné, qui pourroit maintenant entrer en sa charge et servir de père à ses frères et sœurs tout jeunes. Ils le lui ont soustrait dès l'âge de quatorze ans et le tiennent en Italie et en Espagne sans que jamais il en ait pu savoir aucune nouvelle, quelques monitions et censures ecclésiastiques qu'il ait fait jeter contre eux. » (Du Boulay, *Hist. universit.*, t. VI.)

Ménage, petit-fils d'Ayrault, a écrit sa vie en latin.

(V. Camus, *Bibliothèque choisie*. Dupin, *Lettres sur la profession d'avocat*.)

JACQUES CANAYE, l'un des avocats nommés par le Parlement pour la réformation de la coutume de Paris. Il passait, dit M. Gaudry, pour l'un des plus savants de son temps. Pasquier lui consacra ce distique :

*Canadium dixi, volui quem dicere Catum :
Longius et nomen, majus et ingenium.*

(Epigram. v.)

Ces vers sont adressés « *ad Jacobum Canadium, insignem jurisconsultum et advocatum* ».

OMER TALON, avocat au Parlement, père de JACQUES TALON, avocat au Parlement, grand-père d'OMER TALON, avocat au Parlement, qui pendant la Fronde remplit avec tant d'éner-

gie, de droiture et d'éloquence, les fonctions d'avocat du roi au Parlement de Paris.

ANTOINE MORNAC, avocat, jurisconsulte et poète, étudia le droit à Poitiers, où il rencontra Bacon, envoyé en France à la suite de l'ambassadeur d'Angleterre. « Je me souviens, » écrira plus tard Bacon, « que dans mon adolescence, me trouvant à Poitiers, en France, je me liai familièrement avec un Français, jeune homme de beaucoup d'esprit, mais un peu bavard, qui est devenu dans la suite un homme éminent. » Ce jeune Français est Mornac, suivant l'opinion de M. Beaussire. (*Mém. de la Sorbonne.*) Admis en 1579 au barreau de Paris, il y acquit une haute réputation de talent et de probité.

On a de lui une dissertation sur l'existence du royaume d'Yvetot : « *De falsa regni Yvetoti narratione ex majoribus commentariis fragmentum.* » Dans cette dissertation latine de vingt-quatre pages, Mornac réfute gravement l'existence de ce petit royaume mentionné par le moine Gaguin, sous Charles VIII, et que Béranger chantera de nos jours dans ses vifs et malins couplets : « *Possum merito asserere fabulosam esse istius regni Yvetoti narrationem*, etc. » Heureusement pour sa mémoire, il traita des questions plus importantes :

1° *Ferix forenses et elogia illustrium Togatorum Gallix* ;

2° Observations sur les vingt-quatre premiers livres du Digeste ;

3° Un poème latin en neuf livres sur les guerres civiles du seizième siècle.

JULIEN PILIEU ou PELEUS, né à Angers, se fit assez remarquer au barreau de Paris pour qu'Henri IV l'appelât au conseil d'État et lui donnât titre d'historiographe.

Ses plaidoyers et ceux qu'il a recueillis de son temps ont

été réunis en un volume, sous ce titre : « *Oeuvres de M^e Julien Peleus*, avocat au Parlement, contenant plusieurs questions illustres tant en matières bénéficiales, civiles et criminelles que des coutumes de France, droit écrit et constitutions de l'Église gallicane. » (A Paris, chez Pierre Billaine, rue Saint-Jacques, à la *Bonne Foy*, devant Saint-Yves, M.DC.XXXVIII.)

Julien Peleus rencontra, à ce qu'il paraît, plus d'un critique sévère ou malveillant parmi ses contemporains, car il tance vertement dans sa préface ceux qui lui reprochent de composer ses livres de morceaux d'emprunt « et de factons dérobés », ou de manquer d'exactitude dans les causes qu'il rapporte. Il rabroue aussi « ces éventés rapetasseurs de lieux communs, qui font semblant de s'étonner de ce que ses livres sont bien recueillis du public ; présomptueux animaux d'estimer que le général des hommes soit sans entendement et que le jugement ne loge qu'en leur tête ». Il proteste devant le ciel et la terre « que les risées et les bourdes, les contes et moqueries, les calomnies et impostures de ces concourdes éventées, sont ses titres d'honneur », et il foule aux pieds leur mépris et leur insolence. Malheureusement le volumineux recueil de ses questions illustres semble donner raison à ses détracteurs.

Julien Peleus plaida en 1595 un procès de sorcellerie resté célèbre. Il s'agissait de savoir « si un locataire peut quitter la maison où il retourne des esprits, et si, pour cette occasion, il peut demander la résolution du contrat de louage ». Un certain Jean-la-Tapy prétendait que la maison qu'il avait louée à Bordeaux, « étoit infectée par des esprits qui se présentent tantôt sous la forme de petits enfants, tantôt sous d'autres formes terribles et épouvantables, lesquels opprimoient et inquiétoient les personnes, remuoient les meubles, excitoient des bruits et tintamares par tous les coins et

avec force violences déjetoient des lits ceux qui y reposoient ». Le locataire gagna sa cause devant le sénéchal de Guyenne, et le contrat de louage fut cassé. Mais le propriétaire en appela au Parlement de Bordeaux et confia sa cause à Julien Peleus.

Celui-ci ne manqua pas une si belle occasion de citer les Grecs, les Latins, l'Écriture sainte, et d'étaler son érudition sacrée et profane. Il montra, par une foule d'exemples tirés des écrivains anciens, que le courage (*fortitudo*, *virtus*) avait toujours suffi pour mettre en fuite des apparitions de ce genre. Il se demanda si ces démons, suivant l'opinion de quelques philosophes, « n'étoient autre chose que les bonnes et mauvaises cupidités de notre âme », ou si ces fantômes ne se présentaient pas d'ordinaire « à ceux qui, pour être trop chargés de vins et de viandes, ont le cerveau troublé de mille imaginations vaines que causent l'indigestion et la crudité de l'estomach. » Ces esprits, il est vrai, pourraient bien être des âmes qui reviennent en ce monde pour prier leurs parents et amis de leur rendre leurs devoirs et *les délivrer de peines auxquelles elles sont destinées, par jeûnes, aumônes et oraisons*. « Et pour lors, dit l'avocat avec une ironie assez piquante, j'estime l'intimé si bon chrétien, qu'il ne voudroit pour rien au monde dénier ses devoirs à ses parents, et ce seroit sans raison, voire même sans générosité, qu'il se plaindrait de leur retour. »

La cour, ayant mis à néant et l'appellation et ce dont avait été appelé, décida que des commissaires désignés par elle se transporteraient sur les lieux et visiteraient la maison tant de l'intimé que de ses voisins pour être juges oculaires du fait de la cause.

PIERRE PITHOU, né en 1539, fils d'un avocat de la ville de Troyes, étudia les bonnes lettres à Paris, à l'école de Galand

et de Turnèbe. Son père l'envoie ensuite aux Universités de droit et « le bonhomme lui recommande surtout de s'arrêter aux textes, sans s'amuser aux gloses ni aux docteurs ». Ce que le fils exécute si bien, qu'en peu de temps il était familier avec les textes des jurisconsultes et pouvait y mettre lui-même des gloses et des annotations. « Il me souvient, dit Loisel, que la première connoissance que j'eus de lui fut en la boutique d'un libraire, où, disputant d'un lieu de Papien, *de inofficioso testamento*, il se rendit d'autant plus admirable qu'il étoit si jeune, que nous l'appelions ordinairement *le petit Pithou*. Mais il crût si fort en peu de temps de corps et d'esprit, qu'il mérita à bonnes enseignes d'être appelé *le grand Pithou*. Il n'avoit pas encore vingt-quatre ans que Cujas le consultoit et vantoit sa science, et qu'il étoit déjà au rang des plus savants et judicieux de ceux qui manioient les livres. »

A vingt-cinq ans, Pierre Pithou plaida sa première cause, et, encore qu'il l'eût gagnée sur-le-champ, il renonça dès lors aux plaidoiries. « Je ne sçay quelle honte le retenoit tellement, qu'il étoit bien aise de ne paroître guère en public (1). »

Il accepta cependant, pour trois ans, les fonctions de procureur-général près la chambre de justice établie en Guyenne, et exerça provisoirement les mêmes fonctions au Parlement de Paris, après la rentrée d'Henri IV dans sa capitale. C'est alors qu'il prononça, dans un procès important, le discours conservé sous ce titre : « Dispute pour et contre l'exhérédation des enfants d'un fils marié sans le consentement de son père. »

Guillaume le Royer s'est marié sans le consentement de son père, et l'orateur rappelle en termes élevés le respect dû

(1) Voir *Opuscules de Loisel*.

à l'autorité paternelle et définit le vrai caractère du mariage. Il insiste sur la gravité « de la faute commise par Guillaume le Royer envers M. Julian le Royer, son père ».

« Que tout ainsi que la première loi de nature est d'avoir soin des nôtres, et principalement de nos enfants, aussi que le premier commandement humain que nous ayons reçu de Dieu, de nature et des hommes, est d'honorer nos pères et nos mères; que cet honneur ne consiste pas seulement en un honneur de bouche et de main, comme l'on dit, mais principalement en une révérence approchant de près celle que nous devons à Dieu. Et partant, ainsi que nous ne devons jamais rien commencer sans la prière et l'invocation du nom de Dieu, ainsi ne devons-nous jamais rien entreprendre en conséquence es affaires de ce monde sans l'avis, conseil et commandement de nos pères et mères. Le principal acte de notre vie est donc le mariage, par lequel nous faisons deux choses signalées et remarquables à l'égard de nos pères et mères. L'une est que nous nous séparons et divisons aucunement d'avec eux pour entrer en une autre et encore plus étroite obligation et lien par une conjonction de vie individuelle. L'autre que par là nous perpétons, en tant que nous est, leur race et postérité, et tâchons d'immortaliser par nos enfants ce qui est frêle, caduc et mortel en eux. A raison de quoi, nous mariant sans le congé, conseil et avis de nos parents, leur faisons tort, et, ce faisant, sommes les plus ingrates créatures du monde. »

N'est-ce pas là un passage digne d'être conservé? La leçon est belle, grave et éloquente, et l'on comprend, en la lisant, le surnom donné à Pierre Pithou par ses confrères, de *sage arbitre*.

FRANÇOIS PITHOU, né en 1543, à Troyes, suivit, comme son frère, les leçons de Cujas et collabora aux travaux juridiques

de Pierre Pithou. Reçu avocat au Parlement à l'âge de trente-sept ans, il remplit les fonctions de procureur-général près la chambre instituée pour la répression de la maltôte.

CLAUDE MANGOT, « subtil jurisconsulte, qui s'expliquoit aisément avec une parole pressée et aiguë, plutôt que grand orateur, » dit du Vair. L'éclat de sa renommée fut éclipsé par la réputation naissante de son fils. Claude Mangot s'était mesuré pourtant avec les plus fameux avocats de son temps, Canaye, Versoris, Pasquier, etc. On cite sur lui l'anecdote suivante : En 1579, dans une plaidoirie qui se faisait à huis-clos au Parlement de Paris et dans laquelle il s'agissait du duché de Bretagne, M^e Claude Mangot, interrompu par Versoris, lui dit dans la chaleur : « Monsieur Versoris, vous avez tort de m'interrompre, vous en avez assez dit pour gagner *voire avoine*. » Versoris, offensé, demanda réparation. La plaidoirie s'acheva, et, après l'arrêt prononcé, M. le premier président de Thou dit : « M^e Claude Mangot, la Cour m'a donné charge de vous dire que ce qui se donne aux avocats pour leur labeur n'est point par forme d'*avoine*, mais c'est *un honoraire*. » M^e Mangot fut si outré que depuis il n'eut point de santé et mourut peu de temps après. (Voir *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, par Boucher d'Argis. Lettres de Dupin sur la profession d'avocat.)

JACQUES MANGOT, dit Pasquier, « étoit le fils de M. Claude Mangot, l'un des premiers avocats de notre temps, sous lequel, après le retour des Universités, il voua un silence de quatre ans entiers, assidu en toutes ses consultations sans mot dire, et depuis, se jetant au barreau, fit reluire en lui une jeunesse admirable entre les avocats. » (*Recherches de la France*, liv. IV, chap. xxvii.)

Jacques Mangot, avocat du roi au Parlement, fut, dit

Loisel, « le plus accompli personnage en tout ce que l'on pouvoit désirer. Il n'avoit que trente-six ans lorsqu'il décéda, et n'eût eu son pareil, soit en probité et en intégrité, soit en science et en connoissance de toutes les bonnes lettres, s'il eût vécu âge d'homme. » (*Dialogue des avocats.*)

Du Vair confirme ce jugement : « Quant à M. Mangot, l'avocat du roi, dit-il, il me fâche de parler de son éloquence, car il étoit orné de tant et tant d'autres belles vertus, qu'il semble que s'en taire pour parler de celle dont il faisoit moins de cas, ce seroit faire tort à sa mémoire.... C'étoit un esprit fort clair, un jugement fort sain, une parole fort nette, sans fard, sans affectation. Il savoit beaucoup; entre ce qu'il savoit, il choisissoit bien; toutefois il me sembloit un peu long et n'avoit pas beaucoup de pointe. » (*Traité de l'éloquence française.*)

Noble et virile éducation que celle des Pierre Pithou et des Jacques Mangot! Race énergique, génération exemplaire qui, après des études approfondies, *se vouait quatre années entières au silence*, et n'abordait qu'avec défiance ce redoutable ministère de la parole, vers lequel tant d'autres se sont précipités depuis avec un empressement si prématuré!

INDEX DE L'APPENDICE.

TREIZIÈME SIÈCLE. — Avocats et jurisconsultes. — Un pape et un saint.

Gui Foucault (Clément IV).

Guillaume Duranti.

Pierre de Fontaines.

Yves de Kermartin (saint Yves).

QUATORZIÈME SIÈCLE. — Avocats et jurisconsultes. — Une leçon de procédure. Barthole et l'*Advocacie Notre-Dame*.

Raoul de Presles.

Pierre de Cugnères.

Pierre de Belleperche.

D'Orgemont.

Desfontaines.

Guillaume du Breul.

Arnaud de Corbie.

Guillaume de Dormans.

Pierre de Fontebrac.

Jean de Nully.

Jean Filleul.

Jean Anchier.

Henri de Marle.

Oudard Berthine de Molins.

Jean de Popincourt.

Jean Canard.

Jean Jouvenel.

Barthole et l'*Advocacie Notre-Dame*.

QUINZIÈME SIÈCLE. — Dispersion et corruption du barreau.

Pierre Bataille.

Pierre de Bréban.

Antoine Duprat.

SEIZIÈME SIÈCLE. — Avocats et jurisconsultes. — Fragments de P. Séguier et de P. Pithou. — Un procès de sorcellerie (Julien Peleus). — Les deux Mangot.

Guillaume Poyet.

François de Montholon.

Pierre Lizet.

De Mesmes.

Pierre Séguier.

Christophe de Thou.

Gilles et Jean Lemaistre.

Pierre Ayrault.

Jacques Canaye.

Antoine Mornac.

Omer Talon.

Julien Peleus.

Pierre Pithou.

François Pithou.

Claude Mangot.

Jacques Mangot (1).

(1) Rappelons, en finissant, à l'honneur des personnages ici nommés, tout ce qu'il faut de talent, chez un avocat, pour établir quelque clarté, quelque raison, quelque élégance dans un conflit de vérités relatives, bornées, souvent contestables, sur des matières arides et des sujets parfois vulgaires ou obscurs. Or, les purs lettrés (comme l'avoue Sainte-Beuve), habitués à un ordre d'idées plus élevées ou plus délicates, sont portés à faire trop peu de cas de ces qualités essentielles au barreau et en savent trop peu de gré aux avocats distingués qui les possèdent. De là l'oubli profond où tombent bientôt des noms un instant célèbres. Nous avons essayé, pour notre compte, de réparer à cet égard l'indifférence et l'oubli des littérateurs.

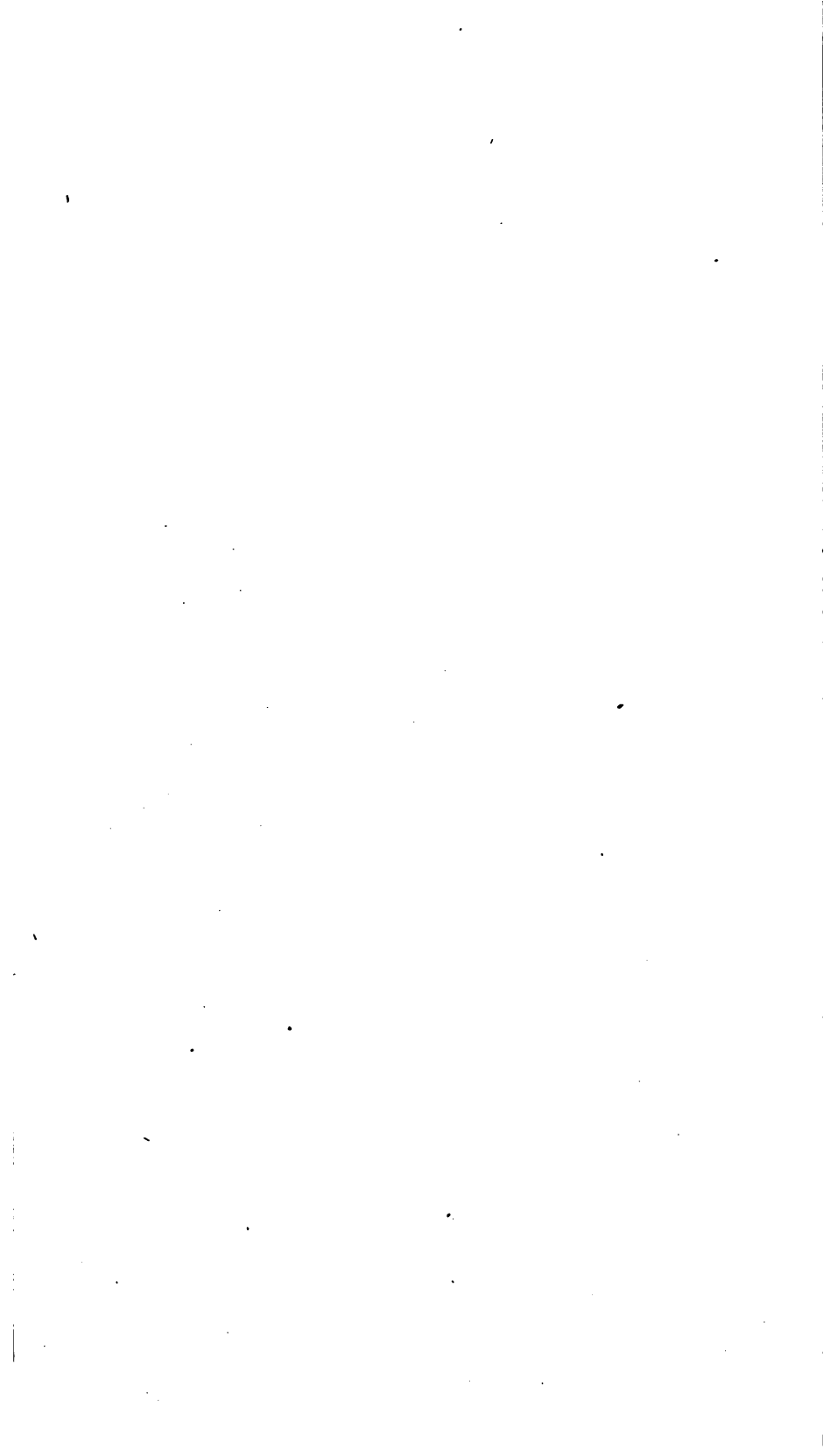


TABLE.

Avant-propos. — L'éloquence judiciaire et la littérature nationale.
 — Profession toute moderne des avocats. — Les avocats à Athènes.
 — Les avocats à Rome. — Les avocats de nos Parlements. — Intérêt
 d'une étude de l'éloquence judiciaire en France Page vii

Chapitre I^{er}. — Le barreau et l'éloquence judiciaire avant le
 seizième siècle. p. 1

§ 1^o TREIZIÈME SIÈCLE. — Les avocats du temps de saint Louis. —
 Amparliers ou Emparliers. — Conseils que leur donnent Philippe
 de Beaumanoir, Pierre de Fontaines, G. Duranti. — Formule d'un
 appel en champ clos p. 1

§ 2^o QUATORZIÈME SIÈCLE. — Philippe le Bel. — Établissement
 du Parlement sédentaire et création du barreau. — Principaux
 avocats du quatorzième siècle : Jean des Mares, Regnault d'Acy,
 Jean Jouvenel. — Jean Lecoq : le procès des trois soles. — Causes
 qui entravent l'éloquence judiciaire à cette époque. — La satire
 et les gens de loi. — Discipline et règlements du barreau. — Les
 avocats étaient-ils chevaliers? Esprit et tendances du barreau du
 quatorzième siècle. Pierre Flotte, Pierre de Cugnières, Pierre
 Dubois. Le Songe du Vergier. p. 14

§ 3^o QUINZIÈME SIÈCLE. — Premier monument de l'éloquence judi-
 ciaire. Plaidoyers du cordelier Jean Petit et de l'abbé de Saint-Fiacre
 après l'assassinat du duc d'Orléans par Jean sans Peur. — Gerson,
 avocat au Parlement de Paris. Son plaidoyer pour l'Université contre
 messire Charles de Savoisy. Harangue au roi Charles VI. — Nicolas
 Raulin, avocat et chancelier du duc de Bourgogne. Jugement sur
 les avocats du quinzième siècle. p. 42

Chap. II. — SEIZIÈME SIÈCLE. — Étienne Pasquier p. 65

§ 1^o *La renaissance et le barreau.* — Réforme des études juridiques. Budé et Alciat, Cujas et Dumoulin. — Le chancelier de l'Hôpital. Influence littéraire de Ronsard. p. 65

§ 2^o *Étienne Pasquier.* Son éducation. Ses débuts au barreau. — Procès de l'Université contre les jésuites. Plaidoyers d'E. Pasquier et de Versoris. Conclusions de l'avocat du roi Du Mesnil. — Procès du sieur d'Arconville. Plaidoyers de Brisson et de Pasquier. — Les ambassadeurs de Pologne au Parlement. — Plaidoyers de Pasquier pour le couvent de Lagny ; pour les disciples de Paracelse. — Il défend les habitants de la ville d'Angoulême. — Pasquier, avocat-général à la chambre des comptes, résiste au cardinal de Vendôme pour la vérification d'un édit. — Troubles de la Ligue. Pasquier à l'Hôtel-de-Ville. — Congratulation à Henri IV. — Jugement sur la langue et l'éloquence de Pasquier. — Lettre à son fils sur la profession d'avocat. p. 74

Chap. III. — Antoine Arnaud. Sa famille. Sa conduite pendant la Ligue. Pamphlet de l'*Anti-Espagnol*. Second procès de l'Université contre les jésuites. Plaidoyers d'Antoine Arnaud pour l'Université, de Louis Dollé pour les curés de Paris, de Claude Duret pour les jésuites. — Henri IV et le duc de Savoie au Parlement. Plaidoyers d'Anne Robert et d'Arnaud. Conclusions de l'avocat du roi Servin. — Audiences d'apparat. Présentation au Parlement du connétable de Montmorency. — Les Gardes de Normandie. — Plaidoyer d'Arnaud pour M. le duc de Guise. — Crédit et grande position d'Arnaud. — Son patriotisme. Ses pamphlets. La délivrance de la Bretagne. La première Savoisiennne. — Franc et véritable discours au roi sur le rétablissement des jésuites. — Utile et salutaire avis à Louis XIII. — Jugement sur l'éloquence d'Arnaud. — Les Arnaud et Port-Royal p. 147

Chap. IV. — Simon Marion. — Préface de ses plaidoyers. Dédicace à la France. — Sa vie et ses œuvres. Procès en matière de droits régaliens. Plaidoyers de S. Marion et d'E. Pasquier. Henri III au

conseil privé. Sa colère contre Marion. La liberté de l'imprimerie et la propriété littéraire au seizième siècle. — Procès du marquis d'Allègre. — S. Marion, avocat-général. — Ses conclusions contre les jésuites. — Remontrances à l'ouverture du Parlement. — Jugement sur l'éloquence et le caractère de S. Marion p. 219

Chap. V. — Les magistrats. — De l'éloquence du ministère public. L'avocat du roi du Mesnil. — Les Mercuriales. — Brisson. Son discours sur les causes de la diminution de l'éloquence chez les modernes. — Guy du Faur de Pibrac. — L'avocat-général d'Espeisses. Servin. Une accusation de sortilège. — Lit de justice du roi Louis XIII. Protestation de l'avocat-général Servin. — Sa mort. — Antoine Loisel, avocat du roi, en Guyenne. Son premier discours à Bordeaux (1582). — La Guyenne, d'Antoine Loisel, ou recueil de huit remontrances faites en la chambre de justice de Guyenne. Les Institutes coutumières. Le Dialogue des avocats. — Guillaume du Vair. Sa conduite pendant la Ligue. Suasion de l'arrêt donné au Parlement pour le maintien de la loi Salique. — Arrêts prononcés en robe rouge. — Mercuriales de du Vair. — Traité de l'éloquence française. p. 272

Conclusion p. 329

Appendice. p. 337

Index de l'Appendice p. 362

Ex 82
5/9/24

~~—~~





